

- 1423/1 - 93/94 (Chambre)
1074-1 (1993-1994) (Sénat)

**Sénat et Chambre
des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1993-1994

5 MAI 1994

**PREFIGURATION DES
RESULTATS DE L'EXECUTION
DU BUDGET DE L'ETAT
POUR 1993**

transmise par la Cour des comptes
conformément à l'article 77
des lois sur la
comptabilité de l'Etat,
coordonnées le 17 juillet 1991

- 1423/1 - 93/94 (Kamer)
1074-1 (1993-1994) (Senaat)

**Belgische Senaat
en Kamer van
Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1993-1994

5 MEI 1994

**VOORAFBEELDING VAN DE
UITSLAGEN VAN DE UITVOERING
VAN DE STAATSBEGROTING
VOOR 1993**

verstrekt door het Rekenhof
overeenkomstig artikel 77
van de wetten
op de Rijkscomptabiliteit,
gecoördineerd op 17 juli 1991

SOMMAIRE

Présentation synthétique du rapport de la Cour	Pages
PREMIERE PARTIE	
CHAPITRE I ^{er} : Synthèse générale des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1993	10
A. Les imputations à charge du budget	10
B. Le déficit de l'Etat en 1993	12
CHAPITRE II: Les recettes	22
A. Les recettes totales	22
B. Les recettes Voies et Moyens	24
C. Les recettes transférées aux Communautés et aux Régions	26
CHAPITRE III: Les crédits de dépenses	30
A. Les données budgétaires	30
B. Les délibérations du Conseil des ministres ayant autorisé, en 1993, des dépenses au-delà des crédits budgétaires	31
CHAPITRE VI: Les dépenses	34
A. Les dépenses effectuées sur les crédits de 1993	34
1. Aperçu global	34
2. Les dépenses par programme	36
Section 12 — Justice	37
Section 13 — Intérieur et Fonction publique	42
Section 14 — Affaires étrangères et Commerce extérieur	45
Section 15 — Coopération au développement	48
Section 16 — Défense nationale	50
Section 17 — Gendarmerie	54
Section 18 — Finances	55
Section 23 — Emploi et Travail	58
Section 24 — Prévoyance sociale	60
Section 25 — Santé publique et Environnement	62
Section 31 — Agriculture	65
Section 32 — Affaires économiques	71
Section 33 — Communications et Infrastructure	73
Section 51 — Dette publique	77
B. Les dépenses sur crédits reportés de 1992 . .	79
C. Les dépassements de crédit	80
CHAPITRE V: La dette publique en 1993	86
A. Encours de la dette publique	86
B. Structure de la dette publique	88
C. Charges en intérêts de la dette publique et taux d'intérêt implicite de la dette	90

INHOUD

Synthetische voorstelling van het verslag van het Rekenhof	Blz.
DEEL I	
HOOFDSTUK I: Algemene synthese van de resultaten van de uitvoering van de Staatsbegroting voor 1993	181
A. De aanrekening op de begroting	181
B. Het tekort van de Staat in 1993	183
HOOFDSTUK II: De ontvangsten	194
A. De totale ontvangsten	194
B. De rijksmiddelenontvangsten	196
C. Ontvangsten overgedragen aan Gemeenschappen en Gewesten	197
HOOFDSTUK III: De uitgavenkredieten	202
A. De budgettaire gegevens	202
B. Ministerraadsbeslissingen die in 1993 machtiging hebben verleend tot het verrichten van uitgaven boven de begrotingskredieten	203
HOOFDSTUK IV: De uitgaven	207
A. Uitgaven op kredieten van 1993	208
1. Globaal overzicht	208
2. De uitgaven per programma	209
Sectie 12 — Justitie	210
Sectie 13 — Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	215
Sectie 14 — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	218
Sectie 15 — Ontwikkelingssamenwerking .	221
Sectie 16 — Landsverdediging	223
Sectie 17 — Rijkswacht	228
Sectie 18 — Financien	229
Sectie 23 — Tewerkstelling en Arbeid . .	232
Sectie 24 — Sociale Voorzorg	234
Sectie 25 — Volksgezondheid en Leefmilieu	236
Sectie 31 — Landbouw	239
Sectie 32 — Economische Zaken	246
Sectie 33 — Verkeer en Infrastructuur . .	248
Sectie 51 — Rijksschuld	252
B. Uitgaven op overgedragen kredieten van 1992	254
C. Kredietoverschrijdingen	256
HOOFDSTUK V: De rijksschuld in 1993	262
A. Uitstaand bedrag van de rijksschuld	262
B. Structuur van de rijksschuld	264
C. Intrestlast van de rijksschuld en impliciete interestvoet van de schuld	266

	Pages		Blz.
DEUXIEME PARTIE — ANNEXES		DEEL II — BIJLAGEN	
A. Le déficit budgétaire de l'Etat: comparaison de l'évolution mensuelle des opérations budgétaires pour 1990 à 1993	91	A. Begrotingstekort van de Staat: vergelijking van de maandelijkse evolutie van de begrotingsverrichtingen over de jaren 1990 tot en met 1993	269
B. Le tableau des dépenses, par programme	101	B. De tabel van de uitgaven, per programma	277
Section 01 — Dotations	102	Sectie 01 — Dotatiën	278
Section 11 — Services du Premier ministre	103	Sectie 11 — Diensten van de Eerste Minister	280
Section 12 — justice	107	Sectie 12 — Justitie	284
Section 13 — Intérieur et Fonction publique	111	Sectie 13 — Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	288
Section 14 — Affaires étrangères et Commerce extérieur	118	Sectie 14 — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	295
Section 15 — Coopération au développement	122	Sectie 15 — Ontwikkelingssamenwerking	299
Section 16 — Défense nationale	125	Sectie 16 — Landsverdediging	302
Section 17 — Gendarmerie	129	Sectie 17 — Rijkswacht	306
Section 18 — Finances	131	Sectie 18 — Financiën	308
Section 21 — Pensions	134	Sectie 21 — Pensioenen	311
Section 22 — Classes moyennes	137	Sectie 22 — Middenstand	314
Section 23 — Emploi et Travail	139	Sectie 23 — Tewerkstelling en Arbeid	316
Section 24 — Prévoyance sociale	144	Sectie 24 — Sociale Voorzorg	321
Section 25 — Santé publique et Environnement	147	Sectie 25 — Volksgezondheid en Leefmilieu	324
Section 31 — Agriculture	152	Sectie 31 — Landbouw	330
Section 32 — Affaires économiques	157	Sectie 32 — Economische Zaken	335
Section 33 — Communications et Infrastructure	166	Sectie 33 — Verkeer en Infrastructuur	344
Section 34 — Postes, Télégraphes et Téléphones	171	Sectie 34 — P.T.T.	349
Section 51 — Dette publique	172	Sectie 51 — Rijksschuld	350

[4]

(5)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

PREFIGURATION DES RESULTATS

DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

POUR 1993

Adoptée en assemblée générale du 4 mai 1994

PRESENTATION SYNTHETIQUE DU RAPPORT DE LA COUR

L'article 77 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat prévoit que, dans le courant du mois de mai suivant l'année budgétaire, la Cour des comptes transmet au Parlement une préfiguration des résultats de l'exécution du budget.

Sans posséder le caractère définitif du compte général de l'Etat, la préfiguration offre déjà une image fidèle de l'exécution du budget.

Cependant, alors que la décharge accordée par la loi des comptes possède le caractère d'un quitus par essence définitif, la décharge dont le Gouvernement bénéficie à la suite du vote d'une motion motivée s'appuie sur des résultats encore provisoires de l'exécution du budget et reste dès lors précaire : le Parlement pourrait, s'il y a lieu, la remettre en cause en se fondant sur des faits qui, non repris dans la préfiguration, seraient ultérieurement portés à sa connaissance, comme, par exemple, des anomalies ou irrégularités que le contrôle que la Cour exerce a posteriori sur les multiples dépenses non soumises à son visa préalable pourrait mettre en évidence après le dépôt de la préfiguration.

Les résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1993 peuvent être synthétisés comme suit.

Si l'on s'attache au degré de réalisation des **prévisions de recettes** et des **autorisations de dépenses** contenues dans le budget 1993, quelques constatations majeures s'imposent.

Les **recettes** de l'Etat fédéral ont été globalement inférieures aux estimations ajustées en avril 1993 de plus de 52 milliards de francs. Ce résultat permet néanmoins de maintenir la norme d'élasticité unitaire des recettes fiscales totales que le Gouvernement s'est fixée. Par ailleurs, la partie des recettes totales transférées aux Communautés et aux Régions a connu une croissance sensiblement plus élevée que les recettes conservées par l'Etat fédéral, ce dernier subissant l'essentiel des effets de la détérioration de la conjoncture économique.

Les **dépenses**, quant à elles, ont été globalement bien maîtrisées. Sur un plan strictement budgétaire, les cas de dépassements des crédits octroyés par le Parlement ont été rares et de peu d'importance. Si l'on s'en tient aux mouvements de caisse, les dépenses budgétaires sont restées de plus de 57 milliards de francs en-dessous des estimations et la norme gouvernementale de croissance réelle zéro pour les dépenses primaires (hors charges d'intérêts) a été largement respectée.

Le solde budgétaire (recettes - dépenses) reste ainsi dans les limites prévues, mais au prix d'un écart total par rapport aux estimations de l'ordre de 109 milliards de francs, les bons résultats en dépenses (- 57 milliards) permettant de compenser les moindres recettes (- 52 milliards).

Il convient cependant de souligner que ces résultats favorables ont été réalisés en partie grâce à des **pratiques de débudgétisations et de reports de charge**, certes autorisées par le Législateur, mais qui dérogent gravement aux principes fondamentaux de notre droit budgétaire et nuisent à la transparence des données comptables.

- 1) Ainsi, en recettes, près de 4 milliards de remboursements d'impôts, qui auraient normalement dû réduire les recettes de 1993, ont été réalisés par remise directe de titres de la dette.
- 2) Pour les dépenses, 45,3 milliards de charges d'intérêts ont été directement supportées par des opérations de financement et se sont donc traduites par une augmentation équivalente de la dette, sans influencer comme elles auraient dû le faire le niveau des dépenses budgétaires.
- 3) De plus, les dépenses primaires de 1993 ont été sensiblement réduites (10,6 milliards de francs) par la modification du rythme des versements des subsides aux entreprises publiques. Le report à 1994 des mensualités des deux derniers mois de 1993 devra cependant être compensé à l'avenir par des paiements anticipés d'autres mensualités. Ce gain pour 1993 ne peut donc s'assimiler à un acte de maîtrise des dépenses.
- 4) Enfin, les interventions de l'Etat au profit de l'INCA et de l'OCCH ont donné lieu en 1993 à la conclusion de nouveaux emprunts débudgétisés de près de 9,4 milliards de francs, qui ont artificiellement réduit les dépenses en 1993 de 8,6 milliards, compte tenu d'un remboursement de 0,8 milliard en 1993.

Les recettes et dépenses budgétaires de l'Etat ne sont cependant pas les seules opérations qui influencent la trésorerie de l'Etat. Les mouvements dus aux fonds de tiers et aux autres opérations non budgétaires ont provoqué, en 1993, une détérioration du résultat de caisse, qui s'est traduit par un **solde net à financer** de 376,3 milliards de francs, de quelque 12,3 milliards moins bon que le solde net prévu.

L'analyse des débudgétisations et des reports de charge, ci-dessus, montre que les mouvements de caisse à rattacher à 1993 dégageraient un déficit supplémentaire de 68,5 milliards de francs, soit un total de 444,8 milliards, s'ils étaient directement repris dans le budget et dans les comptes.

L'examen de l'exécution d'un budget ne se limite cependant pas aux seules données chiffrées. Par le vote du budget, les Chambres législatives accordent des autorisations budgétaires pour des objets bien déterminés, assorties de conditions d'utilisation et dans

un cadre légal défini. L'action menée par le Gouvernement en 1993 appelle de ce point de vue les observations suivantes.

La mise en oeuvre des différents projets, confiés au Ministère de la Justice, dans le cadre du **contrat avec le citoyen**, s'est révélée assez lente, en 1993, et l'évaluation des dépenses que ces activités entraîneraient au cours de l'année paraît n'avoir pas pris suffisamment en compte le temps nécessaire au démarrage des projets. Au total, seuls 135,1 millions de francs ont été dépensés, sur un total initialement estimé à 1.063,8 millions.

Par ailleurs, c'est dans ce même département que se posent apparemment les principaux problèmes d'estimation des dépenses de personnel. De nombreuses allocations de base enregistrent, en effet, des dépassements, qui indiquent des sous-estimations (effet de la revalorisation de l'ancienneté des magistrats, ...) et de fréquentes erreurs d'imputation.

Le Gouvernement a annoncé, lors de la préparation du budget 1993, des **économies dans la fonction publique**, évaluées, sur une base annuelle, à 3,9 milliards de francs. S'il est difficile d'apprécier aujourd'hui les résultats réellement obtenus par toutes les mesures prises, on peut néanmoins relever que le rendement des décisions en matière de mobilité du personnel paraît avoir été négligeable en 1993, en raison de l'adoption tardive de mesures d'encadrement légal et réglementaire. Les décisions prises dans le domaine des engagements contractuels n'ont pas produit les résultats escomptés, le volume global des contractuels occupés a même plutôt augmenté en 1993.

Les frais engendrés par la **Présidence par la Belgique de la Communauté européenne** devaient être couverts par un crédit provisionnel de 250 millions de francs inscrit au budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, à répartir par arrêté royal entre les différents départements, selon les besoins.

Cette répartition est intervenue tardivement (arrêté royal du 6 décembre 1993) et de nombreuses dépenses ont en fait été payées à l'intervention d'un compte spécialement ouvert à cet effet par la Banque nationale de Belgique. A ce jour, plus de 80 millions de francs ont été dépensés via ce compte.

Cette pratique organisée sans base légale contrevient aux règles budgétaires élémentaires.

La dotation à la **Caisse nationale des Calamités** (Ministère des Finances) avait été réduite de 550 millions de francs lors de l'ajustement du budget de 1993, cette réduction étant partiellement compensée par l'octroi de 250 millions par la Loterie nationale.

L'insuffisance de cette dotation a obligé la Caisse à interrompre ses paiements dans les derniers mois de l'année. Il en est résulté un arriéré de 570 millions.

La gestion de l'**Institut national de crédit agricole (INCA)** et de l'**Office central de crédit hypothécaire (OCCH)** a nécessité jusqu'à présent des interventions de l'Etat (Ministère des Finances) à hauteur de 13,5 milliards de francs, pour les opérations de ces établissements. Ces montants doivent faire l'objet de remboursements à charge des bénéfices d'exercices ultérieurs.

Le calendrier prévu pour les paiements à l'ONEM et aux organismes communautaires et régionaux de placement et de formation des chômeurs, dans le cadre du **plan d'accompagnement des chômeurs** (Ministère de l'Emploi et du Travail), n'a pas été respecté par l'Etat, les montants ordonnancés s'élevant seulement à 1.175 millions de francs, soit 58,8 % du budget de 2.000 millions prévu.

La **peste porcine classique**, qui a fait sa réapparition en Belgique fin 1993, a entraîné des paiements à concurrence de 239,1 millions de francs, en 1993. Ceux-ci ont été effectués par l'Office belge de l'économie et de l'agriculture qui n'a reçu, à cet effet, du Fonds de la santé et de la production des animaux (Ministère de l'Agriculture) que 69 millions. Cet Office a dû préfinancer des dépenses pour un montant de 170,1 millions de francs, qui a ainsi échappé au budget de l'Etat de cette année.

Les conséquences financières pour 1993 de cette épidémie sont évaluées pour l'Etat à quelque 400 millions de francs, ce qui excède manifestement les capacités de la section porcine du Fonds sanitaire, qui supporte du reste encore le coût financier de l'épidémie de peste de 1990.

La loi prévoit que le **Fonds d'orientation des entreprises publiques**, alimenté par un montant dû annuellement par Belgacom, en vertu de son contrat de gestion, est destiné au versement de subsides aux entreprises publiques en vue de contribuer à l'amélioration qualitative de leurs prestations de missions de service public.

Il apparaît toutefois que les montants versés à ces entreprises publiques (en l'occurrence, la SNCB et la Poste) sont prévus dans les contrats de gestion qui lient ces entreprises à l'Etat et sont dus par l'Etat indépendamment du paiement par Belgacom de sa contribution au fonds. Par ailleurs, ces contrats de gestion ne réservent pas l'affectation de ces fonds à l'amélioration qualitative du service public.

Il est donc permis de s'interroger sur l'utilité du recours à un fonds organique pour ces opérations.

Les modalités de versement du nouvel **impôt des Communautés** (anciennes redevances radio et télévision) devraient être définies dans une convention à conclure entre l'Etat et les Communautés. La loi spéciale de financement ne précise, en effet, ni le rythme de ces versements, ni le régime d'intérêts qui leur est applicable. Par ailleurs, la répartition des frais de perception de cet impôt entre les Communautés (850 millions de francs) devrait aussi être réglée par cette convention.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I - SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR 1993

A. LES IMPUTATIONS A LA CHARGE DU BUDGET

Les résultats de l'exécution du budget 1993, tels qu'ils sont repris dans cette préfiguration, s'établissent, sur la base des données disponibles au 31 mars 1994, à 2.355,7 milliards de francs en recettes, dont 1.269,0 milliards de francs pour les recettes courantes et de capital, et du côté des dépenses, à 3.038,6 milliards de francs en engagements¹ et 2.861,6 milliards de francs en ordonnancements², dont 1.615,6 milliards de francs pour les dépenses courantes et de capital et 1.246,0 milliards de francs pour les amortissements et les remboursements.

Les tableaux 1.1, 1.2 et 1.3 ci-après offrent une première confrontation des résultats aux estimations. Une information plus détaillée relative à chacun des éléments d'analyse figure dans les chapitres suivants.

TABLEAU 1.1. - RECETTES (en milliards de francs)				
	RECETTES ESTIMEES (1)	RECETTES IMPUTEES (2)	ECART	TAUX DE REALISATION
Recettes courantes et de capital	1 321,1	1 269,0	- 52,1	96,1 %
dont - non affectées	1 271,0	1 221,1	- 49,9	
- affectées (3)	50,1	47,9	- 2,2	
Produits d'emprunts (4)	1 013,1	1 086,7	+ 73,6	107,3 %
dont - non affectés	890,2	837,6	- 52,6	
- affectés (3)	122,9	249,1	+ 126,2	
TOTAL	2 334,2	2 355,7	+ 21,5	100,9 %
dont - non affectés	2 161,2	2 058,7	- 102,5	
- affectés (3)	173,0	297,0	+ 124,0	

- (1) Loi du 6 août 1993 ajustant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1993.
- (2) Voir Chapitre II, tableau 2.1.
- (3) Les recettes affectées sont attribuées à des fonds organiques (cfr. Tableau des dépenses dans la partie II - Annexes).
- (4) En ce qui concerne les produits d'emprunts, seul le produit des emprunts consolidés est enregistré au budget des Voies et Moyens (cfr. Exposé général 1993; Doc. Chambre, n° 663/1-91/92, p. 8). Le produit de la dette flottante est enregistré en dehors du budget via les comptes d'ordre de trésorerie. En outre, traditionnellement, l'Exposé général et le budget des Voies et Moyens ne reprennent pas en amortissements et remboursements les opérations d'échanges d'emprunts classiques contre des obligations linéaires. Ceci explique l'écart entre les recettes imputées et les recettes estimées.

¹ Dépenses sur crédits pour années antérieures comprises.

² Dépenses sur crédits pour années antérieures comprises.

TABLEAU 1.2. - DEPENSES (en milliards de francs) (Optique engagement : obligations à charge de l'Etat contractées au cours de l'année budgétaire)				
	CREDITS (1)	ENGAGEMENTS (2)	ECART	TAUX D'UTILISATION
Crédits de l'année budgétaire :				
Crédits non dissociés	2 339,4	2 105,3	234,1	90,0 %
Crédits d'engagement	59,5	57,5	2,0	96,6 %
TOTAL	2 398,9	2 162,8	236,1	90,2 %
Fonds budgétaires		875,8		
TOTAL		3 038,6		

- (1) Voir Chapitre III et Tableau des dépenses dans la partie II - Annexes.
- (2) Les chiffres repris sont les engagements tels qu'ils sont inscrits dans la banque de données de la comptabilité de l'Etat à l'Administration de la Trésorerie.

TABLEAU 1.3. - DEPENSES (en milliards de francs) (Optique ordonnancement : apurement au cours de l'année budgétaire des obligations contractées pendant celle-ci ou antérieurement)				
	CREDITS (1)	ORDONNANCEMENTS	ECART	TAUX D'UTILISATION
Crédits reportés de l'année précédente	237,0	43,3	193,7	18,3 %
Crédits de l'année budgétaire :				
Crédits non dissociés	2 339,4	1 948,1	391,3	83,3 %
Crédits d'ordonnancement	34,7	31,1	3,6	89,7 %
TOTAL	2 611,1	2 022,5	588,6	77,5 %
Fonds budgétaires		839,1		
TOTAL		2 861,6		
dont Amortissements et remboursements(2)		1 246,0		
Dépenses courantes et de capital		1 615,6		

- (1) Voir Chapitre III et Tableau des dépenses dans la partie II - Annexes.
- (2) Le détail de ces 1.246 milliards de francs d'amortissements et de remboursements est le suivant :
- sur crédits de l'année en cours : 1239,9 mrd dont :
- 0,3 mrd Section 31 "Agriculture", division 52, programme 4, fonds 31-1 "Fonds de la santé et de la production des animaux"
 - 1,4 mrd Section 32 "Affaires économiques", division 50, programme 8
 - 446,4 mrd Section 51 "Dettes publiques", division 45, programme 1
 - 791,8 mrd Section 51 "Dettes publiques", division 45, programme 1, fonds 51-1 "Charges d'emprunts"
- sur crédits reportés : 6,1 mrd soit :
- 6,1 mrd Section 51 "Dettes publiques", division 45, programme 1

Les résultats de la préfiguration constituent des résultats provisoires. Ils décrivent l'utilisation des crédits accordés par le budget en tant qu'acte d'autorisation. Les résultats définitifs ne seront connus qu'au moment de l'établissement du compte général de l'Etat et du dépôt du projet de loi portant règlement définitif du budget. Ce n'est qu'alors qu'un vrai résultat budgétaire peut être établi.

B. LE DEFICIT DE L'ETAT EN 1993

Au début de janvier de cette année, le gouvernement a fait savoir que, sur base des données provisoires connues, le solde net à financer (S.N.F.) pour 1993 atteignait 374,6 milliards de francs, soit 10 milliards de plus que prévu. Par la suite, ce S.N.F. a été définitivement fixé à 376,3 milliards de francs.

Dans l'exposé ci-après, ce résultat de caisse est apprécié dans le cadre d'une approche plus complète et plus réaliste du déficit global apparu en 1993.

Ainsi, la part du déficit budgétaire dans le résultat de caisse a connu une évolution favorable en 1993. En contrepartie, il faut relever que ce déficit budgétaire aurait en fait dû être supérieur de 49,3 milliards de francs, puisque un certain nombre d'opérations budgétaires ont été maintenues en-dehors du budget. De ce fait, 36,8 milliards de francs ont aussi échappé au S.N.F.

Les activités propres à l'autorité fédérale ont donné lieu, en 1993, à un déficit de trésorerie de 422,3 milliards de francs, soit 14,4 milliards de moins qu'en 1992 (voir aussi tableau page 18).

Les glissements intervenus dans le passé, de décembre à janvier, lors des transferts des recettes fiscales des provinces et des communes, sont maintenus. Il n'en a pas été de même pour les impôts régionaux.

1. Les résultats de l'exécution du budget - imputation et caisse

Le résultat de caisse ne peut pas être comparé avec le résultat de l'exécution du budget.

Les résultats de l'exécution du budget 1993 mentionnés ci-avant au point A sont établis sur base des imputations, c'est-à-dire en tenant compte des imputations budgétaires des recettes et des dépenses suivant les règles comptables prescrites³. Ils indiquent dans quelle mesure le gouvernement a utilisé les crédits accordés.

³ Suivant les règles actuelles, sont en général enregistrées comme recettes les sommes perçues durant l'année budgétaire, tandis que comme dépenses, sont pris en considération tous les ordonnancements (ordres de paiement) exécutés durant l'année budgétaire.

Les recettes et dépenses budgétaires sont cependant précédées ou suivies par des opérations de caisse qui, indépendamment de l'année budgétaire à laquelle elles sont imputées, déterminent un résultat purement financier sur base de caisse.

Ces deux résultats sont repris dans le tableau suivant.

(en milliards de francs)

	sur base des imputations	sur base de caisse (1)
recettes budgétaires	1.269,0	1269,7
dépenses budgétaires	1.615,6	1634,8

(1) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1993

2. Le solde net à financer

Pour la détermination du solde net à financer réalisé, les recettes et dépenses budgétaires sont calculées sur base de caisse. On peut comparer, avec quelques réserves, ce S.N.F. (le S.N.F. ex-post) au montant cité dans l'Exposé général (le S.N.F. ex-ante) malgré les importantes différences dans la définition de ces deux concepts⁴.

(en milliards de francs)

	estimations (1)	réalisations (2)	différence
recettes budgétaires	1.321,1	1.269,7	- 51,4
dépenses budgétaires	1.692,5	1.634,8	- 57,7
solde net budgétaire	- 371,4	- 365,1	+ 6,3
par rapport au P.I.B. (3)	5,10 %	5,11 %	
solde des opérations de trésorerie	7,4	- 11,2	- 18,6
solde net à financer	- 364	- 376,3	- 12,3
par rapport au P.I.B. (3)	5,00 %	5,27 %	

(1) Source : Exposé général ajusté pour 1993 (Doc. Chambre 986/1 - 92/93) du 30 avril 1993

(2) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1993

(3) Ex-ante, le produit intérieur brut a été estimé à 7.283,0 milliards de francs (cf. Exposé général ajusté de 1993, p. 87, tableau 2).
Ex-post, le produit intérieur brut a été estimé par le Bureau du Plan dans le budget économique de février 1994 à 7.140,6 milliards de francs.

⁴ cf. aussi la préfiguration des résultats de l'exécution du budget pour 1990, Chapitre I, point II (Doc. parl. 5/26 - 1618/1 - 90/91 (Chambre) et 1332-1 (1990-1991) (Sénat), pp. 16 à 21).

Dans cette première évaluation brute, la divergence entre les résultats des opérations budgétaires d'une part et des opérations de trésorerie d'autre part est frappante. On trouvera ci-après une analyse plus approfondie de tous les éléments pris en compte pour établir le S.N.F.

2.1. Les paramètres macro-économiques

Pour la détermination du S.N.F. ex-ante, différents paramètres macro-économiques sont utilisés. Lors de la confrontation des paramètres ex-ante et ex-post, le résultat du produit intérieur brut (P.I.B.) ne correspond généralement pas aux prévisions. En termes réels, le budget économique de février 1994 indique une décroissance de l'économie belge en 1993 de 1,2 %, tandis que, dans l'Exposé général ajusté, on tablait encore sur une croissance de 0,5 %.

	ex-ante (1)	ex-post
P.I.B.	7.283,0 milliards de fr.	7.140,6 milliards de fr. (2)
inflation	2,7 %	2,8 % (2)
taux d'intérêt implicite	8,9 %	8,9 % (3)

(1) Source : Exposé général ajusté pour 1993

(2) Source : budget économique, Bureau du Plan, février 1994

(3) $(\text{Intérêts budgétisés} + \text{intérêts hors budget} + \text{intérêts capitalisés}) / \text{situation de la dette publique au } 31/12/1992 = (692,2 \text{ mrd frs} + 12,4 \text{ mrd frs} + 32,9 \text{ mrd frs}) / 8.288,7 \text{ mrd frs}.$

2.2. Le solde budgétaire

Ce solde donne le résultat des seules opérations budgétaires au sens strict.

L'objectif fixé à l'origine d'un déficit budgétaire égal à 5,1 % du P.I.B. a pu être réalisé malgré des recettes inférieures aux prévisions.

Dans l'accord gouvernemental, la norme budgétaire retenue pour les recettes est l'élasticité unitaire⁵ des recettes fiscales totales par rapport au produit national brut (PNB)⁶. L'application de cette même élasticité unitaire aux recettes Voies et moyens donnent des résultats positifs.

⁵ C'est-à-dire évolution semblable en pourcentage.

⁶ Le chapitre II examine dans quelle mesure cette norme est respectée en 1993.

(en millions de francs)

Recettes budgétaires	en 1992 (1)	suivant la norme (2)	en 1993 (3)	par rapport à 1992	par rapport à la norme
fiscales	1.102.144	1.126.391	1.133.332	+ 31.188	+ 6.941
non-fiscales	125.504	128.265	136.331	+ 10.827	+ 8.066
Total	1.227.648	1.254.656	1.269.663	+ 42.015	+ 15.007

- (1) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1992 (situation sur base de caisse)
 (2) Croissance de 2,2 % sur base des résultats de 1992

Source : budget économique, Bureau du Plan, février 1994

P.N.B. en prix réels 1992 : 7.005,5 milliards de francs

P.N.B. en prix réels 1993 (estimation) : 7.159,2 milliards de francs

=> croissance nominale P.N.B. = 2,2 %

- (3) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1993 (situation sur base de caisse).

Les dépenses budgétaires sont de leur côté soumises, suite à l'accord du gouvernement, à une deuxième norme budgétaire, consistant dans une croissance réelle zéro⁷ des dépenses primaires⁸.

(en millions de francs)

Dépenses budgétaires primaires	en 1992 (1)	suivant la norme (2)	en 1993 (3)	par rapport à 1992	par rapport à la norme
Total	936.602	962.827	937.116	+ 514	- 25.711

- (1) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1992 (situation sur base de caisse)
 (2) Compte tenu du taux d'inflation = 2,8 %
 (3) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1993 (situation sur base de caisse)

Les dépenses primaires ont diminué en termes réels de 2,67 %.

Pour les dépenses budgétaires, on doit cependant mentionner qu'en 1993, près de 4 milliards de francs de précompte mobilier fictif ont été remboursés sous forme de titres, que 32,9 milliards de francs de dépenses d'intérêts ont été débudgétisés via la technique des capitalisations d'intérêts (voir point 2.4. ci-après) et que 12,4 milliards de francs de charges d'intérêts échappent aussi aux dépenses budgétaires, par l'utilisation des gains comptables produits lors de l'échange d'anciennes obligations contre des obligations linéaires pour payer des charges d'intérêt⁹. Les deux premières catégories de dépenses n'apparaissent pas dans

⁷ une croissance réelle nulle signifie que l'augmentation en pourcentage des dépenses ne peut être plus grande que l'inflation.

⁸ Les dépenses primaires sont les dépenses sans les charges d'intérêt.

⁹ En application de l'article 2.51.1 de la loi du 6 août 1993 ajustant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993. (Voir aussi chapitre IV, section 51).

le S.N.F., mais entraînent directement une augmentation de la dette, alors que le dernier cas n'influence pas le solde budgétaire. Sans ces débudgétisations, le solde net budgétaire et le S.N.F. auraient atteint respectivement 5,80 % et 5,79 % du P.I.B.

Le solde net budgétaire au 31 décembre 1993 est seulement une vue à un moment donné. Quand on examine l'évolution de ce solde durant toute l'année, on s'aperçoit que l'impasse budgétaire moyenne a été de 401 milliards de francs. En comparaison avec les années 1990, 1991 et 1992¹⁰, ce déficit est, jusqu'en août 1993, monté rapidement au dessus du niveau des années précédentes suite à des recettes inférieures et des dépenses plus élevées. A partir du mois de septembre jusqu'en novembre 1993 inclus, l'impasse est stabilisée tandis qu'au cours de décembre 1993, une diminution spectaculaire de cette même impasse a pu être observée. Ce résultat remarquable du mois de décembre est à attribuer principalement à un accroissement important des recettes, aussi bien fiscales que non-fiscales. En ce qui concerne les recettes non-fiscales, l'augmentation est due au produit de la privatisation de la C.G.E.R. (32,2 milliards de francs).

2.3. Le solde des opérations de trésorerie

Par rapport à l'estimation d'un solde des opérations de trésorerie positif de 7,4 milliards de francs dans l'Exposé général ajusté, ce solde atteint finalement un montant négatif de 11,2 milliards de francs au 31 décembre 1993. Une comparaison avec la situation au 31 décembre 1992 souligne encore plus l'évolution défavorable de ces opérations.

(en millions de francs)

	1992 (1)	1993 (2)	différence
fonds de tiers	+ 10.578	- 14.867	- 25.445
autres opérations de trésorerie	- 18.020	- 7.876	+ 10.144
sous-total	- 7.442	- 22.743	- 15.301
différences d'émission	+ 18.913	+ 13.697	- 5.216
différences d'amortissement	- 308	- 2.128	- 1.820
sous-total	+ 18.605	+ 11.569	- 7.036
Total	+ 11.163	- 11.174	- 22.337

(1) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1992

(2) Source : situation mensuelle du Trésor - décembre 1993

¹⁰ Dans la partie II de cette préfiguration, sont repris les tableaux et les graphiques qui y correspondent, mentionnant pour les années 1990 à 1993 incluse les résultats mensuels cumulés du déficit budgétaire, les recettes budgétaires totales à l'exclusion des produits d'emprunts, les recettes budgétaires fiscales, les recettes budgétaires non fiscales, les dépenses budgétaires totales, les dépenses budgétaires primaires et les dépenses budgétaires d'intérêt.

A propos des rubriques "fonds de tiers et autres opérations de trésorerie", on peut signaler que :

- dans le cadre des relations avec l'Union Européenne, les dépenses de caisse nettes ont représenté 11.901 millions de francs, soit 8.108 millions de plus qu'en 1992 ;
- pour les ristournes des impôts régionaux, l'excédent de 3.703 millions de francs, obtenu en décembre 1992 à cause du versement tardif des recettes de novembre 1992, a été perdu car cette opération de glissement n'a pas été répétée en 1993.
- la comptabilité particulière des prorata d'intérêt sur les obligations linéaires, pour lesquelles le souscripteur avance au Trésor les intérêts déjà courus qui lui seront ensuite remboursés à la première échéance, a entraîné en 1993 une dépense nette de caisse de 1.804 millions de francs contre une recette nette en 1992 de 1.404 millions de francs.

Les "différences d'émission et d'amortissement" n'influencent pas directement la formation des besoins de financement de l'Etat. Elles dépendent cependant des conditions de financement de ces besoins et de l'amortissement de la dette. Les différences d'émission comprennent entre autres, à côté des pertes à l'émission dues aux commissions payées lors des émissions d'emprunts publics, 13,7 milliards de francs de gains d'émission obtenus sur les émissions d'emprunts linéaires. En 1992, ces derniers se montent encore à 17,2 milliards de francs. Cette diminution est à attribuer entre autres à l'utilisation de 12,4 milliards de francs de gains comptables réalisés par l'échange d'emprunts classiques contre des obligations linéaires, en vue de diminuer les charges d'intérêts (voir plus haut). Dans ces différences d'émission, un montant de + 3.965 millions de francs est également repris, à la suite de l'achat d'obligations linéaires dans le cadre du remboursement de précompte mobilier fictif à certaines sociétés, tout comme ce fut le cas en 1992 pour un montant de 3.799 millions de francs¹¹. La dépense pour cet achat a été reprise en fonds de tiers, de sorte que l'opération est restée neutre vis-à-vis du S.N.F.. Le remboursement effectif du précompte mobilier fictif par la remise d'obligations linéaires est de cette manière débudgétisé et n'est pas repris dans le S.N.F. mais intervient bien dans l'augmentation de la dette (voir infra).

2.4. L'impasse de caisse

En additionnant le solde budgétaire, le solde des opérations de tiers et le solde des autres opérations de trésorerie, on obtient l'"impasse de caisse". Cette notion détermine les besoins de financement avant toute opération de financement.

Pour obtenir une image correcte de l'impasse de caisse, il convient aussi de reprendre les 12.437 millions de francs de charges d'intérêts mises hors budget, en vertu de l'article 2.51.1 du budget général des dépenses ajusté pour 1993.

¹¹ Cf. Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1992 (doc. parl. 1045/1 - 92/93 (Chambre) et 792-1 (1992-1993) (Sénat), p. 321).

(en millions de francs)

	1992	1993	différence
solde net budgétaire	- 393.655 (1)	- 365.157	+ 28.498
charges d'intérêts hors budget	0	- 12.437	- 12.437
fonds de tiers + autres opérations de trésorerie	- 7.442	- 22.743	- 15.301
impasse de caisse	- 401.097	- 400.337	+ 760
par rapport au P.I.B.	5,70 % (2)	5,61 %	

(1) source : situation mensuelle du trésor - décembre 1992

(2) P.I.B. pour 1992 = 7.032,3 milliards de francs (source : budget économique, Bureau du plan février 1994)

Dans cette impasse de caisse, deux des opérations hors budget mentionnées ci-avant au point 2.2. (4 milliards de précompte mobilier fictif et 32,9 milliards de capitalisations d'intérêts) ne sont pas encore prises en compte. En outre, il faut considérer que les opérations sur fonds de tiers ne sont pas des opérations propres au pouvoir fédéral. Pour obtenir une image plus juste du résultat financier du fonctionnement du pouvoir fédéral, ces éléments doivent être pris en considération pour pouvoir déterminer l'"impasse de trésorerie réelle".

(en millions de francs)

	1992	1993	différence
Solde net budgétaire	- 393.655	- 365.157	+ 28.498
autres opérations de trésorerie	- 18.020	- 7.876	+ 10.144
opérations hors budget	- 25.022 (1)	- 49.280 (2)	- 24.258
impasse réelle de trésorerie	- 436.697	- 422.313	+ 14.384
par rapport au P.I.B.	6,21 %	5,91 %	

(1) 3.799 millions de francs de remboursement de précompte mobilier fictif sous forme de titres et 21.223 millions de francs de capitalisation d'intérêt.

(2) 3.965 millions de francs de remboursement de précompte mobilier fictif sous forme de titres, 32.878 millions de francs de capitalisation d'intérêt et 12.437 millions de francs d'utilisation des gains comptables lors d'opérations d'échange.

3. Autres sources de variation de la dette

Outre le S.N.F., il existe encore un certain nombre d'autres sources qui sont à l'origine de l'augmentation totale de la dette publique. Ces différentes sources ont ensemble en 1993 provoqué une augmentation de l'encours de la dette de l'autorité fédérale d'un montant net de 667.324 millions de francs. En rapport avec ces facteurs qui ne sont pas à imputer au financement du S.N.F., on peut mentionner les éléments suivants (voir également le schéma ci-après).

3.1. Le F.M.I.

Suite aux opérations avec le F.M.I., la dette a augmenté en 1993 de 2.007 millions de francs. En 1992, cette augmentation était encore de 33.574 millions de francs.

3.2. Les capitalisations d'intérêt

L'augmentation par rapport à 1992, soit 11.655 millions de francs, pour atteindre 32.878 millions de francs en 1993, des débudgétisations de dépenses d'intérêt déjà évoquées ci-avant est la conséquence de la croissance importante du volume d'"emprunts classiques" qui ont été échangés contre des obligations linéaires, ces opérations étant passées de 277,7 milliards de francs en 1992 à 580,2 milliards de francs en 1993.

3.3. Les reprises de dettes

En 1993, l'Etat a repris un montant de 197,4 milliards de francs de dettes d'autres institutions publiques. Parmi celles-ci, 185,9 milliards de francs proviennent de la Société Nationale des Secteurs Nationaux et 9,5 milliards du Fonds d'Aide au Redressement Financier des Communes. En ce qui concerne ce fonds, ceci porte la reprise de dette totale à 106,2 milliards de francs depuis 1990.

3.4. Les différences de change

L'augmentation de la dette à la suite des différences de change, 54.473 millions de francs en 1993, est la conséquence de la prise en compte de l'augmentation des cours de change principalement du Yen japonais, du Dollar américain et du Franc suisse pour établir la contre-valeur en Franc belge de la dette consolidée en devise étrangère. Cette augmentation est cependant seulement comptable et ne provoque pas d'augmentation du financement du Trésor aussi longtemps que la dette n'est pas remboursée.

3.5. Divers

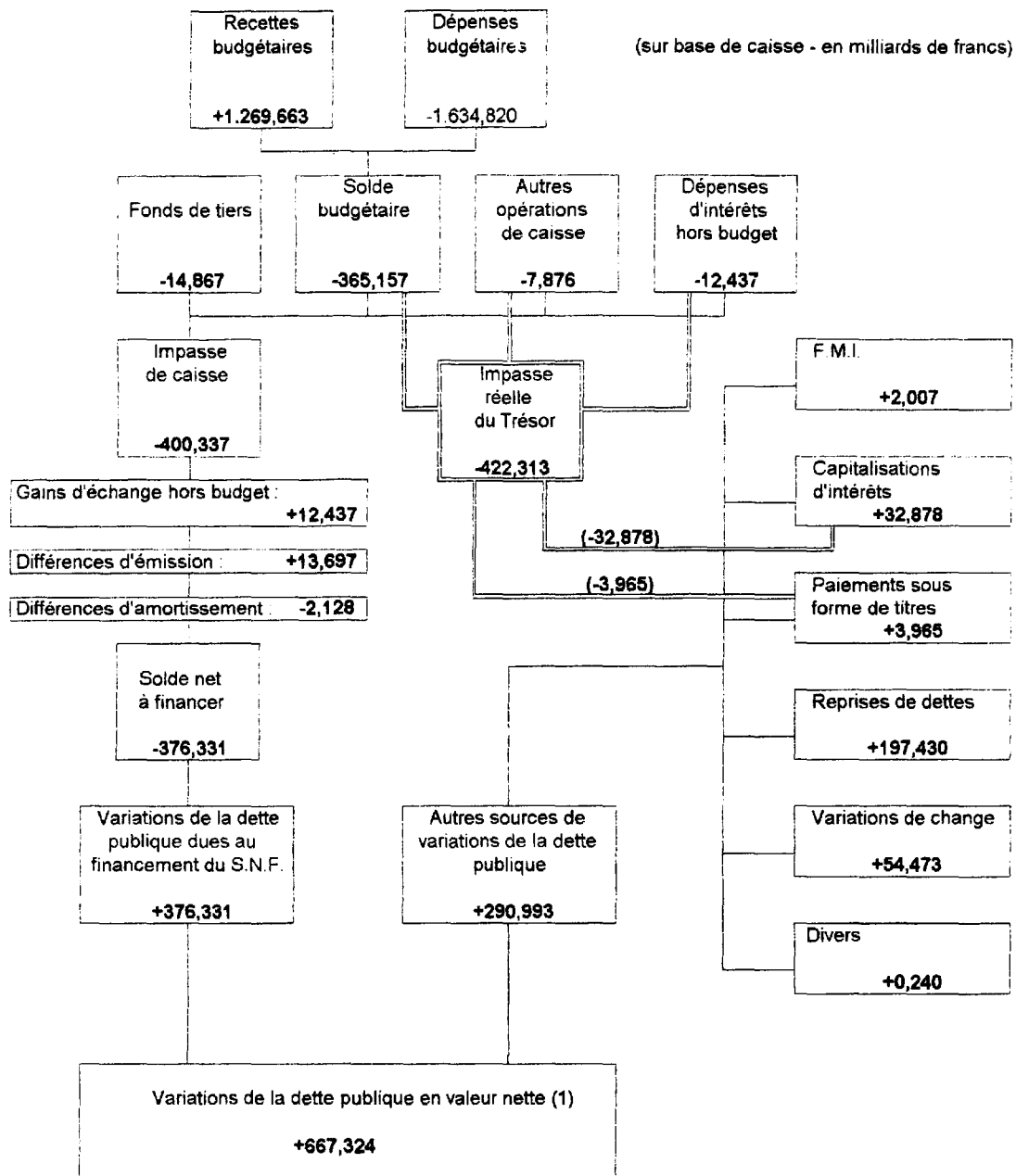
Ce poste reprend la hausse de la dette consécutive au remboursement de 3.965 millions de francs de précompte mobilier fictif sous forme de titres (cf. supra). En outre, cette rubrique comporte une tranche de 240 millions de francs de l'emprunt "Liefkenshoehtunnel" qui précédemment n'était pas repris dans l'encours de la dette publique.

4. Présentation synthétique

Le schéma ci-après donne un aperçu des sources de variation de la dette publique en 1993. La variation de la dette publique y apparaît en valeur nette, contrairement à la présentation qui avait été adoptée dans la préfiguration des résultats de l'exécution du budget 1992¹². Ce résultat est obtenu en éliminant la partie de la dette relative aux placements de trésorerie, qui ont connu une augmentation¹³ de 117.022 millions en 1993. Les placements ont en effet un caractère très fluctuant, lié au domaine de la gestion quotidienne de la trésorerie et sont neutralisés, si on additionne les actifs et passifs ainsi créés.

¹² Doc. parlem. 1045/1 - 92/93 (Chambre) et 792-1 (1992-1993) (Sénat), p. 306.

¹³ Au 31 décembre 1992, la dette consolidée et la dette flottante atteignaient ensemble 8.233,7 milliards de francs, dont 149,9 milliards de francs étaient placés comme réserve de trésorerie. Au 31 décembre 1993, le total de la dette consolidée et de la dette flottante était de 9.073 milliards de francs, dont 267 milliards de placements.

OPERATIONS DU TRESOR PUBLIC EN 1993

(1) sans volant de Trésorerie

CHAPITRE II - LES RECETTES

Les données relatives aux recettes totales et aux recettes du budget des Voies et Moyens réalisées en 1993 sont reprises sous forme synthétique dans les tableaux ci-après.

A. LES RECETTES TOTALES

1. Généralités

Par "recettes totales", on entend l'ensemble des recettes courantes ou de capital, fiscales ou non fiscales, perçues par l'Etat central pour son compte propre ou pour compte d'autres pouvoirs, à l'exclusion des centimes et décimes additionnels.

Les recettes des Voies et Moyens sont obtenues en déduisant des recettes totales, les recettes fiscales ou non fiscales servant à financer d'autres pouvoirs que le pouvoir central national, à savoir les prélèvements effectués au titre des recettes cédées à la Communauté européenne, ristournées ou attribuées aux Communautés et aux Régions et transférées à la Sécurité sociale.

Il convient de rappeler que pour atteindre l'objectif d'assainissement des finances publiques, l'Accord du Gouvernement prévoit notamment que, dès 1992, les recettes fiscales doivent évoluer dans une proportion normale par rapport à la croissance économique ; ce qui suppose que globalement l'élasticité des recettes fiscales par rapport au P.N.B. ne peut être inférieure à l'unité. Cette norme d'élasticité unitaire des recettes fiscales implique donc que les recettes fiscales de l'année concernée doivent progresser au même rythme que la croissance nominale du P.N.B.

Le tableau de synthèse ci-dessous indique globalement la situation des recettes en 1992 et 1993 et leur évolution.

(en milliards de francs)	1992	1993	Ecart en %
Recettes totales	2.020,4	2.103,3	+ 4,1 %
(dont recettes fiscales)	(1.866,8)	(1.934,7)	(+ 3,6 %)
Recettes finançant d'autres pouvoirs	786,1	834,3	+ 6,1 %
Recettes Voies et Moyens	1.234,3	1.269,0	+ 2,8 %
P.N.B. à prix courants*	7.005,5	7.159,2	+ 2,2 %

* source : budget économique - contrôle budgétaire 1994.

Globalement, le taux de croissance des recettes en 1993 est en déclin par rapport à l'année précédente (4,1 % contre 4,5 % en 1992).

Les éléments marquants de cette évolution sont brièvement commentés au point 2 ci-après.

Les recettes fiscales totales se sont toutefois accrues à un rythme supérieur à celui du P.N.B. Il s'ensuit que pour l'année 1993 la norme d'élasticité unitaire des recettes fixée par le Gouvernement a été respectée.

Si globalement les recettes totales ont progressé (+ 4,1 %) plus rapidement que la croissance économique, le rythme de cette progression n'a pas été le même à tous les niveaux du pouvoir central. C'est essentiellement l'Etat fédéral qui a subi les effets négatifs de la détérioration de la conjoncture économique, puisque les recettes cédées ou attribuées aux autres niveaux de pouvoirs ont augmenté plus vite (6,1 %) que les recettes des Voies et Moyens (2,8 %).

2. Recettes totales : comparaison des réalisations 1992-1993

(en milliards de francs)			
	1992	1993	Ecart
<u>Recettes courantes</u>			
<u>Recettes fiscales</u>			
Contributions directes	1.053,3	1.094,8	+ 41,5
Douanes et accises	203,2	209,2	+ 6,1
T.V.A. et enregistrement	588,2	607,6	+ 19,4
TOTAL	1.844,7	1.911,7	+ 67,0
<u>Recettes non fiscales</u>	149,0	166,5	+ 17,5
TOTAL des recettes courantes	1.993,7	2.078,2	+ 84,5
<u>Recettes de capital</u>			
<u>Recettes fiscales</u>	22,1	22,9	+ 0,8
<u>Recettes non fiscales</u>	4,6	2,2	- 2,4
TOTAL des recettes de capital	26,7	25,1	- 1,6
TOTAL GENERAL	2.020,4	2.103,3	+ 82,9

Source : Ministère des finances, Trésorerie.

(En raison des arrondis, les totaux peuvent différer de la somme de leurs éléments).

Il ressort de l'analyse des recettes en contributions directes que le rendement de l'impôt des personnes physiques a peu évolué en 1993 (+ 1,5 %). Si le précompte professionnel enregistre une hausse de 4,1 % par rapport à l'année 1992, celle-ci ne confirme toutefois pas les projections calculées sur la base du budget économique du 1er juillet 1993, qui tablaient sur une expansion plus nette de la masse salariale.

Les recettes ont encore été influencées négativement par l'incidence sur l'année entière de la hausse de 1 % des cotisations sociales entrée en vigueur en juillet 1992, alors que les mesures prises en 1993 par le Gouvernement, dont la contribution complémentaire de crise, n'ont sorti leurs effets qu'à partir du second semestre de cette année.

En outre, les remboursements effectués lors de l'enrôlement de l'I.P.P. ont fortement augmenté en 1993 (+ 14,1 milliards par rapport à 1992). Le fait que depuis plusieurs années le Trésor soit amené à rembourser des montants importants paraît imputable à un écart croissant entre les recettes perçues sous forme de précompte et l'impôt réellement dû.

En matière d'impôt des sociétés, on constate par contre une réduction sensible des remboursements à l'occasion des enrôlements (- 16,9 milliards par rapport à 1992), consécutif à une modification du profil de la perception des recettes dans le temps. Cette évolution résulte, en ordre principal, de la suppression du précompte mobilier sur les dividendes versés par les filiales à leur maison mère, qui avait nettement affecté les recettes en 1991 et 1992.

Le rendement des impôts indirects (accises et T.V.A.) a encore été influencé par la persistance de la récession économique. Les droits d'accises ont toutefois bénéficié de l'incidence sur l'année entière des hausses de tarifs entrées en vigueur dans le courant de 1992 (+ 5,3 %).

Les recettes non fiscales ont été, quant à elles, essentiellement marquées par la réalisation en 1993 des premières privatisations.

B. LES RECETTES VOIES ET MOYENS

En 1993, les recettes courantes et de capital finançant l'Etat fédéral, enregistrées à ce titre au budget des Voies et Moyens, s'élèvent à 1.269 milliards de francs, soit 52 milliards (3,9 %) de moins que les prévisions ajustées pour cette année.

Les recettes fiscales courantes se chiffrent à 1.133,3 milliards de francs, accusant une moins-value de 51,8 milliards (4,6 %) par rapport aux prévisions du contrôle budgétaire. Cette évolution défavorable se marque essentiellement pour les recettes des Contributions directes (- 5 %) et de la T.V.A. (- 4,2 %).

Les recettes non fiscales ont, par contre, bénéficié de l'apport exceptionnel des moyens issus de l'opération de privatisation partielle de la C.G.E.R. (32 milliards de francs).

En conclusion, l'année 1993 a été caractérisée par une évolution des recettes fiscales largement inférieure aux prévisions.

A défaut de mesures compensatoires et des ressources supplémentaires non fiscales dégagées par les privatisations, les recettes des Voies et Moyens pour 1993 n'auraient vraisemblablement pas atteint le niveau de l'année précédente.

TABLEAU 2.1. - RECETTES 1993 (en millions de francs)			
NATURE DES RECETTES	PREVISIONS AJUSTEES	RECETTES IMPUTEES	DIFFERENCE ENTRE LES RECETTES IMPUTEES ET LES PREVISIONS (2) - (1)
	(1)	(2)	(2) - (1)
1. Recettes courantes			
<u>Section I</u> - Recettes fiscales			
Contributions directes	781.007	741.602	- 39.405
Douanes et accises	176.580	172.478	- 4.102
T.V.A. et enregistrement	227.544	219.252	- 8.292
TOTAL	1.185.131	1.133.332	- 51.799
<u>Section II</u> - Recettes non fiscales	131.005	133.473	2.468
TOTAL pour les recettes courantes	1.316.136	1.266.805	- 49.331
2. Recettes de capital			
<u>Section I</u> - Recettes fiscales	-	-	-
<u>Section II</u> - Recettes non fiscales	4.939	2.220	- 2.719
TOTAL pour les recettes de capital	4.939	2.220	- 2.719
3. TOTAL général	1.321.075 (50.062)*	1.269.025 (47.878)*	- 52.050 (- 2.184)*
4. Produit des emprunts	1.013.123 (122.930)*	1.086.704 (249.143)*	73.581 (126.213)*

* dont recettes affectées.

Notes du tableau 2.1.

Sources : budget des Voies et Moyens ajusté 1993
situations mensuelles du Trésor - ministère des Finances

Colonne (1) : prévisions ajustées du budget des Voies et Moyens pour 1993
Colonne (2) : sommes versées au profit de l'Etat durant l'année budgétaire 1993.

C. LES RECETTES TRANSFEREES AUX COMMUNAUTES ET AUX REGIONS

La loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, complétée et modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, a fixé quelles sont les ressources perçues par l'Etat fédéral qui alimentent en tout ou en partie les budgets des Communautés française et flamande et des Régions wallonne, flamande et de Bruxelles-Capitale. Il s'agit principalement, d'une part, des impôts régionaux à ristourner aux Régions et de l'impôt des Communautés et, d'autre part, de l'attribution d'une partie du produit de certains impôts (T.V.A et I.P.P.).

Le tableau 2.2. indique les montants versés en 1993 au titre d'impôts régionaux¹⁴ et d'impôt des Communautés¹⁵.

¹⁴ Articles 3 et 4 de la loi du 16 janvier 1989, précitée.

¹⁵ Article 5bis.

TABLEAU 2.2. - MONTANTS VERSÉS EN 1993				
IMPÔTS RÉGIONAUX				
en francs	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-capitale	Total des impôts régionaux
Taxe sur les jeux et paris	1.067.953.345	1.174.797.821	309.973.803	2.552.724.969
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	922.762.111	279.014.765	111.093.248	1.312.870.124
Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	328.956.056	139.265.294	68.477.844	536.699.194
Droits de succession et de mutation par décès	12.365.948.073	6.710.505.331	5.513.032.010	24.589.485.414
Précompte immobilier	2.818.541.698	681.629.116	424.912.321	3.925.083.135
Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles ¹⁶	10.850.350.329	4.596.964.611	3.115.760.484	18.563.075.424
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles ¹	0	0	0	0
Ecotaxes	0	0	0	0
TOTAL	28.354.511.612	13.582.176.938	9.543.249.710	51.479.938.260
IMPÔT DES COMMUNAUTÉS				
en francs	Communauté flamande	Communauté française	Communauté germanophone	Total de l'impôt des Communautés
Redevance radio et télévision (perçue du 1er janvier au 30 novembre 1993)	11.338.265.606	6.754.778.292	111.509.858	18.204.553.756
Solde de la redevance 1992, ristournée à 100 %	3.705.957.847	2.065.656.876	40.653.121	5.812.267.844
TOTAL	15.044.223.453	8.820.435.168	152.162.979	24.016.821.600

Pour les impôts régionaux, les montants indiqués correspondent aux impôts perçus pour le compte des Régions et ont été versés à la fin du mois qui suit leur perception, conformément à la loi.

Pour l'impôt des Communautés introduit par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, l'Etat fédéral a versé le produit de la redevance radio et télévision reçu par lui en 1993, à savoir les sommes encaissées par Belgacom (chargée du recouvrement) pendant la période du 1er janvier au 30 novembre 1993 (déduction faite des frais des remboursements et de perception), ainsi que le solde dû pour 1992.

Les modalités de versement ont cependant été influencées par le changement de nature qu'a connu cette ressource au moment de l'entrée en vigueur de la loi spéciale, le 30 juillet 1993. L'Etat a poursuivi jusqu'en septembre les versements par douzième imposés par le régime

¹⁶ En vertu de l'article 10 § 2 de la loi spéciale précitée, la part ristournée des droits d'enregistrement s'élève à 41,408 pour-cent, alors que la taxe de circulation n'est pas ristournée.

légal antérieur, sur la base des montants prévus au budget des Voies et Moyens pour 1993. A partir de novembre, c'est le produit net perçu par Belgacom le mois précédent qui a été versé aux Communautés à la fin du mois, compte tenu des régularisations nécessaires.

Ces modalités appellent plusieurs commentaires.

D'une part, il faut souligner que la loi spéciale du 16 juillet 1993 ne précise pas les conditions de versement de l'impôt des Communautés, comme le fait la loi pour les impôts régionaux (à ristourner à la fin du mois qui suit leur perception par le Ministère des Finances) et pour les impôts partagés (transférés par douzième le premier jour ouvrable du mois)¹⁷. Vu la nature du nouvel impôt des Communautés, le choix de l'Administration de lui appliquer le régime prévu pour les impôts régionaux paraît raisonnable.

D'autre part, le système d'intérêts en faveur ou en défaveur de l'Etat fédéral, selon que les versements qu'il opère sont supérieurs ou inférieurs aux montants dus, est particulièrement complexe en 1993 pour l'impôt des Communautés. Jusqu'au 30 juillet, les règles prévues par l'article 54, § 1, alinéa 3 pour les impôts partagés (l'écart entre les douzièmes payés, considérés comme des acomptes, et la proportion des impôts effectivement perçus à cette date est générateur d'intérêt débiteur ou créditeur) continuent à s'appliquer aux redevances radio et télévision.

A partir de l'entrée en vigueur du nouveau régime, en absence de disposition dans la loi, il conviendrait de déterminer par convention entre l'Etat et les Communautés une procédure qui pourrait s'inspirer de celle applicable aux impôts régionaux¹⁸.

Enfin, les frais de perception, directement déduits par Belgacom des recettes versées au Ministère des Finances et qui s'élèvent, en 1993, à 850 millions de francs, n'ont plus été répartis, entre les trois Communautés, en fonction de la localisation des recettes, comme c'était le cas dans le passé et comme le prévoit implicitement le budget des Voies et moyens pour 1993. La nouvelle répartition appliquée en 1993 sur base, semble-t-il, du coût réel, représente un alourdissement des frais de perception mis à charge des Communautés française (+ 48 millions de francs) et germanophone (+ 2,8 millions de francs), en contrepartie d'une réduction des frais imputés à la Communauté flamande (- 50,9 millions de francs). Pour assurer une sécurité juridique suffisante dans ce domaine, il serait utile que les règles de répartition de ces frais de perception soient définies dans une convention à conclure entre l'Etat fédéral et les Communautés.

Par ailleurs, le solde de la redevance radio et télévision 1992, dû aux Communautés en vertu de l'article 95 § 3 de la loi spéciale du 16 juillet 1993, qui précise que c'est à partir de l'année budgétaire 1992 que la totalité du produit net de l'impôt est attribuée aux Communautés, a fait l'objet d'un versement de 5.812,3 millions de francs le 1er octobre 1993 (et non le 30 juillet, date d'entrée en vigueur de la loi).

¹⁷ Article 54 de la loi spéciale du 16 janvier 1989, relative au financement des Communautés et des Régions.

¹⁸ L'article 54, § 2 précité prévoit qu'en cas de versement insuffisant, la Région a le droit de contracter un emprunt, garanti par l'Etat et dont le service financier est à charge de l'Etat.

Pour les impôts partagés, le tableau 2.3., établi par la Cour des comptes au départ des données fournies par l'Administration, détaille pour 1993 les montants à verser aux Communautés et aux Régions et ceux effectivement versés.

Les montants à verser ont été établis compte tenu du solde 1992 et des modifications apportées à la loi spéciale de financement par la loi spéciale du 16 juillet 1993 précitée.

Les montants définitifs sont calculés au départ du taux moyen d'inflation réel de 1993 de 2,75 % et du rendement de l'impôt des personnes physiques au 30 juin 1993.

En outre, les montants versés aux Régions ont été diminués de 1.123,3 millions de francs en application de l'article 75 § 1e bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 qui permet à l'autorité fédérale de prélever sur les moyens à transférer les montants nécessaires à couvrir les dépenses relatives aux services administratifs à transférer et qui ne sont ni effectivement ni intégralement pris en charge par les Régions. Ces prélèvements ont été fixés par l'arrêté royal du 5 avril 1994 (Moniteur belge du 28 avril 1994).

TABLEAU 2.3. - IMPÔTS PARTAGÉS							
en millions de francs	montants définitifs	solde 1992 (1)	total	retenues 75 § 1bis	total à verser	montants versés	Soldes à liquider en 1994
REGIONS							
IPP							
Région flamande	128.846,5	- 889,8	127.956,7	- 506,7	127.450,0	127.016,1	433,9
Région wallonne	87.391,7	308,2	87.699,9	- 590,3	87.109,6	86.454,3	655,3
Région bruxelloise	24.639,3	- 482,3	24.157,0	- 26,3	24.130,7	24.457,5	- 326,8
Total	240.877,5	- 1.063,9	239.813,6	- 1.123,3	238.690,3	237.927,9	762,4
COMMUNAUTÉS							
TVA							
Communauté flamande	187.788,9	- 1.404,2	186.384,7		186.384,7	185.792,8	591,9
Communauté française	142.455,5	- 1.035,7	141.419,8		141.419,8	140.983,1	436,7
Total	330.244,4	- 2.439,9	327.804,5		327.804,5	326.775,9	1.028,6
IPP							
Communauté flamande	64.476,4	- 21,9	64.454,5		64.454,5	63.953,1	501,4
Communauté française	44.514,0	- 277,0	44.237,0		44.237,0	44.145,5	91,5
Total	108.990,4	- 298,9	108.691,5		108.691,5	108.098,6	592,9
Total des impôts partagés pour les Communautés	439.234,8	- 2.738,8	436.496,0		436.496,0	434.874,5	1.621,5
Total des impôts partagés	680.112,3	- 3.802,7	676.309,6	- 1.123,3	675.186,3	672.802,4	2.383,9

- (1) Ces montants diffèrent de ceux repris dans la préfiguration des résultats de l'exécution du budget 1992, parce qu'ils sont établis avec une inflation moyenne pour 1992 de 2,43 %.

CHAPITRE III - LES CREDITS DE DEPENSES

A. LES DONNEES BUDGETAIRES

Les crédits pour l'année budgétaire 1993, qui se retrouvent dans la colonne 2 du tableau des dépenses (voir ci-après, Partie II - Annexes) ont été établis en tenant compte des décisions suivantes :

1. Crédits initiaux : crédits inscrits dans le budget initial pour 1993 (loi du 14 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993).
2. Ajustements :
 - par la loi du 6 août 1993 portant premier ajustement du budget général des dépenses 1993 ;
 - par la loi du 24 décembre 1993 portant deuxième ajustement du budget général des dépenses 1993 ;
 - par la loi du 21 février 1994 portant troisième ajustement du budget général des dépenses 1993 ;
 - par l'article 59 de la loi-programme du 24 décembre 1993, portant quatrième ajustement du budget général des dépenses 1993 ;
 - par la loi du 28 février 1994 portant cinquième ajustement du budget général des dépenses 1993.
3. Modifications résultant :
 - de la répartition du crédit provisionnel inscrit au programme 18.60.1 et destiné à couvrir les dépenses dans le cadre de l'aide aux pays de l'Europe centrale et de l'Est (article 2.18.4 de la loi précitée du 14 décembre 1992, exécuté par l'arrêté royal du 16 novembre 1993) ;
 - de la répartition du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 14.60.1. et destiné à couvrir les dépenses de toute nature relatives à la présidence par la Belgique de la Communauté européenne au cours du second semestre 1993 (article 2.14.1 de la loi précitée du 6 août 1993, exécuté par l'arrêté royal du 6 décembre 1993) ;
 - de la répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 13.61.1. et destiné à couvrir les activités de formation dans les différents départements (article 2.13.9 de la loi précitée du 14 décembre 1992, exécuté par l'arrêté royal du 20 décembre 1993) :

- de la répartition partielle du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 18.60.1 et destiné à couvrir des dépenses de toute nature liées à l'adaptation de l'index, la programmation sociale et les recrutements, ainsi que des dépenses supplémentaires dans le cadre du contrat avec le citoyen (article 2.18.3 de la loi précitée du 14 décembre 1992, telle que modifiée par la loi du 24 décembre 1993, exécuté par l'arrêté royal du 28 janvier 1994) ;
- des reventilations des allocations de base relatives aux dépenses de personnel entre programmes d'une même section départementale, autorisées par l'article 1-01-2, § 2, du budget général des dépenses pour 1993 ;
- des autorisations budgétaires (autorisations de dépenses et éventuels blocages de crédits) contenues dans les délibérations du Conseil des Ministres, prises en vertu de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, et qui n'ont pas encore été régularisées par une loi.

Pour ce qui concerne les crédits provisionnels, on peut relever :

- la répartition tardive des crédits pour les dépenses liées à la présidence belge de la Communauté européenne, et le paiement d'un certain nombre de ces dépenses, de manière anticipée, via un compte de la Banque nationale de Belgique ;
- l'attribution non orthodoxe d'un crédit non dissocié de 51 millions de francs dans le cadre du projet PHARE (voir arrêté royal précité du 16 novembre 1993 en relation avec le programme 18.60.1) à un crédit dissocié du programme 14.51.1 (Commerce extérieur).

B. LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES AYANT AUTORISE, EN 1993, DES DEPENSES AU-DELA DES CREDITS BUDGETAIRES

a) Application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat

Dans le courant de l'année budgétaire 1993, le Conseil des Ministres a pris au total dix délibérations budgétaires, en application de l'article 44 précité. Cette procédure ne peut être utilisée que dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévisibles. Les dépenses qu'elles ont autorisées ont atteint 1.204,9 millions de francs pour les crédits non dissociés, 10.830,9 millions de francs pour les crédits dissociés d'engagement et 269,0 millions de francs pour les crédits dissociés d'ordonnancement. Les blocages compensatoires d'autres crédits (dans huit cas sur dix) se sont élevés à 144,1 millions de francs pour les crédits non dissociés, 1.878,8 pour les crédits dissociés d'engagement et 1.309,9 pour les crédits dissociés d'ordonnancement.

Pour cinq des dix délibérations du Conseil des Ministres, la Cour des comptes a formulé des remarques parce qu'elle jugeait que les conditions prescrites par l'article 44 n'étaient pas remplies.

A ce jour, cinq décisions (n^{os} 3121, 3122, 3123, 3125 et 3128) ont été régularisées par une loi. Pour deux délibérations (n^{os} 3124 et 3126), un projet de loi tendant à ajuster le budget général des dépenses pour 1993 a été déposé. Pour les trois autres délibérations, aucun projet de loi n'a encore été soumis.

Le tableau 3.1 ci-après donne une vue succincte des délibérations du Conseil des Ministres prises en 1993.

TABLEAU 3.1. : DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES				
(en millions de francs)				
Délibération n°	DATE/DEPARTEMENT	PROGRAMME	MONTANT AUTORISE	OBJET
3121	26.03.1993 Services Premier Ministre	11.56.1	+ 19,3 CND	Fonctionnement du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
3122	23.07.1993 Défense nationale	16.50.2	+ 9.993,0 CE	Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure en rapport avec le contrat de production Mid Life Update F 16 conclu avec les Etats-Unis.
3123	29.07.1993 Services Premier ministre	11.40.4	+ 89,0 CND	Présentation du projet "Information officielle" dans le cadre du contrat avec le citoyen et information relative à la présidence de la C.E. et à la réforme de l'Etat.
3124	02.08.1993 Intérieur et fonction publique	13.40.1	+ 10,0 CND	Organisation des funérailles nationales à l'occasion du décès de Sa Majesté le Roi Baudouin.
3125	24.09.1993 Finances	18.04.0	+ 20,8 CND	Frais de fonctionnement du nouveau Cabinet du Vice-Premier Ministre.
3126	22.10.1993 Communications et Infrastructure	33.51.1 33.56.2	+ 11,0 CND + 805,9 CE + 269,0 CO	Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale : travaux pour les Institutions européennes et la SNCB.
3127	03.12.1993 Affaires étrangères et Commerce extérieur	14.41.7	+ 1,9 CND	Location d'un bâtiment dans la rue de l'Industrie à Bruxelles pour le Conseil de Coopération douanière.
3128	13.12.1993 Défense nationale	16.50.0 16.50.2 16.70.4	+ 972,2 CND + 32,0 CE + 32,7 CND	Frais supplémentaires de personnel et de fonctionnement et achat d'un terrain.
3129	17.12.1993 Affaires étrangères et Commerce extérieur	14.52.2	+ 23,0 CND	Rapatriement de citoyens belges du Zaïre par vols réguliers ou spéciaux de la SABENA.
3130	24.12.1993 Finances	18.61.2	+ 25,0 CND	Apurement du déficit du service "Emprunts d'assainissement" de l'Office national du Ducroire.
TOTAUX			CND : + 1.204,9 CE : + 10.830,9 CO : + 269,0	

CND = crédits non dissociés

CE = crédits dissociés d'engagement

CO = crédits dissociés d'ordonnancement

b) Application de l'article 40, § 2 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat

Par sa décision n° 262 du 24 décembre 1993, le Conseil des Ministres a requis de la Cour des comptes l'octroi d'un visa provisoire pour le paiement de factures urgentes pour :

- le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique (achat de matériel pour les services d'incendie) pour un montant de 138 millions de francs ;
- le Ministère des Communications et de l'Infrastructure (travaux dans le métro bruxellois) pour un montant de 40,6 millions de francs ;
- le Ministère de l'Agriculture (lutte contre l'épidémie de peste porcine) pour un montant de 100 millions de francs.

En définitive, seules les ordonnances du Ministère de l'Agriculture d'un montant de 100 millions de francs ont été présentées.

La Cour des comptes a cependant refusé de les viser, pour le motif que la décision du Conseil concernée impliquait un usage impropre de la procédure particulière prévue à l'article 40 § 2. Les dépenses présentaient bien un caractère urgent, mais il n'était pas établi qu'était remplie la condition d'un préjudice grave pour le Trésor en cas de report de paiement¹⁹.

¹⁹ Voir lettres de la Cour des comptes du 12 janvier 1994 à MM. les Présidents des Chambres législatives.

CHAPITRE IV - LES DEPENSES

Ce chapitre examine l'utilisation des crédits alloués, tant en engagement qu'en ordonnancement.

Un aperçu global de l'ensemble des engagements et des ordonnancements effectués à charge des crédits pour 1993 est tout d'abord fourni, pour chaque section départementale, regroupée en grandes cellules, comme dans l'Exposé du budget général des dépenses pour 1993 (point A.1. ci-après).

La partie centrale et la plus importante de la préfiguration se compose de l'examen des dépenses par programmes (point A.2. ci-après), suivant la répartition du budget général des dépenses tel qu'il a été approuvé pour 1993. Le tableau des dépenses, qui comprend les données chiffrées, est repris dans une partie II - Annexes, en raison de son ampleur. Ce tableau contient aussi toutes les données relatives au fonctionnement des fonds organiques. Des commentaires et des observations sur l'exécution des programmes sont donnés le cas échéant, par section, dans la présente rubrique.

Le point B traite des ordonnancements effectués en 1993 à charge des crédits reportés de l'année budgétaire 1992²⁰. Le tableau 4.2., établi à cet effet, ventile les opérations 1993 (colonne 4) par section²¹ et comprend également les ordonnancements de 1992, de façon à donner un aperçu complet de l'exécution du budget 1992.

Enfin, les dépassements de crédits constatés font l'objet de commentaires dans ce chapitre (point C).

A. LES DEPENSES EFFECTUEES SUR LES CREDITS DE 1993

1. Aperçu global

Le tableau 4.1. fournit un aperçu condensé de tous les engagements et ordonnancements effectués en 1993 sur les crédits de 1993 pour chacune des sections départementales, groupées en fonction des grandes cellules, comme dans l'Exposé du budget général des dépenses de 1993.

²⁰ Report de crédits en application de l'article 34 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

²¹ Une répartition plus détaillée par programme, comme pour les crédits de l'année en cours, ne paraît pas souhaitable, vu l'ampleur assez limitée de ces opérations.

TABLEAU 4.1. - DEPENSES SUR CREDITS 1993				
CELLULE/SECTION (1)	ENGAGEMENTS (2)		ORDONNANCEMENTS (3)	
	en millions de francs	%	en millions de francs	%
A. DETTE PUBLIQUE	2.044.486,8	67,3	1.886.989,2	67,0
B. CELLULE AUTORITE				
- Dotations	10.692,8		10.692,8	
- Premier Ministre	20.082,2		20.370,4	
- Justice	30.133,1		28.076,9	
- Intérieur	11.683,4		9.568,1	
- Affaires étrangères	12.492,8		9.134,9	
- Coopération au développement	18.296,9		16.403,4	
- Défense nationale	101.043,2		84.440,3	
- Gendarmerie	24.944,0		23.760,3	
- Finances (y compris les provisions interdépartementales)	71.028,7		67.031,7	
SOUS-TOTAL B	300.397,1	9,9	269.478,8	9,6
C. CELLULE SOCIALE				
- Pensions	260.272,8		259.431,5	
- Classes moyennes	6.473,7		6.485,9	
- Emploi et travail	36.201,1		36.042,7	
- Prévoyance sociale	190.511,3		187.700,3	
- Santé publique	52.722,4		50.201,0	
SOUS-TOTAL C	546.181,3	18,0	539.861,4	19,1
D. CELLULE ECONOMIQUE				
- Agriculture	12.254,6		11.896,0	
- Affaires économiques	36.390,8		11.885,7	
- Communications et Infrastructure	98.845,4		98.180,5	
SOUS-TOTAL D	147.490,8	4,8	121.962,2	4,3
TOTAUX	3.038.556,0	100	2.818.291,6	100

Commentaires du tableau 4.1.

Les montants repris **en colonne 2** représentent le total des engagements pris en 1993 à charge des crédits non dissociés, des crédits dissociés d'engagement et des crédits variables.

Les montants repris à la **colonne 3** représentent le total des ordonnancements effectués en 1993 sur les crédits non dissociés, sur les crédits dissociés d'ordonnancement et sur les crédits variables.

Les pourcentages indiquent l'importance de chaque cellule dans l'ensemble des dépenses 1993 (que ce soit du point de vue des engagements ou des ordonnancements).

2. Les dépenses par programme

Les données chiffrées figurent dans le tableau des dépenses, dans la partie II - Annexes.

Les commentaires repris ci-après visent à procurer au Parlement une information utile sur des problèmes importants ou des insuffisances survenues au cours de l'exécution du budget 1993 et qui ont empêché de réaliser en tout ou en partie les objectifs de certains programmes.

SECTION 12 - JUSTICE**1. Le "contrat avec le citoyen"**

(en millions de francs)

Programmes		Crédits accordés	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
12.40.2	cnd	49,7	29,1	5,9	12 %
12.51.3	cnd	172,6	100,6	53,7	31 %
12.55.6	cnd	217,9	81,4	10,3	5 %
	ce	5,0	0	-	-
	co	5,0	-	0	0 %
12.56.2	cnd	300,9	230,9	52,4	17 %
12.58.3	cnd	65,5	53,4	1,6	2 %
12.60.1	cnd	30,2	11,2	11,2	37 %
12.63.0	cnd	12,0	5,0	0,0	0 %
TOTAL	cnd	848,8	511,6	135,1	16 %
	ce	5,0	0	-	
	co	5,0	-	0	0 %

Dans la justification du budget général des dépenses de l'Etat pour l'année budgétaire 1993, le Gouvernement annonçait qu'il avait inscrit un montant global de 2.849 millions de francs pour la réalisation de ce qui est appelé "le contrat avec le citoyen" et qui comporte des mesures dans les domaines de l'égalité des chances, de la politique des étrangers, de la lutte contre la pauvreté, de la sécurité du citoyen, de la célérité de la Justice, du renouveau administratif et des établissements pénitentiaires.

Une partie substantielle de ce montant global, à savoir 1.063,8 millions de francs était inscrite au budget initial de la Justice²², et répartie entre 7 programmes spécifiques, intitulés "contrat avec le citoyen".

A la suite de deux ajustements, ces crédits furent ramenés à 853,8 millions de francs²³, soit une diminution de 210 millions.

²² 963,8 millions en crédits non dissociés, 100 millions en crédits d'ordonnancement et 170 millions de francs en crédits d'engagement.

²³ 848,8 millions en crédits non dissociés, et 5 millions en crédit d'engagement et en crédit d'ordonnancement.

L'examen des résultats de l'exécution du budget montre que ces crédits n'ont été que faiblement utilisés. Les engagements s'élèvent en effet, pour ces 7 programmes, à 511,6 millions de francs (soit un taux d'utilisation en engagement de 60 %) et les ordonnancements se sont limités à 135,1 millions de francs (soit un taux d'utilisation en ordonnancement de seulement 16 %).

Le programme 12.40.2 était destiné à l'informatisation du casier judiciaire. Sur les 49,7 millions de francs prévus à l'ajustement, 30 millions devaient servir à l'acquisition d'équipement et le reste au fonctionnement et au recrutement de personnel temporaire pour l'encodage des données. Le très faible taux d'utilisation s'explique d'une part par le fait que les crédits destinés à l'équipement ont été en grande partie engagés mais pas ordonnancés, et que d'autre part, la rémunération du personnel, engagé en avril et mai 93 a erronément été imputée sur un autre programme.

Le programme 12.51.3 poursuivait comme objectifs, selon la justification du budget général des dépenses, la mise en oeuvre de projets de peines alternatives et le développement des unités d'orientation et de traitement dans les établissements pénitentiaires²⁴. En outre, bien que la note justificative ne le précisait pas, 70 millions de francs de ce crédit, ramenés à 40 lors de l'ajustement, étaient destinés à permettre une extension du cadre des établissements pénitentiaires.

Le projet de loi tendant à introduire les travaux d'intérêt général dans la législation pénale n'a été adopté qu'au début de l'année 1994. Une grande partie du personnel nécessaire (47 assistants de probation et 2 inspecteurs) a toutefois déjà été recrutée en 1993. D'autre part, la majorité du personnel nécessaire au développement des Unités d'orientation et de traitement dans une douzaine d'établissements pénitentiaires a été recrutée. Enfin 90 agents pénitentiaires ont été recrutés et affectés aux prisons de Forest-Berkendael, Jamioulx et Verviers. La faible utilisation du crédit s'explique par le fait que tout ce personnel a été engagé relativement tard dans l'année, que l'acquisition de biens durables et non-durables n'a donné lieu qu'à de très faibles ordonnancements²⁵ et, enfin, parce qu'aucun subside à des organismes d'accueil et de guidance dans le cadre des travaux d'intérêt général (crédit prévu : 15 millions de francs) n'a été accordé.

Le programme 12.55.6 visait d'une part le développement des centres spécifiques pour illégaux et d'autre part l'informatisation de l'Office des étrangers. Bien que les crédits destinés aux centres spécifiques pour illégaux aient été, à la suite de deux ajustements du budget général des dépenses, portés de 151,4 à 164,6 millions de francs, les engagements se sont finalement limités à une cinquantaine de millions et les ordonnancements à une dizaine de millions. L'utilisation particulièrement faible des crédits semble être due d'une part, à l'ouverture tardive du centre de Merksplas (novembre 93) et d'autre part, à des problèmes

²⁴ Doc. parl., Chambre, 664/1 - 92/93 (S.E.), p. 40.

²⁵ La Régie du travail pénitentiaire s'est chargée de l'acquisition de l'infrastructure et de l'aménagement mobilier pour la mise en place des projets de peines alternatives et des Unités d'orientation et de traitement, à charge de remboursement par le département de la Justice.

d'imputation des dépenses de personnel²⁶. Quant à l'informatisation de l'Office des étrangers, aucune imputation n'a été effectuée, à charge du crédit d'engagement prévu à cet effet, qui, il est vrai, avait été réduit de 170 millions à 5 millions de francs, à la suite du second ajustement du budget général des dépenses. Des engagements à concurrence de 30,8 millions de francs ont toutefois été effectués à charge du crédit non dissocié de ce programme.

Le programme 12.56.2 était destiné à la mise en oeuvre de projets très diversifiés : unification des voies de recours en matière d'aide sociale, informatisation des parquets, assistance judiciaire, médiation pénale, revalorisation des experts judiciaires, renforcement du personnel administratif de la police judiciaire. Le relativement faible taux d'utilisation en engagement provient essentiellement des dépenses de personnel et de fonctionnement que devaient occasionner ces différents projets et semble imputable à des recrutements intervenus tard dans l'année et à des problèmes d'imputation.

Le programme 12.58.3 était essentiellement destiné à des projets informatiques pour la police judiciaire et au développement des laboratoires de la police judiciaire et à l'Institut nationale de criminalistique et de criminologie. Les crédits destinés aux projets informatiques ont été engagés mais n'ont été que très faiblement ordonnancés. Quant aux crédits destinés aux laboratoires et à l'I.N.C.C., qui avaient déjà été fortement réduits lors de l'ajustement, ils n'ont été que très peu utilisés.

Le programme 12.60.1 était destiné exclusivement au recrutement d'agents contractuels pour le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Il n'a été utilisé qu'à concurrence de 37 %.

Enfin, contrairement à ce qui avait été annoncé²⁷, le Service de la politique criminelle (programme 12.63.0) n'a pas été rendu opérationnel en 1993²⁸.

En conclusion, le très faible taux d'utilisation des crédits destinés au "contrat avec le citoyen", pourtant revus à la baisse lors du contrôle budgétaire, reflète davantage une mise en oeuvre lente des différents projets et un manque de rigueur dans leur gestion budgétaire, plutôt qu'une absence de réalisation ou un abandon des objectifs fixés.

L'évaluation des dépenses que ces programmes entraîneraient en 1993 paraît en outre avoir été assez approximative. Le temps nécessaire à la mise en route de certains projets semble n'avoir guère été pris en compte. Seuls en effet sont dans un état d'avancement suffisant les projets pouvant s'appuyer sur un cadre légal et administratif existant.

Le retard pris dans de nombreux projets se traduit par une réduction de plus de 900 millions des dépenses par rapport au budget initialement fixé et contraste singulièrement avec l'urgence maintes fois invoquée.

²⁶ Les imputations sur les allocations de base 11.03 et 11.04 (dépenses de personnel) se sont en effet limitées à 5,6 millions de francs pour un crédit global de 86,8 millions de francs.

²⁷ Doc. parl., Chambre, 664-1-91/92 (S.E.), p.38.

²⁸ L'arrêté royal créant le service de la politique criminelle a été pris le 14 janvier 1994.

Enfin, on aura pu constater que de très nombreuses erreurs d'imputation faussent l'image que peut donner de la réalisation des programmes l'utilisation des crédits. L'avantage de faire figurer dans des programmes distincts les projets faisant partie du "contrat avec le citoyen" afin d'en assurer un suivi correct, s'en trouve ainsi sérieusement amoindri.

2. Les dépenses de personnel

Comme l'an passé, les dépenses dues aux rémunérations du personnel du département de la Justice ont entraîné d'importants dépassements sur les allocations de base prévues à cet effet²⁹.

Dans la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de 1992, la Cour relevait en effet que ces dépassements représentaient un montant de 277,5 millions. En 1993, ils s'élèvent à un total de 345,6 millions de francs, malgré les crédits supplémentaires de 177,7 millions de francs octroyés par l'arrêté royal du 28 janvier 1994 portant répartition du crédit provisionnel prévu au programme 18.60.1.

Les dépassements les plus significatifs se situent au programme 12.51.0 - Etablissements pénitentiaires - (84,4 millions de francs), 12.56.0 - Juridictions ordinaires - (182,3 millions de francs) et 12.59.0 - Aide aux cultes reconnus - (47,1 millions de francs).

Ces dépassements sur les allocations de base de personnel ont entraîné des dépassements de crédits en engagement et en ordonnancement pour les programmes 12.55.4 - Sécurité nucléaire et 12.59.0 - Aide aux cultes reconnus, et en engagement uniquement pour les programmes 12.51.0 - Administration pénitentiaire, 12.56.0 - Juridictions ordinaires et 12.57.0 - Juridictions militaires.

Si une grande partie des dépassements pourrait être compensée par une redistribution des allocations de base autorisée par l'article 1.01.2, § 2 du budget général des dépenses pour 1993³⁰, ils traduisent néanmoins la faiblesse des prévisions budgétaires en matière de dépenses de personnel du département de la Justice, ainsi qu'un manque de rigueur dans la correcte imputation de ces dépenses.

Ainsi, à titre exemplatif, le dépassement à la division organique "Juridictions ordinaires" semble être la conséquence d'une sous-estimation de l'effet de la revalorisation de l'ancienneté des magistrats. Le dépassement à la division organique "Juridictions militaires" est la conséquence d'une surestimation des possibilités d'intégration des magistrats de ces juridictions, dont on a entrepris la réorganisation, dans les juridictions ordinaires.

²⁹ Ces dépassements sont rendus possibles par le fait que le paiement des rémunérations ne sont pas soumises au visa de la Cour, en vertu de l'article 41 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

³⁰ Le disponible sur les allocations de base "personnel" qui ne sont pas en dépassement excède en effet également les 300 millions.

Par ailleurs, la multiplication du nombre d'allocations de base "Personnel", due notamment à la création de nouveaux programmes "Contrat avec le citoyen", semble avoir entraîné de fréquentes erreurs d'imputation.

SECTION 13 - INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE

1. Résultat des mesures d'économie dans la fonction publique

A l'occasion de la préparation du budget 1993 et du plan pluriannuel 1993-1996, le Gouvernement avait prévu une économie annuelle globale de 3.930 millions de francs dans la fonction publique. Dans ce but, les mesures suivantes avaient notamment été envisagées :

- l'élaboration d'une loi contenant diverses mesures en matière de fonction publique, parmi lesquelles un nouveau volet "mobilité". Plus précisément, des modalités plus souples seraient définies, en vue d'étendre autant que possible la mobilité volontaire (économie annuelle attendue : 750 millions de francs);
- un blocage des recrutements rigoureux en matière d'emplois contractuels pour répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel (cf. article 8 § 2, a, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982) ou pour accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques (cf. article 8 § 2, c, du même arrêté) (économie annuelle attendue : 750 millions de francs).

Pour ce qui concerne la mise en oeuvre concrète de ce régime de mobilité, on doit constater que l'économie pour l'année budgétaire 1993 est pratiquement négligeable, du fait d'un encadrement légal tardif³¹.

L'économie due aux mesures prises en matière d'engagements contractuels doit aussi être nuancée.

D'une décision du Conseil des Ministres du 12 février 1993, il apparaît qu'une économie de 470,8 millions de francs a été considérée comme réalisée sur les crédits pour le personnel contractuel. 136 millions auraient notamment été réalisés dans les parastataux du secteur social. Il ressort cependant de données internes à la Fonction publique que, dans l'ensemble des parastataux, l'emploi de ces catégories de contractuels n'a certainement pas diminué au cours de la période du 31 décembre 1992 au 1er janvier 1994. Il y a cependant des indications qu'une autre forme d'économie a été retenue, à savoir le démantèlement du système des contractuels subventionnés. Les parastataux sociaux ne reçoivent plus les primes de l'Etat pour l'engagement de contractuels subventionnés et perdent en outre l'avantage de l'exonération des cotisations patronales, de sorte qu'ils supportent une charge budgétaire plus lourde. Ce procédé provoque, en fin de compte, il est vrai, une économie pour le budget qui prend en charge les primes (Emploi et Travail), mais au détriment des budgets des parastataux sociaux.

³¹ Loi portant certaines mesures en matière de fonction publique du 22 juillet 1993 et arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics.

La décision précitée du Conseil des Ministres prévoyait aussi une diminution supplémentaire des crédits de personnel dans les ministères d'un montant de 280 millions de francs.

Des données internes à la Fonction publique, il apparaît que l'emploi contractuel n'a pas non plus diminué dans les départements ministériels pendant la période considérée.

2. Programme 13.51.9 - Population et élections

Fonds organique 13.2 Registre national : fonds spécial pour couvrir les frais de fonctionnement de toute nature exposés lors de l'exécution de prestations au profit d'autorités ou d'organismes publics ou privés.

(en millions de francs)	Moyens en engagement	Moyens en ordonnancement
Solde au 01.01.1993	36,1	44,0
Recettes	157,7	157,7
Disponible	193,8	201,7
Dépenses	110,5	108,0
Solde au 31.12.1993	83,3	93,7

Au cours du conclave budgétaire d'août 1992, une économie de 100 millions de francs sur les crédits ordinaires du département pour le budget 1993 avait été prévue, qui devait être compensée par un accroissement équivalent des recettes du fonds organique du Registre national.

Cette majoration des ressources devait provenir d'une augmentation des rétributions des prestations au profit d'administrations publiques (ancien prix, multiplié par deux).

A l'origine, le budget général des dépenses initial pour 1993 avait prévu 194 millions de francs de recettes; au premier ajustement, ce montant avait été ramené à 150 millions de francs. En fait, 157,7 millions ont été comptabilisés en recettes, soit 58,2 millions de plus qu'en 1992 (recettes 1992 : 99,5 millions de francs) et 53 millions de plus qu'en 1991 (recettes 91 : 104,7 millions de francs). Le montant attendu de recettes supplémentaires de 100 millions n'a donc pas été obtenu.

Le département invoque à ce propos diverses raisons : la mise en vigueur relativement tardive (13 février 1993) de l'arrêté prévoyant l'augmentation des rétributions³² et la diminution considérable du nombre de prestations demandées.

³² Arrêté royal du 10 février 1993 modifiant l'arrêté royal du 23 novembre 1984 relatif aux rétributions auxquelles donnent lieu les prestations du Registre national des personnes physiques.

3. Programme 13.54.2 - Services d'incendie

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
co	472,0	308,7	65 %

Le faible taux d'utilisation des crédits d'ordonnancement de ce programme concerne principalement l'allocation de base 54.20.63.08, intitulée "crédit d'investissement pour l'acquisition pour compte des agglomérations, des intercommunales et des communes, de matériel et d'équipement concernant le fonctionnement des services d'incendie". Sur un montant prévu de 438,0 millions de francs pour cette allocation de base, seuls 298,4 millions ont été ordonnancés.

Cela est très vraisemblablement dû au dépôt fort tardif (en fait, le 20 décembre 1993) du budget administratif modifié à la suite de redistributions d'allocations de base. Ce budget comprend notamment une redistribution, soumise à une motion, de 138 millions de francs de l'allocation de base 54.20.63.04 (co) à l'allocation 54.20.63.08 (co) précitée. Cette reventilation, qui devait être soumise à la motion des Chambres législatives, n'a pas pu être réalisée pendant l'année budgétaire et ne pouvait donc être exécutée.

Le Gouvernement a alors tenté de rendre possible l'utilisation de ces crédits en 1993 par une délibération du Conseil des Ministres (n° 262 du 24 décembre 1993, en application de l'article 40 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat), qui a requis la Cour des comptes d'octroyer son visa préalable au paiement de factures pour 138 millions de francs pour l'achat de matériel pour les services d'incendie. Aucune ordonnance de paiement n'a cependant été présentée, la délibération du Conseil des Ministres étant restée finalement sans objet.

SECTION 14 - AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR**1. Programme 14.40.0 - Secrétariat général et services rattachés - Subsistance**

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
co	149,6	8,1	5 %

Le crédit d'ordonnancement de 149,6 millions de francs, prévu à la seule allocation de base 40.03.74.10 pour le développement de l'informatique, n'a été qu'à peine utilisé, tout comme en 1992. Ce crédit concerne pourtant le projet BELEXTEL, un système intégré de bureautique, de télécommunication et d'informatique pour le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (Administration centrale et postes diplomatiques). La sous-utilisation de ce crédit serait liée à l'inexécution de ses obligations contractuelles par le co-contractant de l'Etat.

Compte tenu des paiements effectués jusqu'ici (184,3 millions de francs à charge d'un engagement pris en 1985 de 326,1 millions) et des difficultés survenues depuis quelques années dans l'exécution de ce contrat, on peut se demander dans quelle mesure le projet BELEXTEL sera encore réalisé.

2. Programme 14.41.3 - Postes diplomatiques et consulaires (appui logistique, subsistance)

Fonds organique 14.1 - Fonds destiné à l'utilisation du produit de la vente de biens immeubles sis à l'étranger, à l'achat, la construction et l'aménagement de biens de même nature destinés à servir soit de résidences, soit de chancelleries des missions diplomatiques ou des postes consulaires belges.

L'article 2.14.9 du budget général des dépenses pour 1993 a prévu que les moyens d'engagement et d'ordonnancement de ce Fonds - en l'occurrence les revenus de biens immeubles sis à l'étranger - sont désaffectés et ajoutés aux ressources générales du Trésor à concurrence respectivement de 68,3 et 120 millions de francs. Ces montants correspon-daient aux soldes au 1er janvier 1993, en engagement et en ordonnancement de ce Fonds.

L'exécution de cette opération appelle deux remarques. D'une part, au cours de l'année, les soldes au 1er janvier 1993 ont été corrigés et portés à 78,3 et 125,1 millions. Ce sont ces derniers montants que l'Administration a effectivement rendus indisponibles, allant donc au-delà des sommes légalement prévues dans la disposition précitée. D'autre part, le procédé qui consiste à désaffecter des montants différents en engagement et en ordonnancement ne paraît pas heureux : outre qu'il oblige les gestionnaires du Fonds à couvrir l'encours de leurs engagements (correspondant en principe à la différence entre les soldes disponibles en

engagement et en ordonnancement) par des recettes nouvelles de l'année, avec le risque de devoir retarder les paiements d'opérations, valablement engagées, jusqu'à l'enregistrement de ces nouvelles recettes, cette manière de faire crée un écart définitif entre les moyens dont dispose le Fonds en engagement et en ordonnancement.

Il serait préférable que la décision de désaffecter les soldes d'un fonds à une date donnée prenne la forme de la désaffectation d'une recette (couvrant à la fois les engagements et les ordonnancements) à concurrence de la partie réellement disponible des recettes de ce fonds à cette date, à savoir celle qui n'a encore donné lieu à aucune utilisation en engagement.

3. Programme 14.53.3 - Coopération

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	107,0	42,3	34,6	32 %

Le faible taux d'utilisation des crédits de ce programme s'explique, comme les années précédentes, en grande partie par l'absence totale d'engagement ou d'ordonnancement de dépenses sur l'allocation de base 53.31.33.11 (indemnisations des biens zaïrianisés : crédit de 50 millions de francs).

Quelques changements pourraient peut-être intervenir en 1994 à ce propos à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 25 février 1993 relatif à une action contre l'Etat belge en rapport avec les cours de change visés par la fixation de ces indemnisations. Sur la base de cet arrêt, une première série de transactions ont été conclues en 1994 pour un montant de 24,9 millions de francs. En fonction des conclusions qui seront tirées de cet arrêt par d'autres intéressés, des moyens beaucoup plus importants devront y être sans doute affectés dans les années à venir.

4. Programme 14.60.1 - Présidence par la Belgique de la Communauté européenne

Lors de l'ajustement du budget général des dépenses pour 1993, un nouveau programme 14.60.1 a été inscrit, avec un crédit de 250 millions de francs, pour couvrir les dépenses relatives à la présidence par la Belgique de la Communauté européenne durant le second semestre de 1993.

L'article 2.14.1 de la même loi prévoit que le crédit provisionnel de ce programme doit être réparti selon les besoins, entre les programmes appropriés des budgets des différents départements par voie d'arrêté royal et avec l'accord du Ministre du Budget.

La répartition du crédit provisionnel n'est intervenue que très tardivement par un arrêté royal du 6 décembre 1993, c'est-à-dire à un moment où la présidence touchait pratiquement à sa fin.

D'une série d'ordonnances transmises à la Cour des comptes après le 6 décembre 1993 et imputées à charge de crédits reportés, il apparaît que de nombreuses dépenses en rapport avec la présidence ont en fait été payées en 1993 par un compte d'avances spécialement ouvert à cet effet par la Banque nationale de Belgique. Sur base des données connues à ce jour, les dépenses avancées sur ce compte en 1993 s'élèvent à 80.660.654 francs.

La Cour des comptes tient à souligner qu'il s'agit là d'une infraction aux règles budgétaires fondamentales, accomplie en-dehors des procédures organisées par les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat et, en particulier, sans que les conditions et les modalités de contrôle prévues par l'article 40 de ces lois, pour les paiements d'extrême urgence, ne soient remplies.

Pour obtenir une vue définitive et complète du coût de la présidence européenne, il faudra attendre jusqu'à la fin de l'année 1994, au moment où les crédits reportés tomberont en annulation.

SECTION 15 - COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Fonds de la Coopération au développement (article 60.58.B des sections particulières)

(en millions de francs)

	Engagements		Ordonnancements
Autorisation d'engagement	13.839,0	Solde au 01.01.93	2.107,8
Utilisation	13.473,6	Recettes	12.187,0
Solde	365,4	Dépenses	11.952,3
		Solde au 31.12.93	2.342,5

Par dérogation à la loi du 28 juin 1989, qui a réformé la comptabilité de l'Etat, le Fonds de la Coopération au développement (ancien régime) a été maintenu à titre transitoire, et pour la dernière fois dans le budget 1993, dans la Section particulière (sous la Section II, plus précisément). Ce fonds a été supprimé au 1er janvier 1994 par l'article 46 de la loi-programme du 24 décembre 1993.

Le Fonds 60.58.B "Fonds de la Coopération au développement" (loi du 10 août 1981), qui dépend des Services de la Coopération au développement, a été alimenté pour un montant total de 8.999,5 millions de francs par des crédits du budget général des dépenses 1993, section 15, division organique 54, programmes 1 à 9 et division organique 55, programme 4. A côté de ces dotations budgétaires, le fonds dispose encore, notamment, de son solde final au 31 décembre 1992 (2.107,8 millions de francs) et des recettes de la Loterie nationale (2.886,2 millions de francs).

Les dotations du budget général des dépenses 1993 représentent 73,9 % de l'ensemble des recettes 1993 (12.187,0 millions de francs).

Ce fonds dispose également d'une autorisation d'engagement de 13.839 millions de francs, en vertu de la disposition légale particulière 2.15.2 du budget général des dépenses ajusté. Des dépenses de 13.473,6 millions de francs ont été engagées, selon les données internes, soit 97,4 % d'utilisation du point de vue des engagements.

Par rapport au montant réestimé de 13.839 millions de francs pour les dépenses³³, 11.952,3 millions de francs, selon les données de la Trésorerie, ont finalement été ordonnancés, soit 86,4 % des moyens en ordonnancement du fonds.

³³ Lors de l'ajustement du budget général des dépenses 1993, les dépenses initialement autorisées ont été ramenées de 12.591,6 millions de francs à 10.769 millions. Le solde estimé du fonds à ce moment, de 3.188,2 millions, devait être consacré au paiement de la contribution de la Belgique à l'Association internationale pour le développement (A10) de la Banque mondiale, d'un montant de 3.070 millions de francs (Doc., Chambre, 987/1-92/93, p. 41).

Les non-réalisations les plus importantes se rencontrent dans les postes (internes) 10 (dépenses relatives à la formation des boursiers, surtout en liaison avec la formation locale et la formation via les O.N.G.), 20 (dépenses relatives à l'assistance du personnel : salaires des coopérants, frais de voyage, logement), 50 (dépenses relatives aux projets de coopération) et 80 (dépenses relatives au cofinancement de projets O.N.G.).

SECTION 16 - DEFENSE NATIONALE

1. Dépenses dans le cadre du programme F16

Durant l'année 1993, les dépenses relatives aux contrats d'acquisition (Follow-on-buy/F.O.B.) et de modernisation (Midlife Update/M.L.U.) des avions F16 ont atteint 50.445.000 dollars US (= ± 1.815 millions de francs).

Réparties par contrat et par poste d'imputation, ces dépenses se présentent comme suit (en milliers de dollars et de francs).

Contrats	Allocation de base 50.21.13.74	Compte d'ordre 87.07.03.27	"Miscellaneous income"
F.O.B. (Follow-on-buy)	-	7.075,0 USD	6.925,0 USD
M.L.U. (Midlife Update) phase de développement	11.550,0 USD	3.528,0 USD	-
M.L.U. (Midlife Update) phase de production	16.100,0 USD	5.367,0 USD	-
Tot. 50.545,0 USD	27.650 USD (987.658,5 BEF)	15.970 USD (576.676,9 BEF)	6.925,0 USD (± 250.000,0 BEF)

1.1. Imputation des dépenses sur le programme 16.50.2 - Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure

Les dépenses sur les crédits budgétaires relatifs au programme "Midlife Update" des F16 sont imputées à l'allocation de base 50.21.13.74 - "Acquisition, renouvellement et modernisation de moyens spécifiquement militaires". En 1993, ces dépenses ont atteint 987,7 millions de francs, parmi lesquels 581,7 millions (tranche du 4ème trimestre 1993 M.L.U. - phase de production) ont été ordonnancés à la fin de 1993, bien que cette dépense n'ait pas été prévue initialement.

Le fait que cette dépense, non prévue, ait pu être effectuée et le fait que cette allocation de base ait été ajustée à plusieurs reprises au cours de l'année (d'un montant initial de 11.239,0 millions de francs à un montant de 8.935,5 millions) témoignent du caractère peu fiable des estimations et des justifications initiales dans le secteur important des achats militaires (voir également à ce sujet la lettre de la Cour des comptes du 16 février 1994 au Ministre de la Défense nationale et aux Présidents des Chambres législatives, réf. A7J 968.230 L1, L2 et L3).

1.2. Imputation des dépenses sur le compte d'ordre de Trésorerie n° 87.07.03.27 destiné aux intérêts F16

Solde 1.1.1993 577,7 millions fr.
 Recettes 276,4 millions fr.
 Dépenses 576,7 millions fr.
 Solde 31.12.1993 277,4 millions fr.

La disposition légale 2.16.2 du budget général des dépenses ajusté autorise le Ministre de la Défense nationale à utiliser, à concurrence de 575 millions de francs, les recettes provenant des intérêts générés par les avances déposées auprès de la Central Bank of Denver dans le cadre de divers marchés relatifs à la flotte F16 (l'imputation se faisant au compte d'ordre n° 87.07.03.27).

Les dépenses sur ce compte s'élèvent en 1993 à 576,7 millions de francs. Ceci représente un léger dépassement du plafond autorisé. Ce dépassement découle de la conversion en francs belges des opérations au cours en vigueur au 31 décembre 1993 (ainsi que le prévoient les règles de fonctionnement du compte) de 36,11 BEF pour un dollar.

1.3. Imputation des dépenses sur des revenus divers intra-contractuels ("miscellaneous income")

Pour une partie des dépenses F16, il est également fait appel à des moyens extrabudgétaires, connus sous la dénomination "miscellaneous income". Ces divers revenus intra-contractuels trouvent leur origine dans un certain nombre de dispositions contractuelles des conventions F16 relatives à divers remboursements. Ces revenus sont comptabilisés par les services américains et peuvent être utilisés, conformément aux dispositions contractuelles, pour le paiement des tranches trimestrielles dues par la Belgique dans le cadre des différents contrats F16.

La Cour des comptes est informée régulièrement de l'état de ces moyens, qui, compte tenu de leur caractère particulier, ne sont pas repris dans le compte de Trésorerie 87.07.03.27 destiné aux intérêts.

En 1993, il a été fait appel, pour la première fois depuis 1987, à ces moyens pour environ 250 millions de francs.

2. Programme 16.50.4 - Obligations internationales

(en millions de francs)	crédits accordés	utilisation	taux d'utilisation (arrondi)
ce	1961,0	1960,7	100 %
co	1994,6	1988,3	100 %

Au cours de 1993, des dépenses à hauteur de 245,2 millions de francs ont été engagées et ordonnancées au programme 16.50.4 (allocation de base 50.42.13.76 - Contribution financière de la Belgique à l'infrastructure internationale) au titre de la participation de la Belgique dans les coûts de construction du siège de l'Etat-major de l'Eurocorps (décision du Conseil des Ministres du 26 novembre 1993).

Par ses lettres du 12 janvier 1994 adressées au Ministre de la Défense nationale et aux Présidents des Chambres législatives (A7J 969 860.L1, L2 et L3), la Cour des comptes a fait remarquer, notamment, que ces dépenses n'étaient pas prévues à l'allocation de base précitée, laquelle, selon la justification, n'était destinée qu'à la couverture des dépenses d'infrastructure O.T.A.N., et allaient donc à l'encontre de la spécialité budgétaire. Le visa n'a toutefois pas été refusé, étant donné le caractère hautement symbolique de cette contribution.

3. Dispositions légales particulières : article 2.16.16³⁴ et article 2.16.4³⁵ : aliénation de matériel devenu excédentaire et de biens immeubles.

Dans le cadre de la restructuration des forces armées, le Ministre de la Défense nationale a été autorisé à aliéner du matériel devenu excédentaire et des biens immeubles et à utiliser le produit de cette aliénation, par l'intermédiaire de comptes d'ordre de la Trésorerie, pour des dépenses d'investissement.

L'état de ces comptes d'ordre se présente comme suit :

Compte d'ordre 87.07.04.28 - Gestion du produit de la vente de biens immeubles

Solde 1.1.1993	2,2 millions fr.
Recettes	13,5 millions fr.
Dépenses	-
Solde 31.12.1993	15,7 millions fr.

La disposition légale particulière contenue à l'article 2.16.16 a fixé le plafond des dépenses à 50 millions de francs. Cette autorisation n'a, toutefois, pas été utilisée en 1993.

Compte d'ordre 87.07.06.30 - Gestion du produit de la vente de matériel devenu excédentaire

Solde 1.1.1993	-
Recettes	230,2 millions fr.
Dépenses	4,2 millions fr.
Solde 31.12.1993	226,0 millions fr.

³⁴ Loi du 14 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993.

³⁵ Loi du 6 août 1993 ajustant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993.

Etant donné que l'utilisation de ce compte n'était pas prévue en 1993, aucun plafond des dépenses n'a été fixé. Une dépense d'un montant relativement faible, soit 4,2 millions de francs, a toutefois été effectuée. Pour 1994, le plafond des dépenses prévu est de 1.300 millions de francs.

4. Opérations humanitaires

Les opérations budgétaires en relation avec les actions humanitaires (Somalie, Ex-Yougoslavie, Rwanda, ...) sont imputées pour partie sur un compte d'ordre de Trésorerie (compte d'ordre n° 82.04.01.68 - comptes courants des cessions et prestations réciproques effectuées dans le cadre des traités ou accords internationaux)³⁶ et pour partie sur des crédits budgétaires existants. Cependant, les surcoûts engendrés par ces opérations humanitaires ne font pas l'objet de programmes ou d'allocations de base particulières au budget.

Du fait de l'imputation de certains de ces coûts sur des crédits budgétaires disponibles, il est très difficile, voire impossible - selon le département - d'identifier ultérieurement les surcoûts découlant des opérations humanitaires et donc d'obtenir une image exacte et complète des coûts totaux.

D'après des informations en provenance du Ministère, le surcoût des opérations humanitaires (à l'exclusion donc des rémunérations ordinaires, des frais d'amortissements et des frais généraux de fonctionnement imputés en Belgique) en Somalie et en Ex-Yougoslavie, depuis le début de ces opérations, peut être estimé à 4.783 millions de francs. Une partie de ce surcoût est financé au moyen de contributions de tiers (C.E., O.N.U., A.G.C.D., ...); ces dernières sont estimées à 2.538 millions de francs. La partie restante (= 2.679 millions de francs)³⁷ est à la charge de la Défense nationale sous la forme d'imputations directes sur le budget³⁸, compensées pour partie par une réduction des dépenses des postes manoeuvres et entraînements, et sous la forme de prélèvements sur les stocks existants.

Les chiffres exacts des coûts relatifs aux opérations humanitaires imputés au budget 1993 n'ont pu être fournis par le département, en raison de l'absence de programmes et d'allocations de base spécifiques. La Cour des comptes déplore cette lacune dans la confection du budget.

³⁶ Cette imputation sur un compte d'ordre de Trésorerie se fait en application de la disposition légale 2.16.4 de la loi du 14 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993.

³⁷ Des contributions de tiers, 434 millions de francs sont à reverser au Trésor, ce qui augmente le solde à la charge de la Défense nationale (décision du Conseil des Ministres relative à l'envoi d'un détachement en Croatie). A l'occasion du contrôle budgétaire 1994, il est envisagé de renoncer au versement de cette somme, moyennant une réduction des crédits de la Défense nationale en 1994 et 1995.

³⁸ Il s'agit, en l'espèce, du budget général des dépenses pour 1992, 1993 et 1994.

SECTION 17 - GENDARMERIE

Disposition particulière - Article 2.17.7

En exécution de l'autorisation accordée depuis 1992 au Ministre de l'Intérieur de conclure des conventions d'échange³⁹, la Gendarmerie a, pour la première fois en 1993, passé deux conventions.

Une copie de ces contrats a été transmise à la Cour des comptes, comme l'annonce la justification de cette disposition légale, reprise dans le budget général des dépenses.

Il s'agissait d'une convention d'échange de pneus d'automobiles avec la firme GOODYEAR (valeur : 1.034.000 francs) et de l'échange d'un hélicoptère PUMA contre un grand entretien par la firme EUROCOPTER FRANCE d'une valeur comparable (valeur : 30.000.000 francs).

Ces conventions n'ont pas donné lieu à observations.

³⁹ Article 2.17.7 de la loi du 14 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993.

SECTION 18 - FINANCES

L'intervention de l'Etat dans différents programmes de l'Administration de la Trésorerie (Subsistance, Promotion de l'exportation et Soutien économique) s'est révélée insuffisante pour réaliser certaines missions ou certains objectifs fixés. Dès lors, plusieurs techniques ont été utilisées pour suppléer à cette insuffisance, comme le recours à un financement complémentaire par la Loterie nationale, à des dépenses en marge du budget par voie de délibération du Conseil des Ministres ou encore à l'emprunt.

1. Programme 18.61.0 - Subsistance de l'Administration de la Trésorerie

La dotation à la Caisse nationale des Calamités compose l'activité 08 "Dotations" de ce programme. Au cours de cette année budgétaire, les interventions de la Caisse ont porté essentiellement sur la réparation des dommages causés par les tempêtes de 1990.

Du fait de l'insuffisance de cette dotation, la Caisse s'est vue obligée d'interrompre ses paiements dans les derniers mois de 1993. Il en est résulté un arriéré de 570 millions de francs.

Le montant ci-dessus a trait à des dépenses liquidées et prêtes à être mises en paiement, c'est-à-dire des dossiers acceptés et non pas à l'examen. Il convient de rappeler que le crédit prévu pour cette dotation a été réduit de 550 millions de francs lors du premier ajustement du budget général des dépenses et que cette réduction n'a que partiellement été compensée par l'octroi de 250 millions par la Loterie nationale.

2. Programme 18.61.2 - Promotion de l'exportation

La participation dans l'assainissement financier de l'Office national du Ducroire (O.N.D.), comprise dans ce programme, a fait l'objet d'une délibération budgétaire en décembre 1993 de manière à la porter de 200 millions à 225 millions de francs. Etant donné que cette délibération a donné lieu à un blocage compensatoire de crédits au programme "Commerce extérieur" du Ministère des Affaires étrangères, c'est ce dernier qui supporte, en pratique, cet effort supplémentaire, et non le département des Finances.

Bien que l'assainissement financier de l'O.N.D. fasse l'objet d'un échéancier précis et que la répartition des moyens requis - Coopération au Développement, Ministère des Finances, pays débiteurs et commissions forfaitaires sur les polices - soit clairement précisée, le recours à une délibération budgétaire devient une pratique courante (le Conseil des Ministres a pris une délibération similaire en décembre 1991), essentiellement dans la mesure où le poste "Versements par les pays débiteurs" qui contribue pour un quart au financement de cet assainissement est très nettement surestimé.

L'insuffisance de moyens est donc à peu près certaine chaque année et la technique de la délibération budgétaire vise à identifier au cas par cas les intervenants appelés à fournir une contribution additionnelle.

3. Programme 18.61.4 - Soutien économique

Ce programme comprend, notamment, le service financier des emprunts conclus au profit de l'Institut national de crédit agricole (I.N.C.A.) et de l'Office central de crédit hypothécaire (C.C.C.H.). Rappelons que la garantie de l'Etat pour ces deux établissements ne fait pas l'objet d'une inscription unique au budget, mais que les interventions de l'Etat à ce titre donnent lieu à la conclusion d'emprunts dont le service financier est assuré par le département des Finances. Il s'agit donc d'une débudétisation qui a pour effet de répartir la charge sur plusieurs exercices.

C'est ainsi qu'en 1993, des emprunts ont été conclus au profit de l'I.N.C.A. pour un montant de 1,255 milliards de francs pour couvrir les pertes comptabilisées au 31 octobre 1992. En outre, 745 millions de francs **prélevés par le holding C.G.E.R. sur les sommes dégagées par les cessions d'actifs** ont servi à recapitaliser l'I.N.C.A. Ajouté à l'emprunt de 2,5 milliards conclu en 1992 afin de couvrir les pertes des années 1991 et antérieures, ceci constitue un total de 4,5 milliards de francs.

En ce qui concerne l'O.C.C.H., les emprunts conclus en 1993 portent sur 2,3 milliards de francs pour couvrir les pertes de 1992 et sur 6,7 milliards pour la couverture des pertes de 1991 et 1990, soit un total cumulé de 9,0 milliards de francs.

La gestion de ces deux établissements a donc nécessité des interventions de l'Etat à hauteur de 13,5 milliards de francs. Ces montants doivent faire l'objet de remboursements à charge des bénéfices d'exercices ultérieurs⁴⁰.

4. Dépassements de crédits et d'allocations de base

Le département n'enregistre aucun dépassement de crédits et un seul dépassement d'allocations de base (si l'on excepte un dépassement mineur relatif à la rémunération du Ministre du Budget). Ce dépassement se rapporte aux rémunérations et allocations du personnel de l'Administration des Douanes et Accises. Les moyens octroyés pour le personnel statutaire de cette Administration sont en dépassement d'environ 1,3 milliard de francs, tant en engagement qu'en ordonnancement, sur un total de 5,2 milliards de francs. L'importance de ce dépassement résulte de l'introduction au budget de deux nouvelles

⁴⁰ Voir à ce sujet l'article 59 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions budgétaires, l'article 249 de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, l'article 3 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de crédit agricole et l'article 21 de l'arrêté royal n° 226 du 7 janvier 1936 instituant un Office central de crédit hypothécaire.

allocations de base relatives aux rémunérations et allocations du personnel de l'Administration des Douanes et Accises mis à la retraite anticipée, en disponibilité ou à la disposition d'autres services. En effet, cette répartition nouvelle des coûts n'a pas été appliquée et les 1,4 milliard de francs accordés pour ces deux allocations de base sont restés inutilisés, faute d'imputation correcte.

Ce dépassement peut donc être réduit (voire disparaître) à la suite des rectifications d'imputation de dépenses, liées à la restructuration de cette Administration, qui sont à opérer.

5. Exécution du budget 1992

A l'issue de l'exécution complète du budget 1992, il subsiste 4,3 milliards de crédits non utilisés⁴¹ (sur un total de 65,8 milliards de crédits accordés) parmi lesquels 2,4 milliards pour le financement de la C.E.E., 0,7 milliard pour les rémunérations du personnel du département et 0,5 milliard non répartis pour le crédit provisionnel "Fonction publique" (index, recrutement et programmation sociale).

⁴¹ 7,3 milliards de crédits restaient non utilisés au 31 décembre 1992, dont 4,0 milliards non engagés, c'est-à-dire jugés excédentaires par l'administration dès la fin de 1992.

SECTION 23 - EMPLOI ET TRAVAIL

Programme 23.56.4 - Remise au travail

Fonds pour l'emploi (Fonds 23.3)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1993	1.380,7	1.380,7	2.715,7	2.715,7
Recettes	2.336,0	1.538,2	2.336,0	1.538,2
Disponible	3.716,7	2.918,9	5.051,7	4.253,9
Dépenses	3.616,5	1.858,1	3.654,0	1.927,1
Solde au 31.12.1993	100,2	1.060,8	1.397,7	2.326,8

Au budget du Fonds pour l'emploi, 2.000 millions de francs étaient prévus pour le plan d'accompagnement des chômeurs. 200 millions de francs étaient destinés à l'ONEm pour les frais de suivi et 1.800 millions aux organismes communautaires et régionaux de placement et de formation des chômeurs (VDAB, FOREm et ORBEm) pour les activités d'accompagnement (1.000 millions) et pour les formations supplémentaires (800 millions).

Suivant le compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 4 février 1994, la mise en oeuvre du plan a entraîné la convocation de 121.420 chômeurs, la conclusion de 95.054 plans individuels d'accompagnement et l'embauche de 10.000 chômeurs.

Les ordonnances de paiement se sont toutefois limitées à 1.175,0 millions de francs en 1993, soit un taux d'utilisation de seulement 58,8 % du budget de 2 milliards prévu, alors que les mesures générales d'exécution⁴² prévoyait la liquidation en quatre trimestrialités de 500 millions de francs en janvier, mai, août et novembre 1993.

Le faible taux d'utilisation s'explique comme suit. L'ONEm n'a reçu que la première tranche de 50 millions de francs. Les organismes régionaux et communautaires n'ont reçu intégralement que la première⁴³ et la deuxième⁴⁴ tranche. La troisième tranche a été limitée à la partie fixe (90 %) des frais d'accompagnement⁴⁵. Selon l'arrêté royal du 2 juin 1993, cette limitation n'est en principe d'application que lorsque le Comité d'évaluation, prévu à l'article 1er de l'accord de coopération du 22 septembre 1992 entre l'Etat, les Communautés et les Régions, n'a pas approuvé un aperçu périodique afférent à l'état

⁴² Arrêté royal du 2 juin 1993 portant financement du plan d'accompagnement.

⁴³ 450 millions en janvier 93.

⁴⁴ 349,9 millions en août 93 et 100,1 millions en janvier 94.

⁴⁵ 225,0 millions payés en janvier 94.

d'avancement du plan. La partie relative aux frais de formation de la troisième tranche et la quatrième tranche n'ont, quant à elles, pas été liquidées.

Il résulte de ce qui précède que le calendrier prévu par l'arrêté royal du 2 juin 1993 portant financement du plan d'accompagnement des chômeurs n'a pas été respecté par l'Etat fédéral.

SECTION 24 - PREVOYANCE SOCIALE

Programme 24.52.3 - Paiement des allocations aux handicapés

	crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
(en millions de francs)				
cnd	32.587,0	32.587,0	32.060,9	98 %

Le crédit avait initialement été fixé à 35.543,2 millions de francs. La réduction du crédit, lors de l'ajustement, avait toutefois été rendue possible en grande partie par l'existence d'un crédit reporté de 1992, s'élevant à 1.693,1 millions de francs⁴⁶. Celui-ci ayant été utilisé à concurrence de 1.682,9 millions de francs, les dépenses réelles de 1993 s'élèvent donc, en fait, à 33.743,8 millions de francs.

L'objectif prioritaire poursuivi par le gouvernement pour la gestion de ce programme était de réduire le délai d'instruction des dossiers à environ 6 mois et de ramener le stock de dossiers à traiter à un niveau satisfaisant⁴⁷.

Ces objectifs n'ont pu être atteints en 1993. Le stock des dossiers à traiter au 31 décembre 1993 s'élevait encore à 53.525 dossiers (contre 58.505 au 31 décembre 1992 et 58.823 au 31 décembre 1991)⁴⁸, et le délai d'attente excède encore largement les 6 mois.

La réalisation de ces objectifs nécessitait l'engagement de personnel supplémentaire, principalement des médecins-inspecteurs, pour réaliser les expertises médicales⁴⁹. Un arrêté royal du 1er juin 1993 accordant une autorisation de recrutement au-delà de l'enveloppe de recrutement au Ministère de la Prévoyance sociale a octroyé au profit du Service "allocations aux handicapés - Service médical (Services extérieurs)" une autorisation de recrutement de 22 inspecteurs-médecins (onze emplois par rôle linguistique).

L'entrée en service, tard dans l'année, d'un nombre limité d'inspecteurs (9 francophones en août, septembre et octobre 1993 et de 2 néerlandophones en décembre 1993), ainsi que du personnel administratif supplémentaire, explique sans doute le faible degré de réalisation de l'objectif.

⁴⁶ L'article 2.24.3 du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993, permet en effet de payer indifféremment les arriérés d'allocations sur les crédits de l'année en cours ou sur les crédits reportés.

⁴⁷ Budget général des dépenses pour 1993, doc. parl., Chambre, 664/1 - 91/92 (S-E), p. 253.

⁴⁸ Questions et réponses - Sénat - 15 février 1994 (n° 95), p. 4910.

⁴⁹ Budget général des dépenses pour 1993, p. 246.

Selon la note de politique générale du Ministère de la Prévoyance sociale pour 1994⁵⁰, l'objectif d'un délai moyen de sept mois pour l'instruction des dossiers serait toutefois atteint au 31 décembre 1994.

⁵⁰ Doc. parl., (Chambre), n° 1164/5 - 92/93, p. 13.

SECTION 25 - SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT

1. Programme 25.51.1 - Gestion du secours d'urgence

(en millions de francs)	crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	281,9	272,3	66,5	24 %
aa	12,2	11,8	9,7	80 %
ce	8,0	3,5		
co	3,2		0,1	3 %

La justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993 fixait comme objectif pour ce programme, notamment, la poursuite de la réforme de l'aide médicale urgente par la concrétisation du projet de loi modifiant la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente. Un crédit de 30,7 millions couvrant la moitié des dépenses de l'année budgétaire avait été prévu au budget en vue d'assurer la formation des ambulanciers⁵¹.

Cet objectif n'a pas été réalisé, le projet de loi n'ayant pu aboutir au cours de l'année 1993. Malgré cette absence de réalisation, et bien que les crédits aient été légèrement inférieurs à ceux de 1992, les engagements sur les crédits non dissociés sont, par rapport à cette dernière année, en augmentation de 19,8 millions et ne restent inférieurs aux crédits qu'à concurrence de 10,0 millions.

2. Programme 25.51.3 - Inspection des denrées alimentaires

(en millions de francs)	crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'ordonnancement
cnd	128,0	118,9	105,8	83 %
aa	0,4	0,1	0,1	25 %

⁵¹ Doc. parl., Chambre, 664/1 - 91/92 (S.E.), p. 258.

La justification du budget général des dépenses pour 1993 prévoyait un renforcement significatif des effectifs de l'Inspection des denrées alimentaires (engagement de 4 inspecteurs universitaires et de 40 contrôleurs) afin de permettre à ce service d'assurer correctement les missions de contrôle qui lui sont dévolues⁵². Les dépenses nouvelles devaient être couvertes par des recettes nouvelles, inscrites à l'article 38.01 du budget des Voies et Moyens.

Ce dernier prévoyait initialement des recettes s'élevant en 1993 à 10 millions de francs, contre 8 millions en 1992. Lors de l'ajustement du budget, ces recettes furent réestimées, pour 1993, à 42,5 millions de francs. Par contre, le crédit non-dissocié fut ramené de 190,8 million de francs à 132 millions de francs.

L'objectif d'un renforcement significatif des moyens de contrôle des denrées alimentaires n'a pas été réalisé en 1993. Seul le recrutement des 4 inspecteurs de niveau 1 a été effectué. L'engagement des 40 contrôleurs supplémentaires nécessitait des modifications du cadre organique du département, des critères de recrutement, des échelles de traitement, qui n'avaient pas encore été concrétisées à la fin 1993.

En ce qui concerne les recettes, dont l'augmentation devait compenser la croissance des moyens budgétaires par rapport aux années précédentes, elles se sont élevées en 1993, selon les informations obtenues officieusement auprès du département, à quelque 19 millions de francs (contre ± 9 millions en 1992). Cette augmentation résulte essentiellement de la hausse des redevances dues lors de la délivrance des certificats à l'exportation et dont le montant a été pratiquement triplé par un arrêté royal du 7 décembre 1992.

L'augmentation des recettes devait toutefois provenir essentiellement d'un système généralisé d'autorisation préalable, soumise à redevance, des entreprises alimentaires. Le projet d'arrêté royal instaurant ce système, soumis à l'avis du Conseil d'Etat en août, était toujours à l'examen auprès de ce dernier fin 1993.

3. Programme 25.54.1 - Sécurité d'existence

(en millions de francs)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
cnd	5883,5	5881,3	4857,4	83 %
aa	1,8	1,0	0,0	0 %
co	1,3		1,1	85 %

Dans le budget initial pour 1993, un crédit de 851 millions de francs avait été prévu sous un programme intitulé "Pauvreté - contrat avec le citoyen", afin de réaliser les mesures annoncées dans le projet de loi contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire, devenu entre-temps la loi du 12 janvier 1993.

⁵² id., p. 258.

Lors de l'ajustement, ce programme fut supprimé et les dépenses prévues furent mises à charge de l'allocation de base 33.16 "minimum socio-vital" du programme 25.54.1, qui fut augmentée de 842,7 millions de francs. Cette allocation de base a donc couvert, à elle seule, non seulement les dépenses résultant de l'intervention ordinaire de l'Etat dans le paiement du minimex, mais également celles résultant de l'exécution de la loi du 12 janvier 1993, à savoir l'augmentation de l'intervention de l'Etat aux CPAS jusqu'à 60 et 65 % du minimex dans les communes comptant respectivement une moyenne de plus de 500 ou 1000 bénéficiaires, la prise en charge à 100 % du minimex des sans-abri et des personnes qui quittent un dépôt de mendicité, l'allocation d'installation des sans-abri, l'intervention de 70 % du minimex en cas d' mise au travail et de formation et l'intervention de 100 % du minimex aux CPAS qui mettent au travail une personne aidée pour lui permettre d'avoir droit à la sécurité sociale.

Cette globalisation ne permet donc pas, à la seule lecture de la consommation des allocations de base⁵³, d'évaluer dans quelle mesure le programme d'urgence pour une société plus solidaire a été réalisé.

On notera toutefois d'une part, que les différentes mesures n'ont été mises en oeuvre que le 1er mars 1993⁵⁴, alors que le budget initial escomptait leur entrée en vigueur au 1er janvier et d'autre part, que selon les informations officieuses obtenues auprès du département, il semble que les possibilités offertes tant en matière de mise au travail et de formation que d'inscription des sans-abri ont été moins utilisées que prévu par les CPAS, ce qui explique le relativement faible taux d'utilisation du crédit.

⁵³ Les ordonnancements sur cette allocation de base 33.16 s'élèvent à 4.808,8 millions de francs, pour un crédit de 5.789,5 millions de francs.

⁵⁴ A l'exception de l'intervention de l'Etat jusqu'à 60 et 65 % du minimex dans les communes comptant respectivement une moyenne de plus de 500 ou de 1000 bénéficiaires, entrée en vigueur au 1er octobre 1992 en ce qui concerne les 60 % et le 1er octobre 1993 en ce qui concerne les 65 %.

SECTION 31 - AGRICULTURE**1. Programme 31.51.2 - Actions du Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux**

Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux (Fonds 31.4)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes	104,3	7,9	104,3	7,9
Disponibles	104,3	7,9	104,3	7,9
Dépenses	102,3	2,5	102,3	2,5
Solde au 31.12.1993	2,0	5,4	2,0	5,4

Ce fonds, institué par la loi du 17 mars 1993, n'est toujours pas opérationnel, à défaut des arrêtés d'exécution nécessaires. Ceci a pour conséquence que, d'une part, les cotisations à charge des producteurs, prévues à concurrence de 104,3 millions de francs, n'ont pu être perçues et que, d'autre part, les dépenses estimées à 99,3 millions de francs n'ont pas été réalisées en 1993. Les dépenses prévues avaient pour principal objet la mise en oeuvre de nouvelles procédures de contrôle dans le secteur, dans le cadre de l'Europe 1993.

2. Programme 31.52.4 - Actions du Fonds de la santé et de la production des animaux

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	575,1	575,0	313,7	55 %
aa	6,9	6,9	2,5	36 %

Fonds de la santé et de la production des animaux (Fonds 31.1)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1993	424,7	321,0	491,6	387,9
Recettes	1.429,7	1.017,5	1.429,7	1.017,5
Disponible	1.854,4	1.338,5	1.921,3	1.405,4
Dépenses	1.584,0	854,5	1.584,0	840,6
Solde au 31.12.1993	270,4	484,0	337,3	564,8

Les actions du Fonds de la santé et de la production des animaux couvrent trois secteurs, gérés distinctement : les bovins, les porcins et les volailles. Le secteur "volailles", qui devait être mis en place en 1993⁵⁵, n'est toujours pas opérationnel, à défaut des arrêtés d'exécution fixant les cotisations à percevoir.

Les recettes se sont élevées à 556,4 millions pour le secteur bovin et à 461,0 millions pour le secteur porcin⁵⁶. Il est à noter qu'ainsi que la Cour l'avait déjà signalé dans sa préfiguration des résultats de l'exécution du budget pour 1992, les cotisations perçues à l'abattage et à l'exportation ont été déclarées par la Cour de Justice, incompatibles avec les articles 12 et 95 du Traité instituant la Communauté économique européenne, dans la mesure où elles frappaient également les animaux importés. La réglementation n'a toutefois toujours pas été adaptée. Par ailleurs, la cotisation différenciée à percevoir au niveau des exploitations porcines et dont le principe avait été décidé en 1991 pour apurer le déficit consécutif à l'épidémie de peste porcine classique de 1990, a enfin été mise en oeuvre par l'arrêté royal du 14 juin 1993. La perception n'a toutefois commencé qu'à la fin de 1993 et les recettes se sont limitées cette année à seulement 10 millions de francs.

Une partie des recettes du Fonds est destinée au remboursement de l'emprunt consenti auprès de l'INCA⁵⁷. Un plan pluriannuel de remboursement mettait à charge du budget de 1993, 95,8 millions pour le secteur bovin (73,2 en capital et 22,6 en intérêts) et 327,7 millions pour le secteur porcin (226,1 en capital et 101,6 en intérêts). Lors de l'ajustement du budget, le montant de l'amortissement dans le secteur porcin a été porté à 315,7 millions, en vue d'un remboursement accéléré⁵⁸. A la suite de l'épidémie de peste porcine (voir infra), l'amortissement, pour le secteur porcin, a finalement été limité à 200 millions de francs. Dans le secteur bovin, le plan de remboursement a été respecté. Le solde débiteur du compte courant INCA s'élève, au 31 décembre 1993, à 76 millions de francs pour le secteur bovin et à 622 millions de francs pour le secteur porcin.

⁵⁵ Justification du budget général des dépenses, doc. parl. (Chambre), 664/1-92-93, p. 311.

⁵⁶ Le budget prévoyait respectivement 764,7 millions et 632,9 millions de francs.

⁵⁷ La loi du 20 juillet 1990 portant des dispositions économiques et fiscales autorisait le Ministre de l'Agriculture à confier à l'INCA le préfinancement des dépenses consécutives à la lutte contre la peste porcine et la brucellose bovine à concurrence de 2.300 millions de francs. Aucune dépense n'a été mise à charge de ce préfinancement en 1993.

⁵⁸ Doc. parl. (Chambre), n° 987/1-92/93, p. 86.

Les dépenses dans le secteur bovin diminuent d'année en année, suite aux grands progrès réalisés dans la lutte contre la brucellose et la leucose. La situation financière de ce secteur du fonds est dès lors satisfaisante.

Il n'en va pas de même pour les dépenses du secteur porcin. Ce secteur a été confronté en 1993 à la maladie vésiculaire du porc et à une épidémie de peste porcine classique. Celle-ci a entraîné l'extermination des porcs de 11 exploitations (7 foyers et 4 abattages préventifs). Les frais occasionnés par cette épidémie se sont élevés en 1993 à 1.223,3 millions de francs⁵⁹. Entre 400 et 450 millions resteront définitivement à charge de la Belgique, la Communauté européenne intervenant pour l'indemnisation des exploitations (50 %) et pour le rachat des porcs (100 %). Le programme 31.52.4 ne disposait toutefois, pour couvrir ces dépenses que de 139,5 millions de francs (69,2 millions de francs de crédit variable et 70,3 millions de francs en crédit non-dissocié).

Le paiement des dépenses consécutives à l'épidémie est effectué par l'Office belge pour l'économie et l'agriculture. Au 31 décembre 1993, cet office avait acquitté des factures pour un total de 239,1 millions de francs et n'avait reçu de l'Etat, à charge du programme 31.52.4 que 69 millions. Il a donc préfinancé des dépenses à concurrence de 170,1 millions, qui ont ainsi échappé au budget de l'Etat pour 1993⁶⁰.

Il résulte de ce qui précède que le secteur porcin du Fonds de la santé et de la production des animaux ne dispose pas des moyens pour faire face à des épidémies telles que la peste porcine et doit, à nouveau, recourir à des modes de financement extra-budgétaires, alors que les conséquences financières de l'épidémie de 1990 n'ont pas encore été digérées, ainsi qu'en témoigne le solde débiteur du préfinancement INCA (622 millions de francs).

3. Programme 31.53.4 - Actions du Fonds agricole et du Fonds d'investissement agricole

(en millions de francs)	Crédits accordés	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	661,3	602,9	599,9	91 %
ce	3.840,0	3.722,6	-	-
co	4.476,5	-	4.205,3	94 %

⁵⁹ En ce compris les 470 millions consécutifs au régime de rachat des porcs, entièrement éligibles au FEOGA-section garantie (remboursement après 2 à 2,5 mois). Les frais opérationnels de ce régime restent toutefois à charge de l'Etat.

⁶⁰ L'OBFA a pour cela fait appel à l'avance remboursable de 4,6 milliards de francs que le Fonds agricole met à sa disposition pour le financement des achats à l'intervention. L'OBFA fait toutefois aussi appel à cette avance pour préfinancer une partie de ses dépenses pour le FEOGA-garantie. Le préfinancement des dépenses consécutives à la peste porcine a donc entraîné une augmentation des charges d'intérêt supportées par le département (programme 31.53.1) pour le préfinancement, via une ouverture de crédit auprès de la banque Paribas, des dépenses FEOGA-garantie faites par les différents organismes d'intervention.

Fonds agricole (Fonds 31.3)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1993	106,9	106,9	106,9	106,9
Recettes	635,8	678,1	635,8	678,1
Disponible	742,7	785,0	742,7	785,0
Dépenses	705,0	603,9	705,0	603,9
Solde au 31.12.1993	37,7	181,1	37,7	181,1

1. Fonds agricole (Activité 40)

Comme déjà souligné à l'occasion de la préfiguration des résultats de l'exécution du budget 1992, les chiffres repris ci-dessus ne reflètent guère la situation réelle du Fonds agricole. L'article 5 de la loi du 29 juillet 1955 créant un fonds agricole prévoit que l'exécution des missions du fonds peut être confiée à certains organismes publics. L'arrêté royal du 17 octobre 1955 organisant la comptabilité du Fonds agricole permet le paiement d'avances permanentes réemployables à ces organismes. Les recettes et dépenses faites par ceux-ci pour le compte du Fonds agricole n'apparaissent donc pas au budget général des dépenses, mais bien dans la comptabilité de ces organismes.

Au 31 décembre 1993, les montants détenus par des organismes publics pour le compte du Fonds agricole s'élèvent à :

58,0	millions de francs à l'Office central des contingents et licences
4.612,8	millions de francs à l'Office belge de l'économie et de l'agriculture
33,3	millions de francs à l'Office national du Lait
819,6	millions de francs à l'Institut national de Crédit agricole (en ce compris les 757,2 millions de francs du compte "cotisation de solidarité")

Total 5.523,7 millions de francs

Concernant ce compte "cotisation de solidarité" auprès de l'INCA⁶¹, dont l'avoir est actuellement destiné à l'octroi de subventions-intérêts complémentaires à la première installation, il faut observer que des moyens étendus se sont accumulés au cours des années, qui n'ont été utilisés que dans une mesure très limitée (1993 : 15,3 millions; 1992 : 28,0 millions; 1991 : 44,5 millions).

On peut dès lors s'interroger sur les causes de cette sous-utilisation et sur l'opportunité d'affecter les moyens disponibles à d'autres objectifs jugés prioritaires.

⁶¹ Institué par l'article 11 de la loi du 19 juillet 1983 contenant le budget 1983 du Ministère de l'Agriculture.

La réforme de la politique agricole commune (PAC), intervenue le 30 juin 1992 concerne les grandes cultures (céréales, graines oléagineuses et protéagineux), le lait, le tabac et la viande ovine et bovine. La réforme prévoit également un paquet de mesures d'accompagnement telles que le régime de la cessation anticipée de l'activité agricole, des actions relatives aux méthodes de production agricole compatibles avec l'environnement et la conservation de la nature et, enfin, des mesures d'aides au boisement.

Seule l'application du régime des grandes cultures était prévue en 1993. Pour ce faire, un système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) devait être mis en place.

Dans cette optique, un crédit de 48 millions de francs était prévu au Fonds agricole (allocation de base 53.40.32.66). Les coûts se révélant plus élevés que prévu, le crédit non-dissocié initial fut augmenté de 40 millions de francs (par une redistribution d'allocations de base) et un crédit variable de 4,4 millions de francs fut inscrit sous une nouvelle allocation de base 53.40.32.67 du même programme. Cette redistribution fut possible grâce à une diminution de 151 millions de francs des programmes d'aide au revenu agricole (allocation de base 53.40.32.63).

Toutes les primes ayant pu être payées dans les délais impartis, on peut considérer que les objectifs fixés dans ce domaine ont été atteints. Il n'en va pas de même par contre des "programmes d'aides au revenu agricole" pour lesquels un crédit de 156 millions de francs était initialement inscrit. Ce régime d'aides transitoires au revenu agricole⁶² n'a d'ailleurs pas connu de succès en Belgique. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la Belgique a subordonné l'octroi de l'aide à une condition structurelle, à savoir la participation à un cours en gestion d'entreprise. Cette exigence n'était pas requise par la réglementation européenne et les autres Etats membres ne l'ont pas imposée.

2. Fonds d'investissement agricole (Activité 41)

En vue de la régionalisation effective du Fonds d'investissement agricole (F.I.A.) en 1993, un protocole "provisoire" et un protocole "définitif" furent conclus entre l'autorité fédérale et les régions.

Dans ces deux protocoles, il est convenu, entre autres, que l'actuelle réglementation fédérale F.I.A.⁶³ reste d'application. Cette réglementation prévoit un coefficient de réduction pour maintenir les décisions d'intervention du F.I.A. dans les limites des moyens budgétaires prévus. Ce coefficient peut seulement être déterminé après que tous les dossiers d'une année donnée aient été traités.

Cela se passe de la manière suivante :

- durant l'année, les engagements sont pris sur base des dossiers introduits;

⁶² Introduit par l'arrêté ministériel du 5 décembre 1991.

⁶³ Arrêté royal du 19 août 1992.

- à la fin de l'année, les engagements pris par dossier sont le cas échéant diminués d'un pourcentage déterminé jusqu'au niveau des crédits d'engagements prévus (pour autant que les engagements réalisés dépassent les crédits d'engagement).

Pour 1993, la situation se présente comme suit :

(en francs)	Région flamande	Région wallonne
Crédits d'engagement ⁶⁴	2.604.288.000	1.235.712.000
Engagements réalisés (sur base des dossiers introduits au cours de l'année)	2.675.669.542	1.118.365.674
Solde	- 71.381.542	+ 117.346.326
Engagements réalisés après application du coefficient de réduction	2.604.220.099	1.118.365.674

Les engagements réalisés n'ont donc excédé les crédits d'engagement prévus que pour la Région flamande et un coefficient de réduction a été appliqué en conséquence sur une partie des sommes dues à ce titre, en l'occurrence les interventions nationales complémentaires⁶⁵, qui ont ainsi été diminuées de 7,76 %. Jusqu'à présent, l'arrêté ministériel qui doit confirmer ce coefficient de réduction n'a toujours pas été pris.

Enfin, il peut être signalé qu'en ce qui concerne l'aide consistant en l'octroi de la garantie complémentaire de l'Etat, pour lequel l'arrêté royal du 13 août 1990 fixe un montant global maximum de 33 milliards de francs, les crédits garantis s'élevaient, au 30 juin 1993, suivant les informations officielles fournies par l'INCA, à 40,6 milliards de francs.

⁶⁴ Les crédits d'engagement prévus à concurrence de 3.840 millions de francs ont été répartis suivant la clé de répartition : Flandre (67,82 %) et Wallonie (32,18 %).

⁶⁵ Le F.I.A. a deux types d'interventions :
- interventions communautaires éligibles pour un pourcentage déterminé au remboursement par le FEOGA-section orientation;
- interventions nationales complémentaires.

SECTION 32 - AFFAIRES ECONOMIQUES**1. Programme 32.53.1 - Missions occasionnelles (récupération des dégâts houillers, exploitations de sable)**

Fonds pour les exploitations de sable - Plateau continental de la Belgique (Fonds 32.5)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
(en millions de francs)				
Solde au 01.01.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes	13,0	5,7	13,0	5,7
Disponibles	13,0	5,7	13,0	5,7
Dépenses	4,0	0,0	4,0	0,0
Solde au 31.12.1993	9,0	5,7	9,0	5,7

Dans la préfiguration des résultats de l'exécution des budgets de 1991 et 1992, ainsi que dans son 149e Cahier d'observations (p. 242), la Cour avait signalé que le fonds pour les exploitations de sable - Plateau continental de la Belgique n'était toujours pas opérationnel.

Jusqu'en 1991, les recettes constituées par les redevances dues par les concessionnaires de l'exploitation du sable et des minéraux de certaines régions du Plateau continental belge ont été, en-dehors de toute base légale, perçues par la personnalité juridique de la Station de pêche maritime à Ostende.

Un arrêté royal du 14 juillet 1993 fixe les recettes et dépenses du fonds. Les 5,7 millions qui figurent en recettes correspondent aux redevances perçues en 1993, par le fonds, et dues par les concessionnaires pour l'année 1991. Les redevances dues pour les années 1992 et 1993 n'ont pas encore été perçues.

Le produit des redevances perçues par la Station de Pêche maritime d'Ostende jusqu'en 1991 n'a par contre toujours pas été reversé au fonds et figure toujours sur un compte ouvert auprès de la personnalité juridique de cette Station. A l'aide de l'avoir de ce compte, des études ont été financées à concurrence de 2,6 millions de francs en 1993, selon les informations fournies par le département des Affaires économiques. Ces dépenses ont donc ainsi irrégulièrement échappé au budget.

2. Programme 32.55.4 - Fonds pour l'Exposition internationale de Taejon 1993

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation en engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	25,0	25,0	25,0	100 %

Fonds pour l'Exposition internationale de Taejon 1993 (Fonds 32.6)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes	25,0	18,9	25,0	18,9
Disponibles	25,0	18,9	25,0	18,9
Dépenses	25,0	0,0	25,0	0,0
Solde au 31.12.1993	0,0	18,9	0,0	18,9

Les données reprises ci-dessus quant à la situation financière du fonds sont celles provenant de la banque de données de la Trésorerie, mais ne correspondent pas à la réalité. Le comptable du fonds, qui perçoit les recettes, étant en effet autorisé à effectuer directement les dépenses, sans intervention de la Trésorerie (article 2.32.1 du budget général des dépenses), aucune imputation budgétaire sur le crédit variable n'a été effectuée.

Selon la comptabilité du Commissariat général du gouvernement belge près l'Exposition de Taejon (situation fin février 1994), les recettes, en ce compris les 25 millions du crédit non-dissocié mis à la disposition du Commissaire général⁶⁶, s'élèvent à 43,5 millions de francs et des dépenses ont été consenties à concurrence de 40,7 millions de francs.

Contrairement à ce qui s'était passé pour l'Exposition universelle de Séville en 1992, les dépenses sont donc restées cette fois dans les limites du budget initialement fixé et l'objectif d'un cofinancement par des tiers a été réalisé.

⁶⁶ Article 7 de l'arrêté royal du 1er mars 1993 instituant le Commissariat général belge près l'Exposition internationale de Taejon (Corée du Sud) en 1993.

SECTION 33 - COMMUNICATIONS ET INFRASTRUCTURE**1. Programme 33.41.5 - Entreprises publiques**

Fonds organique 33.2 - Fonds d'orientation des Entreprises publiques destiné à participer à la politique de modernisation des Entreprises publiques en vue de contribuer à la réalisation des objectifs qualitatifs fixés dans les contrats de gestion.

(en millions de francs)	Engagement	Ordonnancement
- Solde au 01.01.1993	0,0	0,0
- Recettes	1600,0	1600,0
- Disponible 93	1600,0	1600,0
- Dépenses	0,0	0,0
Solde au 31.12.1993	1600,0	1600,0

Le Fonds d'orientation des entreprises publiques a été institué par la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, qui produit ses effets le 1er janvier 1993.

Selon les termes de cette loi, il est alimenté par le montant dû annuellement par Belgacom, en vertu de son contrat de gestion, déduction faite d'un montant de 1.360 millions de francs, indexé, qui n'est pas affecté au Fonds. Les recettes sont destinées à des "attribution aux entreprises publiques en vertu d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, en vue de contribuer à l'amélioration qualitative de leurs prestations dans le cadre des missions de service public telles que définies par leur contrat de gestion".

Contrairement à ce que le texte légal pourrait laisser croire, les versements aux entreprises publiques ne seront toutefois pas effectués en fonction de projets précis d'amélioration qualitative du service public.

La répartition des sommes versées, de 1993 à 1996, par Belgacom, entre la SNCB et la Poste, est en effet prévue sans conditions particulières d'utilisation par les contrats de gestion liant ces deux entreprises publiques à l'Etat. L'article 29, alinéa 2, du premier contrat de gestion de la Société nationale des Chemins de fer belges⁶⁷ prévoit en effet que : "de 1993 à la date d'échéance du contrat de gestion, la contribution financière (de 12, 1182 milliards de francs pour la mission de service public relative au transport intérieur des voyageurs) fera l'objet d'un complément de 3 milliards de francs pour l'ensemble de la période se divisant en quatre parts annuelles égales; l'exigibilité annuelle de ce complément sera fixée de commun accord entre l'Etat et la SNCB". Quant à la Poste, l'article 10, § 2, b), de son

⁶⁷ Approuvé par l'arrêté royal du 30 septembre 1992.

contrat de gestion⁶⁸ prévoit, comme complément à la rémunération annuelle pour la poste aux lettres, une allocation de 850 millions pour 1993 et de 650 millions pour chacune des années 1994 à 1996.

Les montants que l'Etat s'est ainsi engagé, inconditionnellement, à reverser à la Poste et à la SNCB correspondent à l'intégralité des recettes du Fonds d'orientation des entreprises publiques.

En effet, les versements au Fonds devraient, selon la loi et le contrat de gestion de Belgacom, approcher annuellement, de 1993 à 1996, un montant de 1,4 milliard de francs, qui, si l'on ajoute les 200 millions versés par Belgacom en 1992 et affectés au Fonds en vertu de l'article 3, alinéa 3, de la loi du 24 décembre 1993, couvrira les montants supplémentaires prévus par les contrats de gestion de la Poste et de la SNCB.

Par ailleurs, selon ces derniers contrats, l'Etat aurait dû procéder au paiement en 1993, à charge du Fonds, de 850 millions à la Poste et 750 millions à la SNCB. En ce qui concerne la SNCB, la date d'exigibilité n'a pas été précisée, alors que pour la Poste, par contre, les 850 millions auraient dû faire l'objet de versements mensuels⁶⁹.

Le vote tardif de la loi du 24 décembre 1993, sans laquelle le Fonds ne pouvait légalement faire aucune dépense, semble être la cause du non-respect par l'Etat de ses obligations contractuelles à l'égard de la SNCB et de la Poste.

Le report de ces paiements a certes permis d'améliorer le solde budgétaire de 1993 de 1,6 milliard de francs, mais alourdira nécessairement le budget de 1994⁷⁰.

Pour le reste, il est permis de s'interroger sur l'utilité d'avoir recours à un fonds organique dès lors que les versements à la Poste et à la SNCB sont dus par l'Etat, indépendamment du paiement par Belgacom de sa contribution, et alors que l'on ne peut distinguer un quelconque lien objectif entre les recettes et les dépenses du Fonds.

2. Programme 33.51.1 - Société nationale des Chemins de fer belges

(en millions de francs)	crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	74.076,4	61.902,3	61.660,1	83 %

⁶⁸ Approuvé par l'arrêté royal du 14 septembre 1992.

⁶⁹ Article 10, § 3, a), du contrat de gestion. On remarquera que les versements faits par Belgacom sont trimestriels.

⁷⁰ Les versements de 850 millions à la Poste et de 750 millions à la SNCB, pour 1993, sont intervenus dans le courant de mars 1994.

Lors du conclave budgétaire de juillet 1993, préparant le budget pour 1994, le gouvernement a décidé de modifier le système de versement des subsides aux entreprises publiques et de remplacer le versement mensuel de ceux-ci par un versement trimestriel. Selon le gouvernement, il en résultait pour le Trésor un gain, atténué par la hausse des subventions non gelées, de quelque 8 milliards de francs en 1994.

L'aspect principal de la décision prise en conclave fut toutefois d'alléger le budget de 1993 de 10.652,9 millions de francs, par le report au 3 janvier 1994 des versements prévus pour les mois de novembre et décembre 1993⁷¹. Ce report explique le faible taux d'utilisation du crédit.

Les mensualités d'octobre, novembre et décembre 1994 seront, quant à elles, reportées en 1995. Le budget de 1994 supportera donc en définitive 11 mensualités (novembre et décembre 1993 et janvier à septembre 1994)⁷², contre 10 pour le budget de 1993 et 12 pour celui de 1995.

Il convient de souligner que le report de ces versements mensuels allège le solde budgétaire de 1993 et 1994, mais ne constitue en aucune manière une économie et ne procurera aucun gain financier pour le Trésor.

Pour que la SNCB ne subisse aucun préjudice financier, le report a en effet été compensé par un paiement anticipé des mensualités de septembre et octobre 1993 et le sera également par un paiement anticipé des dernières mensualités dues en 1994⁷³.

Pour 1993, cet allègement artificiel du solde net à financer s'élève donc à 10.652,9 millions de francs.

3. Service de l'Etat à gestion séparée : Fonds destiné à couvrir les dépenses à engager par l'Office central des Fournitures (O.C.F.)

(en millions de francs)	Budget	Réalisation ⁷⁴
- Solde au 01.01.1993	- 1.546,6	- 985,0
- Recettes	6300	4.883,6
- Dépenses	6300	4.487,8
Solde au 31.12.1993	- 1.546,6	- 589,2

⁷¹ Ces 10.652,9 millions de francs représentent en fait 100 % du versement de novembre 1993 et 75 % de celui de décembre 1993. Le contrat de gestion prévoit en effet que les 25 % restants ne sont payés que lorsque les montants définitifs ont été arrêtés en fonction de la clôture des comptes afférents à l'année en cause.

⁷² Une opération similaire, exécutée en 1994 uniquement, portant sur les versements mensuels à effectuer à la Poste (programme 33.41.5) permettra de réaliser le "gain" escompté par le gouvernement en 1994.

⁷³ Soit celles de juillet, août et septembre 1994.

⁷⁴ Situation au 13 avril 1994.

L'article 2.33.8 du budget général des dépenses pour 1993 autorise ce fonds à présenter une position débitrice ne pouvant dépasser le montant de 1.200 millions de francs.

L'application du principe selon lequel aucune dépense à charge du budget ne peut être effectuée qu'après "service fait", mettait en effet en permanence ce fonds en position débitrice vis-à-vis du Trésor, les clients de l'O.C.F. ne payant leurs fournitures qu'après réception.

Le plafonnement de cette position débitrice entraînait toutefois des retards de paiement aux fournisseurs par l'O.C.F. et l'obligation pour celui-ci de payer des intérêts de retard⁷⁵.

Afin de résorber cette position débitrice, une adjonction budgétaire⁷⁶, autorisant le paiement de versements provisionnels par les départements ministériels pour les commandes passées par l'O.C.F., a été prévue dans le dispositif légal du budget général des dépenses pour 1993.

Malgré cette disposition, le fonds a présenté en permanence au cours de l'année 1993 un solde débiteur avoisinant les 1.200 millions de francs. Ce n'est que dans les derniers jours de 1993 que celui-ci s'est résorbé jusqu'à 589,2 millions de francs.

L'importante position débitrice persistante traduit en fait le montant des factures dressées par l'O.C.F. avant l'introduction du système des versements provisionnels et qui restent impayées par les clients de l'O.C.F., ainsi que les intérêts de retard que l'O.C.F. a dû acquitter, sans pouvoir les imputer aux départements.

⁷⁵ Pour lesquels l'O.C.F. ne dispose d'aucun budget.

⁷⁶ Article 1.01.4 du budget général des dépenses pour 1993.

SECTION 51 - DETTE PUBLIQUE**Programme 51.45.1 - Charges d'emprunts**

(en millions de francs)	Crédit accordé (cnd)	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Intérêts	690.251,3	643.001,9	93 %
Amortissements	733.257,3	446.391,6	60 %
Total	1.423.508,6	1.089.393,6	77 %

Ce programme comprend les crédits pour les charges d'intérêts et les amortissements de la dette publique.

La faible utilisation des crédits pour les amortissements des emprunts (60 %) est une conséquence du volume croissant d'amortissements réalisés par échanges d'emprunts classiques contre des OLO (opérations imputées sur les crédits variables du fonds repris dans ce même programme), ainsi que de la politique de limitation des rachats appliquée par la Caisse d'Amortissements.

Pour ce qui concerne les intérêts (93 %), il faut relever que les montants de crédits et d'ordonnements ne donnent qu'une image approximative des charges réelles d'intérêts, et des crédits prévus pour les couvrir, pour plusieurs raisons expliquées ci-après.

- Les bénéfices comptables réalisés à l'occasion des échanges d'emprunts classiques contre des OLO, enregistrés auparavant comme des gains à l'émission, peuvent être dorénavant consacrés au paiement des charges d'intérêts de la dette publique⁷⁷. Ces gains résultent du fait que les titres classiques sont en général échangés contre des obligations linéaires d'un capital nominal inférieur, mais à taux d'intérêt plus élevé que le taux du marché.

Comme c'est à leur valeur nominale que les créances de l'Etat sont reprises dans la dette, ces échanges provoquent une diminution comptable du niveau de la dette, que le Trésor est désormais autorisé à consacrer directement au paiement de charges d'intérêts.

A la suite de cette mesure lors de l'ajustement du budget 1993, les crédits pour les charges d'intérêts avaient été réduits d'un gain escompté de 14 milliards de francs. Le bénéfice réalisé à l'émission, du fait des échanges, a atteint, le 31 décembre 1993, 12.437 millions de francs, ce qui signifie que les dépenses courantes du budget ont été artificiellement diminuées à concurrence de ce dernier montant.

⁷⁷ Loi du 6 août 1993 ajustant le budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993, article 2.51.1.

- Depuis l'année budgétaire 1992, le budget des Voies et Moyens⁷⁸ autorise le ministre des Finances, lors des opérations d'échanges de titres classiques contre des OLO, à payer par remise directe de titres, et donc à transformer en une nouvelle dette, non seulement le capital des anciens titres, mais aussi les prorata d'intérêts, c'est-à-dire les intérêts courus, mais non échus y relatifs. Par l'application de cette technique, un montant de 32.878 millions de francs d'intérêts ainsi capitalisés a, au cours de l'année budgétaire 1993, été reporté dans le futur et soustrait des charges d'intérêts et du résultat budgétaire.
- Enfin, en 1993, les charges d'intérêts des emprunts ont été diminuées des revenus des placements (temporaires) des produits d'emprunts en franc belge et en monnaie étrangère, ainsi que des swaps et des swaps d'arbitrage, réalisés dans le cadre des opérations de gestion du Trésor⁷⁹. En 1993, pour les seules opérations en francs belges, les revenus ainsi consacrés à la prise en charge d'intérêts ont atteint 1.895 millions de francs.

Les techniques appliquées ont chacune obtenu l'autorisation du législateur et peuvent toutes être considérées comme des débudétisations, à des degrés cependant différents. Les capitalisations d'intérêts et l'affectation du bénéfice réalisé à l'occasion des échanges provoquent une augmentation correspondante de la dette publique ou un appel accru au marché des capitaux, qui ne résulte pas d'opérations inscrites dans le budget. Dans le cas des compensations, les recettes et les dépenses budgétaires sont simplement réduites d'un même montant, sans influence sur le niveau de la dette publique.

Tous ces cas constituent des violations du principe de l'universalité du budget, qui implique que toutes les recettes et dépenses soient reprises dans le budget et les comptes.

Les techniques pratiquées flattent en outre les charges d'intérêts et portent atteinte à la transparence du budget.

⁷⁸ Loi du 14 décembre 1992, contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1993, article 7, § 3, 5°.

⁷⁹ Ibid., article 8.

B. LES DEPENSES SUR CREDITS REPORTEES DE 1992

A côté des opérations effectuées en 1993 (colonne 4), le tableau 4.2. donne une vue générale du volume global des crédits, des dépenses et du taux d'utilisation final, pour chaque section départementale, des crédits de l'année budgétaire 1992. Pour ce dernier taux, les ordonnancements à charge des crédits de l'année budgétaire 1992 ont été ajoutés aux ordonnancements effectués en 1993 sur les crédits reportés de cette même année budgétaire.

TABLEAU 4.2. - DEPENSES SUR CREDITS REPORTEES DE 1992 (en millions de francs)				
Budgets (1)	Total des crédits accordés pour 1992 (2)	Ordonnancements 1992 sur crédits 1992 (3)	Ordonnancements 1993 sur crédits reportés 1992 (4)	taux d'utilisa- tion final (5)
01 - Dotations	11.335,0	11.229,8	-	99,8
11 - Premier Ministre	22.180,3	18.846,4	622,8	87,7
12 - Justice	27.553,9	25.991,4	1.410,2	99,4
13 - Intérieur	11.450,2	9.018,6	1.307,2	90,2
14 - Affaires étrangères et Commerce extérieur	11.938,2	8.694,7	2.273,6	91,9
15 - Coopération au Développement	17.409,8	14.467,3	1.141,7	89,7
16 - Défense nationale	99.027,5	85.741,0	11.209,4	97,9
17 - Gendarmerie	23.573,2	22.721,5	738,3	99,5
18 - Finances	65.831,0	58.336,7	3.120,8	93,4
21 - Pensions	250.272,3	249.371,4	482,7	99,8
22 - Classes moyennes	6.787,7	6.731,5	18,8	99,5
23 - Emploi et Travail	38.693,4	36.661,9	318,0	95,6
24 - Prévoyance sociale	200.192,0	197.415,3	2.487,2	99,9
25 - Santé publique et Environnement	50.468,0	47.032,5	2.064,0	97,3
31 - Agriculture	13.465,3	11.600,8	920,7	93,0
32 - Affaires économiques	30.702,7	28.659,7	1.138,8	97,0
33 - Communications	90.900,3	81.234,8	7.025,6	97,1
34 - P.T.T.	12.750,0	12.743,0	1,0	99,9
51 - Dette publique	1.282.285,2	1.179.815,0	7.011,4	92,6
TOTAL GENERAL	2.264.660,7	2.106.313,3	43.292,2	94,9

Commentaires du tableau 4.2.

La **colonne 2** reprend, par section du budget général des dépenses, l'ensemble des moyens budgétaires octroyés (crédits d'ordonnancements) pour 1992, que ce soit sous forme de crédits non dissociés, de crédits dissociés d'ordonnement ou de crédits variables. La répartition détaillée de ces crédits figure dans la "préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1992"⁸⁰.

La **colonne 3** mentionne, pour chaque section, les ordonnancements effectués en 1992 sur les crédits non dissociés (cnd), les crédits dissociés (cd) et les crédits variables de 1992. Au total, ils atteignent environ 2.106,3 milliards de francs.

La **colonne 4** mentionne les ordonnancements imputés en 1993 à charge des crédits reportés de 1992⁸¹, pour un total de l'ordre de 43,3 milliards de francs. Ajoutés aux ordonnancements effectués pendant l'année 1992 (2.106,3 milliards de la colonne 3), ils fournissent une image complète des ordonnancements à charge de cette année budgétaire, soit 2.149,6 milliards de francs.

La **colonne 5** indique, pour chaque section, le taux d'utilisation final des crédits, qui atteint globalement, pour le budget fédéral de l'année 1992, environ 95 %.

C. LES DEPASSEMENTS DE CREDIT

La règle veut que les ministres ne peuvent faire aucune dépense au-delà des crédits ouverts à chacun d'eux⁸². Les crédits visés ici sont ceux accordés par le Législateur, par programme, dans le budget général des dépenses.

Cette règle d'interdiction des dépassements de crédit s'applique aux engagements comme aux ordonnancements de dépenses.

Comme le montrent les développements qui suivent, l'exécution du budget en 1993 n'a pas donné lieu à des cas flagrants de dépassement de crédit.

⁸⁰ Doc. Parl., n° 1045/1-92/93 (Chambre); 792-1 (1992-1993) (Sénat) du 4 juin 1993.

⁸¹ En vertu de l'article 34 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés à l'année suivante et peuvent être utilisés au cours de celle-ci pour ordonnancer des dépenses engagées pendant l'année budgétaire révolue.

⁸² Article 28 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

a) En ce qui concerne les engagements

Le contrôle et la comptabilité des engagements sont confiés aux contrôleurs des engagements, désignés à cet effet dans les départements, par le Roi⁸³. Pour prévenir les dépassements de crédit, il est prévu que ces contrôleurs doivent accorder leur visa préalable aux dépenses les plus importantes, à savoir les contrats de plus de 100.000 francs et l'octroi de subsides de plus de 50.000 francs.

Dans le tableau des dépenses (partie II - Annexes), les montants de la colonne 3 indiquent les engagements enregistrés en 1993 dans la comptabilité des contrôleurs des engagements. Par comparaison avec les montants de crédits accordés (colonne 2), un certain nombre de dépassements de crédit apparaissent.

Il s'agit le plus souvent de programmes qui se composent en totalité ou pour l'essentiel de crédits de personnel (subsistance, fonctionnement de Cabinet,...), de sorte que l'on peut considérer que ces dépassements sont presque toujours dus à l'imputation a posteriori de dépenses fixes en fin d'année budgétaire.

Les relevés récapitulatifs annuels des contrôleurs des engagements n'étant pas encore définitivement arrêtés et des corrections ou des annulations pouvant encore être apportées, il est prématuré de tirer des conclusions définitives des chiffres actuels.

b) En ce qui concerne les ordonnancements

La Cour des comptes est chargée de contrôler la correcte imputation des dépenses et veille à ce que les crédits accordés ne soient pas dépassés. La loi dispose à cet effet qu'aucune dépense ne peut intervenir sans le visa préalable de la Cour des comptes, sauf dans les cas expressément prévus⁸⁴. Une importante exception au visa préalable concerne cependant les dépenses fixes (rémunérations, pensions, abonnements), sur lesquelles la Cour ne peut exercer un contrôle qu'a posteriori⁸⁵.

Cette dernière catégorie de dépenses est chaque année à l'origine de dépassements de crédit que la Cour des comptes ne peut empêcher. Elle donne également lieu, dans le courant de l'année, à des difficultés à l'occasion du visa des dépenses imputées à charge d'autres allocations de base du même programme.

La Cour recommande une fois de plus que l'Administration prenne les mesures nécessaires pour prévenir l'imputation de dépenses fixes au-delà des crédits.

⁸³ Articles 48 et 49 des mêmes lois; plus particulièrement : arrêté royal du 31 mai 1966 et arrêté ministériel du 8 juillet 1966.

⁸⁴ Article 40 des mêmes lois.

⁸⁵ Article 41 des mêmes lois.

Les dépassements de crédit constatés pendant l'année budgétaire 1993 appellent les commentaires suivants.

- Sur les crédits 1993

Les dépassements de crédit s'élèvent à un total de 54.194.399 francs, dont le tableau ci-après donne un aperçu par programme⁸⁶.

Pratiquement, tous les cas de dépassements de crédit sont dus à l'imputation de dépenses fixes.

Dans quelques cas, il s'agit de dépenses irrégulièrement mises à charge de programmes pour lesquels aucun crédit n'avait été accordé en 1993 (voir programmes 11.12.0, 12.02.0, 13.03.0, 24.12.0, 25.11.0, 25.12.0, 33.55.0 et 34.01.0). Ces imputations devront être corrigées par l'Administration.

Les autres cas sont commentés dans la section et le programme concernés (voir point A.2. du présent chapitre, ci-dessus).

⁸⁶ Dans le tableau des dépenses (partie II - Annexes), (colonne 5), l'attention est attirée sur les dépassements de crédit par le soulignement du taux d'utilisation.

Crédits 1993 : ordonnancements effectués au-delà des crédits (en francs)	
Programmes	Montant du dépassement
<u>Dotation</u> 01.31.1 Liste civile	6.455.730
<u>Services du Premier Ministre</u> 11.12.0 Fonctionnement du Cabinet	30.940
<u>Justice</u> 12.02.0 Fonctionnement du Cabinet 12.55.4 Sécurité nucléaire 12.59.0 Aides aux cultes reconnus	77.176 2.533.484 44.845.056
<u>Intérieur et Fonction publique</u> 13.03.0 Fonctionnement du Cabinet	1.414
<u>Prévoyance sociale</u> 24.12.0 Fonctionnement du Cabinet	50.721
<u>Santé publique et environnement</u> 25.11.0 Fonctionnement du Cabinet 25.12.0 Fonctionnement du Cabinet	25.986 69.504
<u>Affaires économiques</u> 32.11.0 Fonctionnement du Cabinet	22.640
<u>Communications et Infrastructure</u> 33.55.0 Subsistance	55.228
<u>P.T.T.</u> 34.01.0 Fonctionnement du Cabinet	26.520
TOTAL	54.194.399

- Sur les crédits reportés de 1992

Compte tenu du montant total de dépenses qui avaient été effectuées au 31 décembre 1993 à charge des crédits octroyés pour l'année budgétaire 1992, les dépassements de crédit atteignent au total 12.923.633 francs.

Mis à part le dépassement du programme 11.51.0, il s'agit de dépassements dus à des dépenses déjà effectuées en 1992.

Crédits 1992 : ordonnancements effectués au-delà des crédits (en francs)	
Programmes	Montant du dépassement
<u>Premier Ministre</u> 11.51.0 Subsistance	1.220.121
<u>Justice</u> 12.02.0 Fonctionnement du Cabinet	8.591.734
<u>Intérieur et Fonction publique</u> 13.02.0 Fonctionnement du Cabinet	1.659.999
<u>Pensions</u> 21.54.2 Indemnités et prestations assimilées pour victimes de la guerre	580.674
<u>Agriculture</u> 31.11.0 Fonctionnement du Cabinet	803.701
<u>Communications et Infrastructure</u> 33.53.4 Enseignement maritime	67.404
TOTAL	12.923.633

c) En ce qui concerne les allocations de base

A côté des cas signalés ci-dessus de dépassement de crédit, existent un certain nombre de cas de dépassement d'allocations de base, sans que le crédit de programme soit excédé.

Ces allocations de base, inscrites dans les budgets administratifs des diverses sections, ne représentent pas, il est vrai, une limitation légale formelle, même si elles doivent être strictement respectées. Les budgets administratifs où elles sont reprises sont en effet soumis aux Chambres législatives et peuvent donner lieu au vote d'une motion.

Répartis par section, il s'agit des montants suivants⁸⁷ :

⁸⁷ A l'exclusion des dépassements d'allocations de base qui ont provoqué un dépassement du crédit de programme.

(en francs)	1993	1992 ⁸⁸
- Premier Ministre	1.616.877	5.219.853
- Justice	293.961.507	68.333.954
- Coopération au développement	4.433.657	442.770
- Finances	1.302.437.222	-
- Classes moyennes	-	428.972
- Emploi et Travail	-	3.889.250
- Affaires économiques	-	22.258

De cet aperçu, il apparaît que des problèmes se posent surtout aux Sections 12 - Justice et 18 - Finances. Un commentaire y est consacré, dans les sections concernées, au point A.2. du présent chapitre, ci-dessus.

⁸⁸ Y compris les ordonnancements sur allocations de base des crédits 92 reportés en 93.

CHAPITRE V - LA DETTE PUBLIQUE EN 1993

A. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

Au 31 décembre 1993, l'encours de la dette publique atteignait 9.073 milliards de francs. L'année 1993 fut caractérisée par une croissance exceptionnelle de la dette de 784,3 milliards. Cette augmentation, dont les causes sont largement développées dans le chapitre I, B., est due notamment à d'importantes reprises de dettes dans la situation officielle et à la réévaluation de la dette en devises suite à la hausse du cours du yen et du franc suisse.

Pour apprécier l'évolution de la dette publique, la Cour estime préférable, comme à l'occasion de la préfiguration des résultats du budget pour 1992, de se référer, au concept d'endettement net, c'est-à-dire de faire abstraction de la partie de la dette correspondant aux opérations de gestion du Trésor. En déduisant le volant de trésorerie de 267 milliards de francs au 31 décembre 1993, la dette publique nette représentait 8.806,1 milliards, soit une augmentation pour 1993 de 667,3 milliards.

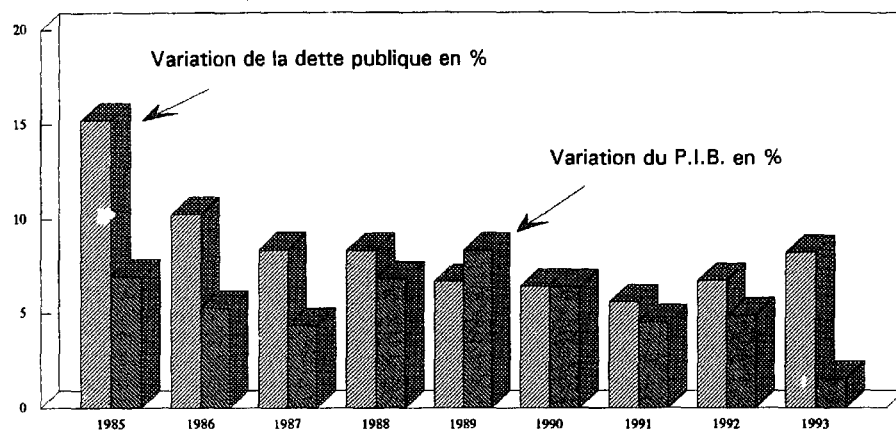
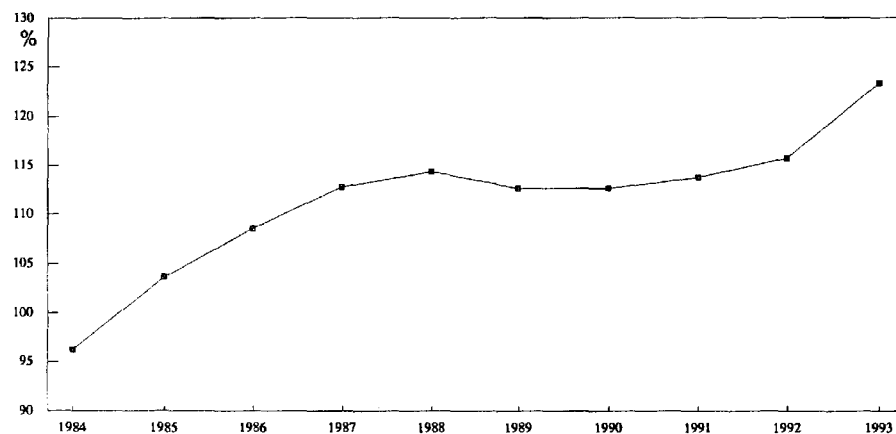
TABLEAU 5.1. EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN BELGIQUE (au sens strict)				
	Encours au 31 décembre		Accroissement nominal	
	en milliards de francs	en % du P.I.B. (1)	en milliards de francs	en %
1984	4.264,9	96,2	548,9	14,8
1985	4.914,6	103,7	649,7	15,2
1986	5.418,3	108,6	503,7	10,2
1987	5.872,5	112,8	454,2	8,4
1988	6.362,3	114,4	489,2	8,3
1989	6.788,2	112,7	425,9	6,7
1990	7.224,6	112,6	436,4	6,4
1991	7.626,5	113,7	401,9	5,6
1992	8.138,8	115,7	512,2	6,7
1993	8.806,1	123,3	667,3	8,2

(1) P.I.B. : valeur du P.I.B. calculée en normes européennes (comptes SEC)

Source : B.N.B. et pour 1992 et 1993: budget économique retenu pour le contrôle budgétaire 1994 :

1992 : 7.032,3 milliards de francs.

1993 : 7.140,6 milliards de francs.

GRAPHIQUE 1: Evolution comparée de la dette publique et du P.I.B.(en %)**GRAPHIQUE 2: Evolution du rapport dette publique sur P.I.B. depuis 1984**

B. STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE

La structure de la dette en valeur brute est décrite au tableau 5.2.

TABLEAU 5.2. COMPOSITION DE LA DETTE PUBLIQUE BRUTE AU 31 DECEMBRE 1993 (au sens strict) (en francs)		
- Dette consolidée (long terme)		par rapport au 31/12/92
en F ⁷⁷		
dette directe:	5.370.048.556.578	+ 9,5 %
dette indirecte:	480.552.337.969	+ 6,8 %
TOTAL	5.850.600.894.547	
en devises:	683.601.858.260	+ 13,3 %
TOTAL DE LA DETTE CONSOLIDEE :	6.534.202.752.807	+ 9,7 %
- Dette à moyen terme		
TOTAL DE LA DETTE A MOYEN TERME :	2.729.000.000	- 77,4 %
- Dette à court terme		
en FB	1.701.558.456.929	- 11,5 %
en devises	834.548.619.767	+ 110,8 %
		+ 9,4 %
TOTAL DE LA DETTE A COURT TERME :	2.536.107.076.696	
DETTE PUBLIQUE TOTALE	9.073.038.829.503	+ 9,5 %
dont:		
en FB :	7.553.053.751.476	+ 3,8 %
en devises :	1.519.985.078.027	+ 50,4 %

L'événement marquant de 1993 fut sans conteste la progression de 50% de l'endettement en devises après plusieurs années caractérisées par une stabilisation en valeur absolue du recours aux marchés extérieurs.

TABLEAU 5.3. EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN DEVISES (milliards de francs)	
31 décembre 1988	1.087,4
31 décembre 1989	1.131,1
31 décembre 1990	1.111,7
31 décembre 1991	1.107,0
31 décembre 1992	1.010,5
31 décembre 1993	1.520,0

Cette augmentation est en fait imputable pour sa plus grande partie à l'accroissement des émissions à court terme en deutsche Marks, l'encours des Bons du trésor dans cette devise étant passé de 160,8 à 596,1 milliards de francs entre juillet et décembre 1993. Les causes de cette augmentation ne doivent cependant pas être recherchées dans un resserrement des marchés de capitaux en francs belges qui aurait obligé le Trésor à emprunter sur les marchés étrangers, mais bien dans la crise monétaire qui a secoué les marchés des différentes devises européennes et le franc belge en particulier au cours de cette période. Il faut rappeler en effet que le recours aux marchés extérieurs pour les emprunts publics est actuellement réglementé par une convention du 5 février 1991 entre le Ministre des Finances et la Banque Nationale de Belgique⁸⁹ définissant les modalités selon lesquelles, en fonction des objectifs de la politique monétaire, le Trésor est autorisé à emprunter en devises. Au cours de la deuxième partie de 1993, compte tenu des circonstances, c'est-à-dire une hausse importante des taux à court terme jusqu'à 12 % et une diminution des réserves de devises à la Banque Nationale de Belgique, les émissions de bons du trésor en DEM ont permis à la fois la reconstitution de ces réserves et le maintien de la masse monétaire en circulation au niveau fixé par la Banque⁹⁰.

Par ailleurs, la dette publique comprend également la dette débudgétisée, marquée, en 1993, par une forte diminution consécutive à la reprise dans la situation officielle de la dette publique de la dette de la S.N.S.N. et de SOCOBESOM, soit 187,2 milliards de francs.

La dette débudgétisée a cependant enregistré aussi de nouveaux emprunts, de 1.255 millions à la suite d'un nouveau crédit octroyé à l'I.N.C.A. (ce qui porte la dette relative à l'INCA à 3.442 millions, compte tenu d'un amortissement de 312 millions), conformément à l'article 94 de la loi du 22 juillet 1993 portant des dispositions fiscales et financières, et de 8.977⁹¹ millions à la suite d'une convention de crédit avec l'O.C.C.H., en référence à l'article 129 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales et financières.

⁸⁹ Convention relative à l'information et à la concertation concernant les emprunts en devises de l'Etat, prise en application de l'article 16 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

⁹⁰ Les devises empruntées par le Trésor et déposées à la B.N.B. contre francs belges ont contribué à entretenir la masse monétaire en circulation alors même que par les canaux habituels des taux d'intervention de la Banque, très élevés au cours de la période, cette même masse avait tendance à se réduire.

⁹¹ Dont 836 millions ont été remboursés par l'Etat en 1993.

TABLEAU 5.4. DETTE DEBUDGETISEE (en milliards de francs)			
	SITUATION A LA FIN DE		
	décembre 1991	décembre 1992	décembre 1993
Erections de bâtiments	0,1	3,8	3,5
Administrations locales	29,0	27,0	25,0
Divers	7,3	7,9	6,6
Secteurs nationaux (S.N.S.N.)	181,6	185,9	0,0
Office national du Ducroire	12,0	12,0	11,7
FEOGA	12,2	0,0	0,0
BELFIN (financement de la SABENA)	12,6	14,1	15,4
SOCOBESOM	-	1,3	0,0
Assainissement de l'INCA et de l'OCCH	-	2,5	11,6
	254,8	254,5	73,8

C. CHARGES EN INTÉRÊTS DE LA DETTE PUBLIQUE ET TAUX D'INTÉRÊT IMPLICITE DE LA DETTE

Les crédits prévus pour couvrir les intérêts en 1993 (montant des crédits ajustés) ont été de 692,6 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter des capitalisations d'intérêts pour 32,9 milliards de francs (en 9 ans, depuis l'introduction de cette forme de débudétisation, les intérêts payés sous forme de titres ont représenté 213,7 milliards).

Au 31 décembre 1992, la dette publique (y compris les opérations de gestion du Trésor) était de 8.288,7 milliards, de sorte que le taux d'intérêt implicite fut en 1993 de 8,8%, en légère diminution par rapport à 1992, comme l'indique le tableau 5.5 ci-après.

TABLEAU 5.5. TAUX D'INTERET IMPLICITE DE LA DETTE					
Total de la Dette publique (en milliards de francs)	Montant des intérêts (milliards de francs)				Taux d'intérêt implicite de la Dette publique
		Crédits budgétaires	Liquidations sous forme de titres	TOTAL	
au 31.12.1985 : 4.914,6	1986	476,2	6,0	482,2	9,8%
au 31.12.1986 : 5.418,3	1987	444,4	33,1	477,5	8,8%
au 31.12.1987 : 5.872,5	1988	457,5	35,2	492,7	8,4%
au 31.12.1988 : 6.362,3	1989	507,1	49,2	556,3	8,7%
au 31.12.1989 : 6.788,2	1990	586,5	31,5	618,0	9,1%
au 31.12.1990 : 7.224,6	1991	617,9	4,6	622,5	8,6%
au 31.12.1991 : 7.751,0	1992	678,7*	21,2	699,9*	9,0%
au 31.12.1992 : 8.288,7	1993	692,6*	32,9	725,5*	8,8%

Sources : ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE - BUDGETS.

* Montants calculés d'après les données de l'Exposé général des budgets des recettes et dépenses pour l'année budgétaire 1994.

DEUXIEME PARTIE - ANNEXES

A. DEFICIT BUDGETAIRE DE L'ETAT

**COMPARAISON DE L'EVOLUTION MENSUELLE DES OPERATIONS
BUDGETAIRES POUR LES ANNEES 1990 A 1993.**

En complément à l'analyse du déficit budgétaire sur base de caisse du chapitre I, B, 2.2., un aperçu de l'évolution mensuelle de ce déficit est fourni ci-après, pour les quatres dernières années.

Les résultats mensuels cumulés sont donnés sous forme de tableaux pour :

- le déficit budgétaire ;
- les recettes budgétaires totales, à l'exclusion des produits d'emprunts ;
- les recettes budgétaires fiscales ;
- les recettes budgétaires non-fiscales ;
- les dépenses budgétaires totales ;
- les dépenses budgétaires primaires ;
- les dépenses budgétaires d'intérêts.

B. LE TABLEAU DES DEPENSES

Les données contenues dans ce tableau sont présentées **par programme**, conformément à la structure légale du budget général des dépenses. Elles ont trait aux crédits alloués en 1993 (cf. chapitre III de la partie I) et à leur utilisation, tant en engagement qu'en ordonnancement, telle qu'elle ressort des écritures enregistrées par la Cour. Pour quelques catégories particulières de dépenses, les règles suivantes ont été appliquées :

- **dépenses fixes** : toutes les ordonnances émises durant l'année sont prises en compte;
- **ouvertures de crédit** : toutes les ordonnances de disposition sur ouverture de crédit émises durant l'année budgétaire sont prises en compte, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures;
- **paiements effectués à l'étranger** : les ordonnances définitivement imputées sont prises en compte et, à défaut, les ordonnances d'imputation provisoire;
- **dépenses exposées sur les caisses des comptables** : toutes les ordonnances relatives à des dépenses de caisse réelles sont prises en compte, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures;
- **fonds organiques** : les données sont fournies par l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses, laquelle procède actuellement au recensement précis des soldes disponibles pour ces fonds. Le cas échéant, les annulations d'engagements sont portées en déduction des dépenses d'engagement;
- **fonds de la section particulière** : seules les ordonnances relatives aux transferts de crédits budgétaires sont prises en compte.

La colonne 5 du tableau signale le **taux d'utilisation** des crédits du point de vue des ordonnancements. Un taux d'utilisation supérieur à 100 % indique un dépassement du crédit. Dans ce cas, le pourcentage est assorti d'un astérisque. Un taux de 0 % accompagné d'un astérisque annonce que des dépenses sont imputées à charge d'un programme pour lequel aucun crédit n'a été accordé.

DEUXIEME PARTIE - ANNEXES

A. DEFICIT BUDGETAIRE DE L'ETAT

**COMPARAISON DE L'EVOLUTION MENSUELLE DES OPERATIONS
BUDGETAIRES POUR LES ANNEES 1990 A 1993.**

En complément à l'analyse du déficit budgétaire sur base de caisse du chapitre I, B, 2.2., un aperçu de l'évolution mensuelle de ce déficit est fourni ci-après, pour les quatres dernières années.

Les résultats mensuels cumulés sont donnés sous forme de tableaux pour :

- le déficit budgétaire ;
- les recettes budgétaires totales, à l'exclusion des produits d'emprunts ;
- les recettes budgétaires fiscales ;
- les recettes budgétaires non-fiscales ;
- les dépenses budgétaires totales ;
- les dépenses budgétaires primaires ;
- les dépenses budgétaires d'intérêts.

- 1423/1 - 93/94

(94)

1074 - 1 (1993-1994)

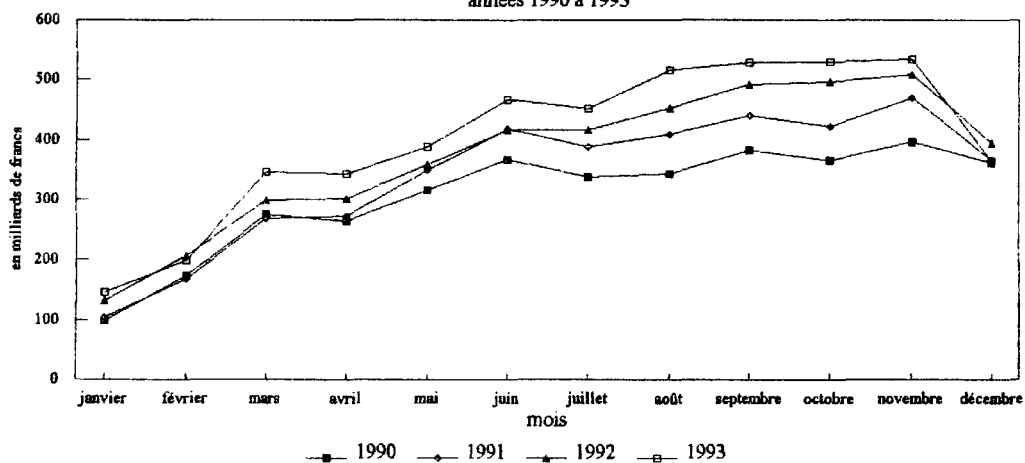
Evolution du déficit budgétaire cumulé mensuellement sur base de caisse pour les années 1990 à 1993

(en milliards de francs)

ANNEE		1990	1991	1992	1993
situation à la fin du mois :	janvier	98,068	104,229	131,760	145,627
	février	174,247	167,682	206,545	198,051
	mars	274,976	266,614	298,897	346,296
	avril	264,778	272,474	302,132	343,989
	mai	315,857	349,845	359,380	388,728
	juin	367,896	417,252	415,940	466,046
	juillet	337,584	389,046	416,774	451,242
	août	344,367	408,815	452,526	514,938
	septembre	382,461	439,698	481,964	528,571
	octobre	366,407	422,594	496,350	528,982
	novembre	396,295	468,840	508,475	533,634
	décembre	361,568	366,184	393,655	365,157

(source : situation mensuelle du Trésor)

Evolution du déficit budgétaire cumulé mensuellement
années 1990 à 1993



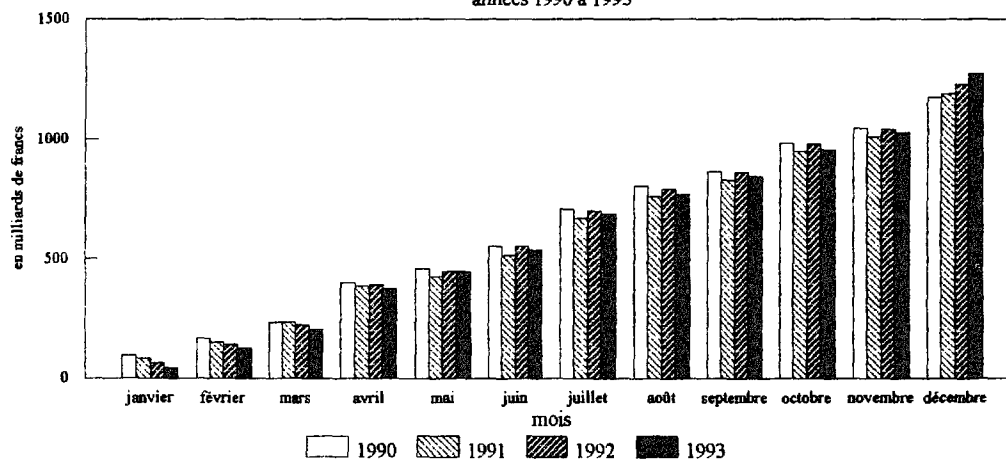
Evolution des recettes budgétaires cumulées mensuellement sur base de caisse pour les années 1990 à 1993

(en milliards de francs)

ANNEE		1990	1991	1992	1993
situation à la fin du mois :	janvier	93,308	85,056	62,362	42,128
	février	166,845	152,346	140,456	122,320
	mars	235,034	233,903	222,309	203,339
	avril	397,665	383,815	391,744	374,025
	mai	459,447	428,596	448,983	446,375
	juin	553,431	514,481	551,665	535,219
	juillet	707,390	688,782	698,102	684,474
	août	801,495	759,306	790,200	765,860
	septembre	863,520	828,858	860,894	843,240
	octobre	983,593	949,721	976,792	953,599
	novembre	1,042,682	1,010,831	1,039,747	1,028,755
	décembre	1,172,377	1,186,257	1,227,648	1,289,663

(source : situation mensuelle du Trésor)

Evolution des recettes budgétaires cumulées mensuellement années 1990 à 1993



- 1423/1 - 93/94

(96)

1074 - 1 (1993-1994)

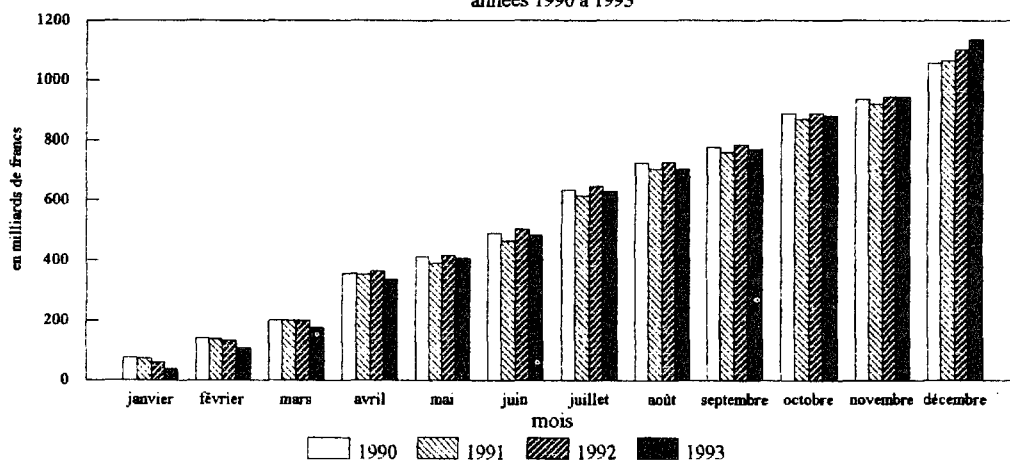
Evolution des recettes budgétaires fiscales cumulées mensuellement sur base de caisse pour les années 1990 à 1993

(en milliards de francs)

ANNEE		1990	1991	1992	1993
situation à la fin du mois :	janvier	75,468	73,071	59,373	35,862
	février	139,690	136,828	130,840	108,261
	mars	198,454	198,475	200,190	174,298
	avril	356,448	351,784	364,555	336,594
	mai	410,552	388,837	415,092	404,574
	juin	490,229	463,850	502,889	483,432
	juillet	635,220	615,748	645,180	628,229
	août	724,785	703,231	727,946	704,855
	septembre	776,046	760,502	784,528	772,290
	octobre	888,417	869,560	890,082	879,320
	novembre	937,572	919,024	943,383	945,604
	décembre	1,055,794	1,083,582	1,102,144	1,133,332

(source : situation mensuelle du Trésor)

Evolution des recettes budgétaires fiscales cumulées mensuellement
années 1990 à 1993

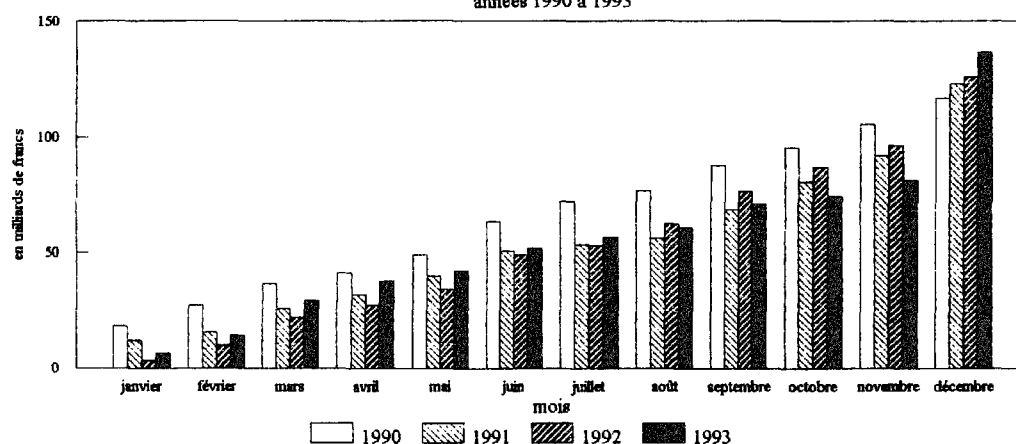


Evolution des recettes budgétaires non-fiscales cumulées mensuellement sur base de caisse pour les années 1990 à 1993

(en milliards de francs)

ANNEE		1990	1991	1992	1993
situation à la fin du mois :	janvier	17,840	11,985	2,987	6,266
	février	27,155	15,520	9,616	14,059
	mars	36,580	25,428	22,119	29,043
	avril	41,217	31,831	27,189	37,431
	mai	48,895	39,759	33,891	41,801
	juin	63,202	50,831	48,776	51,787
	juillet	72,170	53,034	52,922	56,245
	août	76,710	56,075	62,254	60,805
	septembre	87,474	68,356	76,366	70,850
	octobre	95,178	80,161	86,710	74,279
	novembre	105,110	91,807	96,384	81,151
	décembre	116,583	122,675	125,504	136,331

(source : situation mensuelle du Trésor)

Evolution des recettes budgétaires non-fiscales cumulées mensuellement
années 1990 à 1993

- 1423/1 - 93/94

(98)

1074 - 1 (1993-1994)

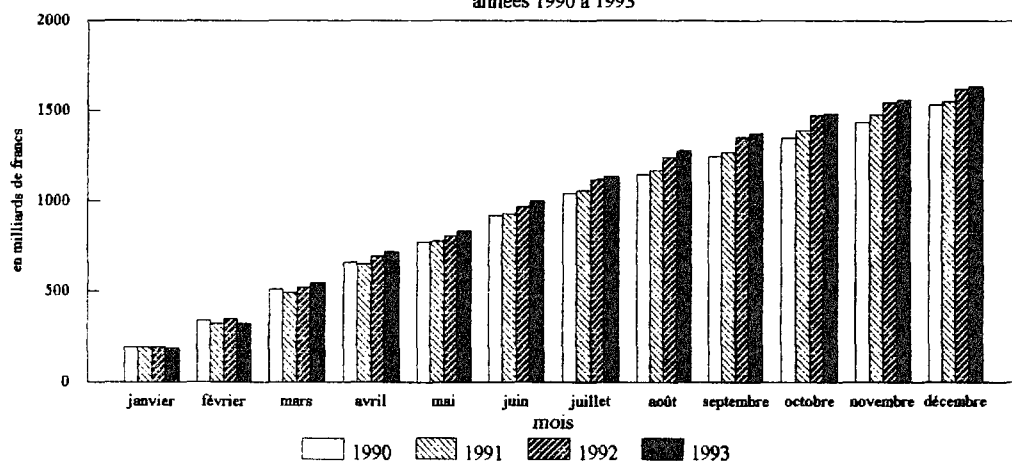
Evolution des dépenses budgétaires cumulées mensuellement sur base de caisse pour les années 1990 à 1993

(en milliards de francs)

ANNEE		1990	1991	1992	1993
situation à la fin du mois :	janvier	191,376	189,285	194,122	187,755
	février	341,092	320,028	347,001	320,371
	mars	510,010	492,517	521,206	549,635
	avril	662,443	656,089	693,876	718,014
	mai	775,304	778,441	808,383	835,103
	juin	921,327	931,733	967,605	1,001,265
	juillet	1,044,974	1,057,828	1,114,876	1,135,716
	août	1,145,862	1,168,121	1,242,726	1,280,798
	septembre	1,245,981	1,268,556	1,352,858	1,371,811
	octobre	1,350,000	1,392,315	1,473,142	1,483,581
	novembre	1,438,977	1,479,671	1,548,222	1,560,389
	décembre	1,533,945	1,552,441	1,621,303	1,634,820

(source : situation mensuelle du Trésor)

Evolution des dépenses budgétaires cumulées mensuellement
années 1990 à 1993



(99)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

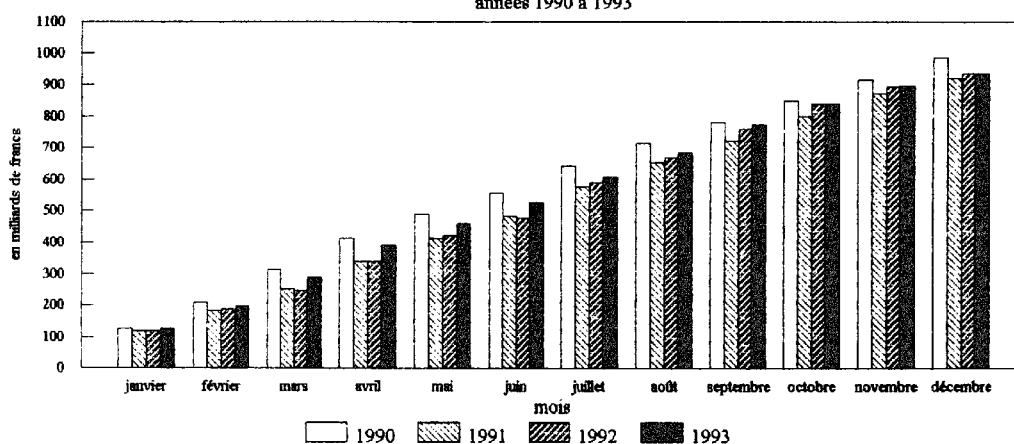
Evolution des dépenses budgétaires primaires cumulées mensuellement sur base de caisse pour les années 1990 à 1993

(en milliards de francs)

ANNEE		1990	1991	1992	1993
situation à la fin du mois :	janvier	127,088	117,618	118,526	127,145
	février	207,972	183,519	188,267	196,536
	mars	312,121	251,144	245,400	288,855
	avril	414,892	339,436	340,137	390,508
	mai	487,277	414,788	421,751	458,078
	juin	556,058	482,809	476,987	526,275
	juillet	643,442	575,653	587,789	607,718
	août	714,488	652,388	667,863	685,046
	septembre	779,514	721,922	758,420	771,862
	octobre	849,123	788,984	839,974	839,703
	novembre	917,260	874,643	894,331	897,470
	décembre	986,935	922,227	936,602	937,118

(source : situation mensuelle du Trésor)

Evolution des dépenses budgétaires primaires cumulées mensuellement
années 1990 à 1993



- 1423/1 - 93/94

(100)

1074 - 1 (1993-1994)

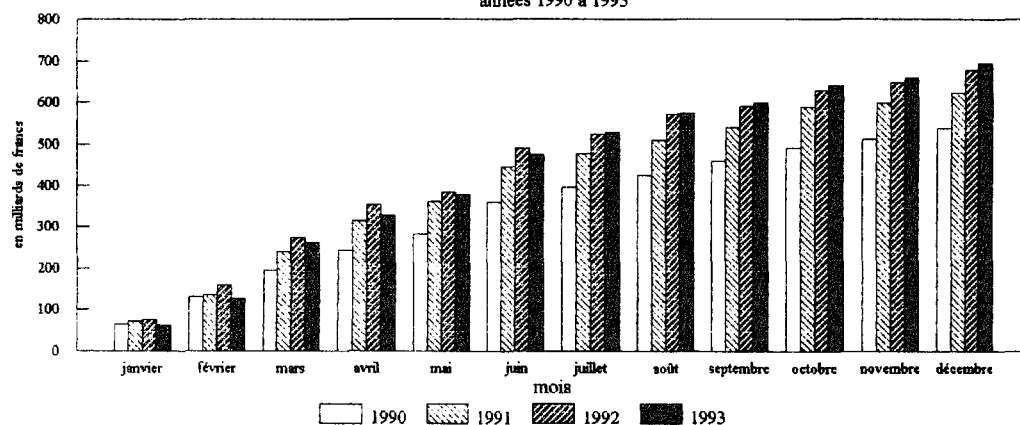
Evolution des dépenses budgétaires d'intérêts cumulées mensuellement sur base de caisse pour les années 1990 à 1993

(en milliards de francs)

ANNEE		1990	1991	1992	1993
situation à la fin du mois :	janvier	64,241	71,384	76,358	83,251
	février	130,559	135,442	159,274	126,097
	mars	194,063	239,591	275,442	262,099
	avril	243,422	314,188	352,502	328,046
	mai	283,447	360,363	384,880	376,864
	juin	359,702	444,227	488,158	473,958
	juillet	395,482	476,874	524,132	527,229
	août	424,802	509,744	571,173	573,900
	septembre	458,203	539,486	589,943	597,786
	octobre	491,728	586,976	627,899	640,886
	novembre	512,021	598,040	647,435	659,644
	décembre	536,421	622,184	676,108	692,587

(source : situation mensuelle du Trésor)

Evolution des dépenses budgétaires d'intérêts cumulées mensuellement
années 1990 à 1993



B. LE TABLEAU DES DEPENSES

Les données contenues dans ce tableau sont présentées **par programme**, conformément à la structure légale du budget général des dépenses. Elles ont trait aux crédits alloués en 1993 (cf. chapitre III de la partie I) et à leur utilisation, tant en engagement qu'en ordonnancement, telle qu'elle ressort des écritures enregistrées par la Cour. Pour quelques catégories particulières de dépenses, les règles suivantes ont été appliquées :

- **dépenses fixes** : toutes les ordonnances émises durant l'année sont prises en compte;
- **ouvertures de crédit** : toutes les ordonnances de disposition sur ouverture de crédit émises durant l'année budgétaire sont prises en compte, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures;
- **paiements effectués à l'étranger** : les ordonnances définitivement imputées sont prises en compte et, à défaut, les ordonnances d'imputation provisoire;
- **dépenses exposées sur les caisses des comptables** : toutes les ordonnances relatives à des dépenses de caisse réelles sont prises en compte, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures;
- **fonds organiques** : les données sont fournies par l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses, laquelle procède actuellement au recensement précis des soldes disponibles pour ces fonds. Le cas échéant, les annulations d'engagements sont portées en déduction des dépenses d'engagement;
- **fonds de la section particulière** : seules les ordonnances relatives aux transferts de crédits budgétaires sont prises en compte.

La colonne 5 du tableau signale le **taux d'utilisation** des crédits du point de vue des ordonnancements. Un taux d'utilisation supérieur à 100 % indique un dépassement du crédit. Dans ce cas, le pourcentage est assorti d'un astérisque. Un taux de 0 % accompagné d'un astérisque annonce que des dépenses sont imputées à charge d'un programme pour lequel aucun crédit n'a été accordé.

- 1423/1 - 93/94

(102)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 01 - MINISTERE DES FINANCES, POUR LES DOTATIONS					
DIVISION 31 - DOTATIONS A LA FAMILLE ROYALE					
01.31.1 - Liste civile	cnd	214,3	220,8	220,8	103 *
01.31.2 - Dotation à la Famille Royale	cnd	27,7	27,4	27,4	99
01.31.3 - Dotation au Prince Albert	cnd	18,0	11,8	11,8	66
Totaux pour la division 31 :	cnd	260,0	260,0	260,0	100
DIVISION 32 - DOTATIONS AUX ASSEMBLEES NATIONALES LEGISLATIVES					
01.32.1 - Sénat	cnd	2.027,9	2.027,9	2.027,9	100
01.32.2 - Chambre des Représentants	cnd	2.950,0	2.950,0	2.950,0	100
01.32.3 - Crédit provisionnel "Police des polices"	cnd	100,0	100,0	100,0	100
01.32.4 - Contrat avec le citoyen : renouveau administratif (médiateur parlementaire)	cnd	3,0	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 32 :	cnd	5.080,9	5.077,9	5.077,9	100
DIVISION 33 - AUTRES DOTATIONS					
01.33.1 - Cour d'Arbitrage	cnd	155,0	155,0	155,0	100
01.33.2 - Dotation à la Communauté germanophone	cnd	2.988,7	2.988,7	2.988,7	100
01.33.3 - Dotation à la Commission communautaire commune	cnd	1.027,2	1.027,2	1.027,2	100
01.33.4 - Cour des Comptes	cnd	1.184,0	1.184,0	1.184,0	100
Totaux pour la division 33 :	cnd	5.354,9	5.354,9	5.354,9	100
OTAL 01 MINISTERE DES FINANCES, POUR LES DOTATIONS	cnd	10.695,8	10.692,8	10.692,8	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
SECTION 11 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE					
DIVISION 01 - CABINET DU PREMIER MINISTRE					
11.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	109,0	107,9	93,3	86
	aa	2,5	2,5	2,5	100
Totaux pour la division 01 :	cnd	109,0	107,9	93,3	86
	aa	2,5	2,5	2,5	100
DIVISION 02 - CABINET DU MINISTRE DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
11.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	70,1	70,0	61,9	88
Totaux pour la division 02 :	cnd	70,1	70,0	61,9	88
DIVISION 03 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES					
11.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	6,3	6,3	0,1	2
Totaux pour la division 03 :	aa	6,3	6,3	0,1	2
DIVISION 04 - COMMISSARIAT ROYAL A LA POLITIQUE DES IMMIGRES					
11.04.0 - Subsistance	cnd	40,9	42,2	40,5	99
	aa	1,2	1,2	1,2	100
Totaux pour la division 04 :	cnd	40,9	42,2	40,5	99
	aa	1,2	1,2	1,2	100
DIVISION 12 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
11.12.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	0,8	0,8	0,7	88
Totaux pour la division 12 :	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	0,8	0,8	0,7	88

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(104)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
DIVISION 40 - CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE					
11.40.0 - Subsistance	cnd	185,6	186,6	177,6	96
	aa	1,5	1,5	1,5	100
11.40.1 - Bistrot	cnd	119,0	119,0	97,2	82
	ce	17,0	17,0		
	co	48,3		26,9	56
11.40.2 - Aide à la presse	cnd	14,9	14,9	14,9	100
11.40.3 - Interventions sociales	cnd	878,2	875,2	850,2	97
11.40.4 - Information	cnd	144,9	144,9	77,9	54
11.40.5 - Soutien aux activités du Gouvernement	cnd	9,1	9,0	5,4	59
Totaux pour la division 40 :	cnd	1.351,7	1.349,6	1.223,2	90
	aa	1,5	1,5	1,5	100
	ce	17,0	17,0		
	co	48,3		26,9	56
DIVISION 51 - COMITE SUPERIEUR DE CONTROLE					
11.51.0 - Subsistance	cnd	182,2	183,0	178,2	98
Totaux pour la division 51 :	cnd	182,2	183,0	178,2	98
DIVISION 52 - SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT					
11.52.0 - Subsistance	cnd	220,9	220,9	208,5	94
11.52.1 - Nouveau système pour le recrutement du personnel	ce	10,0	9,1		
	co	32,6		32,5	100
Totaux pour la division 52 :	cnd	220,9	220,9	208,5	94
	ce	10,0	9,1		
	co	32,6		32,5	100
DIVISION 54 - COMMISSION NATIONALE PERMANENTE DU PACTE CULTUREL					
11.54.0 - Subsistance	cnd	28,5	28,5	27,7	97
Totaux pour la division 54 :	cnd	28,5	28,5	27,7	97
DIVISION 56 -					
11.56.1 - Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme	cnd	19,3	19,3	19,3	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)

Totaux pour la division 56 :	cnd	19,3	19,3	19,3	100
DIVISION 60 - SERVICES DE PROGRAMMATION DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE - PARTIE POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
11.60.0 - Subsistance	cnd	529,0	513,1	497,1	94
11.60.1 - Recherche et développement dans le cadre national	cnd	34,2	34,1	28,8	84
	ce	1.265,4	1.174,3		
	co	2.373,5		2.038,2	86
Fonds : fonds de emploi de remboursement					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	I		I		I
I	I	budget	I réalisation	budget	I réalisation
I	I				
I solde au 1.1.1993	I	477,7 I	477,7 I	481,4 I	481,4 I
I recettes	I	100,0 I	99,5 I	100,0 I	99,5 I
I disponible	I	577,7 I	577,2 I	581,4 I	580,9 I
I	I				
I dépenses	I	12,5 I	0,8 I	5,4 I	2,2 I
I	I				
I solde au 31.12.1993	I	565,2 I	576,4 I	576,0 I	578,7 I

11.60.2 - Recherche et développement dans le cadre international	cnd	5.985,6	5.979,2	5.973,7	100
	ce	665,0	590,9		
	co	558,3		454,2	81
11.60.3 - Etablissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd	2.575,2	2.557,2	2.485,6	97
	aa	3,2	0,0	0,0	0
	co	25,0		13,3	53
11.60.4 - Enseignement - Formation; activités éducatives	cnd	108,8	103,7	93,7	86
Totaux pour la division 60 :	cnd	9.232,8	9.187,3	9.078,9	98
	aa	3,2	0,0	0,0	0
	ce	1.930,4	1.765,2		
	co	2.956,8		2.505,7	85
	fen	12,5	0,8		
	fon	5,4		2,2	41

- 1423/1 - 93/94

(106)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
DIVISION 61 - SERVICES DE PROGRAMMATION DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE - PARTIE EDUCATION ET CULTURE					
11.61.1 - Activités culturelles communes	cnd	150,5	148,4	131,4	87
	aa	0,9	0,6	0,6	67
11.61.2 - Relations extérieures	cnd	138,0	135,7	134,6	98
11.61.3 - Institutions culturelles nationales	cnd	1.385,3	1.385,3	1.384,6	100
	aa	1,1	1,1	1,1	100
11.61.4 - Enseignement - formation (hors politique scientifique) et investissements scolaires	cnd	3.452,6	3.452,5	3.452,5	100
	ce	5,9	5,9		
	co	33,0		32,6	99
11.61.5 - Charges du passé Education nationale - Onderwijs	cnd	462,3	271,8	60,4	13
11.61.6 - Dotations aux Communautés flamande et française	cnd	1.667,8	1.667,8	1.667,8	100
Totaux pour la division 61 :	cnd	7.256,5	7.061,5	6.831,3	94
	aa	2,0	1,7	1,7	85
	ce	5,9	5,9		
	co	33,0		32,6	99
TOTAL 11 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	cnd	18.511,9	18.270,2	17.762,8	96
	aa	17,5	14,0	7,7	44
	ce	1.963,3	1.797,2		
	co	3.070,7		2.597,7	85
	fen	12,5	0,8		
	fon	5,4		2,2	41

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 12 - MINISTERE DE LA JUSTICE

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE

12.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	52,2	52,0	49,1	94
	aa	24,7	24,7	11,1	45
Totaux pour la division 01 :	cnd	52,2	52,0	49,1	94
	aa	24,7	24,7	11,1	45

DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE ET
MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

12.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
Totaux pour la division 02 :	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *

DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES
GENERAUX

12.40.0 - Subsistance	cnd	1.259,6	1.219,2	930,8	74
	aa	241,6	241,6	0,5	0
Fonds : fonds special destiné à l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence					

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnement		
I	I	I	I	I	I
Fonds 12-1	budget	réalisation	budget	réalisation	
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 43,3 I	I 47,0 I	I 45,8 I	I 49,6 I	
I recettes	I 64,0 I	I 67,6 I	I 64,0 I	I 67,6 I	
I disponible	I 107,3 I	I 114,6 I	I 109,8 I	I 117,2 I	
I dépenses	I 45,0 I	I 27,5 I	I 45,0 I	I 29,1 I	
I solde au 31.12.1993	I 62,3 I	I 87,1 I	I 64,8 I	I 88,1 I	

12.40.1 - Représentation du département	cnd	15,5	12,5	8,1	52
12.40.2 - Contrat avec le citoyen	cnd	49,7	29,1	5,9	12

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(108)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

Totaux pour la division 40 :	cnd	1.324,8	1.260,8	944,8	71
	aa	241,6	241,6	0,5	0
	fen	45,0	27,5		
	fon	45,0		29,1	65
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES					
12.51.0 - Subsistance	cnd	5.036,6	5.053,7	4.923,4	98
	aa	56,1	56,1	39,1	70
	co	11,0		0,0	0
12.51.1 - Entretien et aide aux détenus	cnd	760,2	760,1	703,2	93
	aa	0,8	0,8	0,6	75
12.51.2 - Aide aux établissements pénitentiaires autonomes	cnd	138,0	132,5	107,0	78
12.51.3 - Contrat avec le citoyen	cnd	172,6	100,6	53,7	31
Totaux pour la division 51 :	cnd	6.107,4	6.046,9	5.787,3	95
	aa	56,9	56,9	39,7	70
	co	11,0		0,0	0
DIVISION 53 - MONITEUR BELGE					
12.53.0 - Subsistance	cnd	517,2	505,7	416,3	80
	aa	0,6	0,6	0,0	0
Totaux pour la division 53 :	cnd	517,2	505,7	416,3	80
	aa	0,6	0,6	0,0	0
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES CIVILES ET CRIMINELLES					
12.54.0 - Subsistance	cnd	94,8	89,4	88,6	93
12.54.1 - Etudes et documentation	cnd	11,1	6,8	1,5	14
12.54.2 - Collaboration internationale	cnd	11,8	8,6	2,2	19
12.54.3 - Mesures de sûreté	cnd	7,2	7,2	0,0	0
Totaux pour la division 54 :	cnd	124,9	112,0	92,3	74
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE LA SURETE PUBLIQUE					
12.55.0 - Subsistance	cnd	527,1	495,9	429,8	82
12.55.1 - Mesures de sûreté	cnd	35,3	32,3	32,3	92

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
12.55.2 - Contrôle des étrangers	cnd	531,3	512,5	435,6	82
12.55.4 - Sécurité nucléaire	cnd	23,2	27,4	25,7	111 *
12.55.6 - Contrat avec le citoyen - Centres spécifiques pour illégaux	cnd ce co	217,9 5,0 5,0	81,4 0,0	10,3 0,0	5 0
Totaux pour la division 55 :	cnd ce co	1.334,8 5,0 5,0	1.149,5 0,0	933,7 0,0	70 0
DIVISION 56 - JURIDICTIONS ORDINAIRES					
12.56.0 - Subsistance	cnd aa co	13.673,6 6,0 275,0	13.854,4 6,0	13.423,7 5,3 245,0	98 88 89
12.56.1 - Assistance judiciaire	cnd	144,0	144,0	0,0	0
12.56.2 - Contrat avec le citoyen	cnd	300,9	230,9	52,4	17
Totaux pour la division 56 :	cnd aa co	14.118,5 6,0 275,0	14.229,3 6,0	13.476,1 5,3 245,0	95 88 89
DIVISION 57 - JURIDICTIONS MILITAIRES					
12.57.0 - Subsistance	cnd	272,3	283,1	271,3	100
Totaux pour la division 57 :	cnd	272,3	283,1	271,3	100
DIVISION 58 - POLICE JUDICIAIRE					
12.58.0 - Subsistance	cnd aa	2.397,4 1,3	2.384,7 1,3	2.162,9 1,1	90 85
12.58.1 - Etudes et documentation	cnd	110,1	83,4	46,0	42
12.58.2 - Collaboration internationale	cnd	16,3	16,1	16,0	98
12.58.3 - Contrat avec le citoyen	cnd	65,5	53,4	1,6	2
Totaux pour la division 58 :	cnd aa	2.589,3 1,3	2.537,6 1,3	2.226,5 1,1	86 85
DIVISION 59 - ADMINISTRATION DES CULTES, DONNS, LEGS ET FONDATIONS					
12.59.0 - Aides aux cultes reconnus - Subsistance	cnd	3.225,4	3.277,2	3.270,2	101 *

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(110)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
12.59.1 - Laïcité	cnd 95,6	95,6	86,0	90	
Totaux pour la division 59 :	cnd 3.321,0	3.372,8	3.356,2	101 *	
DIVISION 60 - COMMISSARIAT GENERAL AUX REFUGIES ET AUX APATRIDES - COMMISSION DE RECOURS DES REFUGIES					
12.60.0 - Subsistance	cnd 214,6	197,6	172,3	80	
12.60.1 - Contrat avec le citoyen	cnd 30,2	11,2	11,2	37	
Totaux pour la division 60 :	cnd 244,8	208,8	183,5	75	
DIVISION 62 - COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE					
12.62.0 - Subsistance	cnd 19,5	10,9	7,9	41	
Totaux pour la division 62 :	cnd 19,5	10,9	7,9	41	
DIVISION 63 - SERVICE DE POLITIQUE CRIMINELLE - CONTRAT AVEC LE CITOYEN					
12.63.0 - Subsistance	cnd 12,0	5,0	0,0	0	
Totaux pour la division 63 :	cnd 12,0	5,0	0,0	0	
TOTAL 12 MINISTERE DE LA JUSTICE	cnd 30.038,7	29.774,5	27.745,1	92	
	aa 331,1	331,1	57,7	17	
	ce 5,0	0,0			
	co 291,0		245,0	84	
	fen 45,0	27,5			
	fon 45,0		29,1	65	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 13 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR					
13.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	74,5	70,0	59,6	80
	aa	0,5	0,4	0,4	80
Totaux pour la division 01 :	cnd	74,5	70,0	59,6	80
	aa	0,5	0,4	0,4	80
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE					
13.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	3,4	3,3	3,0	88
Totaux pour la division 03 :	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	3,4	3,3	3,0	88
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES GENERAUX					
13.40.0 - Subsistance	cnd	313,2	298,2	268,1	86
13.40.1 - Protocole	cnd	21,4	21,2	19,3	90
13.40.2 - Décentralisation et déconcentration	cnd	4,5	0,0	0,0	0
13.40.3 - Réseau gouvernemental de télécommunication "REGETEL"	cnd	10,0	3,6	2,8	28
	ce	80,0	76,0		
	co	30,0		5,4	18
Totaux pour la division 40 :	cnd	349,1	323,0	290,2	83
	ce	80,0	76,0		
	co	30,0		5,4	18
DIVISION 51 - DIRECTION GENERALE DE LA LEGISLATION ET DES INSTITUTIONS NATIONALES					
13.51.0 - Subsistance	cnd	142,5	127,3	113,7	80
	aa	1,4	1,4	0,0	0

(112)

(en millions de francs)

(en millions de francs)

Fonds 13-2	Engagement		Ordonnancement	
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1993	36,1	36,1	44,0	44,0
recettes	150,0	157,7	150,0	157,7
disponible	186,1	193,8	194,0	201,7
dépenses	128,2	110,5	128,2	108,0
solde au 31.12.1993	57,9	83,3	65,8	93,7

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

Totaux pour la division 51 :	cnd	1.141,1	1.025,7	890,5	78
	aa	1,4	1,4	0,0	0
	ce	15,0	14,3		
	co	120,0		118,8	99
	fen	158,2	133,5		
	fon	158,2		136,6	86
DIVISION 52 - SERVICE D'ADMINISTRATION GENERALE					
13.52.0 - Subsistance	cnd	193,1	186,0	177,2	92
13.52.1 - Etudes et investissements	cnd	36,1	16,0	9,8	27
Totaux pour la division 52 :	cnd	229,2	202,0	187,0	82
DIVISION 53 - DIRECTION GENERALE DE LA SELECTION ET DE LA FORMATION					
13.53.0 - Subsistance	cnd	98,9	93,8	87,6	89
13.53.1 - Formation des fonctionnaires	cnd	109,8	105,2	68,4	62
	aa	0,6	0,6	0,6	100
	co	41,0		40,9	100
Totaux pour la division 53 :	cnd	208,7	199,0	156,0	75
	aa	0,6	0,6	0,6	100
	co	41,0		40,9	100
DIVISION 54 - DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE					
13.54.0 - Subsistance	cnd	802,3	790,2	734,6	92
	aa	0,9	0,9	0,9	100
13.54.1 - Protection civile proprement dite	cnd	233,5	232,0	130,1	56
	ce	51,0	50,7		
	co	51,0		36,8	72

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(114)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

13.54.2 - Services d'incendie	cnd	61,2	48,9	39,2	64
	ce	436,0	435,2		
	co	472,0		308,7	65

Fonds : fonds d'acquisition pour compte des agglomérations, intercommunales et communes, de matériel et d'objets d'équipement concernant le fonctionnement des services d'incendie et de la sécurité contre l'incendie et l'explosion

I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I
Fonds 13-3	budget	réalisation	budget	réalisation
I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 0,7 I	I 99,4 I	I 3,6 I	I 102,3 I
I recettes	I 157,0 I	I 50,5 I	I 157,0 I	I 50,5 I
I disponible	I 157,7 I	I 149,9 I	I 160,6 I	I 152,8 I
I dépenses	I 157,0 I	I 101,2 I	I 157,0 I	I 138,7 I
I solde au 31.12.1993	I 0,7 I	I 48,7 I	I 3,6 I	I 14,1 I

13.54.3 - Centres 100	cnd	180,2	179,5	179,1	99
	ce	10,0	1,0		
	co	10,0		4,1	41

13.54.4 - Fonds pour les risques d'accidents majeurs
Fonds : fonds pour les risques d'accidents majeurs

I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I
Fonds 13-6	budget	réalisation	budget	réalisation
I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 87,5 I	I 86,7 I	I 225,0 I	I 224,1 I
I recettes	I 115,0 I	I 134,7 I	I 115,0 I	I 134,7 I
I disponible	I 202,5 I	I 221,4 I	I 340,0 I	I 358,8 I
I dépenses	I 140,0 I	I 96,2 I	I 140,0 I	I 123,4 I
I solde au 31.12.1993	I 62,5 I	I 125,2 I	I 200,0 I	I 235,4 I

(en millions de francs)

13.54.5 - Fonds pour les risques d'accidents nucléaires
Fonds : fonds pour les risques d'accidents
nucléaires

Totaux pour la division 54 :	cnd	1.277,2	1.250,6	1.083,0	85
	aa	0,9	0,9	0,9	100
	ce	497,0	486,9		
	co	533,0		349,6	66
	fen	397,0	197,4		
	fon	367,0		262,1	71

13.55.0 - Subsistance	cnd	61,5	57,3	54,7	89
	aa	0,8	0,7	0,0	0
13.55.2 - Révision de la comptabilité communale	cnd	23,1	19,7	18,8	81
13.55.3 - Financement des provinces et communes	cnd	4.669,2	4.668,8	4.337,4	93
Totaux pour la division 55 :	cnd	4.753,8	4.745,8	4.410,9	93
	aa	0,8	0,7	0,0	0

13.56.0 - Substance	cnd	111,4	96,8	78,5	70
---------------------	-----	-------	------	------	----

(116)

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
13.56.1 - Police administrative générale - Formation, prévention et équipement	cnd ce co	656,4 544,8 368,0	568,6 524,0	65,3 330,3	10 90
Fonds : fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité et des services internes de gardiennage					
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I Fonds 13-5	I				I
I	I	budget I réalisation I	I budget I réalisation I		I
I	I				I
I solde au 1.1.1993	I	7,3 I 7,3 I	9,0 I 9,0 I		
I recettes	I	20,0 I 16,5 I	20,0 I 16,5 I		
I disponible	I	27,3 I 23,8 I	29,0 I 25,5 I		
I	I				I
I dépenses	I	19,8 I 17,1 I	19,8 I 17,3 I		
I	I				I
I solde au 31.12.1993	I	7,5 I 6,7 I	9,2 I 8,2 I		
13.56.2 - Centre gouvernemental de coordination et de crise	cnd	26,9	24,6	17,6	65
13.56.3 - Contrat avec le citoyen	cnd	808,0	699,6	74,1	9
Totaux pour la division 56 :	cnd ce co fen fon	1.602,7 544,8 368,0 19,8 19,8	1.389,6 524,0 17,1	235,5 330,3 17,3	15 90 87
DIVISION 57 - DIRECTION D'ADMINISTRATION DES SERVICES DE LA COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE					
13.57.0 - Subsistance	cnd	46,4	43,8	41,9	90
Totaux pour la division 57 :	cnd	46,4	43,8	41,9	90
DIVISION 58 - GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX					
13.58.0 - Subsistance	cnd aa	472,5 5,1	454,5 5,0	441,5 5,0	93 98
Totaux pour la division 58 :	cnd aa	472,5 5,1	454,5 5,0	441,5 5,0	93 98

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

DIVISION 59 - CONSEIL D'ETAT

13.59.0 - Subsistân.e	cmd	527,0	517,7	488,5	93
	aa	0,3	0,2	0,2	67
	co	12,8		12,4	97

Fonds : fonds de gestion des astreintes

		Engagement		Ordonnancement	
		budget	réalisation	budget	réalisation
Fonds 13-7					
solde au 1.1.1993		0,0	0,0	0,0	0,0
recettes		5,0	0,0	5,0	0,0
disponible		5,0	0,0	5,0	0,0
dépenses		5,0	0,0	5,0	0,0
solde au 31.12.1993		0,0	0,0	0,0	0,0

Totaux pour la division 59 :	cnd	527,0	517,7	488,5	93
	aa	0,3	0,2	0,2	67
	co	12,8		12,4	97
	fen	5,0	0,0		
	fon	5,0		0,0	0

DIVISION 61 - PROVISION INTERDEPARTEMENTALE

13.61.1 - Crédits provisionnels	cnd	12,0	0,0	0,0	0
---------------------------------	-----	------	-----	-----	---

Totaux pour la division 61 :	cnd	12,0	0,0	0,0	0
------------------------------	-----	------	-----	-----	---

TOTAL 13 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	cnd	10.694,2	10.221,7	8.284,6	77
	aa	13,0	12,5	10,1	78
	ce	1.136,8	1.101,2		
	co	1.104,8		857,4	78
	fen	580,0	348,0		
	fon	550,0		416,0	76

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(118)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 14 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES					
14.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	64,8	64,5	55,7	86
	aa	19,8	19,8	8,0	40
Totaux pour la division 01 :	cnd	64,8	64,5	55,7	86
	aa	19,8	19,8	8,0	40
DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE					
14.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	42,9	42,6	32,6	76
	aa	2,5	2,5	2,4	96
Totaux pour la division 02 :	cnd	42,9	42,6	32,6	76
	aa	2,5	2,5	2,4	96
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES AFFAIRES EUROPEENNES					
14.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	67,7	67,4	51,6	76
	aa	7,7	7,7	7,6	99
Totaux pour la division 03 :	cnd	67,7	67,4	51,6	76
	aa	7,7	7,7	7,6	99
DIVISION 14 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A L'EUROPE 1992					
14.14.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	4,5	4,5	4,4	98
Totaux pour la division 14 :	aa	4,5	4,5	4,4	98
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES RATTACHES					
14.40.0 - Subsistance	cnd	110,4	109,6	64,4	58
	co	149,6		8,1	5

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaux pour la division 40 :	cnd	110,4	109,6	64,4	58
	co	149,6		8,1	5
DIVISION 41 - DIRECTION GENERALE DES SERVICES GENERAUX ET DIRECTION D'ADMINISTRATION DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION					
14.41.0 - Subsistance	cnd	1.088,8	1.068,5	765,8	70
	aa	11,7	11,7	10,7	91
	co	11,0		0,0	0
14.41.1 - Protocole	cnd	19,6	19,6	12,5	64
	aa	0,1	0,1	0,0	0
14.41.2 - Formation	cnd	14,2	11,6	3,6	25
	aa	0,1	0,1	0,0	0
14.41.3 - Postes diplomatiques et consulaires (appui logistique, subsistance)	cnd	4.802,9	4.791,9	3.421,0	71
	aa	155,3	155,3	155,1	100
	ce	490,0	365,6		
	co	422,0		334,8	79
Fonds : fonds destiné à l'utilisation du produit de la vente de biens immeubles sis à l'étranger, à l'achat, la construction et l'aménagement de biens de même nature destinés à servir soit de résiden- ces, soit de chancelleries des missions diploma- tiques ou des postes consulaires belges					
I	I	Engagement		I Ordonnancement I	
I Fonds 14-1	I	+ + + + +		I + + + + + I	
I	I	budget	I réalisation I	budget	I réalisation I
I	I	+ + + + +		I + + + + + I	
I solde au 1.1.1993	I	78,3 I	78,3 I	125,0 I	125,1 I
I recettes	I	91,4 I	41,6 I	91,4 I	41,6 I
I désaffectation	I	-78,2 I	-78,3 I	-125,0 I	-125,1 I
I disponible	I	91,5 I	41,6 I	91,4 I	41,6 I
I	I	+ + + + +		I + + + + + I	
I dépenses	I	91,4 I	0,0 I	91,4 I	36,9 I
I	I	+ + + + +		I + + + + + I	
I solde au 31.12.1993	I	0,1 I	41,6 I	0,0 I	4,7 I
14.41.4 - Représentation à l'étranger (appui logistique)	cnd	17,5	10,8	0,9	5
	aa	4,2	4,2	1,6	38
14.41.5 - Interventions sociales en faveur d'anciens coloniaux	cnd	5,2	2,4	0,5	10
14.41.6 - Etudes et documentation	cnd	63,3	63,3	47,2	75

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(120)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
14.41.7 - Collaboration internationale	cnd	43,9	42,0	32,6	74
Totaux pour la division 41 :	cnd	6.055,4	6.010,1	4.284,1	71
	aa	171,4	171,4	167,4	98
	ce	490,0	365,6		
	co	433,0		334,8	77
	fen	91,4	0,0		
	fon	91,4		36,9	40
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DU COMMERCE EXTERIEUR					
14.51.0 - Subsistance	cnd	122,8	120,7	114,0	93
14.51.1 - Commerce extérieur	cnd	916,0	915,4	819,6	89
	aa	0,6	0,6	0,0	0
	ce	1.693,0	1.678,9		
	co	1.731,0		1.089,7	63
Totaux pour la division 51 :	cnd	1.038,8	1.036,1	933,6	90
	aa	0,6	0,6	0,0	0
	ce	1.693,0	1.678,9		
	co	1.731,0		1.089,7	63
DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DE LA CHANCELLERIE ET DU CONTENTIEUX					
14.52.0 - Subsistance	cnd	140,5	138,1	101,9	73
	aa	0,3	0,3	0,3	100
14.52.1 - Organismes internationaux	cnd	35,8	35,4	33,8	94
14.52.2 - Aide humanitaire	cnd	88,5	58,3	26,3	30
	aa	1,0	1,0	1,0	100
Totaux pour la division 52 :	cnd	264,8	231,8	162,0	61
	aa	1,3	1,3	1,3	100
DIVISION 53 - DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE					
14.53.0 - Subsistance	cnd	148,8	145,5	136,7	92
14.53.1 - Politique étrangère	cnd	2.243,4	2.243,4	1.551,6	69
14.53.2 - Politique scientifique	cnd	128,0	128,0	104,2	81
14.53.3 - Coopération	cnd	107,0	42,3	34,6	32
	aa	0,1	0,1	0,0	0
14.53.4 - Aide humanitaire	cnd	62,0	62,0	42,0	68

(121)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
Totaux pour la division 53 :	cnd aa	2.689,2 0,1	2.621,2 0,1	1.869,1 0,0	70 0
DIVISION 55 - EUROPE 1992					
14.55.0 - Subsistance	cnd aa	57,0 0,5	56,6 0,5	21,2 0,0	37 0
Totaux pour la division 55 :	cnd aa	57,0 0,5	56,6 0,5	21,2 0,0	37 0
DIVISION 60 - PROVISION INTERDEPARTEMENTALE					
14.60.1 - Présidence par la Belgique de la Communauté européenne	cnd	0,0	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 60 :	cnd	0,0	0,0	0,0	0
TOTAL 14 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR	cnd aa ce co fen fon	10.391,0 208,4 2.183,0 2.313,6 91,4 91,4	10.239,9 208,4 2.044,5 1.432,6 0,0 36,9	7.474,3 191,1 62 40	72 92 62 40

- 1423/1 - 93/94

(122)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 15 - COOPERATION AU DEVELOPPEMENT					
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT					
15.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	3,5	3,5	1,1	31
Totaux pour la division 03 :	aa	3,5	3,5	1,1	31
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT					
15.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	66,8	56,1	35,7	53
	aa	10,0	10,0	8,9	89
Totaux pour la division 11 :	cnd	66,8	56,1	35,7	53
	aa	10,0	10,0	8,9	89
DIVISION 54 - ADMINISTRATION GENERALE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (AGCD)					
15.54.0 - Subsistance	cnd	1.007,5	984,1	856,0	85
	aa	37,8	37,8	0,0	0
15.54.1 - Politique et planification économique Administration publique	cnd	520,0	520,0	520,0	100
15.54.2 - Services d'utilité publique	cnd	1.754,0	1.754,0	1.754,0	100

(123)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
15.54.3 - Développement agricole et rural	cnd 1.423,8 ce 236,6 co 150,0	1.273,8 227,7	1.237,8 150,0	87 100
Fonds : fonds de survie				

I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I
Fonds 15-1	budget	I réalisation	budget	I réalisation
I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 0,0	I 0,0	I 2.282,8	I 2.282,8
I autorisation d'engagement	I 1.267,3	I 1.267,3	I	I
I recettes	I	I	I 750,0	I 750,0
I disponible	I 1.267,3	I 1.267,3	I 3.032,8	I 3.032,8
I dépenses	I 1.267,3	I 861,9	I 507,2	I 477,6
I solde au 31.12.1993	I 0,0	I 405,4 *	I 2.525,6	I 2.555,2

* Sans report possible

15.54.4 - Développement industriel	cnd	575,0	570,0	570,0	99
15.54.5 - Services, banques, commerce et tourisme	cnd	632,6	632,6	531,8	84
15.54.6 - Enseignement	cnd	1.389,8	1.345,2	1.284,2	92
	aa	31,8	31,8	0,0	0
15.54.7 - Santé publique	cnd	1.195,0	1.195,0	1.195,0	100
	ce	490,0	490,0		
	co	490,0		489,8	100
15.54.8 - Développement et infrastructures sociales	cnd	522,5	514,4	510,3	98
15.54.9 - Destinations pluri-sectorielles - Divers	cnd	5.865,9	5.693,5	5.185,4	88
Totaux pour la division 54 :	cnd	14.886,1	14.482,6	13.644,5	92
	aa	69,6	69,6	0,0	0
	ce	726,6	717,7		
	co	640,0		639,8	100
	fen	1.267,3	861,9		
	fon	507,2		477,6	94

DIVISION 55 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE

15.55.2 - Cadre international	cnd	296,7	296,7	111,9	38
	ce	373,1	356,1		
	co	344,6		177,7	52

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(124)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
15.55.4 - Enseignement - Formation - Activités éducatives	cnd 1.458,8 aa 1,1	1.441,6 1,1	1.306,2 0,0	90 0	
Totaux pour la division 55 :	cnd 1.755,5 aa 1,1 ce 373,1 co 344,6	1.738,3 1,1 356,1	1.418,1 0,0 177,7	81 0 52	
TOTAL 15 COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	cnd 16.708,4 aa 84,2 ce 1.099,7 co 984,6 fen 1.267,3 fon 507,2	16.277,0 84,2 1.073,8 861,9	15.098,3 10,0 817,5 477,6	90 12 83 94	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

nd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions : Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 16 - MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE

16.01.0 - Subsistance	nd	46,9	46,9	46,3	99
	aa	0,6	0,6	0,6	100
Totaux pour la division 01 :	nd	46,9	46,9	46,3	99
	aa	0,6	0,6	0,6	100

DIVISION 11 - CABINET DE POLITIQUE GENERALE

16.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	nd	47,0	46,9	46,9	100
Totaux pour la division 11 :	nd	47,0	46,9	46,9	100

DIVISION 50 - FORCES ARMEES

16.50.0 - Subsistance	nd	60.963,2	60.897,2	56.758,2	93
	aa	327,2	327,2	232,4	71
	ce	317,0	317,0		
	co	329,0		328,6	100

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

Fonds 16-1	Engagement		Ordonnement	
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1993	331,6	329,3	687,7	686,9
recettes	841,5	1.167,6	841,5	1.167,6
disponible	1.173,1	1.496,9	1.529,2	1.854,5
dépenses	1.005,0	832,6	999,8	767,2
solde au 31.12.1993	168,1	664,3	529,4	1.087,3

16.50.1 - Entraînement	nd	9.742,4	9.436,3	4.435,3	46
	aa	128,9	128,9	15,6	12
	ce	1.304,7	1.091,2		
	co	946,5		928,5	98

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(126)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

16.50.2 - Renouvellement de l'équipement et de l'infra- structure	cnd	2.839,8	2.825,7	671,1	24
	aa	90,6	90,6	58,8	65
	ce	14.928,4	14.606,2		
	co	10.611,1		10.544,1	95

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 16-2	I			I
I		I budget I réalisation	I	budget I réalisation	I
I		I			I
I solde au 1.1.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I recettes	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I disponible	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I dépenses	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I solde au 31.12.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

16.50.3 - Restructuration des forces armées	ce	469,1	403,4		
	co	86,5		86,5	100

16.50.4 - Obligations internationales	cnd	1.118,2	1.074,5	967,4	87
	ce	1.961,0	1.960,7		
	co	1.994,6		1.988,3	100

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 16-3	I			I
I		I budget I réalisation	I	budget I réalisation	I
I		I			I
I solde au 1.1.1993	I	892,4 I	2,2 I	892,4 I	2,2 I
I recettes	I	300,0 I	300,0 I	300,0 I	300,0 I
I disponible	I	1.192,4 I	302,2 I	1.192,4 I	302,2 I
I dépenses	I	245,0 I	133,0 I	50,0 I	24,7 I
I solde au 31.12.1993	I	947,4 I	169,2 I	1.142,4 I	277,5 I

Totaux pour la division 50 :	cnd	74.663,6	74.233,7	62.832,0	84
	aa	546,7	546,7	306,8	56
	ce	18.980,2	18.378,5		
	co	13.967,7		13.876,0	99
	fen	1.250,0	965,6		
	fon	1.049,8		791,9	75

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

DIVISION 60 - ADMINISTRATION GENERALE CIVILE

16.60.0 - Subsistance	cnd	5.153,5	5.153,5	5.138,2	100
16.60.1 - Indemnités	cnd	128,1	128,1	126,6	99
Totaux pour la division 60 :	cnd	5.281,6	5.281,6	5.264,8	100

DIVISION 70 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE

16.70.4 - Enseignement, formation et activités éducatives	cnd	925,9	925,2	848,4	92
Fonds : fonds pour prestations contre paiement					

I	I	I	I	I	I
I	Fonds 16-4	Engagement		Ordonnancement	
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I					
I	solde au 1.1.1993	2,0 I	2,0 I	2,0 I	2,0 I
I	recettes	4,0 I	2,8 I	4,0 I	2,8 I
I	disponible	6,0 I	4,8 I	6,0 I	4,8 I
I					
I	dépenses	4,0 I	2,6 I	4,0 I	2,6 I
I					
I	solde au 31.12.1993	2,0 I	2,2 I	2,0 I	2,2 I

16.70.5 - Recherche scientifique	cnd	49,7	49,7	38,6	78
	aa	0,3	0,3	0,3	100
Totaux pour la division 70 :	cnd	975,6	974,9	887,0	91
	aa	0,3	0,3	0,3	100
	fen	4,0	2,6		
	fon	4,0		2,6	65

DIVISION 80 - COOPERATION TECHNIQUE MILITAIRE

16.80.0 - Subsistance	cnd	196,0	196,0	90,4	46
	aa	0,6	0,6	0,6	100
Totaux pour la division 80 :	cnd	196,0	196,0	90,4	46
	aa	0,6	0,6	0,6	100

DIVISION 90 - INSTITUTIONS D'INTERET PUBLIC ET ORGANISMES
SUBVENTIONNES

16.90.1 - Appui cartographique	cnd	59,2	59,2	59,2	100
16.90.3 - Aide sociale	cnd	181,9	181,7	181,7	100

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(128)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
16.90.4 - Reconnaissance nationale	cnd	9,8	9,7	9,0	92
16.90.5 - Indemnisation de sociétés de transport	cnd	118,0	117,7	44,2	37
Totaux pour la division 90 :	cnd	368,9	368,3	294,1	80
TOTAL 16 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	cnd	81.579,6	81.148,3	69.461,5	85
	aa	548,2	548,2	308,3	56
	ce	18.980,2	18.378,5		
	co	13.967,7		13.876,0	99
	fen	1.254,0	968,2		
	fon	1.053,8		794,5	75

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 17 - GENDARMERIE

DIVISION 50 - GENDARMERIE

17.50.0 - Subsistance	cnd	23.445,4	23.444,1	22.472,9	96
	aa	35,7	35,7	34,9	98
	ce	880,0	877,5		
	co	822,8		822,8	100

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnement		
I	I	I	I	I	I
Fonds 17-1	budget	réalisation	budget	réalisation	
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 1,4	I 1,4	I 2,0	I 2,0	I
I recettes	I 0,8	I 3,7	I 0,8	I 3,7	I
I disponible	I 2,2	I 5,1	I 2,8	I 5,7	I
I dépenses	I 1,3	I 1,3	I 1,3	I 0,8	I
I solde au 31.12.1993	I 0,9	I 3,8	I 1,5	I 4,9	I

17.50.1 - Défense nationale	co	8,0		4,2	53
17.50.2 - Justice	cnd	232,6	232,6	168,7	73
	aa	0,3	0,3	0,2	67
17.50.3 - Intérieur	cnd	317,9	311,8	213,3	67
	aa	21,3	21,3	13,6	64
	ce	70,5	13,7		
	co	35,0		25,5	73
17.50.4 - Recherche scientifique	cnd	5,7	5,7	3,4	60
Totaux pour la division 50 :	cnd	24.001,6	23.994,2	22.858,3	95
	aa	57,3	57,3	48,7	85
	ce	950,5	891,2		
	co	865,8		852,5	98
	fen	1,3	1,3		
	fon	1,3		0,8	62

- 1423/1 - 93/94

(130)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)				
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAL 17 GENDARMERIE	cnd 24.001,6	23.994,2	22.858,3	95
	aa 57,3	57,3	48,7	85
	ce 950,5	891,2		
	co 865,8		852,5	98
	fen 1,3	1,3		
	fon 1,3		0,8	62

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 18 - MINISTERE DES FINANCES					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES FINANCES					
18.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	53,5	53,4	49,5	93
	aa	4,3	4,3	4,2	98
Totaux pour la division 01 :	cnd	53,5	53,4	49,5	93
	aa	4,3	4,3	4,2	98
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DU BUDGET					
18.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	56,0	56,1	45,2	81
	aa	16,3	16,3	16,2	99
Totaux pour la division 03 :	cnd	56,0	56,1	45,2	81
	aa	16,3	16,3	16,2	99
DIVISION 04 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE					
18.04.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	20,8	14,6	8,7	42
Totaux pour la division 04 :	cnd	20,8	14,6	8,7	42
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
18.40.0 - Subsistance	cnd	2.366,1	2.324,5	2.000,7	85
	aa	34,2	32,2	32,1	94
18.40.1 - Etudes et documentation	cnd	17,4	17,4	14,7	84
18.40.2 - Programme social	cnd	141,5	140,9	133,1	94
18.40.3 - Programme de formation	cnd	82,1	49,9	27,5	33
Totaux pour la division 40 :	cnd	2.607,1	2.532,7	2.176,0	83
	aa	34,2	32,2	32,1	94
DIVISION 50 - ADMINISTRATION GENERALE DES IMPOTS					
18.50.1 - Services polyvalents et intégrés	cnd	705,0	691,0	644,9	91
	aa	0,1	0,1	0,1	100

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(132)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
18.50.2 - Contributions directes	cnd	16.536,5	16.461,4	15.597,8	94
	aa	20,3	20,1	20,1	99
18.50.3 - Cadastre	cnd	3.851,0	3.810,9	3.624,6	94
	aa	0,3	0,3	0,3	100
18.50.4 - Douanes et Accises	cnd	7.853,7	7.832,3	7.377,9	94
	aa	2,0	2,0	2,0	100
18.50.5 - T.V.A., Enregistrement et Domaines	cnd	10.101,6	9.875,5	9.313,8	92
	aa	129,2	129,2	4,0	3
	ce	25,1	6,3		
	co	25,1		0,0	0
Totaux pour la division 50 :	cnd	39.047,8	38.671,1	36.559,0	94
	aa	151,9	151,7	26,5	17
	ce	25,1	6,3		
	co	25,1		0,0	0
DIVISION 60 - ADMINISTRATION DU BUDGET ET DU CONTROLE DES DEPENSES					
18.60.0 - Subsistance	cnd	271,8	264,7	243,4	90
	aa	0,1	0,1	0,1	100
18.60.1 - Crédits provisionnels inter- départementaux	cnd	2.308,8	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 60 :	cnd	2.580,6	264,7	243,4	9
	aa	0,1	0,1	0,1	100
DIVISION 61 - ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE					
18.61.0 - Subsistance	cnd	2.068,3	1.999,7	1.824,8	88
	aa	0,1	0,1	0,1	100
	co	5,0		0,0	0
18.61.1 - Relations financières internationales	cnd	20.117,3	20.041,8	19.869,1	99
18.61.2 - Promotion de l'exportation	cnd	1.127,0	975,0	950,0	84
18.61.3 - Aide au développement	cnd	1.790,0	1.790,0	1.136,5	63
18.61.4 - Soutien économique	cnd	3.838,7	3.766,3	3.513,1	92
Totaux pour la division 61 :	cnd	28.941,3	28.572,8	27.293,5	94
	aa	0,1	0,1	0,1	100
	co	5,0		0,0	0

(133)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
DIVISION 62 - ADMINISTRATION DES PENSIONS					
18.62.0 - Subsistance	cnd	644,3	621,3	571,7	89
	aa	0,5	0,5	0,5	100
	ce	30,5	30,5		
	co	10,0		5,0	50
Totaux pour la division 62 :	cnd	644,3	621,3	571,7	89
	aa	0,5	0,5	0,5	100
	ce	30,5	30,5		
	co	10,0		5,0	50
TOTAL 18 MINISTERE DES FINANCES					
	cnd	73.951,4	70.786,7	66.947,0	91
	aa	207,4	205,2	79,7	38
	ce	55,6	36,8		
	co	40,1		5,0	12

- 1423/1 - 93/94

(134)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 21 - PENSIONS

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DES PENSIONS (FINANCES)

21.51.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	121.196,9	120.176,9	120.176,7	99
Fonds : pensions de survie					

I	I	I	I	I
Fonds 21-1	Engagement	Ordonnement		
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1993	2.687,2 I	2.687,5 I	2.796,0 I	2.796,3 I
recettes	33.918,8 I	33.467,4 I	33.918,8 I	33.467,4 I
disponible	36.606,0 I	36.154,9 I	36.714,8 I	36.263,7 I
dépenses	36.575,2 I	35.442,6 I	36.684,0 I	35.472,5 I
solde au 31.12.1993	30,8 I	712,3 I	30,8 I	791,2 I

21.51.2 - Indemnités et prestations assimilées	cnd	14.329,4	14.264,5	14.260,3	100
--	-----	----------	----------	----------	-----

21.51.3 - Allocations familiales	cnd	35,8	35,8	35,8	100
----------------------------------	-----	------	------	------	-----

21.51.5 - Pensions et prestations assimilées du personnel des organismes d'intérêt public
Fonds : pensions de retraite du personnel des organismes d'intérêt public

I	I	I	I	I
Fonds 21-2	Engagement	Ordonnement		
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1993	-959,4 I	-959,7 I	-959,4 I	-959,7 I
recettes	5.440,7 I	4.950,2 I	5.440,7 I	4.950,2 I
disponible	4.481,3 I	3.990,5 I	4.481,3 I	3.990,5 I
dépenses	4.661,0 I	4.655,8 I	4.661,0 I	4.655,8 I
solde au 31.12.1993	-179,7 I	-665,3 I	-179,7 I	-665,3 I

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaux pour la division 51 :	cnd	135.562,1	134.477,2	134.472,8	99
	fen	41.236,2	40.098,4		
	fon	41.345,0		40.128,3	97
DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE (PREVOYANCE SOCIALE)					
21.52.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	48.868,5	48.868,5	48.176,3	99
	aa	1,3	1,3	1,2	92
21.52.3 - Allocations familiales	cnd	1.444,9	1.444,9	1.429,0	99
21.52.5 - Sécurité d'existence	cnd	10.068,7	10.068,7	9.969,0	99
	aa	44,1	44,1	44,1	100
Totaux pour la division 52 :	cnd	60.382,1	60.382,1	59.574,3	99
	aa	45,4	45,4	45,3	100
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DES VICTIMES DE LA GUERRE (SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT)					
21.54.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	2.603,7	2.548,2	2.548,2	98
21.54.2 - Indemnités et prestations assimilées	cnd	62,7	60,4	60,4	96
	aa	0,6	0,0	0,0	0
21.54.3 - Allocations familiales	cnd	11,3	11,3	5,7	50
Totaux pour la division 54 :	cnd	2.677,7	2.619,9	2.614,3	98
	aa	0,6	0,0	0,0	0
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES (CLASSES MOYENNES)					
21.55.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	22.619,2	22.619,2	22.574,2	100
	aa	8,4	8,3	8,3	99
Totaux pour la division 55 :	cnd	22.619,2	22.619,2	22.574,2	100
	aa	8,4	8,3	8,3	99
DIVISION 56 - AUTRES MINISTERES (AIDE SOCIALE AUX AGENTS PENSIONNES DE TOUS LES MINISTERES)					
21.56.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	30,1	20,6	12,3	41
	aa	1,7	1,7	1,7	100
Totaux pour la division 56 :	cnd	30,1	20,6	12,3	41
	aa	1,7	1,7	1,7	100

- 1423/1 - 93/94

(136)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)				
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAL 21 PENSIONS	cnd 221.271,2	220.119,0	219.247,9	99
	aa 56,1	55,4	55,3	99
	fen 41.236,2	40.098,4		
	fon 41.345,0		40.128,3	97

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
SECTION 22 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES					
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DES CLASSES MOYENNES					
22.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	12,6	12,5	12,5	99
Totaux pour la division 03 :	aa	12,6	12,5	12,5	99
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES					
22.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	1,2	1,2	1,2	100
Totaux pour la division 11 :	aa	1,2	1,2	1,2	100
DIVISION 40 - SECRETIARIAT GENERAL ET ADMINISTRATION DES SERVICES GENERAUX					
22.40.0 - Subsistance	cnd	224,8	221,9	202,4	90
Totaux pour la division 40 :	cnd	224,8	221,9	202,4	90
DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION					
22.52.0 - Subsistance	cnd	204,4	197,4	196,2	96
	co	35,4		34,6	98
Totaux pour la division 52 :	cnd	204,4	197,4	196,2	96
	co	35,4		34,6	98
DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES					
22.53.0 - Subsistance	cnd	101,7	97,3	96,3	95
22.53.1 - Pensions	cnd	920,0	920,0	920,0	100
22.53.2 - Allocations familiales	cnd	4.983,1	4.983,1	4.983,1	100
22.53.3 - Maladie - invalidité	cnd	2,2	1,4	0,9	41
Totaux pour la division 53 :	cnd	6.007,0	6.001,8	6.000,3	100

- 1423/1 - 93/94

(138)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE L'EXPANSION ECONOMIQUE					
22.54.0 - Subsistance	cnd 13,2	12,4	12,4	94	
22.54.1 - Charges du passé : aide aux entreprises	cnd 26,5	26,5	21,1	80	
	co 8,0		5,2	65	
Totaux pour la division 54 :	cnd 39,7	38,9	33,5	84	
	co 8,0		5,2	65	
TOTAL 22 MINISTERE DES CLASSES MOYENNES	cnd 6.475,9	6.460,0	6.432,4	99	
	aa 13,8	13,7	13,7	99	
	co 43,4		39,8	92	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions : Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 23 - MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL					
23.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	66,0	65,9	49,5	75
Totaux pour la division 01 :	cnd	66,0	65,9	49,5	75
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES ADMINISTRATIFS GENERAUX					
23.40.0 - Subsistance	cnd	642,2	642,1	521,5	81
	aa	5,0	5,0	3,8	76
	co	10,0		9,9	99
23.40.1 - Collaboration internationale	cnd	113,9	106,1	70,3	62
23.40.2 - Etudes	cnd	1,1	1,1	0,6	55
23.40.5 - Egalité de chances entre travailleurs féminins et masculins	cnd	106,7	105,5	12,5	12
	aa	1,5	1,5	1,3	87
23.40.6 - Service médical de l'Etat	cnd	0,2	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 40 :	cnd	864,1	854,8	604,9	70
	aa	6,5	6,5	5,1	78
	co	10,0		9,9	99
DIVISION 51 - SERVICE DES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL					
23.51.0 - Subsistance	cnd	148,2	146,8	141,3	95
23.51.1 - Concertation et conciliation sociales	cnd	83,8	83,8	83,8	100
Totaux pour la division 51 :	cnd	232,0	230,6	225,1	97
DIVISION 52 - COMMISSARIAT GENERAL A LA PROMOTION DU TRAVAIL					
23.52.0 - Subsistance	cnd	26,3	25,0	24,3	92
23.52.1 - Actions en faveur de la promotion sociale, morale et intellectuelle des travailleurs	cnd	118,2	111,6	102,3	87
	aa	0,4	0,4	0,2	50

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(140)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaux pour la division 52 :	cnd aa	144,5 0,4	136,6 0,4	126,6 0,2	88 50
DIVISION 53 - SERVICE D'ETUDES					
23.53.0 - Subsistance	cnd	47,2	45,7	44,7	95
Totaux pour la division 53 :	cnd	47,2	45,7	44,7	95
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE LA SECURITE DU TRAVAIL					
23.54.0 - Subsistance	cnd	312,0	310,1	299,8	96
23.54.1 - Contrôle, réglementation et encouragement de la sécurité du travail	cnd	0,9	0,7	0,7	78
23.54.2 - Sécurité technique des installations nucléaires					
Fonds : sécurité technique des installations nucléaires					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 23-1	I			I
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I					
I	solde au 1.1.1993	I 289,9 I	289,9 I	I 573,8 I	573,8 I
I	recettes	I 86,0 I	137,4 I	I 86,0 I	137,4 I
I	disponible	I 375,9 I	427,3 I	I 659,8 I	711,2 I
I					
I	dépenses	I 87,2 I	52,2 I	I 153,0 I	49,4 I
I					
I	solde au 31.12.1993	I 288,7 I	375,1 I	I 506,8 I	661,8 I

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

23.54.3 - Fonds pour la sécurité technique des entreprises
visées par la loi du 21 janvier 1987 en matière
d'accidents graves dans des activités industrielles
déterminées (entreprises SEVESO)
Fonds : fonds pour la prévention des accidents
majeurs

I	I	Engagement		Ordonnancement		I
		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	
I	Fonds 23-5	I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I	solde au 1.1.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	recettes	I	60,0 I	60,0 I	60,0 I	60,0 I
I	disponible	I	60,0 I	60,0 I	60,0 I	60,0 I
I	dépenses	I	30,0 I	19,9 I	30,0 I	0,0 I
I	solde au 31.12.1993	I	30,0 I	40,1 I	30,0 I	60,0 I

Totaux pour la division 54 :	cnd	312,9	310,8	300,5	96
	fen	117,2	72,1		
	fon	183,0		49,4	27

DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE L'HYGIENE ET DE LA MEDECINE
DU TRAVAIL

23.55.0 - Subsistance	cnd	168,8	165,3	153,9	91
-----------------------	-----	-------	-------	-------	----

23.55.1 - Réglementation et contrôle - Encouragement de l'hygiène des lieux de travail et de la santé des travailleurs	cnd	0,2	0,1	0,0	0
--	-----	-----	-----	-----	---

Totaux pour la division 55 :	cnd	169,0	165,4	153,9	91
------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE L'EMPLOI

23.56.0 - Subsistance	cnd	140,5	138,5	133,4	95
-----------------------	-----	-------	-------	-------	----

(142)

(en millions de francs)

Fonds 23-2	Engagement		Ordonnancement	
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1993	67,9	67,9	190,0	190,3
recettes	800,0	734,1	800,0	734,1
disponible	867,9	802,0	990,0	924,4
dépenses	867,9	627,7	990,0	749,4
solde au 31.12.1993	0,0	174,3	0,0	175,0

Fonds : fonds pour l'emploi

Fonds 23-3	Engagement		Ordonnancement	
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1993	1.380,7	1.380,7	2.715,7	2.715,7
recettes	2.336,0	1.538,2	2.336,0	1.538,2
disponible	3.716,7	2.918,9	5.051,7	4.253,9
dépenses	3.616,5	1.858,1	3.654,0	1.927,1
solde au 31.12.1993	100,2	1.060,8	1.397,7	2.326,8

23.56.8 - Interventions financières en faveur des Régions	cnd	12.597,4	12.597,4	12.597,4	100
---	-----	----------	----------	----------	-----

(143)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

23.56.9 - Fonds social européen

Fonds : fonds social européen belge

I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I
I	budget	I réalisation	budget	I réalisation
I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 179,2 I	103,0 I	259,2 I	182,0 I
I recettes	I 405,0 I	384,2 I	405,0 I	384,2 I
I disponible	I 584,2 I	487,2 I	664,2 I	566,2 I
I dépenses	I 470,0 I	265,6 I	484,8 I	336,6 I
I solde au 31.12.1993	I 114,2 I	221,6 I	179,4 I	229,6 I

Totaux pour la division 56 :	cnd	31.116,0	31.108,0	31.030,7	100
	aa	8,3	8,3	7,9	95
	fen	4.954,4	2.751,4		
	fon	5.128,8		3.013,1	59

DIVISION 57 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

23.57.0 - Subsistance	cnd	441,2	435,4	421,2	95
-----------------------	-----	-------	-------	-------	----

Totaux pour la division 57 :	cnd	441,2	435,4	421,2	95
------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

DIVISION 58 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE

23.58.5 - Etudes	cnd	9,2	9,2	0,0	0
------------------	-----	-----	-----	-----	---

Totaux pour la division 58 :	cnd	9,2	9,2	0,0	0
------------------------------	-----	-----	-----	-----	---

TOTAL 23 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	cnd	33.402,1	33.362,4	32.957,1	99
	aa	15,2	15,2	13,2	87
	co	10,0		9,9	99
	fen	5.071,6	2.823,5		
	fon	5.311,8		3.062,5	58

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(144)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECT ON 24 - MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES					
24.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	68,0	67,9	54,8	81
	aa	3,6	3,6	3,5	97
Totaux pour la division 01 :	cnd	68,0	67,9	54,8	81
	aa	3,6	3,6	3,5	97
DIVISION 02 - CABINET DU MINISTRE DES PENSIONS					
24.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	87,6	87,5	67,9	78
	aa	2,9	2,9	2,9	100
Totaux pour la division 02 :	cnd	87,6	87,5	67,9	78
	aa	2,9	2,9	2,9	100
DIVISION 12 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT AUX PENSIONS					
24.12.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
Totaux pour la division 12 :	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES ADMINISTRATIFS, DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET PROGRAMMATION SOCIALE					
24.40.0 - Subsistance	cnd	670,1	643,7	469,1	70
	aa	39,7	39,6	39,4	99
	co	20,8		20,5	99
Totaux pour la division 40 :	cnd	670,1	643,7	469,1	70
	aa	39,7	39,6	39,4	99
	co	20,8		20,5	99
DIVISION 51 - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE					
24.51.0 - Subsistance	cnd	351,8	322,5	303,6	86

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement																																																												
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)																																																												
24.51.1 - Maladie	cnd	131.205,5	131.205,5	129.182,5	98																																																												
	aa	164,8	164,8	164,8	100																																																												
24.51.2 - Invalidité	cnd	18.410,4	18.410,4	18.410,4	100																																																												
	aa	7,7	7,7	4,7	61																																																												
24.51.4 - Accidents du travail et maladies professionnelles	cnd	1,2	1,2	0,5	42																																																												
Fonds : financement du contrôle des assureurs-loi																																																																	
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 24-1</td><td>I</td><td>Engagement</td><td>I</td><td>Ordonnancement</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>budget</td><td>I</td><td>réalisation</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>réalisation</td><td>I</td><td>budget</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>réalisation</td></tr> <tr> <td>I</td><td>solde au 1.1.1993</td><td>I</td><td>28,8 I</td><td>-4,8 I</td><td>47,7 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>recettes</td><td>I</td><td>37,0 I</td><td>39,4 I</td><td>37,0 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>disponible</td><td>I</td><td>65,8 I</td><td>34,6 I</td><td>84,7 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>dépenses</td><td>I</td><td>20,3 I</td><td>7,0 I</td><td>20,3 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>solde au 31.12.1993</td><td>I</td><td>45,5 I</td><td>27,6 I</td><td>64,4 I</td></tr> </table>						I	I	I	I	I	I	I	Fonds 24-1	I	Engagement	I	Ordonnancement	I		I	budget	I	réalisation	I		I	réalisation	I	budget	I		I		I	réalisation	I	solde au 1.1.1993	I	28,8 I	-4,8 I	47,7 I	I	recettes	I	37,0 I	39,4 I	37,0 I	I	disponible	I	65,8 I	34,6 I	84,7 I	I	dépenses	I	20,3 I	7,0 I	20,3 I	I	solde au 31.12.1993	I	45,5 I	27,6 I	64,4 I
I	I	I	I	I	I																																																												
I	Fonds 24-1	I	Engagement	I	Ordonnancement																																																												
I		I	budget	I	réalisation																																																												
I		I	réalisation	I	budget																																																												
I		I		I	réalisation																																																												
I	solde au 1.1.1993	I	28,8 I	-4,8 I	47,7 I																																																												
I	recettes	I	37,0 I	39,4 I	37,0 I																																																												
I	disponible	I	65,8 I	34,6 I	84,7 I																																																												
I	dépenses	I	20,3 I	7,0 I	20,3 I																																																												
I	solde au 31.12.1993	I	45,5 I	27,6 I	64,4 I																																																												
24.51.5 - Perception de cotisations sociales	cnd	3.862,9	3.862,9	3.862,9	100																																																												
24.51.6 - Sécurité sociale d'outre-mer	cnd	2.546,0	2.546,0	2.546,0	100																																																												
24.51.8 - Encouragement de l'épargne prénuptiale	aa	47,1	47,1	47,0	100																																																												
Totaux pour la division 51 :	cnd	156.377,8	156.348,5	154.305,9	99																																																												
	aa	219,6	219,6	216,5	99																																																												
	fen	20,3	7,0																																																														
	fon	20,3		17,0	84																																																												
DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DES ALLOCATIONS AUX HANDICAPES																																																																	
24.52.0 - Subsistance	cnd	418,7	398,2	375,3	90																																																												
	aa	19,8	19,8	19,7	99																																																												
24.52.2 - Examens médicaux de handicapés	cnd	56,3	56,3	35,8	64																																																												
24.52.3 - Paiements des allocations aux handicapés	cnd	32.587,0	32.587,0	32.060,9	98																																																												
24.52.4 - Réglementation en matière d'allocations familiales et tutelle des caisses d'allocations familiales	cnd	18,6	18,6	10,9	59																																																												

- 1423/1 - 93/94

(146)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

Totaux pour la division 52 :	cnd	33.080,6	33.060,1	32.482,9	98
	aa	19,8	19,8	19,7	99
DIVISION 53 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
24.53.5 - Recherche scientifique	cnd	11,0	11,0	0,1	1
Totaux pour la division 53 :	cnd	11,0	11,0	0,1	1
TOTAL 24 MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE					
	cnd	190.295,1	190.218,8	187.380,8	98
	aa	285,6	285,5	282,0	99
	co	20,8		20,5	99
	fen	20,3	7,0		
	fon	20,3		17,0	84

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 25 - MINISTERE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT					
25.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	66,7	66,6	46,1	69
	aa	2,5	2,5	2,3	92
Totaux pour la division 01 :	cnd	66,7	66,6	46,1	69
	aa	2,5	2,5	2,3	92
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SANTE PUBLIQUE ET A LA POLITIQUE DES HANDICAPES					
25.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	7,4	7,4	5,8	78
Totaux pour la division 11 :	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	7,4	7,4	5,8	78
DIVISION 12 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT ET A L'EMANCIPATION SOCIALE					
25.12.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
	aa	7,2	7,2	0,8	11
Totaux pour la division 12 :	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
	aa	7,2	7,2	0,8	11
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET ADMINISTRATION DES SERVICES GENERAUX					
25.40.0 - Subsistance	cnd	641,7	633,1	563,4	88
	aa	6,2	5,6	0,0	0
25.40.1 - Relations internationales en matière de recherche, de formation et participation à des organismes internationaux	cnd	167,9	151,0	145,7	87

- 1423/1 - 93/94

(148)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

Totaux pour la division 40 :	cnd	809,6	784,1	709,1	88
	aa	6,2	5,6	0,0	0

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE L'HYGIENE PUBLIQUE

25.51.0 - Subsistance	cnd	164,1	163,8	155,1	95
25.51.1 - Gestion du secours d'urgence	cnd	281,9	272,3	66,5	24
	aa	12,2	11,8	9,7	80
	ce	8,0	3,5		
	co	3,2		0,1	3
25.51.2 - Prophylaxie et éducation	cnd	21,7	21,7	13,9	64
	co	12,3		9,1	74
25.51.3 - Inspection des denrées alimentaires	cnd	128,0	118,9	105,8	83
	aa	0,4	0,1	0,1	25
25.51.4 - Surveillance commercialisation médicaments	cnd	19,3	13,5	6,6	34
Fonds : dépenses résultant de l'application de la loi sur les médicaments					

I	I	Engagement		Ordonnancement		I
		budget	I réalisation	budget	I réalisation	
I	Fonds 25-1					I
I						I
I						I
I						I
I	solde au 1.1.1993	30,0	32,7	71,5	74,1	I
I	recettes	190,0	151,0	190,0	151,0	I
I	disponible	220,0	183,7	261,5	225,1	I
I						I
I	dépenses	163,0	146,4	161,9	121,9	I
I						I
I	solde au 31.12.1993	57,0	37,3	99,6	103,2	I

25.51.8 - Conseil supérieur de l'hygiène	cnd	10,0	8,0	1,4	14
Totaux pour la division 51 :	cnd	625,0	598,2	349,3	56
	aa	12,6	11,9	9,8	78
	ce	8,0	3,5		
	co	15,5		9,2	59
	fen	163,0	146,4		
	fon	161,9		121,9	75

DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE LA MEDECINE SOCIALE

25.52.0 - Subsistance	cnd	262,0	259,8	258,7	99
-----------------------	-----	-------	-------	-------	----

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

25.52.1 - Gestion médicale du personnel des services publics	cnd	268,9	268,8	244,0	91
	aa	2,3	2,3	2,3	100
25.52.2 - Expertises médicales	cnd	22,6	22,6	6,2	27
25.52.4 - Stockage et distribution du sang	ce	5,0	5,0		
	co	5,0		5,0	100
25.52.6 - Prévention médico-sociale	cnd	40,5	32,2	3,1	8
	aa	3,2	3,1	3,1	97
25.52.7 - Croix-Rouge					
Fonds : Croix-Rouge de Belgique					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 25-2	I			I
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I					
I	solde au 1.1.1993	I 61,0	I 61,0	I 83,1	I 83,1
I	recettes	I 170,0	I 152,8	I 170,0	I 152,8
I	disponible	I 231,0	I 213,8	I 253,1	I 235,9
I					
I	dépenses	I 170,0	I 166,7	I 170,0	I 162,0
I					
I	solde au 31.12.1993	I 61,0	I 47,1	I 83,1	I 73,9

Totaux pour la division 52 :	cnd	594,0	583,4	512,0	86
	aa	5,5	5,4	5,4	98
	ce	5,0	5,0		
	co	5,0		5,0	100
	fen	170,0	166,7		
	fon	170,0		162,0	95

DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS
DE SOINS

25.53.0 - Subsistance	cnd	134,2	132,5	115,2	86
25.53.1 - Hospitalisations	cnd	30.854,8	30.165,3	30.083,0	97
	ce	8,0	6,2		
	co	4,0		0,7	18
25.53.3 - Organisation art de guérir	cnd	6,1	3,9	0,0	0
Totaux pour la division 53 :	cnd	30.995,1	30.301,7	30.198,2	97
	ce	8,0	6,2		
	co	4,0		0,7	18

(150)

(en millions de francs)

I	Fonds 25-3	I Engagement		I Ordonnancement		I
		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	
I	solde au 1.1.1993	I 39,4	I 39,8	I 361,3	I 361,3	I
I	recettes	I 149,0	I 137,4	I 149,0	I 137,4	I
I	disponible	I 188,4	I 177,2	I 510,3	I 498,7	I
I	dépenses	I 140,2	I 123,8	I 212,2	I 90,6	I
I	solde au 31.12.1993	I 48,2	I 53,4	I 298,1	I 408,1	I

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaux pour la division 57 :	cnd	221,1	197,3	41,9	19
	aa	1,0	0,9	0,9	90
	ce	10,0	6,6		
	co	147,1		28,6	19
	fen	140,2	123,8		
	fon	212,2		90,6	43
DIVISION 58 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
25.58.1 - Research-Development national	cnd	189,0	185,2	9,3	5
	aa	0,2	0,2	0,2	100
25.58.2 - Research-Development international	cnd	28,3	28,3	28,2	100
25.58.3 - Institution scientifique (I.H.E.)	cnd	354,4	353,2	321,4	91
	ce	15,0	13,3		
	co	10,8		2,4	22
25.58.5 - Politique de la Mer du Nord	cnd	175,4	153,8	78,6	45
	aa	1,9	1,9	0,5	26
Totaux pour la division 58 :	cnd	747,1	720,5	437,5	59
	aa	2,1	2,1	0,7	33
	ce	15,0	13,3		
	co	10,8		2,4	22
DIVISION 59 - CHARGES DU PASSE					
25.59.1 - Fonds de construction des hôpitaux -flats	cnd	2.096,0	2.064,9	2.008,3	96
25.59.2 - Institut Pasteur	cnd	24,4	23,3	22,9	94
25.59.3 - Charges du passé	cnd	2.022,7	1.959,4	1.957,2	97
	ce	186,4	166,0		
	co	660,4		497,8	75
Totaux pour la division 59 :	cnd	4.143,1	4.047,6	3.988,4	96
	ce	186,4	166,0		
	co	660,4		497,8	75
TOTAL 25 MINISTERE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT					
	cnd	52.739,0	51.822,0	49.255,5	93
	aa	349,9	262,9	26,2	7
	ce	232,4	200,6		
	co	844,1		544,8	65
	fen	473,2	436,9		
	fon	544,1		374,5	69

- 1423/1 - 93/94

(152)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
--	-------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--

SECTION 31 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES ET DE L'AGRICULTURE

31.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	80,5	67,6	53,4	66
	aa	5,4	5,4	5,4	100
Totaux pour la division 01 :	cnd	80,5	67,6	53,4	66
	aa	5,4	5,4	5,4	100

DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET ADMINISTRATION
DES SERVICES GENERAUX

31.40.0 - Subsistance	cnd	280,3	277,8	220,0	78
	co	3,6		0,0	0
31.40.1 - Etudes et documentation	cnd	63,8	63,6	61,8	97
Totaux pour la division 40 :	cnd	344,1	341,4	281,8	82
	co	3,6		0,0	0

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE L'AGRICULTURE ET
DE L'HORTICULTURE

31.51.0 - Subsistance	cnd	430,3	423,7	388,2	90
31.51.1 - Promotion de la qualité et du revenu	cnd	58,7	56,8	30,0	51

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

31.51.2 - Actions du fonds pour la production et
la protection des végétaux et des
produits végétaux

Fonds . fonds pour la production et la
protection des végétaux et des produits
végétaux

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 31-4	I	I	I	I
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	I	I	I	I	I
I	solde au 1.1.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	recettes	I	104,3 I	7,9 I	104,3 I
I	disponible	I	104,3 I	7,9 I	104,3 I
I	dépenses	I	102,3 I	2,5 I	102,3 I
I	solde au 31.12.1993	I	2,0 I	5,4 I	2,0 I

Totaux pour la division 51 :	cnd	524,1	515,6	445,3	85
	fen	102,3	2,5		
	fon	102,3		2,5	2

DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE L'ELEVAGE ET DU SERVICE
VETERINAIRE

31.52.0 - Subsistance	cnd	308,5	296,5	252,4	82
	aa	0,1	0,1	0,1	100
	ce	18,0	3,6		
	co	18,0		14,7	82
31.52.1 - Amélioration des espèces animales	cnd	242,3	242,3	214,5	89
	ce	4,7	4,5		
	co	4,7		4,6	98
31.52.2 - Lutte contre les maladies des animaux	cnd	178,3	178,0	118,9	67
	aa	1,9	1,9	1,5	79
31.52.3 - Missions de contrôle	cnd	33,6	32,1	5,1	15
	aa	0,4	0,3	0,0	0

- 1423/1 - 93/94

(154)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

31.52.4 - Actions du Fonds de la santé et de la production des animaux	cnd	575,1	575,0	313,7	55
Fonds : fonds de la santé et de la production des animaux	aa	6,9	6,9	2,5	36

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement		
I	I	I	I	I	I
I	budget	I réalisation	budget	I réalisation	I
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 424,7 I	I 321,0 I	I 491,6 I	I 387,9 I	I
I recettes	I 1.429,7 I	I 1.017,5 I	I 1.429,7 I	I 1.017,5 I	I
I disponible	I 1.854,4 I	I 1.338,5 I	I 1.921,3 I	I 1.405,4 I	I
I dépenses	I 1.584,0 I	I 854,5 I	I 1.584,0 I	I 840,6 I	I
I solde au 31.12.1993	I 270,4 I	I 484,0 I	I 337,3 I	I 564,8 I	I

Totaux pour la division 52 :	cnd	1.337,8	1.323,9	904,6	68
	aa	9,3	9,2	4,1	44
	ce	22,7	8,1		
	co	22,7		19,3	85
	fen	1.584,0	854,5		
	fon	1.584,0		840,6	53

DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES SERVICES ECONOMIQUES

31.53.0 - Subsistance	cnd	493,2	488,6	447,6	91
	aa	0,1	0,0	0,0	0
	co	10,7		10,3	96
31.53.1 - Politique économique agricole	cnd	873,6	842,5	788,0	90
31.53.2 - Promotion de l'écoulement des produits agricoles, horticoles et de la pêche maritime	cnd	613,7	613,7	613,7	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
31.53.3 - Contrôle des matières premières pour l'agriculture Fonds : fonds phytopharmaceutique	cnd 26,1	26,1	20,1	77	
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	I	Fonds 31-2	I		I
I	I	budget	I	réalisation	I
I	I		I	budget	I
I	I		I	réalisation	I
I	I		I		I
I	I	solde au 1.1.1993	I		I
I	I	recettes	I		I
I	I	désaffectation	I		I
I	I	disponible	I		I
I	I		I		I
I	I	dépenses	I		I
I	I		I		I
I	I	solde au 31.12.1993	I		I
31.53.4 - Actions du Fonds agricole et du Fonds d'investissement agricole	cnd 661,3 ce 3.840,0 co 4.476,5	602,9 3.722,6	599,9 4.205,3	91 94	
Fonds : fonds agricole					
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	I	Fonds 31-3	I		I
I	I	budget	I	réalisation	I
I	I		I	budget	I
I	I		I	réalisation	I
I	I		I		I
I	I	solde au 1.1.1993	I		I
I	I	recettes	I		I
I	I	disponible	I		I
I	I		I		I
I	I	dépenses	I		I
I	I		I		I
I	I	solde au 31.12.1993	I		I
Totaux pour la division 53 :	cnd 2.667,9 aa 0,1 ce 3.840,0 co 4.487,2 fen 735,0 fon 743,0	2.573,8 0,0 3.722,6 603,7	2.469,3 0,0 4.215,6 603,9	93 0 94 81	

- 1423/1 - 93/94

(156)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE					
AGRONOMIQUE (POLITIQUE SCIENTIFIQUE)					
31.54.1 - R. & D. dans le cadre national - Problèmes urgents , recherches contractuelles et vulgarisation	cnd	903,7	903,6	873,2	97
31.54.2 - R. & D. dans le cadre international - Réunions d'étude et collaboration internationale	cnd	10,5	10,5	7,9	75
31.54.3 - Dotations aux établissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd	1.274,2	1.271,0	1.133,9	89
	ce	44,3	41,0		
	co	44,3		35,2	79
Totaux pour la division 54 :	cnd	2.188,4	2.185,1	2.015,0	92
	ce	44,3	41,0		
	co	44,3		35,2	79
TOTAL 31 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
	cnd	7.142,8	7.007,4	6.169,4	86
	aa	14,8	14,6	9,5	64
	ce	3.907,0	3.771,7		
	co	4.557,8		4.270,1	94
	fen	2.421,3	1.460,9		
	fon	2.429,3		1.447,0	60

(157)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 32 - MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES					
32.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	7,9	7,9	7,9	100
Totaux pour la division 01 :	aa	7,9	7,9	7,9	100
DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES					
32.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	70,3	68,4	62,6	89
	aa	0,6	0,5	0,5	83
Totaux pour la division 02 :	cnd	70,3	68,4	62,6	89
	aa	0,6	0,5	0,5	83
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ENERGIE					
32.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	3,5	3,5	3,5	100
Totaux pour la division 11 :	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
	aa	3,5	3,5	3,5	100
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
32.40.0 - Subsistance	cnd	13,0	12,7	12,4	95
Totaux pour la division 40 :	cnd	13,0	12,7	12,4	95
DIVISION 41 - DIRECTION GENERALE DES SERVICES GENERAUX					
32.41.0 - Aide logistique (programme de subsistance)	cnd	704,6	694,4	632,9	90
	aa	0,6	0,6	0,5	83
32.41.1 - Aide à tous les départements	cnd	13,3	13,3	13,0	98
32.41.2 - Aide générale aux différentes administrations du Ministère des Affaires Economiques	cnd	186,5	168,8	113,8	61
	ce	0,6	0,6		
	co	0,6		0,6	100

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(158)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)																																																																		
32.41.5 - Subventions à des organismes externes	cnd	70,2	59,2	59,2	84																																																																		
	aa	1,3	1,3	1,3	100																																																																		
Totaux pour la division 41 :	cnd	974,6	935,7	818,9	84																																																																		
	aa	1,9	1,9	1,8	95																																																																		
	ce	0,6	0,6																																																																				
	co	0,6		0,6	100																																																																		
DIVISION 42 - DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DE LA DOCUMENTATION																																																																							
32.42.0 - Subsistance	cnd	203,0	203,0	200,6	99																																																																		
32.42.1 - Traitement de l'information	cnd	25,9	25,9	19,3	75																																																																		
	aa	0,1	0,1	0,0	0																																																																		
	ce	251,8	236,5																																																																				
	co	296,8		276,0	93																																																																		
Fonds : fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du Centre du traitement de l'information																																																																							
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 32-1</td><td>I</td><td>Engagement</td><td>I</td><td>Ordonnancement</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>budget</td><td>I</td><td>réalisation</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>budget</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>réalisation</td></tr> <tr> <td>I</td><td>solde au 1.1.1993</td><td>I</td><td>11,3</td><td>I</td><td>31,1</td></tr> <tr> <td>I</td><td>recettes</td><td>I</td><td>22,0</td><td>I</td><td>20,3</td></tr> <tr> <td>I</td><td>disponible</td><td>I</td><td>33,3</td><td>I</td><td>51,4</td></tr> <tr> <td>I</td><td>dépenses</td><td>I</td><td>27,3</td><td>I</td><td>28,6</td></tr> <tr> <td>I</td><td>solde au 31.12.1993</td><td>I</td><td>6,0</td><td>I</td><td>22,8</td></tr> </table>						I	I	I	I	I	I	I	Fonds 32-1	I	Engagement	I	Ordonnancement	I		I		I		I		I	budget	I	réalisation	I		I		I	budget	I		I		I	réalisation	I	solde au 1.1.1993	I	11,3	I	31,1	I	recettes	I	22,0	I	20,3	I	disponible	I	33,3	I	51,4	I	dépenses	I	27,3	I	28,6	I	solde au 31.12.1993	I	6,0	I	22,8
I	I	I	I	I	I																																																																		
I	Fonds 32-1	I	Engagement	I	Ordonnancement																																																																		
I		I		I																																																																			
I		I	budget	I	réalisation																																																																		
I		I		I	budget																																																																		
I		I		I	réalisation																																																																		
I	solde au 1.1.1993	I	11,3	I	31,1																																																																		
I	recettes	I	22,0	I	20,3																																																																		
I	disponible	I	33,3	I	51,4																																																																		
I	dépenses	I	27,3	I	28,6																																																																		
I	solde au 31.12.1993	I	6,0	I	22,8																																																																		
32.42.2 - Etudes, documentation, bibliothèque, secrétariat	cnd	21,3	21,2	20,6	97																																																																		
32.42.3 - Activités spécifiques	cnd	1,0	0,7	0,5	50																																																																		
	aa	0,1	0,1	0,1	100																																																																		
Totaux pour la division 42 :	cnd	251,2	250,8	241,0	96																																																																		
	aa	0,2	0,2	0,1	50																																																																		
	ce	251,8	236,5																																																																				
	co	296,8		276,0	93																																																																		
	fen	27,3	28,6																																																																				
	fon	27,3		5,0	18																																																																		

(159)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

DIVISION 43 - ORGANISATION PROFESSIONNELLE

32.43.0 - Subsistance	cnd	32,8	32,0	31,6	96
32.43.1 - Subventions de fonctionnement	cnd	157,4	157,0	156,4	99
Totaux pour la division 43 :	cnd	190,2	189,0	188,0	99

DIVISION 50 - AIDE A L'INDUSTRIE

32.50.1 - Charbonnages	cnd	701,4	689,9	651,3	93
32.50.6 - Autres industries	cnd co	55,0 10,7	34,2	28,3 0,6	51 6
32.50.8 - Charges du passé	cnd ce co	1.705,5 0,1 864,6	1.705,5 0,0	1.688,8 822,5	99 95
Totaux pour la division 50 :	cnd ce co	2.461,9 0,1 875,3	2.429,6 0,0	2.368,4 823,1	96 94

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE L'INDUSTRIE

32.51.0 - Subsistance	cnd aa	170,1 0,1	163,7 0,0	159,9 0,0	94 0
32.51.1 - Activités spécifiques	cnd	17,0	15,1	8,2	48
Fonds : fonds pour la couverture des frais d'accréditation et de certification					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 32-2	I		I	I
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I		I	I	I	I
I	solde au 1.1.1993	I 0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	recettes	I 6,0 I	1,4 I	6,0 I	1,4 I
I	disponible	I 6,0 I	1,4 I	6,0 I	1,4 I
I		I	I	I	I
I	dépenses	I 6,0 I	0,1 I	6,0 I	0,0 I
I		I	I	I	I
I	solde au 31.12.1993	I 0,0 I	1,3 I	0,0 I	1,4 I

Totaux pour la division 51 :	cnd	187,1	178,8	168,1	90
	aa	0,1	0,0	0,0	0
	fen	6,0	0,1		
	fon	6,0		0,0	0

- 1423/1 - 93/94

(160)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Credits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE L'ENERGIE

32.52.0 - Subsistance cnd 125,0 115,8 112,2 90

32.52.1 - Participation aux frais de la recherche
appliquée en vue d'une meilleure gestion des
sources énergétiques disponibles
Fonds : fonds d'analyse des produits pétroliers
(FAPETRO)

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement		
I	I	I	I	I	I
Fonds 32-7	budget	I réalisation	budget	I réalisation	I
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1993	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I 0,0
I recettes	I 70,0	I 0,0	I 70,0	I 0,0	I 0,0
I disponible	I 70,0	I 0,0	I 70,0	I 0,0	I 0,0
I dépenses	I 70,0	I 0,0	I 70,0	I 0,0	I 0,0
I solde au 31.12.1993	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I 0,0

32.52.5 - Amélioration des conditions de vie et
de la sécurité de la population cnd 8,4 8,1 1,2 14
aa 2,6 2,5 2,5 96

32.52.7 - Participation aux frais de
fonctionnement de certains comités cnd 20,2 14,5 10,4 51
et d'organismes qui exercent leurs aa 0,5 0,3 0,0 0
activités dans le secteur de l'énergie

32.52.9 - Financement du passif nucléaire cnd 29,9 29,9 0,0 0
aa 8,5 8,5 0,0 0
ce 26.384,5 26.384,5
co 2.042,5 1.986,8 97

Totaux pour la division 52 : cnd 183,5 168,3 123,8 67
aa 11,6 11,3 2,5 22
ce 26.384,5 26.384,5
co 2.042,5 1.986,8 97
fen 70,0 0,0
fon 70,0 0,0 0

DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES MINES

32.53.0 - Subsistance cnd 118,9 117,2 115,4 97

(161)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

32.53.1 - Missions occasionnelles (réparation de
dégâts houillers, exploitations de sable)
Fonds : fonds pour les exploitations de sable -
Plateau continental de la Belgique

I Fonds 32-5	I Engagement		I Ordonnancement	
	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I solde au 1.1.1993	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I 0,0
I recettes	I 13,0	I 5,7	I 13,0	I 5,7
I disponible	I 13,0	I 5,7	I 13,0	I 5,7
I dépenses	I 4,0	I 0,0	I 4,0	I 0,0
I solde au 31.12.1993	I 9,0	I 5,7	I 9,0	I 5,7

Totaux pour la division 53 :	cnd	118,9	117,2	115,4	97
	fen	4,0	0,0		
	fon	4,0		0,0	0

DIVISION 54 - ADMINISTRATION DES MINES - SERVICE
GEOLOGIQUE

32.54.0 - Subsistance	cnd	45,1	44,5	41,6	92
	aa	0,2	0,1	0,0	0
Totaux pour la division 54 :	cnd	45,1	44,5	41,6	92
	aa	0,2	0,1	0,0	0

DIVISION 55 - COMMERCE - REGLEMENTATION DU COMMERCE
INTERIEUR ET DES SERVICES

32.55.0 - Subsistance	cnd	433,1	414,3	382,5	88
	aa	0,2	0,1	0,1	50

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(162)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

32.55.1 - Assurer le bon déroulement des opérations commerciales pour l'application de la législation sur les poids et mesures
Fonds : fonds pour la couverture des dépenses entraînées par la création de l'Organisation belge d'étalonnage

I	I	I	I	I	I
I	Fonds 32-3	Engagement	Ordonnancement		
I		budget	I réalisation	budget	I réalisation
I	solde au 1.1.1993	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	recettes	1,5 I	0,0 I	1,5 I	0,0 I
I	disponible	1,5 I	0,0 I	1,5 I	0,0 I
I	dépenses	1,5 I	0,0 I	1,5 I	0,0 I
I	solde au 31.12.1993	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

32.55.3 - Assurer la régularité d'opérations commerciales et de la concurrence, prévenir les abus de prix, informer et protéger le consommateur, mesurer l'inflation
Fonds : opérations exécutées pour le compte du Commissariat général du Gouvernement belge près de l'Exposition mondiale de Séville 1992, par le Trésorier général de l'Exposition

cnd 60,5 60,5 58,5 97

I	I	I	I	I	I
I	Fonds 32-4	Engagement	Ordonnancement		
I		budget	I réalisation	budget	I réalisation
I	solde au 1.1.1993	259,4 I	591,8 I	259,4 I	591,8 I
I	recettes	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	disponible	259,4 I	591,8 I	259,4 I	591,8 I
I	dépenses	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	solde au 31.12.1993	259,4 I	591,8 I	259,4 I	591,8 I

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
32.55.4 - Fonds pour l'Exposition internationale de Taejon 1993	cnd	25,0	25,0	25,0	100
Fonds : fonds pour l'Exposition internationale de Taejon 1993					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 32-6	I	I	I	I
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	I	I	I	I	I
I	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	I	25,0 I	18,9 I	25,0 I	18,9 I
I	I	25,0 I	18,9 I	25,0 I	18,9 I
I	I	I	I	I	I
I	I	25,0 I	0,0 I	25,0 I	0,0 I
I	I	I	I	I	I
I	I	0,0 I	18,9 I	0,0 I	18,9 I

32.55.5 - Subside à l'O.B.E.A.	cnd	56,1	56,1	56,0	100
Totaux pour la division 55 :	cnd	574,7	555,9	522,0	91
	aa	0,2	0,1	0,1	50
	fen	26,5	0,0		
	fon	26,5		0,0	0
DIVISION 56 - DIRECTION GENERALE DES ACCORDS ECONOMIQUES					
32.56.0 - Subsistance	cnd	33,8	33,7	33,4	99
Totaux pour la division 56 :	cnd	33,8	33,7	33,4	99
DIVISION 57 - INSPECTION GENERALE ECONOMIQUE					
32.57.0 - Subsistance	cnd	316,0	306,1	302,6	96
Totaux pour la division 57 :	cnd	316,0	306,1	302,6	96
DIVISION 58 - INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE					
32.58.0 - Subsistance	cnd	959,2	957,1	897,6	94
	aa	2,0	1,9	1,8	90
32.58.1 - Recensements décennaux et enquêtes occasionnelles	cnd	238,3	229,6	141,8	60
	aa	7,2	7,1	7,1	99
Totaux pour la division 58 :	cnd	1.197,5	1.186,7	1.039,4	87
	aa	9,2	9,0	8,9	97

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(164)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
DIVISION 59 - OFFICE CENTRAL DES CONTINGENTS ET LICENCES					
32.59.0 - Subsistance	cnd	263,6	248,4	241,0	91
	aa	0,4	0,3	0,3	75
	co	5,4		5,4	100
Totaux pour la division 59 :	cnd	263,6	248,4	241,0	91
	aa	0,4	0,3	0,3	75
	co	5,4		5,4	100
DIVISION 60 - BUREAU DU PLAN					
32.60.0 - Subsistance	cnd	210,4	205,0	170,9	81
	aa	0,2	0,1	0,1	50
	ce	7,0	6,5		
	co	7,0		6,4	91
Totaux pour la division 60 :	cnd	210,4	205,0	170,9	81
	aa	0,2	0,1	0,1	50
	ce	7,0	6,5		
	co	7,0		6,4	91
DIVISION 70 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
32.70.1 - R. & D. dans le cadre national	cnd	307,9	307,9	285,9	93
	co	12,8		12,8	100
32.70.2 - R. & D. dans le cadre international	cnd	659,0	657,5	643,4	98
	ce	91,0	91,0		
	co	172,4		147,3	85
32.70.3 - Dotations aux Etablissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd	1.560,0	1.560,0	1.094,5	70
32.70.5 - Etudes et recherches sur les problèmes de structures géologiques profondes	cnd	20,1	19,6	0,2	1
	ce	45,3	45,3		
	co	69,3		56,2	81
32.70.6 - Métrologie. Assurer le bon déroulement des opérations commerciales pour l'application de la législation sur les poids et mesures	cnd	52,1	52,1	39,8	76
	ce	17,2	9,9		
	co	19,1		13,0	68
32.70.7 - Office de la Propriété industrielle. Protection du droit de propriété intellectuelle en matière de brevets, marques et dessins ou modèles. - Diffusion de la technologie	cnd	31,1	25,0	14,1	45
Totaux pour la division 70 :	cnd	2.630,2	2.622,1	2.077,9	79
	ce	153,5	146,2		
	co	273,6		229,3	84

(165)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)				
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAL 32 MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES	cnd 9.722,0	9.552,9	8.527,4	88
	aa 36,0	34,9	25,7	71
	ce 26.797,5	26.774,3		
	co 3.501,2		3.327,6	95
	fen 133,8	28,7		
	fon 133,8		5,0	4

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(166)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 33 - MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES					
33.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	60,2	59,4	34,0	56
Totaux pour la division 01 :	cnd	60,2	59,4	34,0	56
DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE					
33.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	57,3	56,8	31,0	54
Totaux pour la division 02 :	cnd	57,3	56,8	31,0	54
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES (POUR MEMOIRE)					
33.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	4,3	4,3	4,0	93
Totaux pour la division 03 :	aa	4,3	4,3	4,0	93
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
33.40.0 - Subsistance	cnd	61,9	59,0	49,4	80
Totaux pour la division 40 :	cnd	61,9	59,0	49,4	80
DIVISION 41 - SERVICES GENERAUX					
33.41.0 - Subsistance	cnd	733,1	663,7	569,5	78
	ce	3,0	0,6		
	co	4,5		2,8	62
33.41.1 - Dommages de guerre	ce	25,4	17,4		
	co	25,4		24,2	95
33.41.2 - Régie des Bâtiments	cnd	14.983,7	14.983,6	14.982,6	100
33.41.3 - Programmation, information et statistiques	cnd	33,0	32,1	20,2	61

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

33.41.4 - Service des automobiles	cnd	6,5	5,6	5,2	80
	aa	1,5	1,5	0,0	0

33.41.5 - Entreprises publiques	cnd	14.800,0	14.800,0	14.800,0	100
Fonds : fonds d'orientation des Entreprises publiques destiné à participer à la politique de modernisation des Entreprises publiques en vue de contribuer à la réalisation des objectifs qualitatifs fixés dans les contrats de gestion					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 33-2	I			I
I	I	budget	I	réalisation	I
I	I		I		I
I	solde au 1.1.1993	I	0,0	I	0,0
I	recettes	I	1.400,0	I	1.600,0
I	disponible	I	1.400,0	I	1.600,0
I		I		I	
I	dépenses	I	1.400,0	I	0,0
I		I		I	
I	solde au 31.12.1993	I	0,0	I	1.600,0

Totaux pour la division 41 :	cnd	30.556,3	30.485,0	30.377,5	99
	aa	1,5	1,5	0,0	0
	ce	28,4	18,0		
	co	29,9		27,0	90
	fen	1.400,0	0,0		
	fon	1.400,0		0,0	0

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DU TRANSPORT TERRESTRE

33.51.0 - Subsistance	cnd	272,3	271,1	238,1	87
33.51.1 - Société nationale des Chemins de fer belges	cnd	74.076,4	61.902,3	61.660,1	83
33.51.3 - Sociétés des transports intercommunaux	cnd	15,0	15,0	15,0	100
Totaux pour la division 51 :	cnd	74.363,7	62.188,4	61.913,2	83

DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE L'AERONAUTIQUE

33.52.0 - Subsistance	cnd	202,3	202,0	171,8	85
	ce	4,5	2,0		
	co	5,0		3,3	66

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(168)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
33.52.1 - Régulation du trafic aérien et coopération internationale	cnd	28,5	21,0	15,8	55
33.52.3 - Recherche scientifique	cnd	77,5	77,5	77,5	100
	ce	4,4	4,0		
	co	5,4		3,4	63
33.52.6 - SABENA	cnd	1.207,0	1.207,0	1.172,9	97
Totaux pour la division 52 :	cnd	1.515,3	1.507,5	1.438,0	95
	ce	8,9	6,0		
	co	10,4		6,7	64
DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES MARITIMES ET DE LA NAVIGATION					
33.53.0 - Subsistance	cnd	489,4	465,5	417,2	85
	aa	2,9	2,9	0,0	0
33.53.2 - Marine marchande (conventions internationales, promotion et développement de la flotte, inspection maritime et service de jaugeage)	cnd	391,1	388,2	2,1	1
	aa	770,0	770,0	770,0	100
33.53.3 - Infrastructure et bateaux de service	co	1,0		0,0	0
33.53.4 - Etudes et documentation	cnd	5,0	3,0	1,9	38
Totaux pour la division 53 :	cnd	885,5	856,7	421,2	48
	aa	772,9	772,9	770,0	100
	co	1,0		0,0	0
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE L'INTERVENTION FINANCIERE ET DE LA GESTION					
33.55.0 - Subsistance	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
Totaux pour la division 55 :	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DE L'INFRASTRUCTURE					
33.56.0 - Subsistance	cnd	541,6	540,8	417,6	77
	aa	5,4	5,4	0,0	0
33.56.1 - Réseaux et informations	cnd	10,3	9,3	3,8	37
	co	31,4		14,7	47

(en millions de francs)

Fonds 33-1	Engagement		Ordonnancement	
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
recettes	5,0	0,3	5,0	0,3
disponible	5,0	0,3	5,0	0,3
dépenses	5,0	0,0	5,0	0,0
solde au 31.12.1993	0,0	0,3	0,0	0,3

DIVISION 57 - OFFICE CENTRAL DES FOURNITURES

33.57.0 - Subsistance	cnd	252,5	249,8	221,4	88
33.57.1 - Modernisation de l'O.C.F.	cnd	19,9	15,8	5,2	26
Totaux pour la division 57 :	cnd	272,4	265,6	226,6	83

- 1423/1 - 93/94

(170)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)					
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
DIVISION 58 - CHARGES DU PASSE					
33.58.1 - Charges du passé	cnd	223,0	223,0	13,8	6
	co	1.425,6		758,7	53
Totaux pour la division 58 :					
	cnd	223,0	223,0	13,8	6
	co	1.425,6		758,7	53
TOTAL 33 MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE					
	cnd	108.944,5	96.631,0	95.149,2	87
	aa	786,3	785,7	774,1	98
	ce	2.186,3	1.428,7		
	co	3.097,3		2.257,2	73
	fen	1.405,0	0,0		
	fon	1.405,0		0,0	0

(171)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	*
SECTION 34 - LE MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES					
DIVISION 01 - Cabinet du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones					
34.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd 0,0	0,0	0,0	0,0	0 *
Totaux pour la division 01 :	cnd 0,0	0,0	0,0	0,0	0 *
TOTAL 34 LE MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES	cnd 0,0	0,0	0,0	0,0	0 *

- 1423/1 - 93/94

(172)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 51 - MINISTERE DES FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE					
DIVISION 40 - INTERIEUR					
51.40.1 - Communes	cnd	0,3	0,2	0,2	67
Totaux pour la division 40 :	cnd	0,3	0,2	0,2	67
DIVISION 41 - COMMUNICATIONS					
51.41.1 - BELGACOM (R.T.T.)	cnd	110,0	8,0	0,0	0
51.41.2 - Postes	cnd	1.052,0	1.052,0	970,1	92
Totaux pour la division 41 :	cnd	1.162,0	1.060,0	970,1	83
DIVISION 42 - TRAVAUX PUBLICS					
51.42.1 - Logement social	cnd	1.391,9	1.391,8	1.378,5	99
	aa	53,1	53,1	53,1	100
51.42.3 - Crédit communal	cnd	1.369,0	1.359,0	1.181,6	86
Totaux pour la division 42 :	cnd	2.760,9	2.750,8	2.560,1	93
	aa	53,1	53,1	53,1	100
DIVISION 44 - AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT					
51.44.2 - Fonds belgo-congolais	cnd	565,0	565,0	565,0	100
Totaux pour la division 44 :	cnd	565,0	565,0	565,0	100

(173)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

DIVISION 45 - FINANCES

51.45.1 - Charges d'emprunts	cnd 1.423.508,6	1.209.848,4	1.089.393,6	77
Fonds : prélèvements sur produits d'emprunts destinés à couvrir :				
1° les dépenses effectuées dans le cadre d'opérations de gestion de la dette publique;				
2° les remboursements effectués par anticipation;				
3° les décaissements en capital résultant des fluctuations des cours de change, dans le cas de certains crédits à taux d'intérêt variable.				

	Engagement		Ordonnancement	
	budget	réalisation	budget	réalisation
I solde au 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
I recettes	122.930,0	889.581,6	122.930,0	889.581,6
I disponible	122.930,0	889.581,6	122.930,0	889.581,6
I dépenses	122.930,0	828.721,2	122.930,0	792.261,7
I solde au 31.12.1993	0,0	60.860,4	0,0	97.319,9

51.45.4 - Divers	cnd 1.506,4	1.217,8	915,1	61
	aa 270,4	270,3	270,3	100
Totaux pour la division 45 :	cnd 1.425.015,0	1.211.066,2	1.090.308,7	77
	aa 270,4	270,3	270,3	100
	fen 122.930,0	828.721,2		
	fon 122.930,0		792.261,7	644 *
TOTAL 51 MINISTERE DES FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE	cnd 1.429.503,2	1.215.442,2	1.094.404,1	77
	aa 323,5	323,4	323,4	100
	fen 122.930,0	828.721,2		
	fon 122.930,0		792.261,7	644 *

- 1423/1 - 93/94

(174)

1074 - 1 (1993-1994)

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1993 (CREDITS DE 1993) AU 31/03/94

(en millions de francs)				
Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAUX GENERAUX	cnd 2.336.068,4	2.102.021,0	1.945.848,5	83
	aa 3.348,3	3.252,2	2.236,4	67
	ce 59.497,3	57.498,5		
	co 34.712,9		31.153,6	90
	fen 176.942,9	875.784,3		
	fon 176.373,4		839.053,1	476 *

(175)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

**VOORAFBEELDING VAN DE UITSLAGEN VAN DE
UITVOERING VAN DE STAATSBEGROTING
VOOR 1993**

Vastgesteld in algemene vergadering van 4 mei 1994

SYNTHETISCHE VOORSTELLING VAN HET VERSLAG VAN HET REKENHOF

Artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit bepaalt dat het Rekenhof, in de loop van de maand mei volgend op het begrotingsjaar, aan het parlement een voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting voorlegt.

Zonder het definitief karakter te bezitten van de algemene rekening van de Staat geeft de voorafbeelding reeds een getrouw beeld van de uitvoering van de begroting.

Terwijl de kwijting die door de rekeningwet wordt gegeven het karakter bezit van een wezenlijk definitieve quitus, steunt de kwijting die de regering bekomt als gevolg van een met redenen omklede motie op nog voorlopige begrotingsresultaten en blijft ze derhalve precair : het parlement zou ze kunnen herzien op grond van feiten die niet in de voorafbeelding zijn opgenomen en waarvan het pas later kennis krijgt, zoals bijvoorbeeld anomalieën of onregelmatigheden die het Rekenhof, door middel van zijn controle a posteriori op de talrijke uitgaven die niet aan zijn voorafgaand visum zijn onderworpen, aan het licht zou kunnen brengen na het neerleggen van de voorafbeelding.

*
* *

Hierna volgen de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1993.

Bij nadere analyse van de realisatiegraad van de **ontvangstenramingen** en van de **uitgavenmachtigingen** vervat in de begroting 1993, dringen enkele belangrijke vaststellingen zich op.

De **ontvangsten** van de federale Staat zijn globaal gezien meer dan 52 miljard frank lager uitgevallen dan de aangepaste vooruitzichten van april 1993. Dit resultaat is niettemin voldoende gebleken om de norm van de eenheidselasticiteit van de totale fiscale ontvangsten te behouden die de regering zich had gesteld. Het gedeelte van de totale ontvangsten dat wordt overgedragen aan de Gemeenschappen en Gewesten is nochtans aanzienlijk meer toegenomen dan de ontvangsten behouden door de federale Staat. Deze laatste heeft aldus de grootste last moeten dragen van de slechtere economische conjunctuur.

De **uitgaven** van hun kant werden globaal gezien goed beheerst. Begrotingstechnisch gezien zijn de gevallen van overschrijding van de kredieten toegekend door het parlement zeldzaam en van geringe omvang geweest. In kastermen uitgedrukt zijn de begrotingsuitgaven ruim 57 miljard frank lager uitgevallen dan geraamd en werd de regeringsnorm van nulgroei - in reële termen - van de primaire uitgaven (exclusief de rentelasten) ruim gerespecteerd.

Aldus blijft het begrotingsresultaat (ontvangsten min uitgaven) binnen de voorziene perken, met dien verstande dat er ten opzichte van de ramingen een totale afwijking plaatsvond van circa 110 miljard frank. Hierbij compenseerde het gunstige niveau van de uitgaven (- 57 miljard) de lager uitgevallen ontvangsten (-52 miljard).

Er dient niettemin op gewezen dat deze gunstige resultaten voor een deel gerealiseerd werden dank zij de toepassing van **debudgetteringstechnieken en lastenverschuivingen**. Deze werden weliswaar toegelaten door de wetgever, maar doen afbreuk aan de grondbeginselen van het begrotingsrecht en zijn hinderlijk voor de transparantie van de boekhoudkundige gegevens.

1. Alzo werden, wat de ontvangsten betreft, voor ongeveer 4 miljard terugbetalingen van belastingen - die normalerwijze de ontvangsten 1993 hadden moeten verminderen - uitgevoerd onder de vorm van een rechtstreekse overhandiging van effecten.
2. Wat de uitgaven betreft, werden voor 45,3 miljard aan rentelasten rechtstreeks als financieringsoperaties vereffend. Dit had een evenredige stijging van de schuld tot gevolg, zonder weerslag echter op het niveau van de begrotingsuitgaven.
3. De primaire uitgaven 1993 werden aanzienlijk verminderd (10,6 miljard frank) door de wijziging van het ritme van de stortingen van de toelagen aan de overheidsbedrijven. De verschuiving naar 1994 van de maandelijks voorziene stortingen van de laatste twee maanden van 1993 zal in de toekomst echter moeten worden gecompenseerd door vervroegde betalingen van andere maandelijks stortingen. Deze winst voor 1993 kan dus niet worden gelijkgesteld met een daad van beheersing van de uitgaven.
4. De tussenkomsten van de Staat ten voordele van het NILK en het CBHK hebben in 1993 aanleiding gegeven tot het afsluiten van nieuwe gedebudgetteerde leningen voor een bedrag van 9,4 miljard frank. Hierdoor werden de uitgaven 1993 op kunstmatige wijze gedrukt met 8,6 miljard frank, rekening gehouden met een terugbetaling van 0,8 miljard frank in 1993.

De begrotingsontvangsten en -uitgaven van de Staat zijn echter niet de enige verrichtingen met een weerslag op de staatskas. De bewegingen van derdengelden en deze ingevolge andere niet-budgettaire verrichtingen hebben in 1993 een verslechtering tot gevolg gehad van het kasresultaat. Dit heeft zich vertaald in een **netto te financieren saldo** van 376,3 miljard frank, zijnde 12,3 meer dan het voorziene saldo.

De analyse van de debudgettering en van de lastenverschuivingen, zoals hierboven vermeld, toont aan dat de kasbewegingen, die te verbinden zijn met 1993, in feite een toename van het tekort met 68,5 miljard frank zou tot gevolg hebben, wat een totaal tekort van 444,8 miljard frank oplevert indien ze rechtstreeks in de begroting en rekeningen zouden opgenomen zijn geweest.

x
x x

Het onderzoek van de uitvoering van een begroting beperkt zich echter niet alleen tot loutere cijfergegevens. Met de goedkeuring van de begroting verlenen de wetgevende kamers een budgettaire machtiging voor duidelijk omliggende opdrachten, uit te voeren onder welbepaalde voorwaarden en binnen een welomschreven wettelijk kader. De door de regering in 1993 ondernomen acties roepen in dat kader volgende opmerkingen op :

De uitvoering in 1993 van de verschillende projecten in het kader van het **contract met de burger**, toevertrouwd aan het Ministerie van Justitie, kwam erg traag op gang. Bij het begroten van de uitgaven die deze activiteiten met zich zouden brengen in de loop van het jaar, werd blijkbaar onvoldoende rekening gehouden met de tijd die nodig is voor het opstarten van de projecten. In totaal werd er slechts 135,1 miljoen frank uitgegeven op een oorspronkelijk geraamd bedrag van 1.063,8 miljoen frank.

In dit departement hebben zich blijkbaar de meeste problemen gesteld inzake de raming van de personeelsuitgaven. Talrijke basisallocaties werden overschreden wat wijst op onderschattingen (weerslag van de herwaardering van de anciënniteit van de magistraten, ...) of zijn het gevolg van foutieve aanrekeningen.

Bij de voorbereiding van de begroting 1993 heeft de regering **besparingen** aangekondigd **bij het openbaar ambt** ; deze werden op 3,9 miljard frank geraamd op jaarbasis. Ook al is het moeilijk om vandaag de werkelijk behaalde resultaten van de genomen maatregelen te evalueren, toch kan worden opgemerkt dat het rendement in 1993 van de maatregelen op het vlak van mobiliteit van het personeel waarschijnlijk verwaarloosbaar is, gelet op de laattijdige goedkeuring van het wettelijk en reglementair kader.

De maatregelen in het kader van de tewerkstelling van contractuelen hadden niet het verhoopde succes daar het globaal aantal tewerkgestelde contractuelen in 1993 eerder is toegenomen.

De kosten teweeggebracht door het **Belgisch voorzitterschap van de Europese Gemeenschap** moesten worden gedragen door een provisioneel krediet van 250 miljoen frank, ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel en dat, volgens de behoeften, bij koninklijk besluit zou worden verdeeld over de verschillende departementen.

Deze verdeling werd te laat geregeld (koninklijk besluit van 6 december 1993) ; intussen waren talrijke uitgaven reeds betaald op een speciaal daartoe geopende rekening bij de Nationale Bank van België. Tot heden toe werd meer dan 80 miljoen frank via deze rekening betaald.

Deze handelswijze die zonder wettelijke basis is toegepast, miskent de elementaire budgettaire regels.

De dotatie aan de **Nationale Kas voor Rampenschade** (Ministerie van Financiën) werd bij de aanpassing van de begroting 1993 met 550 miljoen frank verminderd, wat gedeeltelijk gecompenseerd werd door de toekenning door de Nationale Loterij van 250 miljoen frank.

Ingevolge de ontoereikendheid van deze dotatie heeft de Kas zich verplicht gezien haar betalingen stop te zetten in de loop van de laatste maanden van het jaar. Hierdoor werd een achterstand opgebouwd van 570 miljoen frank.

Het beheer van het **Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet** (NILK) en van het **Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet** (CBHK) heeft tot heden een tussenkomst vereist van de Staat (Ministerie van Financiën) van 13,5 miljard frank. Deze bedragen dienen terugbetaald met de winsten van latere boekjaren.

Het tijdschema dat, in het kader van het **begeleidingsplan voor de werklozen** werd voorzien voor de betalingen aan de RVA en aan de gewestelijke en gemeenschapsdiensten voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding van de werklozen (Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid), werd door de federale overheid niet nageleefd ; de geordonnanceerde bedragen belopen slechts 1.175 miljoen frank, zijnde 58,8% van het voorziene budget van 2.000 miljoen.

De **klassieke varkenspest**, die terug is opgedoken in België eind 1993, heeft betalingen met zich gebracht ten belope van 239,1 miljoen frank in 1993. Ze werden vereffend door de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw, die hiervoor van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren (Ministerie van Landbouw) slechts 69 miljoen frank bekwam. Deze dienst heeft uitgaven ten belope van 170,1 miljoen frank geprefinancierd, waardoor deze niet ten laste kwamen van de begroting van dat jaar.

De financiële gevolgen voor 1993 van deze epidemie worden voor de Staat geschat op ongeveer 400 miljoen frank, wat manifest de mogelijkheden van de sectie varkens van het Fonds overtreft. Deze sectie moet overigens ook nog de financiële last dragen van de pestepidemie van 1990.

De wet voorziet dat het **Oriëntatiefonds van de overheidsbedrijven**, dat jaarlijks in uitvoering van zijn beheerscontract ontvangsten geniet afkomstig van Belgacom, wordt aangewend voor de betaling van toelagen aan overheidsbedrijven met het oog op een kwalitatieve verbetering van hun prestaties in het kader van hun opdracht als openbare dienst.

In de beheerscontracten die de betrokken overheidsbedrijven (in casu de NMBS en De Post) met de Staat hebben gesloten is voorzien in de storting van die bedragen die evenwel rechtstreeks door de Staat verschuldigd zijn, onafhankelijk van de betaling door Belgacom van zijn bijdrage aan het fonds. Bovendien blijken die beheerscontracten niet te voorzien dat die bedragen zijn voorbehouden voor een kwalitatieve verbetering van de openbare dienst.

Er is dan ook reden om te twijfelen aan het nut van een organiek fonds voor deze operaties.

De modaliteiten van storting van de nieuwe **Gemeenschapsbelasting** (het vroegere kijk- en luistergeld) dienen nader te worden bepaald in een overeenkomst tussen de Staat en de Gemeenschappen. De bijzondere financieringswet bevat immers geen enkele bepaling nopens het ritme van deze betalingen en nopens het toepasselijk rentesysteem. Ook de verdeling tussen de Gemeenschappen van de inningskosten van deze belasting (850 miljoen frank) zou moeten worden geregeld in deze overeenkomst.

D E E L I

**HOOFDSTUK I - ALGEMENE SYNTHESE VAN DE RESULTATEN VAN DE
UITVOERING VAN DE STAATSBEGROTING VOOR 1993**

A. DE AANREKENING OP DE BEGROTING

De uitslagen van de uitvoering van de begroting voor 1993 zoals ze in deze voorafbeelding zijn opgenomen, zijn op basis van de gegevens beschikbaar op 31 maart 1994 vastgesteld op 2.355,7 miljard frank aan ontvangsten, waarvan 1.269,0 miljard frank aan lopende en kapitaalontvangsten, en wat de uitgaven betreft, op 3.038,6 miljard frank aan vastleggingen (1) en 2.861,6 miljard frank aan ordonnancerings (2), waarvan 1.615,6 miljard frank voor lopende en kapitaaluitgaven en 1.246,0 miljard frank voor aflossingen en terugbetalingen.

In de tabellen 1.1., 1.2. en 1.3. hierna is een eerste confrontatie van die resultaten met de ramingen opgenomen. Meer gedetailleerde informatie over elk van die elementen is in de volgende hoofdstukken terug te vinden.

TABEL 1.1. - ONTVANGSTEN (in miljarden frank)

	GERAAMDE ONTVANGSTEN	AANGEREKENDE ONTVANGSTEN	VERSCHIL	REALISATIE- GRAAD
	(1)	(2)		
Lopende en kapitaalontvangsten	1.321,1	1.269,0	- 52,1	96,1 %
waarvan - niet-geaffecteerde	1.271,0	1.221,1	- 49,9	
- geaffecteerde (3)	50,1	47,9	- 2,2	
Leningopbrengsten (4)	1.013,1	1.086,7	+ 73,6	107,3 %
waarvan -niet- geaffecteerde	890,2	837,6	- 52,6	
- geaffecteerde (3)	122,9	249,1	+ 126,2	
TOTAAL	2.334,2	2.355,7	+ 21,5	100,9 %
waarvan - niet-geaffecteerde	2.161,2	2.058,7	- 102,5	
- geaffecteerde (3)	173,0	297,0	+ 124,0	

(1) Wet van 6 augustus 1993 houdende aanpassing van de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1993.

(2) Zie hoofdstuk II, tabel 2.1.

(3) Geaffecteerde ontvangsten worden toegewezen aan organieke begrotingsfondsen (Tabel van de uitgaven in Deel II - Bijlagen)

(4) Inzake leningopbrengsten wordt in de rijksmiddelenbegroting alleen de opbrengst van de geconsolideerde leningen geregistreerd (Cfr. Algemene Toelichting 1993 ; Parl. St., Kamer, nr. 663/1 - 91/92, blz. 8). De opbrengst van de vlottende schuld wordt extra-budgettair via rekeningen voor orde van de Thesaurie geregistreerd. Bovendien worden traditioneel in de algemene toelichting en de rijksmiddelenbegroting de verrichtingen van omruiling van de klassieke leningen in lineaire obligaties niet vermeld. Dit verklaart het verschil tussen de geraamde en de aangerekende ontvangsten.

1) Inclusief de uitgaven op kredieten voor vorige jaren

2) Inclusief de uitgaven op de kredieten voor vorige jaren.

TABEL 1.2. - UITGAVEN (in miljarden frank)

Vastleggingsoptiek : verbintenissen ten laste van de Staat aangegaan in de loop van het begrotingsjaar.

	KREDIETEN (1)	VASTLEGGINGEN (2)	VERSCHIL	BENUTTINGSGRAAD
Krediet van het begrotingsjaar:				
Niet-gesplitste kredieten	2.339,4	2.105,3	234,1	90,0 %
Vastleggingskredieten	59,5	57,5	2,0	96,6 %
TOTAAL	2.398,9	2.162,8	236,1	90,2 %
Begrotingsfondsen		875,8		
TOTAAL		3.038,6		

- (1) Zie hoofdstuk III en de tabel van de uitgaven in Deel II - Bijlagen
(2) De opgenomen cijfers zijn de vastleggingen zoals ze werden ingeschreven in de gegevensbank van de comptabiliteit van de Staat bij de Administratie van de Thesaurie

TABEL 1.3. - UITGAVEN (in miljarden frank)

Ordonnanceringsoptiek : aanzuivering in de loop van het begrotingsjaar van verbintenissen aangegaan in dat jaar of in vroegere jaren.

	KREDIETEN (1)	ORDONNANCERINGEN	VERSCHIL	BENUTTINGSGRAAD
Kredieten overgedragen van het vorig jaar :	237,0	43,3	193,7	18,3 %
Kredieten van het begrotingsjaar:				
Niet-gesplitste kredieten	2.339,4	1.948,1	391,3	83,3 %
Ordonnanceringskredieten	34,7	31,1	3,6	89,7 %
TOTAAL	2.611,1	2.022,5	588,6	77,5 %
Begrotingsfondsen		839,1		
TOTAAL		2.861,6		
waarvan - Aflossingen en terugbetalingen (2)		1.246,0		
- Lopende en kapitaaluitgaven		1.615,6		

- (1) Zie hoofdstuk III en de tabel van de uitgaven in Deel II - Bijlagen
(2) Het bedrag van 1.246 miljard frank aflossingen en terugbetalingen kan als volgt worden opgesplitst :

- op kredieten van het begrotingsjaar : 1.239,9 miljard
 - waarvan 0,3 miljard Sectie 31 - Landbouw, afdeling 52, programma 4, fonds 31-1 "Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren"
 - 1,4 miljard Sectie 32 - Economische Zaken, afdeling 50, programma 8
 - 446,4 miljard Sectie 51 - Rijksschuld, afdeling 45, programma 1
 - 791,8 miljard Sectie 51 - Rijksschuld, afdeling 45, programma 1, fonds 51-1 "Kosten van leningen"
- op overgedragen kredieten : 6,1 miljard :
 - 6,1 miljard Sectie 51 - Rijksschuld, afdeling 45, programma 1.

De uitgaven in de voorafbeelding zijn voorlopige uitgaven. Zij betreffen de aanwending van de door de begroting toegestane kredieten als een machtigingsakte. De definitieve uitgaven zullen pas gekend zijn bij het opstellen van de algemene rekening van de Staat en het neerleggen van het wetsontwerp houdende eindregeling van de begroting. Slechts op dat ogenblik kan een echt begrotingsresultaat worden bepaald.

B. HET TEKORT VAN DE STAAT IN 1993

Begin januari van dit jaar maakte de regering bekend dat, op grond van de voorlopig gekende gegevens, het netto te financieren saldo (N.F.S.) voor 1993 374,6 miljard frank bedroeg, zijnde 10 miljard méér dan geraamd. Achteraf werd dit N.F.S. definitief vastgesteld op 376,3 miljard frank.

In de hiernavolgende uiteenzetting wordt dit kasresultaat beoordeeld in het kader van een meer volledige en realistische benadering van het globale tekort dat in 1993 is ontstaan.

Zo kende het aandeel van het begrotingstekort in het kasresultaat in 1993 een gunstige evolutie. Daartegenover moet worden gesteld dat het begrotingstekort eigenlijk 49,3 miljard frank groter had moeten zijn omdat een aantal budgettaire verrichtingen buiten de begroting werden gehouden. Hiervan is 36,8 miljard frank ook niet in het N.F.S. te vinden.

De eigenlijke werking van de federale overheid in 1993 heeft aanleiding gegeven tot een thesaurietekort van 422,3 miljard frank wat 14,4 miljard frank minder is dan in 1992 (zie ook het overzicht van de verrichtingen van de Schatkist - blz. 20).

Bij de doorstorting van de fiscale ontvangsten van de provincies en de gemeenten zijn de vroeger ingestelde doorschuifoperaties van december naar januari gehandhaafd. Voor de gewestbelastingen was dit in 1993 niet langer het geval.

1. De uitslagen van de uitvoering van de begroting. Aanrekeningsbasis versus kasbasis

Het kasresultaat mag niet worden verward met het resultaat van de uitvoering van de begroting.

De hiervoor onder punt A vermelde uitslagen van de uitvoering van de begroting 1993 zijn vastgesteld op aanrekeningsbasis, d.w.z. op grond van de budgettaire aanrekening van ontvangsten en uitgaven volgens de voorgeschreven comptabiliteitsregels (3). Ze geven aan in welke mate de regering de toegestane kredieten heeft aangewend.

Begrotingsontvangsten en -uitgaven worden evenwel voorafgegaan of gevolgd door kasoperaties die, onafgezien het begrotingsjaar waarop ze moeten worden aangerekend, resulteren in een zuiver financiële uitslag op kasbasis.

Deze resultaten zijn in de volgende tabel opgenomen.

(in miljarden frank)

	op aanrekeningsbasis	op kasbasis (1)
begrotingsontvangsten	1269,0	1269,7
begrotingsuitgaven	1615,6	1634,8

(1) bron : maandelijks schatkisttoestand - december 1993

2. Het netto te financieren saldo

Bij het bepalen van het gerealiseerde netto te financieren saldo worden de begrotingsontvangsten en -uitgaven op kasbasis aangerekend. De toetsing van dit N.F.S. (het N.F.S. ex post) aan het in de Algemene Toelichting vooropgezette bedrag (het N.F.S. ex ante) moet met enig voorbehoud gebeuren omwille van de belangrijke verschillen in de definitie van beide begrippen (4).

3) Volgens de huidige regels worden grosso modo alle tijdens het begrotingsjaar geïnde sommen als ontvangsten aangerekend, terwijl als uitgaven alle tijdens het begrotingsjaar uitgevoerde ordonnanceringen (bevelen tot betaling) in aanmerking worden genomen.

4) Cf. ook de voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1990, Hoofdstuk I, punt II (Parl. St., nr. 225/26-1618/1-90/91 (Kamer) en nr. 1332-1 (1990-1991) (Senaat), blz. 164 tot en met 169).

(in miljarden frank)

	ramingen (1)	realisaties (2)	verschil
begrotingsontvangsten	1.321,1	1.269,7	- 51,4
begrotingsuitgaven	1.692,5	1.634,8	- 57,7
netto saldo van de begroting	- 371,4	- 365,1	+ 6,3
in verhouding tot het B.B.P. (3)	5,10 %	5,11 %	
saldo schatkistverrichtingen	7,4	- 11,2	- 18,6
netto te financieren saldo	- 364	- 376,3	- 12,3
in verhouding tot het B.B.P. (3)	5,00 %	5,27 %	

(1) bron : aangepaste Algemene Toelichting voor 1993 (Parl. St., Kamer, nr. 986/1-92/93) van 30 april 1993

(2) bron : maandelijkse schatnisttoestand - december 1993

(3) Ex ante werd het bruto binnenlands produkt geraamd op 7283,0 miljard frank (cf. aangepaste Algemene Toelichting voor 1993, blz. 87, tabel 2).

Ex post wordt het bruto binnenlands produkt in het economisch budget van februari 1994 door het Planbureau geraamd op 7140,6 miljard frank.

In deze eerste ruwe evaluatie vallen de uiteenlopende resultaten van de begrotingsverrichtingen enerzijds en de schatkistverrichtingen anderzijds op. Infra volgt een verdere ontleding van alle elementen die tot het N.F.S. bijdragen.

2.1. De macro-economische parameters

Bij het opstellen van het N.F.S. ex ante wordt gebruik gemaakt van een aantal macro-economische parameters. In de confrontatie van die parameters ex ante en ex post valt vooral het resultaat van het bruto binnenlands produkt (B.B.P.) tegen. In reële termen wijst het economisch budget van februari 1994 op een inkrimping van de Belgische economie in 1993 met 1,2% terwijl in de aangepaste Algemene Toelichting nog werd gerekend op een groei van 0,5%.

	ex ante (1)	ex post
B.B.P.	7.283,0 miljard fr.	7.140,6 miljard fr. (2)
inflatie	2,7 %	2,8 % (2)
impliciete rentevoet	8,9 %	8,9 % (3)

(1) bron : aangepaste Algemene Toelichting voor 1993

(2) bron : economisch budget, Planbureau, februari 1994

(3) (budgettaire interesten + interesten buiten begroting + gekapitaliseerde interesten) / stand van de rijks-schuld op 31/12/1992 = (692,2 mld. fr. + 12,4 mld. fr. + 32,9 mld. fr.) / 8.288,7 mld. fr.

2.2. Het begrotingssaldo

Dit saldo geeft het resultaat van de eigenlijke begrotingsverrichtingen in strikte zin.

Het oorspronkelijk gestelde doel van een begrotingstekort gelijk aan 5,1% van het B.B.P. is gerealiseerd kunnen worden ondanks tegenvallende ontvangsten in vergelijking met de ramingen.

In het regeerakkoord is als begrotingsnorm voor de ontvangsten de eenheidselasticiteit (5) van de totale fiscale ontvangsten t.o.v. het bruto nationaal produkt (B.N.P.) ingeschreven (6). Indien diezelfde eenheidselasticiteit op de rijksmiddelenontvangsten wordt toegepast, zijn de resultaten positief.

(in miljoenen frank)

Begrotingsont- vangsten	in 1992 (1)	volgens de norm (2)	in 1993 (3)	t.o.v 1992	t.o.v. de norm
fiscale	1.102.144	1.126.391	1.133.332	+ 31.188	+ 6.941
niet-fiscale	125.504	128.265	136.331	+ 10.827	+ 8.066
totaal	1.227.648	1.254.656	1.269.663	+ 42.015	+ 15.007

(1) bron : maandelijks schatkisttoestand - december 1992 (toestand op kasbasis)

(2) aangroei met 2,2% ten opzichte van de resultaten van 1992

bron : economisch budget, Planbureau, februari 1994

B.N.P. in werkelijke prijzen 1992 : 7005,5 miljard frank

B.N.P. in werkelijke prijzen 1993 (raming) : 7.159,2 miljard frank

=> nominale groei B.N.P. = 2,2%

(3) bron : maandelijks schatkisttoestand - december 1993 (toestand op kasbasis)

5) Dit wil zeggen : gelijke procentuele wijzigingen.

6) In hoofdstuk II wordt nagegaan in hoeverre deze norm in 1993 is gerespecteerd.

De begrotingsuitgaven van hun kant zijn onderworpen aan een tweede budgettaire norm uit het regeerakkoord nl. de reële nulgroei (7) van de primaire uitgaven (8).

(in miljoenen frank).

Primaire begrotingsuitgaven	in 1992 (1)	volgens de norm (2)	in 1993 (3)	t.o.v. 1992	t.o.v. norm
totaal	936.602	962.827	937.116	+ 514	- 25.711

(1) bron : maandelijks schatkisttoestand - december 1992 (toestand op kasbasis)

(2) met toepassing van het inflatiepercentage = 2,8%

(3) bron : maandelijks schatkisttoestand - december 1993 (toestand op kasbasis)

De primaire uitgaven zijn in reële termen met 2,67% afgenomen.

In het kader van de begrotingsuitgaven moet echter worden aangestipt dat in 1993 voor bijna 4 miljard frank fictieve roerende voorheffing is terugbetaald in de vorm van effecten, dat voor 32,9 miljard frank interestuitgaven buiten de begroting werden gehouden via de techniek van kapitalisatie van interesten. (zie punt 2.4. hierna) en dat voor 12,4 miljard frank interestuitgaven evenmin bij de begrotingsuitgaven zijn terug te vinden door het aanwenden van boekhoudkundige winsten, gerealiseerd bij de omruiling van oude obligaties tegen lineaire obligaties, voor interestuitgaven (9). De eerste twee soorten uitgaven verschijnen niet in het N.F.S. maar dragen rechtstreeks bij tot de toename van de schuld. De laatste soort komt niet voor in het begrotingssaldo. Zonder deze debudgetteringen zou het netto saldo van de begroting 5,80% en het N.F.S. 5,79% van het B.B.P. hebben bedragen.

Het netto saldo van de begroting op 31 december 1993 is slechts een momentopname. Wanneer de evolutie van de vorming van dit saldo gedurende het hele jaar wordt bekeken, blijkt het begrotingstekort gemiddeld 401 miljard frank te hebben bedragen. In vergelijking met de jaren 1990, 1991 en 1992 (10) is dit tekort tot augustus 1993 snel

7) Reële nulgroei betekent dat de procentuele toename van de uitgaven niet groter mag zijn dan de inflatie.

8) De primaire uitgaven zijn de uitgaven zonder de interestlasten.

9) In toepassing van artikel 2.51.1 van de wet van 6 augustus 1993 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993 (zie ook hoofdstuk IV, sectie 51).

10) In deel II.A van deze voorafbeelding, zijn tabellen en bijhorende grafieken opgenomen met voor de jaren 1990 tot en met 1993 de maandelijks gecumuleerde resultaten van het begrotingstekort, de totale begrotingsontvangsten exclusief leningopbrengsten, de fiscale begrotingsontvangsten, de niet-fiscale begrotingsontvangsten, de totale begrotingsuitgaven, de primaire begrotingsuitgaven en de budgettaire interestuitgaven.

boven het niveau van de vorige jaren uitgestegen door lagere ontvangsten en hogere uitgaven. In de maanden september tot en met november 1993 is het tekort gestabiliseerd waarna in de loop van december 1993 een spectaculaire terugval van het tekort is waar te nemen. Dit merkwaardig decemberresultaat is voornamelijk te wijten aan belangrijke meerontvangsten, zowel fiscaal als niet-fiscaal. Bij de niet-fiscale ontvangsten is de opbrengst van de privatisering van de A.S.L.K. (32,2 miljard frank) voor de toename verantwoordelijk.

2.3. Het saldo van de schatkistverrichtingen

In plaats van het geraamde positief saldo van de schatkistverrichtingen van 7,4 miljard frank in de aangepaste Algemene Toelichting vertoont dit saldo uiteindelijk een negatief bedrag van 11,2 miljard frank op 31 december 1993. Een vergelijking met de toestand op 31 december 1992 onderstreept nog meer de ongunstige evolutie van deze verrichtingen.

(in miljoenen frank)

	1992 (1)	1993 (2)	verschil
derdengelden	+ 10.578	- 14.867	- 25.445
andere schatkistverrichtingen	- 18.020	- 7.876	+10.144
subtotaal	- 7.442	- 22.743	- 15.301
uitgifteverschillen	+ 18.913	+13.697	-5.216
delgingsverschillen	- 308	- 2.128	- 1.820
subtotaal	+ 18.605	+ 11.569	- 7.036
totaal	+ 11.163	- 11.174	- 22.337

(1) bron : maandelijkse schatkisttoestand - december 1992

(2) bron : maandelijkse schatkisttoestand - december 1993

Bij de rubrieken "derdengelden en de andere schatkistverrichtingen" kan het volgende worden aangestipt :

- in het kader van de betrekkingen met de Europese Unie hebben voor netto 11.901 miljoen frank kasuitgaven plaatsgehad wat 8.108 miljoen frank meer is dan in 1992 ;

- bij de ristormering van de gewestelijke belastingen is het overschot van 3.703 miljoen frank, verworven in december 1992 wegens het niet tijdig doorstorten van de ontvangsten van november 1992, ongedaan gemaakt omdat deze doorschuifoperatie in 1993 niet werd herhaald ;
- de bijzondere comptabiliteit van de interestprorata's bij de lineaire obligaties, waarbij de inschrijver de reeds gelopen interest in de schatkist stort en die op de eerstvolgende vervaldag terug ontvangt, heeft in 1993 geleid tot 1.804 miljoen frank netto kasuitgaven tegenover 1.404 miljoen frank netto kasontvangsten in 1992.

De "uitgifte- en delgingsverschillen" beïnvloeden niet rechtstreeks de vorming van de financieringsbehoeften van de overheid. Zij houden daarentegen verband met de voorwaarden van de financiering van die behoeften en de delging van de schuld. De uitgifteverschillen bevatten naast uitgifteverliezen te wijten aan de commissies betaald bij de uitgifte van volksleningen, o.a. 13,7 miljard frank uitgiftewinst bij de emissie van lineaire obligaties. In 1992 bedroeg dit laatste nog 17,2 miljard frank. Deze daling is o.m. te wijten aan het aanwenden van 12,4 miljard frank boekhoudkundige winst, gerealiseerd bij de omruiling van klassieke leningen tegen lineaire obligaties, voor de vermindering van de rentelasten (cfr. supra). In die uitgifteverschillen is ook nog een bedrag van +3.965 miljoen frank opgenomen wegens de aankoop van lineaire obligaties in het kader van de terugbetaling van fictieve roerende voorheffing aan bepaalde vennootschappen, net zoals in 1992 voor een bedrag van 3.799 miljoen frank is gebeurd (11). De uitgave voor deze aankoop is in de derdengelden opgenomen waardoor de operatie neutraal is t.o.v. het N.F.S. De effectieve terugbetaling van de fictieve roerende voorheffing door de overhandiging van lineaire obligaties is op die manier gedebudgetteerd en niet in het N.F.S. opgenomen maar draagt wel bij tot de toename van de schuld (cf. infra).

2.4. Het kastekort

Door de optelling van het begrotingssaldo, het saldo van de verrichtingen met derdengelden en het saldo van de andere schatkistverrichtingen, bekomt men het "kastekort". Deze notie geeft de financieringsbehoeften weer vóór elke financieringsverrichting.

Om een correct beeld van het kastekort te bekomen moeten ook de 12.437 miljoen frank interestuitgaven buiten begroting, in uitvoering van artikel 2.51.1. van de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor 1993, worden opgenomen.

11) Cf. Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de Staatsbegroting voor 1992 (Parl. St., nr. 1045/1-92/93 (Kamer) en nr. 792-1 (1992-1993) (Senaat)), blz. 167 en 168.

(in miljoenen frank)

	1992	1993	verschil
netto saldo van de begroting	- 393.655 (1)	- 365.157	+ 28.498
interestuitgaven buiten begroting	0	- 12.437	- 12.437
derdengelden+ andere schatkistverrichtingen	- 7.442	- 22.743	- 15.301
kastekort	- 401.097	- 400.337	+ 760
in verhouding tot het B.B.P.	5,70 % (2)	5,61 %	

(1) bron : maandelijkse schatkisttoestand - december 1992

(2) B.B.P. voor 1992 = 7.032,3 miljard frank (bron: economisch budget, Planbureau, februari 1994)

In dit kastekort zijn nog twee in punt 2.2 vermelde verrichtingen buiten begroting niet verrekend (4 miljard fictieve roerende voorheffing en 32,9 miljard interestkapitalisaties). Tevens moet er rekening mee worden gehouden dat de verrichtingen op derdengelden niet tot de eigen werking van de federale overheid behoren. Om een juister beeld te krijgen van het financieel resultaat van de werking van de federale overheid moeten die factoren worden verrekend om het "eigenlijke thesaurietekort" te kunnen bepalen.

(in miljoenen frank)

	1992	1993	verschil
netto saldo van de begroting	-393.655	-365.157	+ 28.498
andere schatkistverrichtingen	-18.020	- 7.876	+ 10.144
verrichtingen buiten begroting	-25.022 (1)	- 49.280 (2)	- 24.258
eigenlijk thesaurietekort	- 436.697	- 422.313	+ 14.384
in verhouding tot het B.B.P.	6,21 %	5,91 %	

- (1) 3.799 miljoen frank terugbetaling van fictieve roerende voorheffing in de vorm van effecten en 21.223 miljoen frank interestkapitalisatie.
- (2) 3.965 miljoen frank terugbetaling van fictieve roerende voorheffing in de vorm van effecten, 32.878 miljoen frank interestkapitalisatie en 12.437 miljoen frank aanwending van boekhoudkundige winsten bij omruilingsoperaties.

3. Andere bronnen van schuldvariatie

Naast het N.F.S. bestaan nog een aantal andere bronnen die oorzaak zijn van de totale toename van de rijksschuld. Al deze bronnen samen hebben in 1993 de uitstaande schuld van de federale overheid met een netto bedrag van 667.324 miljoen frank doen toenemen. Met betrekking tot de elementen die niet te wijten zijn aan de financiering van het N.F.S. kan het volgende worden opgemerkt (zie eveneens het hiernavolgende schema).

3.1. I.M.F.

Als gevolg van de verrichtingen met het I.M.F. is de schuld in 1993 met 2.007 miljoen frank vermeerderd. In 1992 was die toename nog 33.574 miljoen frank.

3.2. Interestkapitalisatie

De toename t.o.v. 1992 met 11.655 miljoen frank tot 32.878 miljoen frank van de supra reeds aangehaalde debudgettering van interestuitgaven is het gevolg van de belangrijke toename van het volume aan "klassieke leningen" dat tegen lineaire obligaties werd omgeruild, m.n. van 277,7 miljard frank in 1992 naar 580,2 miljard frank in 1993.

3.3. Schuldovernames

In 1993 nam de Staat voor een bedrag van 197,4 miljard frank schulden over van andere overheidsinstellingen. Hiervan is 185,9 miljard frank afkomstig van de Nationale Maatschappij voor de Nationale Sectoren en 9,5 miljard frank van het Hulpfonds voor Financieel Herstel van de Gemeenten. Dit brengt de totale schuldovername van dit laatste fonds sinds 1990 op 106,2 miljard frank.

3.4. Wisselverschillen

De toename van de uitstaande schuld ten gevolge van wisselverschillen, 54.473 miljoen frank in 1993, is het gevolg van de verrekening van de stijging van de wisselkoersen van vnl. de Japanse yen, de Amerikaanse dollar en de Zwitserse frank in de waardering in Belgische frank van de geconsolideerde schuld in vreemde munt. Deze toename is echter alleen boekhoudkundig en veroorzaakt geen verhoging van de financiering van de schatkist zolang die schuld niet wordt terugbetaald.

3.5. Diversen

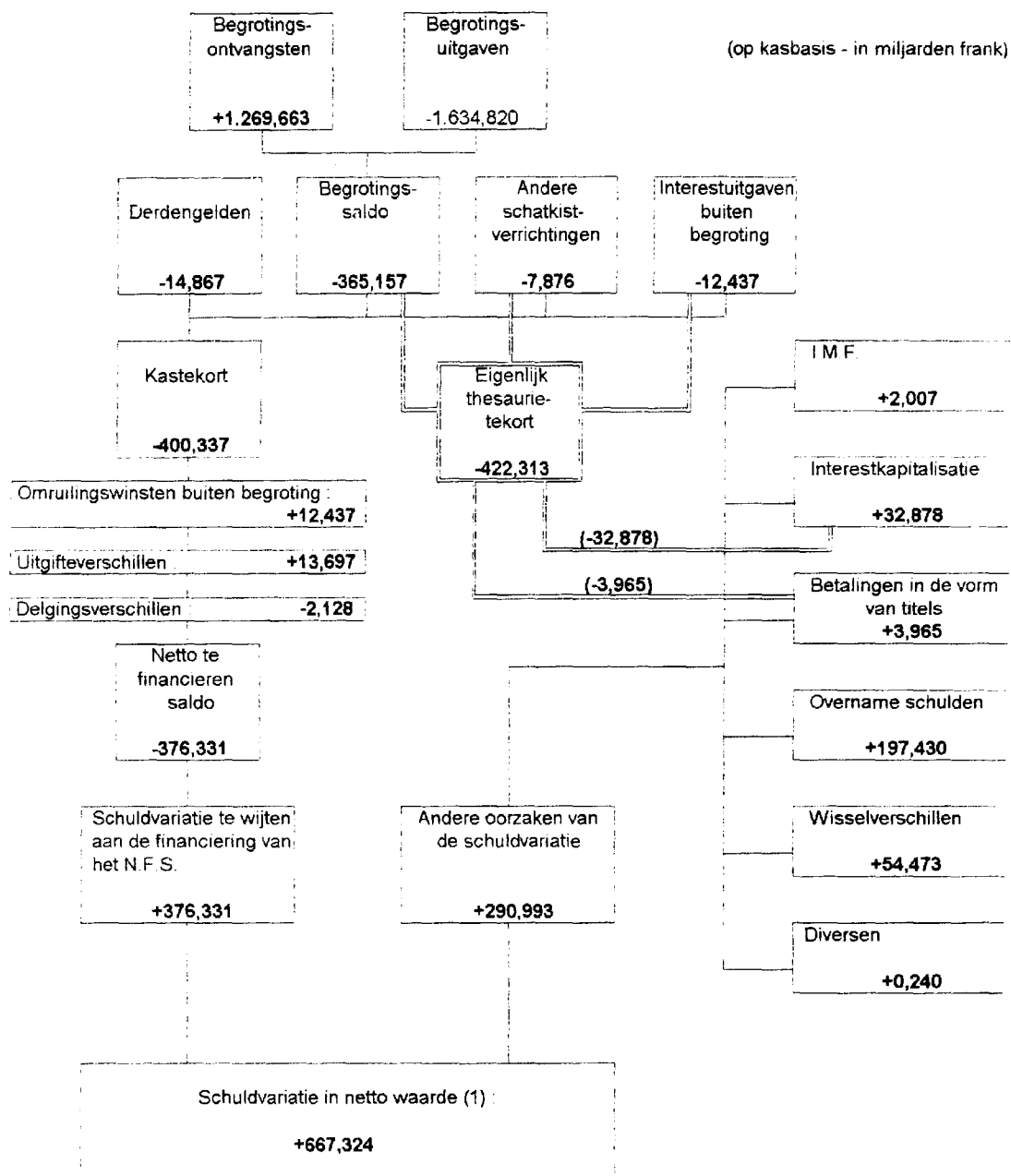
In deze post wordt de verhoging van de uitstaande schuld ingevolge de terugbetaling van 3.965 miljoen frank fictieve roerende voorheffing in de vorm van effecten (cf. supra) opgenomen. Daarnaast bevat deze rubriek ook een schijf van 240 miljoen frank van de lening "Liefkenshoektunnel" die voorheen niet in het uitstaand bedrag van de rijksschuld was opgenomen.

4. Syr*hesevoorstelling

In het hierna volgende schema wordt een overzicht gegeven van alle onderdelen van de variatie van de rijksschuld in 1993. In tegenstelling tot de gelijkaardige voorstelling in de voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1992 (12) wordt die schuldvariatie in netto-waarde uitgedrukt. Dit gebeurt door het aandeel van de thesauriebeleggingen, die in 1993 met 117.022 miljoen frank waren toegenomen (13), te elimineren. De thesauriebeleggingen hebben immers een zeer wisselvallig karakter, behoren tot het domein van het dagelijks beheer van de schatkist en worden in het geheel van de bezittingen en de schulden van de Staat geneutraliseerd.

12) Parl. St., nr. 1045/1-92/93 (Kamer) en nr. 792-1 (1992-1993) (Senaat), blz. 151.

13) Op 31 december 1992 bedroeg de geconsolideerde en de vlottende schuld samen 8.233,7 miljard frank waarvan 149,9 miljard frank als thesauriereserve was belegd. Op 31 december 1993 was van het totaal aan geconsolideerde en vlottende schuld van 9.073 miljard frank, 267 miljard frank belegd.

VERRICHTINGEN VAN DE SCHATKIST IN 1993

(1) zonder thesauriebeleggingen

HOOFDSTUK II - DE ONTVANGSTEN

De gegevens in verband met de totale ontvangsten en de rijksmiddelenontvangsten die in 1993 werden verwezenlijkt, worden hierna in samenvattende tabellen opgenomen.

A. DE TOTALE ONTVANGSTEN

1. Algemeen.

Onder "totale ontvangsten" verstaat men het geheel van lopende of kapitaalontvangsten, fiscale of niet-fiscale, die de centrale Staat voor eigen rekening of voor rekening van andere overheden int, met uitzondering van de opcentiemen en opdecimen.

De rijksmiddelenontvangsten bekomt men door van de totale ontvangsten de fiscale en niet-fiscale ontvangsten af te trekken die dienen voor de financiering van andere overheden dan de centrale overheid, te weten de afhoudingen verricht in hoofde van ontvangsten die worden afgestaan aan de Europese Gemeenschap, toegewezen of geristorneerd aan de Gemeenschappen en Gewesten en overgeheveld naar de sociale zekerheid.

Er dient aan herinnerd te worden dat om het objectief van de gezondmaking van de openbare financiën te bereiken, het regeerakkoord ondermeer voorziet dat, vanaf 1992, de fiscale ontvangsten gelijke tred moeten houden met de economische groei, dit veronderstelt dat globaal de elasticiteit van de fiscale ontvangsten in verhouding tot het BNP niet kleiner mag zijn dan één. Deze norm van eenheidselasticiteit van de fiscale ontvangsten houdt dus in dat het stijgingsritme van de fiscale ontvangsten van het betrokken jaar gelijk is aan de nominale aangroei van het BNP.

De hiernavolgende synthesetabel geeft de globale evolutie van de ontvangsten in 1992 en 1993 weer.

(in miljoenen frank)	1992	1993	Verschillen in %
Totale ontvangsten (waarvan fiscale ontvangsten)	2.020,4 (1.866,8)	2.103,3 (1.934,7)	+ 4,1 % (+ 3,6 %)
Ontvangsten bestemd voor de financiering van andere overheden	786,1	834,3	+ 6,1 %
Rijksmiddelenontvangsten	1.234,3	1.269,0	+ 2,8 %
BNP in lopende prijzen (*)	7.005,5	7.159,2	+ 2,2 %

(*) Bron : economisch budget - begrotingscontrole 1994

Globaal gezien zijn de ontvangsten in 1993 minder sterk toegenomen dan in het voorgaande jaar (4,1% tegenover 4,5% in 1992).

In het hierna volgende punt 2 wordt een korte commentaar gegeven bij de opvallende elementen van de evolutie.

Niettemin zijn de totale fiscale ontvangsten sterker toegenomen dan het BNP. Daaruit volgt dat de door de regering vooropgestelde norm van de eenheidselasticiteit voor het jaar 1993 nageleefd werd.

Alhoewel de toename van de totale ontvangsten globaal genomen (+ 4,1%) dus hoger lag dan de economische groei, verschilde het ritme ervan naargelang het niveau van de centrale overheid. Vooral de federale Staat heeft de negatieve gevolgen ondervonden van de verslechterde economische conjunctuur, aangezien de aan de andere overheidsniveaus afgestane of toegekende ontvangsten sneller (6,1%) toegenomen zijn dan de rijksmiddelenontvangsten (2,8%).

2. Totale ontvangsten : vergelijking van de verwezenlijkingen 1992-1993.

(in miljarden frank)	1992	1993	Verschillen
Lopende ontvangsten			
- Fiscale ontvangsten			
Directe belastingen	1.053,3	1.094,8	+ 41,5
Douane en accijnzen	203,2	209,2	+ 6,1
B.T.W. en registratierechten	588,2	607,6	+ 19,4
TOTAAL	1.844,7	1.911,7	+ 67,0
- Niet-fiscale ontvangsten	149,0	166,5	+ 17,5
TOTAAL lopende ontvangsten	1.993,7	2078,2	+ 84,5
Kapitaalontvangsten			
- Fiscale ontvangsten	22,1	22,9	+ 0,8
- Niet-fiscale ontvangsten	4,6	2,2	- 2,4
TOTAAL kapitaalontvangsten	26,7	25,1	- 1,6
ALGEMEEN TOTAAL	2.020,4	2.103,3	+ 82,9

Bron : Ministerie van Financiën, Thesaurie (omdat de totalen afgeronde bedragen zijn, kunnen zij verschillen van de som van hun bestanddelen).

Uit de analyse van de ontvangsten van de directe belastingen blijkt dat het rendement van de personenbelasting in 1993 (+ 1,5%) weinig geëvolueerd is. De bedrijfsvoorheffing vertoont wel een stijging van 4,1 % in vergelijking met het jaar 1992, maar die toename bevestigt niet de op basis van het economisch budget van 1 juli 1993 berekende vooruitzichten, die uitgingen van een grotere expansie van de loonmassa.

De ontvangsten werden verder negatief beïnvloed door de weerslag op het hele jaar van de stijging met 1% van de sociale bijdragen, die in juli 1992 van kracht geworden is ; terwijl de maatregelen die de regering in 1993 genomen heeft, zoals de aanvullende crisisbelasting, slechts vanaf het tweede semester van dat jaar effect gesorteerd hebben.

Bovendien zijn de terugbetalingen die naar aanleiding van de inkohiering van de personenbelasting uitgevoerd werden, sterk gestegen in 1993 (+ 14,1 miljard in vergelijking met 1992). Het feit dat de schatkist reeds verschillende jaren aanzienlijke terugbetalingen moet uitvoeren, lijkt te moeten worden toegeschreven aan een groeiende kloof tussen de als voorheffing geïnde ontvangsten en de werkelijk verschuldigde belasting.

Inzake de vennootschapsbelasting stelt men daarentegen een aanzienlijke vermindering van de terugbetalingen naar aanleiding van de inkohiering vast (-16,9 miljard in vergelijking met 1992) ingevolge een wijziging van de inning van de ontvangsten in de tijd. Die evolutie is hoofdzakelijk het resultaat van de afschaffing van de roerende voorheffing op de door de filialen aan hun moederonderneming gestorte dividenden, die de ontvangsten in 1991 en 1992 sterk had beïnvloed.

Het rendement van de indirecte belastingen (accijnzen en B.T.W.) werd nog beïnvloed door de aanhoudende economische recessie. De accijnzen hebben echter een gunstige invloed ondergaan van de weerslag over het hele jaar van de tariefverhogingen die in de loop van 1992 van kracht geworden zijn (+ 5,3%).

De niet-fiscale ontvangsten werden hoofdzakelijk gekenmerkt door de eerste privatisering in 1993.

B. DE RIJKSMIDDELENONTVANGSTEN

De lopende en kapitaalontvangsten waardoor de federale Staat gefinancierd wordt, en die als zodanig in de rijksmiddelenbegroting geboekt werden, bedragen 1.269 miljard frank in 1993, d.w.z. 52 miljard (3,9 %) minder dan de aangepaste ramingen voor dat jaar.

De lopende fiscale ontvangsten belopen 1.133,3 miljard frank, wat een minderontvangst van 51,8 miljard frank (4,6%) betekent in vergelijking met de ramingen van de begrotingscontrole. Die ongunstige evolutie situeert zich voornamelijk op het vlak van de directe belastingen (- 5%) en de B.T.W. (- 4,2%).

De niet-fiscale ontvangsten ondervonden daarentegen de gunstige weerslag van de uitzonderlijke inbreng van middelen afkomstig van de gedeeltelijke privatisering van de A.S.L.K. (32 miljard frank).

Als besluit kan worden gesteld dat het jaar 1993 gekenmerkt werd door een uitgesproken ongunstige evolutie van de fiscale ontvangsten ten opzichte van de ramingen.

Bij ontstentenis van compenserende maatregelen en zonder de bijkomende niet-fiscale middelen afkomstig van de privatiseringen, zouden de rijksmiddelenontvangsten voor 1993 waarschijnlijk niet het niveau van het voorgaande jaar bereikt hebben.

TABEL 2.1. - ONTVANGSTEN 1993 (in miljoenen frank)			
Aard van de ontvangsten	Aangepaste ramin- gen	Aangerekende ontvangsten	Vershil tussen de aangerekende ontvangsten en de ramingen
	(1)	(2)	(2) - (1)
1. Lopende ontvangsten			
Sectie I - Fiscale ontvangsten			
Directe belastingen	781.007	741.602	- 39.405
Douane en accijnzen	176.580	172.478	- 4.102
B.T.W. en registratierechten	227.544	219.252	- 8.292
Totaal	1.185.131	1.133.332	- 51.799
Sectie II - Niet-fiscale ontvangsten	131.005	133.473	2.468
Totaal lopende ontvangsten	1.316.136	1.266.805	- 49.331
2. Kapitaalontvangsten			
Sectie I - Fiscale ontvangsten	-	-	-
Sectie II - Niet-fiscale ontvangsten	4.939	2.220	- 2.719
Totaal kapitaalontvangsten	4.939	2.220	- 2.719
3. ALGEMEEN TOTAAL	1.321.075 (50.062)*	1.269.025 (47.878)*	- 52.050 (- 2.184)*
4. Leningopbrengsten	1.013.123 (122.930)*	1.086.704 (249.143)*	73.581 (126.213)*
* (waarvan geaffecteerde ontvangsten)			

Noten bij tabel 2.1.

Bronnen : aangepaste rijksmiddelenbegroting 1993
maandelijks schatkistoestanden - Ministerie van Financiën

Kolom (1) : aangepaste ramingen van de rijksmiddelenbegroting voor 1993

Kolom (2) : in het begrotingsjaar 1993 ten gunste van de Staat gestorte bedragen.

C. DE ONTVANGSTEN OVERGEDRAGEN AAN GEMEENSCHAPPEN EN GEWESTEN

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, aangevuld en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, bepaalt met welke door de federale Staat geïnde middelen de begrotingen van de Franse en Vlaamse Gemeenschap, het Waalse, Vlaamse en Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden. In hoofdzaak gaat het enerzijds om de aan de Gewesten te ristormeren gewestelijke belastingen en de gemeenschapsbelasting, en anderzijds om de toewijzing van een gedeelte van de opbrengst van bepaalde belastingen (B.T.W. en personenbelasting).

In tabel 2.2. worden de bedragen aangegeven die in 1993 bij wijze van gewestelijke belasting (14) en gemeenschapsbelasting (15) gestort werden.

TABEL 2.2. - IN 1993 GESTORTE BEDRAGEN				
GEWESTELIJKE BELASTINGEN				
in frank	Vlaamse Gewest	Waalse Gewest	Brusselse Hoofdstedelijk Gewest	Totaal van de gewestelijke belastingen
Belasting op spelen en weddenschappen	1.067.953.345	1.174.797.821	309.973.803	2.552.724.969
Belasting op automatische ontspanningstoestellen	922.762.111	279.014.765	111.093.248	1.312.870.124
Openingsbelasting op slijterijen van gegiste dranken	328.956.056	139.265.294	68.477.844	536.699.194
Successierechten en recht van overgang bij overlijden	12.365.948.073	6.710.505.331	5.513.032.010	24.589.485.414
Onroerende voorheffing	2.818.541.698	681.629.116	424.912.321	3.925.083.135
Registratierecht op de overdrachten ten bezwarende titel van onroerende goederen (16)	10.850.350.329	4.596.964.611	3.115.760.484	18.563.075.424
Verkeersbelasting op autovoertuigen (3)	0	0	0	0
Ecotaks	0	0	0	0
TOTAAL	28.354.511.612	13.582.176.938	9.543.249.710	51.479.938.260
GEMEENSCHAPSBELASTING				
in frank	Vlaamse Gemeenschap	Franse Gemeenschap	Duitstalige Gemeenschap	Totaal van de gemeenschapsbelasting
Kijk- en luistergeld (geïnd van 1 januari tot 30 november 1993)	11.338.265.606	6.754.778.292	111.509.858	18.204.553.756
Saldo van het kijk- en luistergeld 1992, voor 100% geristorneerd	3.705.957.847	2.065.656.876	40.653.121	5.812.267.844
TOTAAL	15.044.223.453	8.820.435.168	152.162.979	24.016.821.600

Voor de gewestelijke belastingen stemmen de aangegeven bedragen overeen met de voor rekening van de Gewesten geïnde belastingen ; deze bedragen werden op het einde van de maand volgend op de inning doorgestort overeenkomstig de wet.

14) Artikels 3 en 4 van de bovenvermelde wet van 16 januari 1989.

15) Artikel 5bis.

16) Krachtens artikel 10, § 2, van de bovenvermelde bijzondere wet wordt 41,408 procent van de registratierechten geristorneerd, terwijl de verkeersbelasting niet geristorneerd wordt.

Voor de gemeenschapsbelasting die ingevoerd werd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, heeft de federale Staat de opbrengst van het in 1993 ontvangen kijk- en luistergeld doorgestort, met name de sommen die Belgacom (dat met de inning belast is) gedurende de periode van 1 januari tot 30 november 1993 (na aftrek van de terugbetalings- en inningskosten) geïnd heeft, samen met het voor 1992 verschuldigd saldo.

De stortingsmodaliteiten werden evenwel beïnvloed door de wijziging van aard van die inkomstenbron bij de inwerkingtreding van de bijzondere wet op 30 juli 1993. De Staat heeft de door het vorige wettelijke stelsel opgelegde betalingen van twaalfden tot in september voortgezet, op grond van de in de rijksmiddelenbegroting voor 1993 opgenomen bedragen. Vanaf november werd de door Belgacom in de maand voordien geïnde netto opbrengst op het einde van de maand aan de Gemeenschappen gestort, rekening houdend met de nodige regularisaties.

Die modaliteiten vergen verschillende commentaren.

Enerzijds dient onderstreept te worden dat de bijzondere wet van 16 juli 1993 niet de voorwaarden voor het storten van de gemeenschapsbelasting preciseert zoals de wet dat wel doet voor de gewestelijke belastingen (te ristormeren op het einde van de maand die volgt op de maand waarin ze door het Ministerie van Financiën geïnd worden) en voor de gedeelde belastingen (die de eerste werkdag van de maand ten belope van één twaalfde overgedragen worden) (17). Gelet op de aard van de nieuwe gemeenschapsbelasting lijkt de administratie een redelijke keuze gemaakt te hebben door ook voor deze belastingen het voor de gewestelijke belastingen bepaalde stelsel toe te passen.

Anderzijds is het systeem, waarbij de federale Staat interest ontvangt of betaalt naargelang de door hem uitgevoerde stortingen hoger of lager dan de verschuldigde bedragen liggen, in 1993 bijzonder ingewikkeld wat de gemeenschapsbelasting betreft. Tot 30 juli worden de in artikel 54, § 1, 3e lid, bepaalde regels voor de gedeelde belastingen verder toegepast op het kijk- en luistergeld (d.w.z. het verschil tussen de betaalde twaalfden, die als voorschotten beschouwd worden, en het deel van de op die datum werkelijk geïnde belastingen brengt debet- of creditrente op).

Bij ontstentenis van enige bepaling hieromtrent in de wet zou vanaf de inwerkingtreding van het nieuwe stelsel, bij overeenkomst tussen de Staat en de Gemeenschappen, een procedure bepaald moeten worden die ingegeven zou kunnen zijn door de procedure die voor de gewestelijke belastingen van toepassing is (18).

17) Artikel 54 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

18) Bovenvermeld artikel 54, § 2, bepaalt dat het Gewest in geval van ontoereikende storting het recht heeft een lening aan te gaan die de staatswaarborg geniet en waarvan de financiële dienst ten laste van de Staat valt.

Ten slotte werden de inningskosten die Belgacom rechtstreeks afhoudt van de ontvangsten die aan het Ministerie van Financiën gestort worden en die in 1993 850 miljoen frank bedragen, niet meer tussen de drie Gemeenschappen verdeeld op grond van de localisatie van de ontvangsten, zoals in het verleden het geval was en zoals impliciet in de rijksmiddelenbegroting voor 1993 bepaald is. De nieuwe verdeling die in 1993 toegepast werd op basis blijkbaar van de reële kosten, komt neer op een verhoging van de inningskosten ten laste van de Franse Gemeenschap (+ 48 miljoen frank) en van de Duitstalige Gemeenschap (+ 2,8 miljoen frank), versus een vermindering van de aan de Vlaamse Gemeenschap aangerekende kosten (- 50,9 miljoen frank). Om ter zake een voldoende rechtszekerheid te garanderen, zou het nuttig zijn dat de verdeelsleutel voor de inningskosten in een overeenkomst tussen de federale Staat en de Gemeenschappen vastgelegd zou worden.

Op 1 oktober 1993 (en niet op 30 juli, datum van inwerkingtreding van de bijzondere wet van 16 juli 1993) werd bovendien een bedrag van 5.812,3 miljoen frank gestort dat het saldo vertegenwoordigt van het kijk- en luistergeld 1992, dat aan de Gemeenschappen verschuldigd was krachtens artikel 95, § 3, van die wet. Dat artikel preciseert dat het vanaf het begrotingsjaar 1992 is dat de netto opbrengst van de belasting in zijn totaliteit aan de Gemeenschappen toegekend wordt.

Tabel 2.3., die het Rekenhof op basis van door de administratie verstrekte gegevens opgesteld heeft, geeft voor de gedeelde belastingen voor 1993 een gedetailleerd overzicht van de aan de Gemeenschappen en de Gewesten te storten bedragen en van de werkelijk gestorte bedragen.

De te storten bedragen werden opgesteld rekening houdend met het saldo van 1992 en met de wijzigingen die door de bovenvermelde bijzondere wet van 16 juli 1993 in de bijzondere financieringswet aangebracht werden.

De definitieve bedragen zijn berekend op basis van een gemiddelde werkelijke inflatievoet van 2,75% in 1993 en van het rendement van de personenbelasting op 30 juni 1993.

De aan de Gewesten gestorte bedragen werden bovendien met 1.123 miljoen frank verminderd met toepassing van artikel 75, § 1bis, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ; dat artikel stelt de federale overheid in staat op de over te dragen middelen de bedragen in te houden die nodig zijn om de uitgaven te dekken, in verband met de over te hevelen administratieve diensten die noch effectief noch integraal door de Gewesten ten laste genomen worden. Deze inhoudingen werden vastgesteld met koninklijk besluit van 5 april 1994 (Belgisch Staatsblad van 28 april 1994).

TABEL 2.3. - GEDEELDE BELASTINGEN							
In miljoen frank	Definitieve bedragen	Saldo 1992 (1)	Totaal	Inhoudingen 75 § 1bis	Totaal te storten	Gestorte bedragen	Te vereffenen saldi in 1994
GEWESTEN							
PB							
Vlaamse Gewest	128.846,5	- 889,8	127.956,7	- 506,7	127.450,0	127.016,1	433,9
Waalse Gewest	87.391,7	308,2	87.699,9	- 590,3	87.109,6	86.454,3	655,3
Brusselse Gewest	24.639,3	- 482,3	24.157,0	- 26,3	24.130,7	24.457,5	- 326,8
Totaal	240.877,5	- 1.063,9	239.813,6	- 1.123,3	238.690,3	237.927,9	762,4
GEMEENSCHAP-PEN							
BTW							
Vlaamse Gemeenschap	187.788,9	- 1.404,2	186.384,7		186.384,7	185.792,8	591,9
Franse Gemeenschap	142.455,5	- 1.035,7	141.419,8		141.419,8	140.983,1	436,7
Totaal	330.244,4	- 2.439,9	327.804,5		327.804,5	326.775,9	1.028,6
PB							
Vlaamse Gemeenschap	64.476,4	- 21,9	64.454,5		64.454,5	63.953,1	501,4
Franse Gemeenschap	44.514,0	- 277,0	44.237,0		44.237,0	44.145,5	91,5
Totaal	108.990,4	- 298,9	108.691,5		108.691,5	108.098,6	592,9
Totaal van de gedeelde belastingen voor de Gemeenschappen	439.234,8	- 2.738,8	436.496,0		436.496,0	434.874,5	1.621,5
Totaal van de gedeelde belastingen	680.112,3	- 3.802,7	676.309,6	- 1.123,3	675.186,3	672.802,4	2.383,9

(1) Deze bedragen wijken af van deze vermeld in de voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting 1992, omdat ze werden berekend op basis van een gemiddeld inflatiepercentage voor 1992 van 2,43%.

HOOFDSTUK III - DE UITGAVENKREDIETEN

A. De budgettaire gegevens

De kredieten voor het begrotingsjaar 1993, die terug te vinden zijn in de kolom 2 van de tabel van de uitgaven (zie Bijlagen - Deel 2), werden samengesteld rekening houdende met de volgende beslissingen :

1. Oorspronkelijke kredieten : kredieten ingeschreven in de oorspronkelijke begroting 1993 (wet van 14 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993).

2. Aanpassingen :

- door de wet van 6 augustus 1993 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 ;
- door de wet van 24 december 1993 houdende tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 ;
- door de wet van 21 februari 1994 houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 ;
- door artikel 59 van de programmawet van 24 december 1993 houdende vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 ;
- door de wet van 28 februari 1994 houdende vijfde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993.

3. Wijzigingen als resultaat van :

- de verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven onder het programma 18.60.1 en bestemd voor het dekken van de uitgaven in het kader van de hulp aan landen van Midden en Oost-Europa (artikel 2.18.4 van de voormelde wet van 14 december 1992 en uitgevoerd met koninklijk besluit van 16 november 1993) ;
- de verdeling van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven onder het programma 14.60.1 en bestemd tot dekking van alle uitgaven verbonden aan het Belgisch voorzitterschap van de Europese Gemeenschap gedurende het tweede semester van 1993 (artikel 2.14.1 van de voormelde wet van 6 augustus 1993 en uitgevoerd met koninklijk besluit van 6 december 1993) ;

- de gedeeltelijke verdeling van de provisionele kredieten ingeschreven onder het programma 13.61.1 en bestemd voor de uitvoering van opleidingsactiviteiten in de verschillende departementen (artikel 2.13.9 van de voormelde wet van 14 december 1992 en uitgevoerd met koninklijk besluit van 20 december 1993) ;
- de gedeeltelijke verdeling van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven onder het programma 18.60.1 en bestemd tot het dekken van alle uitgaven verbonden aan de indexaanpassing, de sociale programmatie en de aanwervingen, alsook van bijkomende uitgaven in het raam van het contract met de burger (artikel 2.18.3 van de voormelde wet van 14 december 1992, gewijzigd door de wet van 24 december 1993, en uitgevoerd met koninklijk besluit van 28 januari 1994) ;
- de herverdelingen van basisallocaties met betrekking tot personeelsuitgaven tussen programma's van eenzelfde departementale sectie, toegestaan door artikel 1-01-2, § 2, van de algemene uitgavenbegroting voor 1993 ;
- de budgettaire machtigingen (uitgavenmachtigingen met eventuele kredietblokkeringen) toegestaan met een beslissing van de Ministerraad bij toepassing van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit en die nog niet bij wet werden geregulariseerd.

Met de betrekking tot de provisionele kredieten kan worden gewezen op :

- de laattijdige verdeling van de kredieten voor de uitgaven inzake het Belgisch voorzitterschap van de Europese Gemeenschap, met de vaststelling dat een aantal van die uitgaven anticipatief via een rekening bij de Nationale Bank van België werden betaald ;
- de onorthodoxe toewijzing van een niet gesplitst krediet van 51 miljoen frank in het kader van het project PHARE (zie voormeld koninklijk besluit van 16 november 1993 met betrekking tot het programma 18.60.1) ter aanvulling van een gesplitst krediet op het programma 14.51.1 (Buitenlandse Handel).

B. De Ministerraadsbeslissingen die in 1993 machtiging hebben verleend tot het verrichten van uitgaven boven de begrotingskredieten

a) Toepassing van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit

In de loop van het begrotingsjaar 1993 heeft de Ministerraad in totaal tien begrotingsberaadslagingen genomen in toepassing van artikel 44. Deze procedure kan enkel worden aangewend in dringende gevallen die veroorzaakt zijn door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden.

De uitgaven waartoe de beraadslagingen machtiging hebben verleend, bedroegen in totaal 1.204,9 miljoen frank voor de niet gesplitste kredieten, 10.830,9 miljoen frank voor de gesplitste vastleggingskredieten en 269,0 miljoen frank voor de gesplitste ordonnanceringskredieten. De

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(204)

compenserende blokkeringen op andere kredieten (in 8 op de 10 gevallen) bedroegen 144,1 miljoen frank voor de niet gesplitste kredieten 1.878,8 miljoen frank voor de gesplitste vastleggingskredieten en 1.309,9 miljoen frank voor de gesplitste ordonnanceringskredieten.

Bij vijf van de tien ministerraadsbeslissingen heeft het Rekenhof opmerkingen geformuleerd omdat geoordeeld werd dat aan de voorwaarden voorzien in artikel 44 niet was voldaan.

Vijf ministerraadsbeslissingen (nr. 3121/3122/3123/3125/3128) werden tot op heden bij wet geregulariseerd. Voor twee beraadslagingen (nr. 3124/3126) werd reeds een wetsontwerp houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 neergelegd. Voor de drie overige werden nog geen wetsontwerpen ingediend.

De tabel 3.1. hierna geeft een bondig overzicht van de in 1993 genomen ministerraadsbeslissingen.

Tabel 3.1. : Ministerraadsbeslissingen

(in miljoenen frank)

Beslissing nr.	Datum / Departement	Programma	Toegestaan bedrag	Voorwerp
3121	26.03.1993 Diensten Eerste Minister	11.56.1	+ 19,3 NGK	Werking van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racisme-bestrijding
3122	23.07.1993 Landsverdediging	16.50.2	+ 9.993,0 VK	Vernieuwing van de uitrusting en de infrastructuur mbt. het productiecontract Mid Life Update F 16 met de USA
3123	29.07.1993 Diensten Eerste Minister	11.40.4	+ 89,0 NGK	Voortzetting van het project "Informatie van de overheid" in het kader van het contract met de burger en voorlichting omtrent het voorzitterschap E.G. en de staats-hervorming
3124	02.08.1993 Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	13.40.1	+ 10,0 NGK	Organisatie van de nationale begrafenisplechtigheid bij het overlijden van Zijne Majesteit Koning Boudewijn
3125	24.09.1993 Financiën	18.04.0	+ 20,8 NGK	Werkingskosten van het nieuwe kabinet van de Vice-Eerste Minister
3126	22.10.1993 Verkeer en Infrastructuur	33.51.1 33.56.2	+ 11,0 NGK + 805,9 VK + 269,0 OK	Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest : uit te voeren werken ten behoeve van de Europese Instellingen en de NMBS
3127	03.12.1993 Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	14.41.7	+ 1,9 NGK	Huur van een gebouw in de Nijverheidsstraat te Brussel voor de Raad voor Douanesamenwerking
3128	13.12.1993 Landsverdediging	16.50.0 16.50.2 16.70.4	+ 972,2 NGK + 32,0 VK + 32,7 NGK	Supplementaire personeels- en werkingskosten en aankoop van een terrein
3129	17.12.1993 Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	14.52.2	+ 23,0 NGK	Repatriëring van Belgische burgers uit Zaïre d.m.v. speciale of lijnvluchten van SABENA
3130	24.12.1993 Financiën	18.61.2	+ 25,0 NGK	Aanzuivering van het tekort van de dienst "Saneringsleningen" van de Nationale Delcrederiedienst
TOTALEN			NGK : + 1.204,9 VK : + 10.830,9 OK : + 269,0	

NGK = niet-gesplitste kredieten

VK = gesplitste vastleggingskredieten

OK = gesplitste ordonnanceringskredieten

b) Toepassing van artikel 40, § 2, van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

Met de beslissing nr. 262 van 24 december 1993 vorderde de Ministerraad een voorlopig visum van het Rekenhof voor de betaling van dringende facturen voor :

- het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken (aankoop van materieel voor de brandweerdiensten) voor een bedrag van 138 miljoen frank ;
- het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur (werken aan de Brusselse metro) voor een bedrag van 40,6 miljoen frank ;
- het Ministerie van Landbouw (bestrijding van de varkenspestepidemie) voor een bedrag van 100 miljoen frank.

Uiteindelijk werden slechts de ordonnanties van het Ministerie van Landbouw voor een bedrag van 100 miljoen frank aan het hof ter visum voorgelegd.

Het Rekenhof heeft echter zijn visum geweigerd omdat de betrokken beraadslaging een oneigenlijk gebruik impliceerde van de bijzondere procedure voorzien in artikel 40, § 2. De uitgaven hadden weliswaar een dringend karakter, maar er werd niet aangetoond dat de voorwaarde werd vervuld die bepaalt dat er voor de schatkist een ernstig nadeel moet voortvloeien uit het uitblijven van de betaling (19).

19) Zie brieven van het Rekenhof d.d. 12 januari 1994 aan de Voorzitters van de Wetgevende Kamers

HOOFDSTUK IV- DE UITGAVEN

In dit hoofdstuk wordt de aanwending van de toegekende kredieten onderzocht, zowel wat de vastleggingen als wat de ordonnanceringen betreft.

Vooreerst wordt een globaal overzicht gegeven van alle vastleggingen en ordonnanceringen die zijn uitgevoerd op de kredieten voor 1993 voor elk van de departementale secties, gegroepeerd per grote cel overeenkomstig de voorstelling in de toelichting bij de algemene uitgavenbegroting voor 1993 (punt A.1. hierna).

Het centrale en meest belangrijke deel van de voorafbeelding wordt gevormd door het onderzoek van de uitgaven per programma (punt A.2. hierna), volgens de indeling van de goedgekeurde algemene uitgavenbegroting voor 1993. De tabel van de uitgaven die de cijfergegevens bevat, is, wegens zijn grote omvang, in een afzonderlijk deel II - Bijlagen opgenomen. Deze tabel bevat ook alle gegevens over de werking van de organieke fondsen. Commentaren en opmerkingen over de uitvoering van de programma's worden in deze rubriek in voorkomend geval verstrekt per sectie.

Onder punt B worden de ordonnanceringen behandeld die in 1993 werden uitgevoerd ten laste van de kredieten die werden overgedragen van het begrotingsjaar 1992 (20). In de tabel 4.2., die daarop betrekking heeft, worden de verrichtingen 1993 (kolom 4) geventileerd per sectie (21). Deze tabel bevat ook de ordonnanceringen van 1992, zodat een volledig overzicht wordt bekomen over de uitvoering van de begroting 1992.

Ten slotte worden in dit hoofdstuk commentaren verstrekt over de vastgestelde kredietoverschrijdingen (punt C).

x
x x

20) Overdracht van kredieten gebeurt bij toepassing van artikel 34 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

21) Een meer gedetailleerde indeling "per programma" zoals voor de kredieten van het lopende jaar wordt niet wenselijk geacht, gelet op de relatief beperkte omvang van deze verrichtingen.

A. UITGAVEN OP KREDIETEN VAN 1993.

1. Globaal overzicht

In tabel 4.1. wordt een samenvattend overzicht gegeven van alle vastleggingen en ordonnanceringen die in 1993 op de kredieten van 1993 zijn uitgevoerd voor ieder van de departementale secties ; ze zijn gegroepeerd per cel in dezelfde voorstelling als diegene die voorkomt in de algemene toelichting bij de algemene uitgavenbegroting 1993.

TABEL 4.1. - UITGAVEN OP KREDIETEN VAN 1993

(in miljoenen frank)

CEL/SECTIES (1)	VASTLEGGINGEN (2)		ORDONNANCERINGEN (3)	
	In miljoenen frank	%	in miljoenen frank	%
A. <u>RIJKSSCHULD</u>	2.044.486,8	67,3	1.886.989,2	67,0
B. <u>AUTORITEITSCEL</u>				
- Dotatiën	10.692,8		10.692,8	
- Eerste Minister	20.082,2		20.370,4	
- Justitie	30.133,1		28.076,9	
- Binnenlandse Zaken	11.683,4		9.568,1	
- Buitenlandse Zaken	12.492,8		9.134,9	
- Ontwikkelingssamenwerking	18.296,9		16.403,4	
- Landsverdediging	101.043,2		84.440,3	
- Rijkswacht	24.944,0		23.760,3	
- Financiën (inbegrepen de interdepartementale provisie)	71.028,7		67.031,7	
Subtotaal B	300.397,1	9,9	269.478,8	9,6
C. <u>SOCIALE CEL</u>				
- Pensioenen	260.272,8		259.431,5	
- Middenstand	6.473,7		6.485,9	
- Tewerkstelling en Arbeid	36.201,1		36.042,7	
- Sociale Voorzorg	190.511,3		187.700,3	
- Volksgezondheid	52.722,4		50.201,0	
Subtotaal C	546.181,3	18,0	539.861,4	19,1
D. <u>ECONOMISCHE CEL</u>				
- Landbouw	12.254,6		11.896,0	
- Economische Zaken	36.390,8		11.885,7	
- Verkeer en Infrastructuur	98.845,4		98.180,5	
Subtotaal D	147.490,8	4,8	121.962,2	4,3
TOTALEN	3.038.556,0	100,0	2.818.291,6	100,0

Commentaar bij tabel 4.1.

De in **kolom 2** opgenomen bedragen vertegenwoordigen het totaal van de in 1993 op de niet-gesplitste kredieten, op de gesplitste vastleggingskredieten en op de variabele kredieten uitgevoerde vastleggingen.

De in **kolom 3** opgenomen bedragen vertegenwoordigen het totaal van de in 1993 op de niet-gesplitste kredieten, op de gesplitste ordonnanceringskredieten en op de variabele kredieten uitgevoerde ordonnanceringen.

De percentages geven het belang aan van iedere cel in het geheel van de uitgaven 1993 (zowel wat het vastleggingsaspect als het ordonnanceringsaspect betreft).

2. De uitgaven per programma

Voor de cijfergegevens wordt verwezen naar de tabel van de uitgaven in deel II - Bijlagen.

Met de hiernavolgende commentaren wordt beoogd het parlement nuttige informatie te verschaffen over belangrijke problemen of tekortkomingen die zich bij de uitvoering van de begroting 1993 hebben voorgedaan en waarbij de doelstellingen van bepaalde programma's niet of slechts gedeeltelijk konden worden gerealiseerd.

SECTIE 12 - JUSTITIE

1. Het "contract met de burger"

(in miljoenen frank)

Programma's	Toegekende kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
12.40.2 ngk	49,7	29,1	5,9	12 %
12.51.3 ngk	172,6	100,6	53,7	31 %
12.55.6 ngk	217,9	81,4	10,3	5 %
vk	5,0	0	-	-
ok	5,0	-	0	0 %
12.56.2 ngk	300,9	230,9	52,4	17 %
12.58.3 ngk	65,5	53,4	1,6	2 %
12.60.1 ngk	30,2	11,2	11,2	37 %
12.63.0 ngk	12,0	5,0	0,0	0 %
TOTAAL ngk	848,8	511,6	135,1	16 %
vk	5,0	0	-	
ok	5,0	-	0	0 %

In de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting van de Staat voor het begrotingsjaar 1993, kondigde de regering aan dat ze een globaal bedrag van 2.849 miljoen frank had ingeschreven voor de verwezenlijking van wat is genoemd "het contract met de burger" en dat maatregelen meebrengt in de domeinen van gelijkheid van kansen, het vreemdelingenbeleid, de strijd tegen de armoede, de veiligheid van de burger, de snelheid van de rechtspraak, de administratieve vernieuwing en de strafinrichtingen.

Een substantieel gedeelte van dit bedrag, namelijk 1.063,8 miljoen frank was ingeschreven op de initiële begroting van Justitie (22) en verdeeld tussen 7 specifieke programma's, getiteld "contract met de burger".

Tengevolge van de twee aanpassingen werden deze kredieten teruggebracht tot 853,8 miljoen frank (23), zijnde een vermindering met 210 miljoen frank.

Het onderzoek van de resultaten van de uitvoering van de begroting toont aan dat

22) 963,8 miljoen frank aan niet-gesplitste kredieten, 100 miljoen frank aan ordonnanceringskredieten en 170 miljoen frank aan vastleggingskredieten.

23) 848,8 miljoen frank aan niet-gesplitste kredieten, 5 miljoen frank aan vastleggingskredieten en ordonnanceringskredieten.

deze kredieten slechts in geringe mate werden aangewend. De vastleggingen voor deze 7 programma's lopen inderdaad op tot 511,6 miljoen frank (hetzij een benuttingsgraad aan vastleggingen van 60%) en de ordonnanceringen zijn beperkt tot 135,1 miljoen frank (hetzij een benuttingsgraad aan ordonnanceringen van slechts 16 %).

Het programma 12.40.2 was bestemd voor de informatisering van het strafregister. Van de 49,7 miljoen frank voorzien bij de aanpassing, moest 30 miljoen frank dienen voor de aanschaf van uitrusting en de rest voor werkingkosten en de werving van tijdelijk personeel voor de codering van gegevens. De zeer geringe benuttingsgraad is te verklaren, enerzijds door het feit dat de kredieten bestemd voor uitrusting voor het grootste deel werden vastgelegd maar niet geordonnanceerd en anderzijds doordat de vastlegging in april en mei 1993 van personeelsvergoedingen verkeerdelijk werd aangerekend op een ander programma.

Het programma 12.51.3 had, volgens de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting, als doelstellingen het opzetten van projecten voor de uitvoering van alternatieve straffen en de uitbouw van Oriëntatie- en Behandelingseenheden in de strafinrichtingen (24). Bovendien werd, alhoewel de verantwoordingsnota dit niet preciseerde, 70 miljoen frank van dit krediet (teruggebracht tot 40 ter gelegenheid van de aanpassing), bestemd voor een uitbreiding van het kader van de strafinrichtingen.

Het wetsontwerp tot invoering van werken van algemeen belang in de strafwetgeving werd pas in het begin van het jaar 1994 aangenomen. Een groot deel van het noodzakelijke personeel (47 probatie-assistenten en 2 inspecteurs) werd nochtans reeds aangeworven in 1993. Anderzijds werd de meerderheid van het noodzakelijke personeel voor de uitbouw van de Oriëntatie- en Behandelingseenheden in een twaalfstal strafinrichtingen aangeworven. Ten slotte werden 90 beambten voor de strafinrichtingen aangeworven en toegewezen aan de gevangenis van Vorst-Berkendael, Jamioulx en Verviers. De geringe benutting van het krediet is te verklaren door het feit dat dit personeel relatief laat op het jaar werd aangeworven, dat de aanschaf van duurzame en niet-duurzame goederen slechts aanleiding heeft gegeven tot zeer weinig ordonnanceringen (25) en dat geen enkele subsidie werd verleend aan onthaal- en begeleidingsinstellingen in het kader van werken van algemeen belang (voorzien krediet : 15 miljoen frank).

Het programma 12.55.6 had enerzijds als oogmerk de uitbouw van opvangcentra voor illegalen en anderzijds de informatisering van de Dienst Vreemdelingenzaken. Alhoewel de kredieten voor de centra voor illegalen, ingevolge twee aanpassingen van de algemene uitgavenbegroting, van 151,4 miljoen frank gebracht werden op 164,6 miljoen, zijn de vastleggingen uiteindelijk tot een vijftigtal miljoen beperkt gebleven en de ordonnanceringen tot een tiental miljoen. Deze zeer lage benuttingsgraad van de kredieten zou deels te

24) Parl. St., Kamer, nr. 664/1-92/93 (B.Z.), blz. 40.

25) De Regie van de gevangenisarbeid werd belast met de verwerving en de inrichting van de infrastructuur bestemd voor de projecten voor de uitvoering van alternatieve straffen en voor de oriëntatie- en behandelingseenheden, tegen terugbetaling door het departement van Justitie.

wijten zijn aan de laattijdige opening van het centrum van Merksplas (november 1993) en deels aan problemen in verband met de aanrekening van personeelsuitgaven (26). Wat de informatisering betreft van de Dienst Vreemdelingenzaken werd er geen enkel bedrag aangerekend ten laste van het daartoe voorziene vastleggingskrediet, dat weliswaar naar aanleiding van de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van 170 miljoen tot 5 miljoen frank werd herleid. Vastleggingen ten belope van 30,8 miljoen frank werden evenwel uitgevoerd ten laste van het niet-gesplitst krediet van dit programma.

Het programma 12.56.2 beoogde de uitvoering van een hele resem projecten : de uniformisering van de beroepsmogelijkheden inzake sociale hulp, de informatisering van de parkieten, de rechtshulp, de strafbemiddeling, de herwaardering van de gerechtsdeskundigen, de werving van administratief personeel voor de gerechtelijke politie. De vrij lage benuttingsgraad op het niveau van de vastleggingen houdt voornamelijk verband met de personeels- en werkingsuitgaven voortvloeiend uit voornoemde projecten en zou te wijten zijn aan laattijdige wervingen en aan aanrekeningsproblemen.

Het programma 12.58.3 was voornamelijk bestemd voor informatiseringsprojecten van de gerechtelijke politie, de verdere uitbouw van de gerechtelijke laboratoria en van het Nationaal Instituut voor de Criminalistiek en de Criminologie (N.I.C.C.). De kredieten bestemd voor de informaticaprojecten werden vastgelegd, doch slechts in beperkte mate geordonnanceerd. De kredieten bestemd voor de laboratoria en het N.I.C.C., die met het bijblad reeds sterk werden verminderd, werden slechts in zeer beperkte mate aangewend.

Het programma 12.60.1 was alleen maar voorzien voor de werving van contractueel personeel voor het commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Het werd slechts voor 37 % aangewend.

Tot slot werd de Dienst voor de Criminaliteitsbestrijding (programma 12.63.0), in tegenstelling tot wat aangekondigd werd (27), niet operationeel in de loop van 1993 (28).

Als besluit kan worden gesteld dat de zeer lage benuttingsgraad van de kredieten bestemd voor het "contract met de burger", die nochtans met het bijblad werden verminderd, eerder het gevolg is van de trage uitvoering van de diverse projecten en van een gebrek aan discipline wat betreft het budgettair beheer ervan, dan van het niet-realiseren of het prijsgeven van de gestelde doelstellingen.

Daarenboven blijkt de begroting van de uitgaven, veroorzaakt door deze programma's in 1993, slechts bij benadering te zijn gebeurd. Er werd weinig rekening gehouden met de

26) De aanrekening op de basisallocaties 11.03 en 11.04 (personeelsuitgaven) bleef inderdaad beperkt tot 5,6 miljoen frank op een globaal krediet van 86,8 miljoen frank.

27) Parl. St., Kamer, nr. 664/1 - 91/92 (B.Z.), blz. 38.

28) Het koninklijk besluit tot oprichting van een Dienst voor het Strafrechtelijk beleid werd genomen op 14 januari 1994.

tijd nodig voor de operationalisering van bepaalde projecten. Enkel de projecten die konden steunen op een bestaand wettelijk en administratief kader zijn goed opgeschoten.

De achterstand opgelopen bij de uitvoering van heel wat projecten vertaalt zich door een vermindering in vergelijking met de initiële begroting, met 900 miljoen frank van de uitgaven en contrasteert aldus op opvallende wijze met de vaak ingeroepen urgentie.

Tot slot kan worden vastgesteld dat de talrijke aanrekeningsfouten het beeld verstoren dat kan worden geschetst, op basis van de benutting van de kredieten, van de uitvoering van de programma's. Het nut om de projecten in het kader van het "contract met de burger" op te nemen in afzonderlijke programma's met het oog op een meer correcte opvolging, wordt aldus sterk verminderd.

2. De personeelsuitgaven

Net als vorig jaar hebben de uitgaven voor de bezoldiging van het personeel van het departement van Justitie belangrijke overschrijdingen veroorzaakt van de daartoe bestemde basisallocaties (29).

In de voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting voor 1992 merkte het Rekenhof inderdaad op dat deze overschrijdingen 277,5 miljoen frank beliepen. Ondanks 177,7 miljoen frank bijkredieten toegekend bij koninklijk besluit van 28 januari 1994 houdende gedeeltelijke verdeling van de provisionele kredieten ingeschreven in het programma 18.60.1, lopen deze overschrijdingen in 1993 op tot een totaal bedrag van 345,6 miljoen frank.

De belangrijkste overschrijdingen vindt men terug op de programma's 12.51.0 - Bestuur der strafinrichtingen (84,4 miljoen frank), 12.56.0 - Gewone rechtsmachten (182,3 miljoen frank) en 12.59.0 - Bestuur van de erediensten (47,1 miljoen frank).

Deze overschrijdingen op de basisallocaties voor personeelskosten hebben overschrijdingen veroorzaakt van de kredieten in vastlegging en in ordonnancering voor de programma's 12.55.4 - Veiligheid inzake kernenergie en 12.59.0 - Bestuur van de erediensten, en in vastlegging alleen voor de programma's 12.51.0 - Bestuur der strafinrichtingen, 12.56.0 - Gewone rechtsmachten en 12.57.0 - Militair gerecht.

Ook al kan een groot deel van deze overschrijdingen gecompenseerd worden door een herverdeling van basisallocaties op grond van het artikel 1.01.2, § 2, van de algemene

29) Deze overschrijdingen zijn mogelijk doordat de uitbetaling van de wedden, in toepassing van artikel 41 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, niet onderworpen is aan het voorafgaand visum van het Rekenhof.

uitgavenbegroting voor het jaar 1993 (30), ze laten toch de zwakte zien van de begrotingsramingen inzake personeelsuitgaven van het departement van Justitie, evenals een gebrek aan discipline wat betreft de correcte aanrekening van deze uitgaven.

De overschrijding op de organisatieafdeling "Gewone rechtsmachten" bijvoorbeeld zou het gevolg zijn van een onderschatting van de weerslag van de herwaardering van de anciënniteit van de magistraten. De overschrijding op de organisatieafdeling "Militair gerecht" is het gevolg van een overschatting van de integratiemogelijkheden van de magistraten van dit gerecht, dat in volle reorganisatie is, in de gewone rechtsmachten.

Daarnaast zou de vermeerdering van het aantal basisallocaties voor personeelskosten, die het gevolg is van de creatie van nieuwe programma's "Contract met de burger", talrijke foutieve aanrekeningen hebben veroorzaakt.

30) Het beschikbaar saldo van de basisallocaties voor personeel, waarop geen overschrijding te noteren valt, gaat eveneens de 300 miljoen frank te boven.

SECTIE 13 - BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN**1. Resultaat van besparingsmaatregelen in het openbaar ambt**

Naar aanleiding van de voorbereiding van de begroting 1993 en het meerjarenprogramma 1993-1996 werd door de regering een globale jaarlijkse besparing in het openbaar ambt van 3930 miljoen frank in het vooruitzicht gesteld. Om deze besparing te realiseren werden, onder meer, de volgende maatregelen vooropgesteld :

- de uitwerking van een wet houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken waarin een nieuw luik "mobiliteit" zou zijn vervat. Meer bepaald zou een soepeler regeling worden uitgebouwd waarbij de vrijwillige mobiliteit zoveel mogelijk wordt uitgebreid (verwachte jaarlijkse besparingseffect : 750 miljoen frank) ;
- een stringente wervingsstop met betrekking tot de contractuele tewerkstellingen voor het voldoen aan uitzonderlijke tijdelijke personeelsbehoeften (cfr. art. 8, § 2, a van het K.B. nr. 56 d.d. 16.7.1982) en bijkomende specifieke opdrachten (cfr. art. 8, § 2, c van datzelfde besluit) (verwachte jaarlijkse besparingseffect : 750 miljoen frank).

Wat de concrete uitwerking van de vermelde mobiliteitsregeling aangaat moet echter worden vastgesteld dat door een laattijdige wettelijke regeling (31) het besparingseffect voor het begrotingsjaar 1993 praktisch volledig te verwaarlozen is.

Het besparingseffect van de maatregelen die werden genomen in verband met de contractuele tewerkstellingen moet eveneens worden gerelativeerd.

Uit een beslissing van de ministerraad van 12 februari 1993 blijkt dat een besparing van 470,8 miljoen frank op de personeelskredieten voor contractuelen als gerealiseerd werd opgenomen. Hiervoor zou ondermeer bij de parastatalen in de sociale sector 136 miljoen frank verwezenlijkt zijn. Uit interne gegevens van Ambtenarenzaken over de personeelssterkte is echter gebleken dat voor het geheel van de parastatalen de tewerkstelling van hoger vermelde categorieën van contractuelen over de periode 31.12.1992 tot 1.1.1994 zeker niet is verminderd, integendeel. Er zijn evenwel aanduidingen die er op wijzen dat een andere besparingswijze werd gekozen, nl. de afbouw van het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen (gesco's). De sociale parastatalen krijgen aldus de gesco-premie van de Staat niet meer uitbetaald en verliezen bovendien het voordeel van de vrijstelling van patronale bijdragen, hetgeen de instellingen een zwaardere budgettaire last oplegt. Deze werkwijze komt er tenslotte op neer dat weliswaar een besparing werd gerealiseerd op de begroting die de gesco-premies ten laste neemt (nl. Tewerkstelling en Arbeid) doch ten koste van de begrotingen van de sociale parastatalen.

31) cfr. Wet houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken van 22 juli 1993 en het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten.

De voormelde ministerraadsbeslissing voorzag tevens in een verdere vermindering van de personeelskredieten in de ministeries ten belope van 280 miljoen frank.

Uit hoger vermelde gegevens van Ambtenarenzaken is gebleken dat de contractuele tewerkstelling ook bij de ministeries over de betreffende periode niet is afgenomen.

2. Programma 13.51.9 - Bevolking en verkiezingen

Organiek fonds 13-2 Rijksregister : Bijzonder fonds voor het dekken van allerhande werkingskosten ontstaan bij de uitvoering van prestaties ten voordele van openbare autoriteiten of openbare of privé-organismen.

(in miljoenen frank)	Vastleggingsmiddelen	Ordonnanceringsmid- delen
Saldo 1.1.1993	36,1	44,0
Ontvangsten	157,7	157,7
Beschikbaar	193,8	201,7
Uitgaven	110,5	108,0
Saldo 31.12.1993	83,3	93,7

Tijdens het begrotingsconclaaf in augustus 1992 werd voor de begroting 1993 een besparing van 100 miljoen frank op de gewone begrotingskredieten van het departement in het vooruitzicht gesteld die zou gecompenseerd worden door een gelijkmatige verhoging van de inkomsten van het organiek fonds van het Rijksregister.

Deze vermeerdering van de inkomsten moest voortvloeien uit een verhoging van de vergoeding voor de prestaties ten gunste van de openbare besturen (vroegere prijs x 2).

Oorspronkelijk werd in de initiële algemene uitgavenbegroting 1993 voor 194,0 miljoen frank ontvangsten voorzien ; met het eerste aanpassingsblad werd dit bedrag verlaagd tot 150 miljoen frank. In werkelijkheid werden er 157,7 miljoen frank ontvangsten geboekt, dit is 58,2 miljoen frank meer dan in 1992 (ontvangsten '92 : 99,5 miljoen frank) en 53 miljoen frank meer dan in 1991 (ontvangsten '91 : 104,7 miljoen frank). Het vooropgesteld bedrag aan bijkomende inkomsten van 100 miljoen frank werd dus niet bereikt.

Door het departement worden hiervoor volgende redenen aangevoerd : de betrekkelijk late datum van inwerkingtreding (nl. 13.02.1993) van het besluit houdende verhoging van de vergoedingen (32) en een aanzienlijke vermindering van het aantal gevraagde prestaties.

3. Programma 13.54.2 - Brandweerdiensten

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ok	472,0	308,7	65 %

De lage benutting van de ordonnanceringskredieten op dit programma situeert zich voornamelijk op het niveau van basisallocatie 54.20.63.08, luidend "Investeringskrediet voor aanschaffing voor rekening van de agglomeraties, de intercommunales en de gemeenten van materieel en uitrustingsvoorwerpen betreffende de werking van de brandweerdiensten". Van de voorziene 438,0 miljoen frank op deze basisallocatie werd slechts 298,4 miljoen geordonnanceerd.

Zeer waarschijnlijk houdt dit verband met de vrij laattijdige (namelijk op 20 december 1993) indiening van een gewijzigde administratieve begroting ten gevolge van herverdelingen van basisallocaties. Deze begroting bevatte ondermeer de aan een motie onderworpen herverdeling van 138 miljoen frank van de basisallocatie 54.20.63.04 (ok) naar voornoemde basisallocatie 54.20.63.08 (ok). Deze herverdeling van basisallocaties die aan de motie van de Wetgevende Kamers moest worden onderworpen, kon niet meer tijdens het begrotingsjaar worden gerealiseerd en was bijgevolg onuitvoerbaar.

De regering heeft dan een poging ondernomen om deze kredieten toch nog tijdens het begrotingsjaar 1993 te kunnen aanwenden door middel van een beslissing van de Ministerraad (beslissing nr. 262 van 24 december 1993 in toepassing van artikel 40 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit). Met die beslissing werd het Rekenhof verzocht zijn voorlopig visum te verlenen voor de betaling van facturen ad 138 miljoen frank voor de aankoop van materieel voor de brandweerdiensten. Er werd echter nooit een ordonnantie van betaling voorgelegd, zodat de ministerraadsbeslissing uiteindelijk zonder voorwerp gebleven is.

32) Koninklijk besluit van 10 februari 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 november 1984 betreffende de vergoedingen waartoe de prestaties van het Rijksregister van de natuurlijke personen aanleiding geven.

SECTIE 14 - BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL

1. Programma 14.40.0 - Secretariaat-generaal en aangehechte diensten - Bestaansmid- delen

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ok	149,6	8,1	5 %

Het voor de ontwikkeling van de informatica voorziene ordonnanceringskrediet van 149,6 miljoen frank op basisallocatie 40.03.74.10 werd, net als in 1992, nauwelijks aangewend. Dit krediet betreft nochtans het BELEXTEL-project, zijnde het geïntegreerd systeem van bureautica, telecommunicatie en informatica voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel (hoofdbestuur en diplomatieke posten). De onderbenutting van het krediet zou verband houden met de niet-naleving door de medecontractant van de Staat van zijn contractuele verplichtingen.

Rekening houdend met de tot nu toe gedane betalingen (184,3 miljoen frank op een in 1985 vastgelegd bedrag van 326,1 miljoen frank) en met de sinds enkele jaren gerezen moeilijkheden op het vlak van de uitvoering van het contract, kan de vraag gesteld worden in welke mate het BELEXTEL-project nog zal worden gerealiseerd.

2. Programma 14.41.3 - Diplomatieke en consulaire posten (logistieke steun, bestaansmiddelen)

Organiek fonds 14-1 - Fonds bestemd tot het gebruik van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen, gelegen in het buitenland, tot de aankoop, het bouwen en inrichten van goederen van dezelfde aard bestemd om te worden aangewend hetzij als residenties, hetzij als kantelarijen van de Belgische diplomatieke zendingen of consulaire posten

Met artikel 2.14.9 van de algemene uitgavenbegroting voor 1993 werden de vastleggings- en ordonnanceringsmiddelen van dit fonds - de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen gelegen in het buitenland - van bestemming veranderd en ten belope van bedragen van respectievelijk 68,3 miljoen en 120,0 miljoen frank gevoegd bij de algemene middelen van de Schatkist. Deze bedragen stemden overeen met de vastleggings- en ordonnanceringsaldi van het fonds per 1 januari 1993.

De uitvoering van deze verrichting geeft aanleiding tot volgende twee opmerkingen.

Eenzijds werden, in de loop van het jaar, de saldi per 1 januari 1993 aangepast en op 78,3 en 125,1 miljoen gebracht. Het zijn deze laatste bedragen die door de Administratie effectief onbeschikbaar werden gemaakt. Hiermee werd dus meer "gedesaffecteerd" dan wettelijk voorzien door voornoemde wetsbepaling. Anderzijds lijkt het procédé om verschillende bedragen aan vastleggings- en ordonnanceringsmiddelen te desaffacteren ongelukkig gekozen. De beheerders van het fonds worden immers verplicht de uitstaande vastleggingen (zijnde in principe het verschil tussen de beschikbare vastleggings- en ordonnanceringsaldi) te honoreren met nieuwe inkomsten van het jaar, met het risico de betaling van, op geldige wijze vastgelegde, uitgaven te moeten uitstellen tot de nieuwe inkomsten effectief geboekt worden. Daarenboven veroorzaakt deze handelswijze definitief een vershil tussen de vastleggings- en ordonnanceringsmiddelen van het fonds.

Het is dan ook aangewezen dat de beslissing om de saldi van een fonds op een bepaalde datum te desaffacteren de vorm zou aannemen van de desaffectatie van een ontvangst (die zowel slaat op de vastleggingen als op de ordonnanceringen) ten belope van het werkelijk beschikbaar deel van de ontvangsten van dat fonds op die datum, te weten het deel dat nog geen aanleiding heeft gegeven tot enige vastlegging.

3. Programma 14.53.3 - Samenwerking

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
ngk	107,0	42,3	34,6	32 %

De lage benuttigingsgraad van de kredieten op dit programma is, net als vorige jaren, grotendeels te verklaren door het volledig ontbreken van enige vastlegging of ordonnancering van uitgaven op basisallocatie 53.31.33.11 (zaïseringsvergoedingen : krediet van 50 miljoen frank).

Voor 1994 valt hier wellicht enige verandering te verwachten ingevolge een Cassatie-arrest van 25 februari 1993 betreffende een geding ingespannen tegen de Belgische Staat in verband met de wisselkoers gehanteerd voor de bepaling van deze vergoedingen. Op basis van dit arrest werd in 1994 reeds een eerste dading afgesloten voor een bedrag van 24,9 miljoen frank. Afhankelijk van de conclusies die door andere "geïnteresseerden" zullen worden getrokken uit dit arrest, zullen er de komende jaren allicht heel wat meer middelen moeten worden uitgetrokken.

4. Programma 14.60.1 - Belgisch voorzitterschap van de Europese Gemeenschap

Bij de aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 werd een nieuw programma 14.60.1 ingeschreven met een krediet van 250 miljoen frank, bestemd tot dekking van alle uitgaven verbonden aan het Belgisch Voorzitterschap van de Europese Gemeenschap gedurende het tweede semester van 1993.

Met artikel 2.14.1 van dezelfde wet werd bepaald dat het provisioneel krediet van dit programma volgens de behoeften mocht worden verdeeld over de passende programma's van de begrotingen van de verschillende departementen door middel van een koninklijk besluit en met het akkoord van de Minister van Begroting.

Die verdeling van het provisioneel krediet heeft slechts zeer laatstijdig plaatsgehad met een koninklijk besluit van 6 december 1993, d.w.z. wanneer het voorzitterschap praktisch naar zijn einde toe liep.

Uit een aantal ordonnanties, na 6 december 1993 overgelegd aan het Rekenhof en aangerekend op overgedragen kredieten, blijkt dat heel wat uitgaven in verband met het voorzitterschap effectief in 1993 werden betaald via een speciaal daartoe geopende voorschottenrekening bij de Nationale Bank van België. Op grond van de tot nog toe gekende gegevens bedragen de uitgaven die in 1993 aldus op voormelde rekening zijn voorgesloten 80.660.654 frank.

Het Rekenhof wenst erop te wijzen dat deze handelswijze een inbreuk vormt op de fundamentele begrotingsregels. De betalingen werden uitgevoerd zonder rekening te houden met de procedures georganiseerd door de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit en, meer in het bijzonder, zonder dat de voorwaarden en controlemodaliteiten, door artikel 40 van deze wetten voorzien voor uiterst dringende betalingen, vervuld waren.

Om een definitief en volledig zicht te hebben op de kostprijs van het Europees voorzitterschap zal moeten worden gewacht tot het einde van het begrotingsjaar 1994, tijdstip waarop de overgedragen kredieten zullen vervallen.

SECTIE 15 - ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking (artikel 60.58 B van de Afzonderlijke Secties)**

(in miljoenen frank)			
Vastleggingen		Ordonnanceringen	
vastleggingsmachtiging :	13.839,0	saldo op 1.1.93 :	2.107,8
aanwending :	13.473,6	ontvangsten :	12.187,0
saldo :	365,4	uitgaven :	11.952,3
		saldo op 31.12.93 :	2.342,5

In afwijking van de wet van 28 juni 1989 op de hervorming van de rijkscomptabiliteit en bij wijze van overgang werd voor de laatste maal, in de begroting 1993, het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking (oud regime) behouden in de afzonderlijke sectie (meer bepaald onder Sectie II). Het betreffende fonds werd opgeheven vanaf 1 januari 1994 ingevolge artikel 46 van de programmawet van 24 december 1993.

Het fonds 60.58.B "Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking" (wet van 10 augustus 1981) dat behoort tot de bevoegdheid van de diensten voor Ontwikkelingssamenwerking, werd voor een totaal bedrag van 8.999,5 miljoen frank gestijfd met kredieten van de algemene uitgaven begroting 1993, sectie 15, organisatieafdeling 54, programma's 1 tot en met 9 en organisatieafdeling 55, programma 4. Naast deze begrotingsdotaties kon het fonds nog beschikken over onder meer het eindsaldo van 31 december 1992 (2107,8 miljoen frank) en de ontvangsten van de Nationale Loterij (2.886,2 miljoen frank)

In het geheel van de heraaamde ontvangsten 1993 (12.187,0 miljoen frank) vertegenwoordigen de dotaties vanuit de algemene uitgavenbegroting 73,9 %.

Tevens beschikte dit fonds, ingevolge de bijzondere wetsbepaling van artikel 2.15.2 van de aangepaste algemene uitgavenbegroting 1993, over een vastleggingsmachtiging van 13.839,0 miljoen frank. Uit de interne gegevensbestanden blijkt dat 13.473,6 miljoen frank uitgaven werden vastgelegd. Dit houdt in dat 97,4% ervan effectief werd aangewend op het niveau van de vastleggingen.

Volgens de gegevens van de Thesaurie blijkt dat van de heraaamde 13.839,0 miljoen frank voor uitgaven (33) er uiteindelijk 11.952,3 miljoen frank werden geordonnanceerd ; d.w.z. dat 86,4% van de ordonnanceringsmiddelen op het fonds werden benut.

33) In de aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 werden de oorspronkelijk voorziene uitgaven teruggebracht van 12.591,6 miljoen frank tot 10.769,0 miljoen frank. Het op dat ogenblik geraamde saldo van het fonds ten belope van 3.188,2 miljoen frank zou worden aangewend om de bijdrage te betalen van België aan de Internationale Ontwikkelingsorganisatie (I.D.A.) van de Wereldbank ten belope van 3.070,0 miljoen frank. (Parl. St., Kamer, nr. 987/1 - 92/93, blz. 41).

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(222)

De belangrijkste niet-realisaties situeren zich binnen de (interne) posten 10 (uitgaven met betrekking tot de vorming van bursalen, vnl. in verband met lokale vorming en de vorming via N.G.O.'s), 20 (uitgaven met betrekking tot de bijstand van het personeel : lonen coöperanten, reiskosten en huisvesting), 50 (uitgaven met betrekking tot samenwerkingsprojecten) en 80 (uitgaven met betrekking tot de medefinanciering van N.G.O.-projecten).

SECTIE 16 - LANDSVERDEDIGING**1. Uitgaven in het kader van het F16-programma**

In de loop van 1993 bedroegen de uitgaven met betrekking tot de verwervings- (Follow-on-buy/FOB) en moderniseringscontracten (Midlife Update/MLU) van de F16-vliegtuigen 50.545.000 US dollar (= ± 1.815 miljoen frank).

Verdeeld per contract en per post van aanrekening zien deze uitgaven er als volgt uit (in duizendtallen USD en BEF) :

Contracten	Basisallocatie 50.21.13.74	Orderekening 87.07.03.27	"Miscellaneous income"
F.O.B. (Follow-on-buy)	-	7.075,0 USD	6.925,0 USD
M.L.U. (Midlife Update) ontwikkelingsfase	11.550,0 USD	3.528,0 USD	-
M.L.U. (Midlife Update) productiefase	16.100,0 USD	5.367,0 USD	-
Tot. 50.545,0 USD	27.650 USD (987.658,5 BEF)	15.970 USD (576.676,9 BEF)	6.925,0 USD (± 250.000,0 BEF)

1.1. Aanrekening van uitgaven op het programma 16.50.2 - Vernieuwing van de uitrusting en de infrastructuur

De uitgaven op begrotingskredieten in verband met het Midlife update-programma van de F16 worden aangerekend op de basisallocatie 50.21.13.74 - "Aankoop, vernieuwing en modernisering van specifieke militaire middelen". In 1993 bedroegen deze uitgaven 987,7 miljoen frank ; hiervan werd 581,7 miljoen frank (schijf 4e trimester 1993 MLU - productiefase) einde 1993 geordonnanceerd, alhoewel deze uitgave oorspronkelijk niet voorzien was.

Het feit dat deze uitgave, alhoewel onvoorzien, toch nog mogelijk was en het feit dat deze basisallocatie in de loop van het jaar herhaaldelijk werd aangepast (van initieel 11.239,0 miljoen frank naar 8.935,5 miljoen) duiden op het weinig betrouwbaar karakter van de oorspronkelijk voorziene ramingen en verantwoordingen in de toch belangrijke sector van de legeraankopen (zie in dit verband ook de brief van het Rekenhof d.d. 16.2.1994 aan de Minister van Landsverdediging en aan de Voorzitters van de Wetgevende Kamers, ref. A7J 968.230 L1, L2 en L3).

1.2. Aanrekening van uitgaven op de orderekening nr. 87.07.03.27 bestemd voor de interesttegoeden F16

Saldo 1.1.1993	577,7 miljoen frank
Ontvangsten	276,4 miljoen frank
Uitgaven	576,7 miljoen frank
Saldo 31.12.1993	277,4 miljoen frank

De bijzondere wetsbepaling 2.16.2 van de aangepaste algemene uitgavenbegroting 1993 machtigt de Minister van Landsverdediging om de ontvangsten voortvloeiend uit de interesttegoeden opgebracht door uitstaande voorschotten bij de Centrale Bank of Denver, in het kader van diverse overheidsopdrachten nopens de F16-vloot, aan te wenden tot beloop van 575 miljoen frank (de aanrekening gebeurt op orderekening nr. 87.07.03.27).

De uitgaven op deze rekening bedroegen in 1993 576,7 miljoen frank. Dit betekent een lichte overschrijding van het plafond. Deze overschrijding is het gevolg van het feit dat de omzetting van de op de rekening aangerekende uitgaven in BEF, overeenkomstig het reglement, gebeurde op 31 december 1993 aan een koers van 36,11 BEF voor één dollar.

1.3. Aanrekening van uitgaven op diverse contractuele inkomsten ("miscellaneous income").

Voor een deel van de F16-uitgaven werd tot slot ook een beroep gedaan op extra-budgettaire middelen, gekend onder de naam "miscellaneous income". Deze diverse contractuele inkomsten vinden hun oorsprong in een aantal contractuele bepalingen van de F16-overeenkomsten in verband met diverse terugbetalingen. Deze inkomsten worden gecompabiliseerd door de Amerikaanse diensten en mogen overeenkomstig de contractuele bepalingen aangewend worden voor de betaling van de trimestriële schijven, door België verschuldigd in het kader van de onderscheiden F16-contracten.

Het Rekenhof wordt regelmatig geïnformeerd over de stand van deze middelen, die gelet op het eigen karakter ervan niet werden opgenomen op de thesaurierekening 87.07.03.27 bestemd voor de interesttegoeden.

In 1993 werd er voor het eerst sinds 1987 terug een beroep gedaan op deze middelen voor circa 250 miljoen frank.

2. Programma 16.50.4 - Internationale verplichtingen

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet	Benutting	Benuttingsgraad (afgerond)
vk	1961,0	1960,7	100 %
ok	1994,6	1988,3	100 %

In de loop van 1993 werden op de gesplitste kredieten van het programma 16.50.4 (basisallocatie 50.42.13.76 - Financiële bijdrage van België in de internationale infrastructuur) voor 245,2 miljoen frank uitgaven vastgelegd en geordonnanceerd als bijdrage van België in de oprichtingskosten van de zetel van de Generale Staf van het Eurocorps (beslissing van de Ministerraad van 26 november 1993).

Het Rekenhof heeft bij brief van 12.1.1994 aan de Minister van Landsverdediging en aan de Voorzitters van de Wetgevende Kamers (A7J 969.860 L1, L2 en L3), onder meer opgemerkt dat deze uitgaven niet voorzien waren op voornoemde basisallocatie, die volgens de verantwoording alleen bestemd was voor NAVO-infrastructuurwerken en aldus indruisen tegen het principe van de begrotingsspecialiteit. Gelet echter op het belangrijk symbolisch karakter van deze bijdrage, werd het visum niet geweigerd.

3. Bijzondere wetsbepalingen : Artikel 2.16.16 (34) en artikel 2.16.4 (35) : vervreemding van overtollig materieel en van onroerende goederen

In het kader van de herstructurering van de Krijgsmacht werd de Minister van Landsverdediging ertoe gemachtigd overtollig materieel en onroerende goederen te vervreemden en de opbrengst ervan, via orderekeningen van de Thesaurie, aan te wenden voor investeringsuitgaven.

De stand van deze orderekeningen ziet er als volgt uit :

Orderekening 87.07.04.28 - Beheer van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen.

Saldo 1.1.1993	2,2 miljoen frank
Ontvangsten	13,5 miljoen frank
Uitgaven	-
Saldo 31.12.1993	15,7 miljoen frank

34) Wet van 14 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting voor 1993.

35) Wet van 6 augustus 1993 houdende aanpassing van uitgavenbegroting voor 1993.

De bijzondere wetsbepaling van artikel 2.16.16 legde het uitgavenplafond vast op 50 miljoen frank. Deze machtiging werd in 1993 echter niet aangewend.

Orderekening 87.07.06.30 - Beheer van de opbrengst van de verkoop van overtollig materieel.

Saldo 1.1.1993	-
Ontvangsten	230,2 miljoen frank
Uitgaven	4,2 miljoen frank
Saldo 31.12.1993	226,0 miljoen frank

Voor deze rekening werd in 1993, omdat men nog geen aanwending voorzag, geen uitgavenplafond vastgelegd. Niettemin gebeurde er een relatief geringe uitgave van 4,2 miljoen frank. Voor 1994 werd een uitgavenplafond voorzien van 1.300 miljoen frank.

4. Humanitaire operaties

De budgettaire verrichtingen in verband met de humanitaire operaties (Somalië, ex-Joegoslavië, Ruanda, ...) worden deels op een orderekening van de Thesaurie aangerekend (rekening nr. 82.04.01.68 - Lopende rekeningen der wederzijdse cessies en verstrekkingen verwezenlijkt in het raam van internationale verdragen of overeenkomsten) (36) en deels op bestaande begrotingskredieten. Nochtans werden voor de meerkosten van deze humanitaire operaties geen afzonderlijke programma's of basisallocaties in de begroting voorzien.

Door de aanrekening van bepaalde van die kosten op beschikbare begrotingskredieten is het volgens het departement zeer moeilijk, zo niet onmogelijk om achteraf nog de meerkosten veroorzaakt door de humanitaire operaties te identificeren en dus een juist en volledig beeld te krijgen van de totale kosten.

Volgens mededeling van het ministerie zou de meerkost van de humanitaire operaties (dit is exclusief de gewone bezoldigingen, de afschrijvingskosten en de in België aangerekende overheadkosten) in Somalië en ex-Joegoslavië sinds het begin van de operaties moeten worden geraamd op 4.783 miljoen frank. Een deel van deze meerkost werd gefinancierd met bijdragen van derden (EG, UNO, ABOS, ...) ; ze werden op circa 2.538 miljoen frank geraamd. Het resterend deel (=2.679 miljoen frank) (37) komt ten laste van

36) Deze aanrekening op een orderekening van de Thesaurie gebeurt in toepassing van de wetsbepaling 2.16.14 van de wet van 14 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993.

37) Van de bijdrage van derden moet 434 miljoen frank doorgestort worden naar de Schatkist en verhoogt dus het saldo ten laste van Landsverdediging (beslissing van de Ministerraad in verband met het zenden van een detachement naar Kroatië). Naar aanleiding van de begrotingscontrole 1994 werd voorgesteld dat zou worden afgezien van deze terugstorting, mits een vermindering van de kredieten voor Landsverdediging in 1994 en 1995.

Landsverdediging onder de vorm van rechtstreekse aanrekeningen op de begroting (38), die voor een deel gecompenseerd worden door minderuitgaven op de posten manoeuvres en trainingen, en onder de vorm van aanwending van stocks.

Exacte cijfers van de op de begroting 1993 aangerekende kosten voor de humanitaire operaties konden door het departement niet worden medegedeeld wegens het gebrek aan specifieke programma's en basisallocaties. Het Rekenhof betreurt deze lacune bij het opstellen van de begroting.

38) In casu gaat het om de algemene uitgavenbegroting 1992, 1993 en 1994.

SECTIE 17 - RIJKSWACHT

Bijzondere wetsbepaling - Artikel 2.17.7

In uitvoering van de sinds 1992 bestaande machtiging aan de Minister van Binnenlandse Zaken ruilovereenkomsten af te sluiten (39), heeft de Rijkswacht in 1993 voor het eerst twee overeenkomsten afgesloten.

Overeenkomstig de verantwoording van deze wetsbepaling in de algemene uitgavenbegroting werd aan het Rekenhof een afschrift bezorgd van deze overeenkomsten.

Het betrof een ruilovereenkomst van autobanden met de firma GOODYEAR (waarde : 1.034.000 frank) en de ruil van een PUMA-helikopter tegen een groot onderhoud door de firma EUROCOPTER FRANCE voor een gelijkwaardig bedrag (waarde : 30.000.000 frank).

Deze overeenkomsten hebben geen aanleiding gegeven tot opmerkingen.

39) Artikel 2.17.7 van de wet van 14 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993.

SECTIE 18 - FINANCIEN

De gewone budgettaire middelen voor diverse programma's van de Administratie van de Thesaurie (Bestaansmiddelen, Exportbevordering en Economische steun) zijn ontoereikend gebleken om bepaalde vooropgestelde opdrachten of doelstellingen te kunnen verwezenlijken. Om dit tekort aan kredieten op te vangen werd een beroep gedaan op verschillende technieken, zoals een aanvullende financiering door de Nationale Loterij, aanvullende middelen vrijgegeven bij ministerraadsbeslissing of nog, door middel van een lening.

1. Programma 18.61.0 - Bestaansmiddelen van de Administratie van de Thesaurie

De activiteit 08 van dit programma betreft de dotatie aan de Nationale Kas voor Rampenschade. In de loop van dit begrotingsjaar hadden de tussenkomsten van de Kas voornamelijk betrekking op schadegevallen veroorzaakt door de stormen van 1990.

Ingevolge de ontoereikendheid van deze dotatie, heeft de Kas haar betalingen moeten staken in de loop van de laatste maanden van 1993. Hierdoor werd een achterstand opgelopen van 570 miljoen frank.

Dit bedrag heeft betrekking op afgehandelde dossiers die klaar zijn voor betaling. Tot slot dient er aan herinnerd dat voornoemde dotatie bij de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting met 550 miljoen frank werd verminderd en dat deze vermindering slechts gedeeltelijk ongedaan werd gemaakt met de toekenning van 250 miljoen frank door de Nationale Loterij.

2. Programma 18.61.2 - Exportbevordering

De bijdrage in de financiële gezondmaking van de Nationale Delcrederedienst (N.D.D.), vervat in dit programma, heeft aanleiding gegeven tot een begrotingsberaadslaging in december 1993. De bijdrage van 200 miljoen frank werd daarmee op 225 miljoen frank gebracht. Aangezien deze beraadslaging voorzag in een compenserende blokkering van de kredieten van het programma "Buitenlandse handel" van het ministerie van Buitenlandse Zaken is het in feite dit laatste departement en niet dat van Financiën dat de bijkomende last draagt.

Alhoewel voor de financiële gezondmaking van de N.D.D. een precies tijdschema werd bepaald en de verdeling van de daartoe vereiste middelen over het A.B.O.S., het Ministerie van Financiën, de debiteurlanden en de forfaitaire commissies op de polissen nauwkeurig werd bepaald, moet worden vastgesteld dat het beroep op de begrotingsberaadslaging een gewoonte wordt (in december 1991 werd door de Ministerraad een gelijkaardige beslissing genomen) en wel in die mate dat het een gevolg is van de overschatting van de post "Stortingen van de debiteurlanden" die voor een kwart bijdraagt in de financiering van deze sanering.

De ontoereikendheid van de middelen is daarmee ieder jaar een bijna vaststaand feit en het procédé van de begrotingsberaadslaging beoogt slechts om, geval per geval, vast te stellen welke bijkomende inspanning moet worden geleverd door de betrokken partijen.

3. Programma 18.61.4 - Economische steun

Dit programma bevat, onder meer, kredieten voor de financiële dienst van de leningen afgesloten ten voordele van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet (NILK) en het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet (CBHK). De aandacht wordt er op gevestigd dat de staatswaarborg voor deze 2 instellingen zich niet heeft beperkt tot een éénmalige inschrijving van kredieten in de begroting, maar gerealiseerd is door middel van het afsluiten van leningen waarvan de financiële dienst verzekerd is door het departement van Financiën. Het gaat dus om een debudgettering van uitgaven waardoor de last over meerdere begrotingsjaren wordt gespreid.

Zo werd in 1993 een lening voor 1,255 miljard frank afgesloten ten voordele van het NILK teneinde de verliezen geboekt per 31.10.1992 te dekken. Daarnaast werd, voor de herkapitalisering van het NILK door de nieuwe **A.S.L.K.-holding** 745 miljoen frank rechtstreeks **afgenomen van de sommen afkomstig van de vervreemding van activa**. Gevoegd bij de lening ad 2,5 miljard frank die nog werd afgesloten in 1992 voor de verliezen van de jaren 1991 en vorige, komt dit neer op een totaal van 4,5 miljard frank.

Wat het CBHK betreft, hebben de in 1993 afgesloten leningen betrekking op een bedrag van 2,3 miljard frank voor het dekken van de verliezen 1992 en op een bedrag van 6,7 miljard frank voor het dekken van de verliezen 1990 en 1991, wat de totale tussenkomst op 9 miljard frank brengt.

Het beheer van deze twee instellingen vereiste dus een globale staatstussenkomst van 13,5 miljard frank. Deze bedragen zullen moeten worden terugbetaald met de winsten van latere boekjaren (40).

4. Overschrijding van kredieten en van basisallocaties

In dit departement werd geen enkele overschrijding van kredieten en één enkele overschrijding van basisallocaties (zonder rekening te houden met een minieme overschrijding van de basisallocatie met betrekking tot de bezoldiging van de Minister van Begroting) vastgesteld. Deze overschrijding betreft de bezoldigingen en toelagen van het personeel van de Administratie voor Douane en Accijnzen. De voor het statutair personeel van deze

40) Zie in dit verband artikel 59 van de wet van 20 juli 1991 houdende begrotingsbepalingen, artikel 249 van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 september 1937 tot oprichting van een Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet en artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 226 van 7 januari 1936 houdende instelling van een Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet.

Administratie toegekende middelen ad 5,2 miljard frank werden met circa 1,3 miljard frank overschreden zowel in vastlegging als in ordonnancerings.

De grote omvang van deze overschrijding is het gevolg van de invoering in de begroting van twee nieuwe basisallocaties betreffende de bezoldigingen en toelagen van het personeel van de Administratie voor Douane en Accijnzen die met vervroegd pensioen, in disponibiliteit of ter beschikking werden gesteld van andere diensten. De gewijzigde verdeling van kredieten werd inderdaad niet effectief toegepast en de 1,4 miljard frank, voorzien op de daartoe bestemde basisallocaties, werden bij gebrek aan correcte aanrekening niet aangewend.

Deze overschrijding kan dus verminderd worden (of zelfs volledig verdwijnen) door middel van rechtzettingen in de aanrekening van de uitgaven die samen met de voorgenomen herstructurering van deze Administratie kunnen worden uitgevoerd.

5. Uitvoering van de begroting 1992.

Na volledige uitvoering van de begroting 1992, blijven er 4,3 miljard frank ongebruikte kredieten (41) (op een totaal van 65,8 miljard frank toegestane kredieten), waarvan 2,4 miljard frank voor de financiering van de EG, 0,7 miljard frank voor de bezoldiging van het personeel van het departement en 0,5 miljard frank van het provisioneel krediet "Openbaar Ambt" (index, werving en sociale programmatie), dat niet werd verdeeld.

41) Per 31 december 1992 waren er 7,3 miljard frank ongebruikte kredieten, waarvan 4,0 miljard frank niet was vastgelegd. Dit wil zeggen dat ze door de administratie als overtoollig werden beschouwd vanaf het einde van 1992.

SECTIE 23 - TEWERKSTELLING EN ARBEID

Programma 23.56.4 - Hertewerkstelling

Tewerkstellingsfonds (Fonds 23.3)	Vastlegging		Ordonnanciering	
	Begroting	Verwezenlij- king	Begroting	Verwezenlij- king
Saldo op 1.1.1993	1.380,7	1.380,7	2.715,7	2.715,7
Ontvangsten	2.336,0	1.538,2	2.336,0	1.538,2
Beschikbaar	3.716,7	2.918,9	5.051,7	4.253,9
Uitgaven	3.616,5	1.858,1	3.654,0	1.927,1
Saldo op 31.12.1993	100,2	1.060,8	1.397,7	2.326,8

Op de begroting van het Tewerkstellingsfonds werd 2.000 miljoen frank voorzien voor het begeleidingsplan voor de werklozen. Daarvan werd 200 miljoen frank bestemd als opvolgingskosten voor de RVA en 1.800 miljoen frank als begeleidingskosten (1.000 miljoen) en kosten voor beroepsopleiding (800 miljoen) voor de gewestelijke en gemeenschapsdiensten voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding (VDAB, FOREm en ORBEm).

Volgens het verslag van de vergadering van de Ministerraad d.d. 4 februari 1994 heeft de inwerkingstelling van het plan tot het oproepen van 121.420 werklozen geleid, 95.054 individuele begeleidingsplannen werden uitgewerkt en 10.000 werklozen werden aangeworven.

De betalingsordonnanties zijn in 1993 evenwel beperkt gebleven tot 1.175,0 miljoen frank - wat slechts een benuttingsgraad betekent van 58,8% op het voorziene budget van 2 miljard - terwijl nochtans de algemene uitvoeringsregelen (42) in de vereffening voorzagen van vier trimestriële uitbetalingen van 500 miljoen frank in januari, mei, augustus en november 1993.

Deze zwakke benuttingsgraad kan als volgt worden verklaard.

De R.V.A. heeft slechts de eerste schijf van 50 miljoen frank ontvangen. De gewestelijke en gemeenschapsdiensten hebben slechts de eerste (43) en de tweede (44) schijf volledig ontvangen. De derde schijf werd beperkt tot het vast gedeelte (90%) van de begeleidings-

42) Koninklijk besluit van 2 juni 1993 houdende financiering van het begeleidingsplan.

43) 450 miljoen in januari 1993.

44) 349,9 miljoen in augustus 1993 en 100,1 miljoen in januari 1994.

kosten (45). Volgens het koninklijk besluit van 2 juni 1993 is deze beperking in beginsel slechts toepasselijk als het Evaluatiecomité, dat voorzien werd bij artikel 1 van het Samenwerkingsakkoord van 22 september 1992 tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, geen periodiek overzicht heeft goedgekeurd over de stand van vooruitgang van het plan. Het gedeelte met betrekking tot de opleidingskosten van de derde en de vierde schijf werden niet vereffend.

Uit hetgeen voorafgaat kan worden afgeleid dat het door het koninklijk besluit van 2 juni 1993 vooropgestelde tijdschema door de federale overheid niet werd nageleefd.

45) 225,0 miljoen betaald in januari 1994.

SECTIE 24 - SOCIALE VOORZORG

Programma 24.52.3 - Betaling van de tegemoetkomingen aan de gehandicapten

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	32.587,0	32.587,0	32.060,9	98

Het krediet was oorspronkelijk vastgesteld op 35.543,2 miljoen frank. De kredietvermindering naar aanleiding van de aanpassing was echter grotendeels mogelijk gemaakt door het bestaan van een van 1992 overgedragen krediet dat 1.693,1 miljoen frank bedroeg (46). Aangezien dat laatste ten belope van 1.682,9 miljoen frank aangewend is, bedragen de reële uitgaven voor 1993 derhalve in feite 33.743,8 miljoen frank.

De prioritaire doelstelling die de regering voor het beheer van dat programma nastreefde, bestond erin de onderzoekstermijn van de dossiers tot ongeveer zes maanden te verminderen en het aantal te behandelen dossiers tot een aanvaardbaar peil terug te brengen (47).

Die oogmerken konden in 1993 niet verwezenlijkt worden. Op 31 december 1993 moesten nog 53.525 dossiers worden behandeld (tegen 58.505 op 31 december 1992 en 58.823 op 31 december 1991) (48) en de wachttijd lag nog ruim boven de zes maanden.

De verwezenlijking van die doelstellingen vereiste de inzet van bijkomend personeel, voornamelijk geneesheren-inspecteurs om de medische onderzoeken uit te voeren (49). Een koninklijk besluit van 1 juni 1993 waarbij aan het Ministerie van Sociale Voorzorg toelating werd verstrekt om wervingen uit te voeren boven de wervingsenveloppe, verleende de dienst "vergoedingen aan gehandicapten - medische dienst (buitendiensten)" "machtiging om 22 inspecteurs-geneesheren (elf per taastelsel) in dienst te nemen.

46) Artikel 2.24.3 van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993 verleent immers machtiging om de achterstallige vergoedingen te betalen op kredieten van het lopende jaar of op overgedragen kredieten.

47) Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1993, Parl. St., Kamer, nr. 664/1 - 91/92 (B.Z.), blz. 253.

48) Vragen en antwoorden - Senaat - 15 februari 1994 (nr. 95), blz. 4910.

49) Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993, blz. 246.

De indiensttreding, laat op het jaar, van een beperkt aantal inspecteurs (9 Franstaligen in augustus, september en oktober 1993 en 2 Nederlandstaligen in december 1993) en van bijkomend administratief personeel verklaart zonder twijfel de geringe graad van verwezenlijking van de doelstelling.

Volgens de algemene beleidsnota van het Ministerie van Sociale Voorzorg voor 1994 (50) zou de doelstelling van een gemiddelde termijn van zeven maanden voor het onderzoek van de dossiers evenwel tegen 31 december 1994 bereikt worden.

50) Parl. St., Kamer, nr. 1164/5 - 92/93, blz. 13.

SECTIE 25 - VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

1. Programma 25.51.1 - Beheer van dringende hulp

(in miljoenen frank)	Toegekende kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering:
ngk	281,9	272,3	66,5	24 %
vj	12,2	11,8	9,7	80 %
vk	8,0	3,5		
ok	3,2		0,1	3 %

In de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 1993 was als doelstelling voor dat programma inzonderheid de voortzetting vermeld van de hervorming van de dringende geneeskundige hulpverlening door de uitwerking van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening. Op de begroting was met het oog op de vorming van ambulanciers (51), een krediet van 30,7 miljoen frank uitgetrokken dat de helft van de uitgaven voor het begrotingsjaar dekte.

Die doelstelling werd niet verwezenlijkt omdat het wetsontwerp niet tot stand kwam tijdens het jaar 1993. Desondanks en ofschoon de kredieten iets minder bedroegen dan die voor 1992, zijn de vastleggingen op de niet-gesplitste kredieten ten opzichte van dit laatste jaar met 19,8 miljoen frank gestegen en blijven aldus slechts ten belope van 10,0 miljoen frank onder de kredieten.

2. Programma 25.51.3 - Inspectie van voedingsmiddelen

(in miljoenen frank)	Toegekende kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnancieringen
ngk	128,0	118,9	105,8	83 %
vj	0,4	0,1	0,1	25 %

De verantwoording van de algemene uitgavenbegroting voor 1993 voorzag in een gevoelige versterking van de personeelsbezetting bij de Eetwareninspectie (aanwerving van 4 inspecteurs op universitair niveau en van 40 controleurs), zodat die dienst bij machte zou zijn correct de controleopdrachten uit te voeren die haar zijn toegewezen (52). De nieuwe uitgaven zouden door nieuwe ontvangsten worden gedekt die zijn ingeschreven onder artikel

51) Parl. St., Kamer, nr. 664/1-91/92 (B.Z.) blz. 258.

52) Ibid. blz. 258.

38.01 van de rijksmiddelenbegroting.

In deze laatste waren aanvankelijk ontvangsten ingeschreven ten belope van 10 miljoen frank in 1993 tegenover 8 miljoen in 1992. Ter gelegenheid van de begrotingsaanpassing werden die ontvangsten voor 1993 op 42,5 miljoen frank herraamd. Het niet-gesplitste krediet daarentegen werd van 190,8 tot 132 miljoen frank verminderd.

De doelstelling die erin bestond de personeelsbezetting beduidend te versterken, werd in 1993 niet verwezenlijkt. Enkel de aanwerving van 4 inspecteurs van niveau 1 kwam tot stand. Voor de aanwerving van 40 bijkomende controleurs waren wijzigingen van de personeelsformatie van het departement vereist en moesten aanwervingscriteria en weddeschalen worden vastgelegd die eind 1993 nog steeds niet waren gerealiseerd.

De ontvangsten, waarvan de toename de stijging van de begrotingsmiddelen in vergelijking met de voorgaande jaren moest compenseren, bedroegen in 1993, volgens de officieuze inlichtingen van het departement, ongeveer 19 miljoen frank (tegen $\pm$ 9 miljoen in 1992). Die stijging is voornamelijk het gevolg van de verhoogde bijdragen verschuldigd voor de aflevering van uitvoercertificaten en waarvan het bedrag bijna verdrievoudigd was door een koninklijk besluit van 7 december 1992.

De stijging van de ontvangsten moest evenwel voornamelijk geleverd worden door een veralgemeend stelsel van voorafgaande machtiging aan de voedingsbedrijven die onderworpen is aan de betaling van een bijdrage. Het ontwerp van koninklijk besluit tot invoering van dat stelsel, dat in augustus voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd, was eind 1993 nog steeds in behandeling bij deze Raad.

3. Programma 25.54.1. - Bestaanszekerheid

(in miljoen frank)	Toegekende kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnanceringen
ngk	5.883,5	5.881,3	4.857,4	83 %
vj	1,8	1,0	0,0	0 %
ok	1,3		1,1	85 %

In de oorspronkelijke begroting voor 1993 was een krediet van 851 miljoen frank uitgetrokken onder het programma "Armoede - contract met de burger" met het oog op de uitvoering van de maatregelen die aangekondigd waren in het wetsontwerp houdende een urgentieprogramma voor de totstandbrenging van meer solidariteit in de maatschappij, dat inmiddels de wet van 12 januari 1993 is geworden.

Ter gelegenheid van de aanpassing werd dat programma geschrapt en de geplande uitgaven werden ten laste gelegd van basisallocatie 33.16 "Sociaal levensminimum" van programma 25.54.1, dat met 842,7 miljoen frank werd verhoogd. Die basisallocatie alleen

heeft dus niet enkel de uitgaven gedekt die voortvloeien uit de gewone tegemoetkoming van de Staat in de betaling van het bestaansminimum, maar ook deze voortvloeiend uit de uitvoering van de wet van 12 januari 1993, te weten de verhoging van de tegemoetkoming van de Staat aan de OCMW's tot 60 en 65% van het bestaansminimum voor gemeenten die meer dan 500 of 1.000 rechthebbenden tellen, de tenlasteneming tot 100% van het bestaansminimum voor daklozen en personen die een tehuis voor landlopers verlaten, de toelage voor de vestiging van thuislozen, de tegemoetkoming tot 70% van het bestaansminimum in geval van tewerkstelling en beroepsopleiding en de tegemoetkoming tot 100% van het bestaansminimum aan OCMW's die een bijstandverkrijgende persoon tewerkstelling verschaffen ten einde deze van de sociale zekerheid te laten genieten.

Aan de hand van de lectuur van het verbruik der basisallocaties alleen (53), laat die globalisatie dus niet toe te beoordelen in hoeverre het urgentieprogramma voor een meer solidaire maatschappij is verwezenlijkt.

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat, enerzijds, de verschillende maatregelen pas op 1 maart 1993 (54) in werking traden terwijl in de oorspronkelijke begroting 1 januari was vooropgesteld, en dat, anderzijds, volgens de officieuze inlichtingen van het departement, de OCMW's naar verluidt minder gebruik hebben gemaakt dan voorzien van de geboden mogelijkheden zowel inzake tewerkstelling en beroepsopleiding als qua inschrijving van de thuislozen. Dat verklaart de relatief lage benuttingsgraad van het krediet.

53) De ordonnancerings op die basisallocatie 33.16 bedragen 4.808,8 miljoen frank, voor een krediet van 5.789,5 miljoen frank.

54) Met uitzondering van de staats tegemoetkoming tot 60 en 65% van het bestaansminimum in de gemeenten met respectievelijk een gemiddelde van meer dan 500 of 1000 rechthebbenden, die op 1 oktober 1992 van kracht is geworden wat de tegemoetkoming van 60% betreft, en op 1 oktober 1993 wat die van 65% betreft.

SECTIE 31 - LANDBOUW**1. Programma 31.51.2 - Acties van het Fonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten.**

Fonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten (Fonds 31.4)	Vastlegging		Ordonnanciering	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
Ontvangsten	104,3	7,9	104,3	7,9
Beschikbaar	104,3	7,9	104,3	7,9
Uitgaven	102,3	2,5	102,3	2,5
Saldo op 31.12.1993	2,0	5,4	2,0	5,4

Het fonds, opgericht met de wet van 17 maart 1993, is nog steeds niet operationeel bij gebrek aan de nodige uitvoeringsbesluiten. Dit heeft voor gevolg dat enerzijds de voorziene bijdragen ten laste van de producenten ten belope van 104,3 miljoen frank niet konden worden geïnd en dat anderzijds de geraamde uitgaven ten belope van 99,3 miljoen frank niet werden gerealiseerd in 1993. De voorziene uitgaven hadden voornamelijk betrekking op het in werking stellen van de nieuwe controleprocedures in de sector naar aanleiding van Europa 1993.

2. Programma 31.52.4 - Acties van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren.

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
ngk	575,1	575,0	313,7	55 %
vjr	6,9	6,9	2,5	36 %

Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren (Fonds 31.1).	Vastlegging		Ordonnanciering	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1.1.1993	424,7	321,0	491,6	387,9
Ontvangsten	1.429,7	1.017,5	1.429,7	1.017,5
Beschikbaar	1.854,4	1.338,5	1.921,3	1.405,4
Uitgaven	1.584,0	854,5	1.584,0	840,6
Saldo op 31.12.1993	270,4	484,0	337,3	564,8

De acties van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren hebben betrekking op drie sectoren die afzonderlijk beheerd worden : runderen, varkens en pluimvee. De sector "pluimvee", die moest opgericht zijn in 1993 (55) is nog altijd niet operationeel, tengevolge van het ontbreken van uitvoeringsbesluiten tot vaststelling van de bijdragen.

De ontvangsten zijn opgelopen tot 556,4 miljoen frank voor de rundersector en tot 461,0 miljoen frank voor de varkenssector (56). Er dient te worden gesignaleerd dat het Rekenhof in zijn voorafbeelding van de resultaten van de uitvoering van de begroting voor 1992 reeds heeft opgemerkt dat de bijdragen geïnd op het slachten en de uitvoer niet in overeenstemming werden verklaard met de artikels 12 en 95 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap door het Hof van Justitie, in de mate waarin zij ook de geïmporteerde dieren treffen. De reglementering werd nog steeds niet aangepast. De inning van gedifferentieerde bijdragen op het niveau van de varkensbedrijven, waarvan het principe werd beslist in 1991 voor het aanzuiveren van het tekort tengevolge van de klassieke varkenspest-epidemie van 1990, werd in werking gesteld met het koninklijk besluit van 14 juni 1993.

Met de inning is echter slechts begonnen einde 1993 en de ontvangsten zijn dat jaar beperkt gebleven tot 10 miljoen frank.

Een deel van de ontvangsten van het Fonds is bestemd voor de aflossing van de lening die bij het NILK werd aangegaan (57).

55) Verantwoording van de algemene uitgavenbegroting, Parl. St., Kamer, nr. 664/1-92/93, blz. 311.

56) De begroting voorziet respectievelijk 764,7 en 632,9 miljoen frank.

57) De wet van 20 juli 1990 houdende economisch en fiscale bepalingen machtigde de Minister van Landbouw om aan het NILK de prefinanciering toe te vertrouwen van uitgaven tengevolge van de strijd tegen de varkenspest en de runderbrucellose ten belope van 2.300 miljoen frank. Geen enkele uitgave werd tenlaste gelegd van deze financiering in 1993.

Een meerjarenplan voor de aflossing legde 95,8 miljoen frank voor de rundersector (73,2 voor aflossing van kapitaal en 22,6 voor interesten) en 327,7 miljoen frank voor de varkenssector (226,1 miljoen frank voor aflossing van kapitaal en 101,6 miljoen frank voor interesten) tenlaste van de begroting 1993. Ter gelegenheid van de aanpassing van de begroting werd het aflossingsbedrag in de varkenssector verhoogd tot 315,7 miljoen frank met het oog op een versnelde aflossing (58).

Tengevolge van de varkenspestepidemie (zie infra), werd de aflossing voor de varkenssector uiteindelijk beperkt tot 200 miljoen frank. In de rundersector werd het aflossingsplan gerespecteerd. Het debetsaldo op de rekening-courant van het NILK bedraagt, op 31 december 1993, 76 miljoen frank voor de rundersector en 622 miljoen frank voor de varkenssector.

De uitgaven in de rundersector verminderen van jaar tot jaar, tengevolge van de grote vooruitgang die is gerealiseerd in de strijd tegen de brucellose en de leucose. De financiële situatie van deze sector van het fonds is bijgevolg bevredigend.

Dit is echter niet het geval voor de uitgaven van de varkenssector. Deze sector werd in 1993 geconfronteerd met de blaasjesziekte en met een epidemie van de klassieke varkenspest. Dit heeft het slachten van varkens van 11 bedrijven meegebracht (7 haarden en 4 preventieve slachtingen). De kosten veroorzaakt door deze epidemie lopen op tot 1.223,3 miljoen frank in 1993 (59). Tussen 400 en 500 miljoen frank blijven definitief ten laste van België ; de Europese Gemeenschap komt tussenbeide voor de schadeloosstelling van de bedrijven (50%) en voor de terugkoop van varkens (100%). Het programma 31.52.4 beschikt nochtans slechts over 139,5 miljoen frank om deze uitgaven te dekken (69,2 miljoen frank aan variabele kredieten en 70,3 miljoen frank aan niet-gesplitste kredieten).

De betaling van uitgaven tengevolge van de epidemie is gebeurd door de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw (BDBL). Op 31 december 1993 had deze dienst facturen betaald voor in totaal 239,1 miljoen frank en had hij van de Staat slechts 69 miljoen frank ontvangen ten laste van het programma 31.52.4. Hij heeft dus de uitgaven geprefinancierd ten belope van 170,1 miljoen frank, waardoor deze niet ten laste kwamen van de staatsbegroting voor 1993 (60).

58) Parl. St., Kamer, nr. 987/1-92/93, blz. 86.

59) Inclusief de 470 miljoen frank tengevolge van het regime van terugkoop van varkens, integraal te verhalen op het E.O.G.F.L. - sectie garantie (terugbetaling na 2 tot 2,5 maand). De operationele kosten van dit regime blijven nochtans ten laste van de Staat.

60) De BDBL heeft hiervoor een beroep gedaan op een terugvorderbaar voorschot van 4,6 miljard frank dat door het Landbouwfonds ter beschikking wordt gesteld voor de financiering van de interventieaankopen. De BDBL doet eveneens beroep op dit voorschot voor de financiering van een gedeelte van zijn uitgaven voor de E.O.G.F.L.-garantie. De prefinanciering van uitgaven tengevolge van de varkenspest heeft dus een verhoging meegebracht van de interestlasten die door het departement (programma 31.53.1) worden gedragen voor de prefinanciering via een kredietopening bij de bank Paribas van de E.O.G.F.L.-garantie door de diverse interventieorganismen.

Uit wat voorafgaat volgt dat de varkenssector van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren niet beschikt over de middelen om het hoofd te bieden aan epidemies zoals de varkenspest. De sector moest opnieuw een beroep doen op extra-budgettaire financieringswijzen, terwijl de financiële gevolgen van de epidemie van 1990 nog niet werden verteerd, zoals blijkt uit het debetsaldo van de prefinanciering door het NILK (622 miljoen frank).

3. Programma 31.53.4 - Acties van het Landbouwfonds en van het Landbouw investeringsfonds

(in miljoen frank)	toegestaan krediet	benutting vastlegging	benutting ordonnanciering	benuttigingsgraad ordonnancieringen
ngk	661,3	602,9	599,9	91 %
vk	3.840,0	3.722,6	-	-
ok	4.476,5	-	4.205,3	94 %

Landbouwfonds (Fonds 31.3)	Vastlegging		Ordonnanciering	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1.1.1993	106,9	106,9	106,9	106,9
Ontvangsten	635,8	678,1	635,8	678,1
Beschikbaar	742,7	785,0	742,7	785,0
Uitgaven	705,0	603,9	705,0	603,9
Saldo op 31.12.1993	37,7	181,1	37,7	181,1

1. Landbouwfonds (aktiviteit 40)

Zoals reeds naar aanleiding van de voorafbeelding van de uitvoering van de begroting 1992 werd onderstreept, geven de hierboven voor het Landbouwfonds opgenomen cijfers nauwelijks de werkelijke situatie weer. Artikel 5 van de wet van 29 juli 1955 tot oprichting van het Landbouwfonds voorziet dat de uitvoering van de opdrachten van het fonds aan bepaalde openbare diensten kan worden toevertrouwd. Het koninklijk besluit van 17 oktober 1955 houdende de organisatie van de comptabiliteit van het Landbouwfonds laat de betaling toe aan die instellingen van vaste voorschotten die opnieuw kunnen worden aangewend. De door deze instellingen voor rekening van het Landbouwfonds verrichte ontvangsten en uitgaven komen dus niet tot uiting in de algemene uitgavenbegroting, maar wel in de boekhouding van deze instellingen.

Op 31 december 1993 bedroegen de door de openbare instellingen voor rekening van het Landbouwfonds gehouden sommen :

58,0 miljoen frank	bij Centrale Dienst voor Contingenten en vergunningen
4.612,8 miljoen frank	bij de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw
33,3 miljoen frank	bij de Nationale Zuiveldienst
819,6 miljoen frank	bij het Nationaal Instituut voor het Landbouwkrediet (inbegrepen de 757,2 miljoen frank van de rekening "solidariteitsbijdrage").

Totaal 5.523,7 miljoen frank

In verband met de hierboven geciteerde rekening "solidariteitsbijdrage" bij het NILK (61), waarvan de gelden thans bestemd zijn voor het verlenen van bijkomende rentetoeelagen bij eerste installatie, moet worden vastgesteld dat zich in de loop der jaren omvangrijke middelen hebben opgehoopt die slechts in zeer beperkte mate zijn aangewend (1993 : 15,3 miljoen ; 1992 : 28,0 miljoen ; 1991 : 44,5 miljoen).

Er kunnen bijgevolg vragen worden gesteld over de redenen van deze onderbenutting en over de opportuniteit om deze beschikbare middelen voor andere prioritaire doeleinden te bestemmen.

De hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (G.L.B.), overeengekomen op 30 juni 1992 heeft betrekking op akkerbouwgewassen (granen, oliehoudende en eiwithoudende gewassen), melk, tabak en de rundvlees- en schapevleessector. De hervorming voorziet eveneens een pakket begeleidende maatregelen zoals een vervroegde uittredingsregeling voor de landbouwactiviteit, acties die betrekking hebben op landbouwproduktiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming en natuurbehoud en tenslotte steunmaatregelen voor de bosbouw.

Voor het begrotingsjaar 1993 was enkel de toepassing van het regime dat betrekking heeft op akkerbouwgewassen voorzien. Om dit te verwezenlijken zou een geïntegreerd beheer- en controlesysteem (G.I.B.C.S.) worden uitgewerkt.

Met het oog op de invoering van dit systeem werd een krediet voorzien bij het Landbouwfonds van 48 miljoen frank (cfr. basisallocatie 53.40.32.66). Vermits de kosten hoger bleken op te lopen dan voorzien, werd het initiële niet-gesplitste krediet verhoogd met 40 miljoen frank (door een herverdeling van basisallocaties) en een variabel krediet ten belope van 4,4 miljoen frank werd ingeschreven op een nieuwe basisallocatie 53.40.32.67 van hetzelfde programma. De herverdeling was mogelijk door een vermindering met 151 miljoen frank van de "Programma's voor inkomstensteun in de landbouw" (basisallocatie 53.40.32.63).

61) ingesteld met artikel 11 van de wet van 19 juli 1983 houdende de begroting 1983 van het Ministerie van Landbouw.

Vermits alle premies binnen de toebedeelde termijnen konden worden betaald, werden de vastgestelde objectieven in dit domein gerealiseerd. Dit geldt echter niet voor de voormelde "Programma's voor inkomstensteun in de landbouw" waarvoor een initieel krediet van 156 miljoen frank was ingeschreven. Dit overgangsregime van inkomstensteun (62) heeft trouwens geen succes gekend in België, wat zou kunnen worden verklaard door het feit dat België de steunverlening verbond aan een structurele voorwaarde, met name de deelname aan een cursus in bedrijfsbeheer. Die vereiste was niet verplicht volgens de Europese reglementering en ook de andere lidstaten hebben deze maatregel niet opgelegd.

2. Landbouwinvesteringsfonds (aktiviteit 41)

Met het oog op tot de effectieve regionalisering van het Landbouwinvesteringsfonds (L.I.F.) in 1993 werd achtereenvolgens een "voorlopig" en een "definitief" protocol afgesloten tussen de federale overheid en de gewesten.

In beide protocols wordt onder meer bepaald dat de huidige federale L.I.F.-reglementering (63) van toepassing blijft. Deze reglementering voorziet een reductiecoëfficiënt om de beslissingen tot tussenkomst van het L.I.F. binnen de perken te houden van de voorziene budgettaire middelen. Deze coëfficiënt kan enkel maar bepaald worden nadat alle dossiers van een bepaald jaar behandeld zijn.

Dit gebeurt op de volgende manier :

- tijdens het jaar worden er vastleggingen genomen op basis van de ingediende dossiers ;
- op het einde van het jaar worden de genomen vastleggingen per dossier eventueel verminderd met een bepaald percentage tot op het niveau van de voorziene vastleggingskredieten (voorzover de gerealiseerde vastleggingen de vastleggingskredieten zouden overschrijden).

62) Ingevoerd bij ministerieel besluit van 5 december 1991.

63) Koninklijk besluit van 19 augustus 1992.

Voor 1993 was de toestand als volgt :

(in frank)	Vlaams Gewest	Waals Gewest
Vastleggingskredieten (64)	2.604.288.000	1.235.712.000
Gerealiseerde vastleggingen (op basis van de ingediende dossiers in de loop van het jaar)	2.675.669.542	1.118.365.674
Saldo	- 71.381.542	+ 117.346.326
Gerealiseerde vastleggingen na toepassing van de reduc- tiecoëfficiënt	2.604.220.099	1.118.365.674

Alleen voor het Vlaamse Gewest was er een overschrijding van de gerealiseerde vastleggingen op de voorziene vastleggingskredieten en er diende dus een reductiecoëfficiënt toegepast te worden op een deel van de verschuldigde bedragen. Hiertoe werden de aanvullende nationale interventies (65) met 7,76% verminderd.

Tot dusver werd het vereiste ministerieel besluit die de toepassing van deze reductiecoëfficiënt moet verzekeren, nog niet genomen.

Ten slotte kan worden vermeld dat inzake de steun, voor het verstrekken van een aanvullende staatswaarborg, waarvoor bij het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 een globaal maximum bedrag van 33 miljard frank werd bepaald, volgens mededeling van het NILK op 30 juni 1993 kredieten ten belope van 40,6 miljard frank werden gewaarborgd.

64) De voorziene vastleggingskredieten ten belope van 3.840 miljoen frank werden verdeeld volgens de verdeelsleutel : Vlaanderen (67,82%) en Wallonië (32,18%)

65) Het L.I.F. heeft 2 types interventies :

- communautaire interventies vatbaar voor terugbetaling voor een bepaald % door het E.O.G.F.L., afdeling oriëntatie ;
- aanvullende nationale interventies.

SECTIE 32 - ECONOMISCHE ZAKEN

1. Programma 32.53.1 - Occasionele opdrachten (herstel kolenmijnschade, zandwinnings)

Organiek fonds 32.5 - Fonds voor zandwinnings - Continentaal plat van België

(in miljoenen frank)	Vastlegging		Ordonnanciering	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
Ontvangsten	13,0	5,7	13,0	5,7
Beschikbaar	13,0	5,7	13,0	5,7
Uitgaven	4,0	0,0	4,0	0,0
Saldo op 31.12.1993	9,0	5,7	9,0	5,7

In de voorafbeelding van de resultaten van de uitvoering van de begrotingen van 1991 en 1992, evenals in zijn 149e Boek van opmerkingen (blz. 243), heeft het Rekenhof medegedeeld dat het Fonds voor zandwinnings - Continentaal plat van België nog altijd niet operationeel was.

Tot 1991 werden de ontvangsten bestaande uit vergoedingen verschuldigd door vergunninghouders van zandwinnings en mineralen van bepaalde regio's van het Continentaal plat van België (buiten elke wettelijke basis), geïnd door de juridische rechtspersoon van het Station voor zeevisserij te Oostende.

Een koninklijk besluit van 14 juli 1993 stelt de ontvangsten en uitgaven van het fonds vast. De 5,7 miljoen frank die voorkomen als ontvangsten komen overeen met de vergoedingen voor 1993 geïnd door het fonds en verschuldigd door de vergunninghouders voor het jaar 1991. De vergoedingen verschuldigd voor de jaren 1992 en 1993 werden nog niet geïnd.

De opbrengst van de vergoedingen tot 1991, geïnd door het Station voor zeevisserij te Oostende, werd nog steeds niet doorgestort aan het fonds en komt nog steeds voor als een rekening geopend bij de rechtspersoon van dit Station. Met behulp van de tegoeden op deze rekening werden, volgens inlichtingen van het departement van Economische Zaken, studies gefinancierd ten belope van 2,6 miljoen frank. Deze uitgaven zijn op die manier op onregelmatige wijze niet in de begroting opgenomen.

2. Programma 32.55.4 Fonds voor de Internationale Tentoonstelling van Taejon 1993

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
ngk	25,0	25,0	25,0	100 %

Organiek fonds 32.6 : Fonds voor de Internationale Tentoonstelling voor Taejon 1993

(in miljoen frank)	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
Ontvangsten	25,0	18,9	25,0	18,9
Beschikbaar	25,0	18,9	25,0	18,9
Uitgaven	25,0	0,0	25,0	0,0
Saldo op 31.12.1993	0,0	18,9	0,0	18,9

De gegevens die hierboven werden weerhouden betreffende de financiële situatie van het fonds zijn deze voortkomende uit de gegevensbank van de Thesaurie maar ze beantwoorden niet aan de realiteit. Het was aan de rekenplichtige van het fonds, die de ontvangsten int, inderdaad toegestaan om onmiddellijk uitgaven te doen, zonder tussenkomst van de Thesaurie (artikel 2.32.1 van de algemene uitgavenbegroting), zodat geen enkele begrotingsaanrekening op het variabel krediet is gebeurd.

Volgens de boekhouding van het Commissariaat-generaal van de Belgische regering bij de Tentoonstelling van Taejon (situatie einde februari 1994), bedragen de ontvangsten, inclusief de 25 miljoen frank van het niet-gesplitst krediet ter beschikking gesteld van het Commissariaat-generaal (66), 43,5 miljoen frank en er werden uitgaven toegestaan ten belope van 40,7 miljoen frank.

In tegenstelling tot wat is gebeurd voor de Wereldtentoonstelling van Sevilla in 1992, zijn de uitgaven dus deze keer binnen de grenzen van de initiële begroting gebleven en werd de doelstelling van mede-financiering door derden gerealiseerd.

66) Artikel 7 van het koninklijk besluit van 1 maart 1993 houdende de oprichting van het Commissariaat-generaal bij de Internationale Tentoonstelling van Taejon (Zuid-Korea) in 1993.

SECTIE 33 - VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

1. Programma 33.41.5 - Overheidsbedrijven

Organiek fonds 33-2 - Oriëntatiefonds van de overheidsbedrijven bestemd om deel te nemen aan de moderniseringspolitiek van de overheidsbedrijven teneinde bij te dragen aan de realisatie van de doelstellingen van de beheerscontracten.

(in miljoenen frank)	Vastlegging	Ordonnancering
Saldo op 01.01.1993	0,0	0,0
Ontvangsten	1.600,0	1.600,0
Beschikbaar 1993	1.600,0	1.600,0
Uitgaven	0,0	0,0
Saldo op 31.12.1993	1.600,0	1.600,0

Het Oriëntatiefonds van de overheidsbedrijven is opgericht door de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen, met uitwerking vanaf 1 januari 1993.

Volgens de bepalingen van die wet wordt het gestijfd door het bedrag dat jaarlijks krachtens zijn beheerscontract door Belgacom verschuldigd is, na aftrek van een aan het indexcijfer gekoppeld bedrag van 1.360 miljoen frank dat niet voor het fonds bestemd wordt. De ontvangsten zijn bestemd voor "toewijzingen aan overheidsbedrijven krachtens een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, met als doel bij te dragen tot een kwalitatieve verbetering van hun prestaties in het kader van opdrachten van openbare dienst, zoals bepaald door hun beheerscontract".

In tegenstelling tot wat de wettekst zou kunnen doen geloven, zullen de stortingen aan de overheidsbedrijven evenwel niet worden uitgevoerd in functie van precieze projecten met het oog op een kwalitatieve verbetering van de openbare dienst.

Voor de verdeling, tussen de NMBS en De Post, van de bedragen die Belgacom van 1993 tot 1996 zal storten, is immers in de beheerscontracten, waardoor die twee overheidsbedrijven met de Staat verbonden zijn, niet voorzien in bijzondere aanwendingsvoorwaarden. Artikel 29, lid 2, van het eerste beheerscontract met de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen (67) bepaalt immers dat "vanaf 1993 en totdat het beheerscontract is verstreken, zal die tegemoekoming (van 12,1182 miljard frank voor de opdracht van openbare dienst met betrekking tot het binnenlands reizigersvervoer) worden aangevuld met een bedrag van 3 miljard frank in vier gelijke jaarlijkse delen voor de hele periode ; de jaarlijkse opeisbaarheid van dit aanvullend bedrag zal worden bepaald in gemeen overleg tussen de Staat en de NMBS".

67) Goedgekeurd bij koninklijk besluit van 30 september 1992.

Artikel 10, § 2, b van het beheerscontract met De Post (68) bepaalt als bijslag bij de jaarlijkse vergoeding voor briefpost een toelage van 850 miljoen frank voor 1993 en van 650 miljoen frank voor ieder van de jaren 1994 tot 1996.

De storting van de bedragen aan De Post en de NMBS, waartoe de Staat zich onvoorwaardelijk verbonden heeft, stemmen overeen met de volledige ontvangsten van het Oriëntatiefonds van de overheidsbedrijven.

Volgens de wet en het beheerscontract van Belgacom zouden de stortingen aan het fonds van 1993 tot 1996 immers jaarlijks een bedrag van 1,4 miljard frank moeten benaderen ; indien men daaraan de 200 miljoen frank toevoegt die Belgacom in 1992 heeft gestort en die krachtens artikel 3, lid 3, van de wet van 24 december 1993 voor het fonds bestemd werden, zal dat bedrag de bijkomende bedragen dekken waarin de beheerscontracten van De Post en van de NMBS voorzien.

Volgens die laatste contracten had de Staat trouwens in 1993 moeten overgaan tot de betaling ten laste van het fonds van 850 miljoen frank aan De Post en 750 miljoen frank aan de NMBS. Wat de NMBS betreft is de eisbaarheidsdatum niet gepreciseerd, terwijl de 850 miljoen frank aan De Post met maandelijkse stortingen had moeten plaatshebben (69).

De laattijdige goedkeuring van de wet van 24 december 1993, zonder dewelke het fonds wettelijk geen enkele uitgave kon doen, lijkt de oorzaak te zijn van het feit dat de Staat zijn contractuele verplichtingen ten aanzien van de NMBS en De Post niet is nagekomen.

Het uitstellen van die betalingen heeft het weliswaar mogelijk gemaakt het begrotings-saldo van 1993 met 1,6 miljard frank te verbeteren, maar dat zal noodzakelijkerwijze de begroting van 1994 bezwaren (70).

Voor het overige rijst de vraag naar het nut van een organiek fonds voor de sommen die de Staat aan De Post en de NMBS verschuldigd is, onafhankelijk van de betaling door Belgacom van zijn bijdrage, en zonder dat er een objectief verband bestaat tussen de ontvangsten en de uitgaven van het fonds.

68) Goedgekeurd door het koninklijk besluit van 14 september 1992.

69) Artikel 10, § 3, a) van het beheerscontract. Zoals men opmerkt heeft Belgacom driemaandelijkse stortingen verricht.

70) De stortingen van 850 miljoen frank aan de Post en 750 miljoen frank aan de N.M.B.S. voor 1993 zijn in de loop van maart 1994 uitgevoerd.

2. Programma 33.51.1 - Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen

(in miljoenen frank)	Toegekend krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
ngk	74.076,4	61.902,3	61.660,1	83 %

Naar aanleiding van het begrotingsconclaf van juli 1993 ter voorbereiding van de begroting voor 1994 heeft de regering beslist het stelsel van de storting van de toelagen aan de overheidsbedrijven te wijzigen en de maandelijkse storting te vervangen door een driemaandelijkse. Volgens de regering leidde dat voor de Schatkist tot een winst, weliswaar afgezwakt door de verhoging van de niet bevroren toelagen, van zowat 8 miljard frank in 1994.

Het belangrijkste aspect van de in het conclaaf genomen beslissing bestond er evenwel in de begroting van 1993 met 10.652,9 miljoen frank te verlichten door het uitstel tot 3 januari 1994 van de stortingen waarin voor de maanden november en december 1993 voorzien was (71). Dit uitstel verklaart trouwens de zwakke benuttigingsgraad van het krediet.

De maandelijkse stortingen van oktober, november en december 1994 zullen op hun beurt tot 1995 worden uitgesteld. De begroting van 1994 zal derhalve uiteindelijk 11 maandelijkse stortingen omvatten (november en december 1993 en januari tot september 1994) (72), tegen 10 voor de bedragen van 1993 en 12 voor die van 1995.

Het past te onderstrepen dat het uitstel van die stortingen het begrotingssaldo van 1993 en 1994 verlicht, maar op geen enkele wijze een besparing vormt en voor de Schatkist geen enkele financiële winst betekent.

Opdat de NMBS geen financiële schade zou lijden werd het uitstel immers gecompenseerd door een vervroegde betaling van de stortingen van september en oktober 1993, en hetzelfde zal gebeuren door een vervroegde betaling van de in 1994 verschuldigde stortingen (73).

Voor 1993 bedraagt die kunstmatige verlichting van het netto te financieren saldo derhalve 10.652,9 miljoen frank.

71) Die 10.652,9 miljoen frank vertegenwoordigen in feite 100% van de storting van november 1993 en 75% van die van december 1993. Het beheerscontract bepaalt immers dat de resterende 25% pas betaald worden wanneer de definitieve bedragen vastgesteld zijn aan de hand van de afsluiting van de rekeningen betreffende het kwestieuze jaar.

72) Een gelijkaardige verrichting waartoe enkel in 1994 overgegaan wordt en die betrekking heeft op de maandelijkse stortingen aan De Post (programma 33.41.5) zal het mogelijk maken de "winst" te verwezenlijken waarop de regering in 1994 heeft gerekend.

73) Te weten die van juli, augustus en september 1994.

3. Staatsdienst met afzonderlijk beheer : Fonds bestemd tot bestrijding van de uitgaven aan te gaan door het Centraal Bureau voor Benodigdheden (CBB)

(in miljoenen frank)	Begroting	Realisaties (74)
Saldo 1.1.1993	- 1546,6	- 985,0
Ontvangsten	6300,0	4883,6
Uitgaven	6300,0	4487,8
Saldo 31.12.1993	- 1546,6	- 589,2

Het artikel 2.33.8 van de algemene uitgavenbegroting voor 1993 machtigt dit fonds om een maximale debetpositie te vertonen van 1.200 miljoen frank.

De toepassing van het principe volgens welk een uitgave ten laste van de begroting slechts mag gebeuren "na verstrekte dienst" had inderdaad voor gevolg dat dit fonds zich permanent in een debettoestand bevond tegenover de Schatkist ; de klanten van het C.B.B. betaalden hun leveringen immers slechts na ontvangst.

De plafonnering van deze debetpositie veroorzaakte echter een achterstand in de betaling van de leveranciers door het CBB en gaf aanleiding tot de betaling door dit laatste van verwijlinteressen (75).

Teneinde deze debetpositie af te bouwen werd in de algemene uitgavenbegroting 1993 een bijzondere wetsbepaling (76) voorzien waarbij aan de ministeriële departementen de toelating werd verleend om, voor hun bestellingen bij het CBB, provisionele stortingen te verrichten.

Ondanks deze bepaling heeft het fonds in de loop van 1993 permanent een debetpositie vertoond van circa 1200 miljoen frank. Het is pas in de laatste dagen van 1993 dat deze tot 589,2 miljoen frank teruggebracht werd.

Deze belangrijke aanhoudende debetpositie vertegenwoordigt eigenlijk het bedrag aan facturen opgemaakt door het CBB vóór de invoering van het systeem van provisionele stortingen en nog niet betaald door de klanten van het CBB, evenals de verwijlinteressen die het CBB heeft moeten voldoen, zonder deze te kunnen doorrekenen aan de departementen.

74) Stand per 13 april 1994.

75) Waarvoor het CBB geen kredieten ter beschikking heeft.

76) Artikel 1.01.4 van de algemene uitgavenbegroting voor 1993.

SECTIE 51 : RIJKSSCHULD

Programma 51.45.1 - Kosten van leningen

(in miljoenen frank)	Toegestaan krediet (ngk)	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
Interesten	690.251,3	643.001,9	93 %
Aflossingen	733.257,3	446.391,6	60 %
Totaal	1.423.508,6	1.089.393,6	77 %

Dit programma omvat de kredieten voor de rentelasten en de aflossingen van de rijksschuld.

De lage benutting van de kredieten voor de aflossingen van de leningen (60 %) is een gevolg van het groeiend volume van aflossingen dat verwezenlijkt wordt door middel van omruilingen van klassieke leningen tegen OLO's (verrichtingen die worden aangerekend op de variabele kredieten van het fonds onder hetzelfde programma) en van het beleid van beperking van de terugkopen dat door de Amortisatiekas wordt toegepast.

Wat de interesten betreft (93 %), dient te worden opgemerkt dat het bedrag van de kredieten en de ordonnancerings slechts een benaderend beeld geeft van de reële rentelasten en de daarvoor ingeschreven kredieten. Enkele oorzaken daarvan worden hierna toegelicht.

- De boekhoudkundige winsten die bij de omruilingen van klassieke leningen tegen OLO's worden gerealiseerd - die voorheen als winst bij uitgifte werden geboekt - mogen voortaan worden aangewend voor de betaling van de rentelasten van de rijksschuld (77). Die winsten zijn een gevolg van het feit dat de klassieke titels meestal worden geruild tegen OLO's met een lager nominaal kapitaal, doch met een rentevoet die hoger ligt dan de markrentevoet.

Aangezien voor de schuld de schuldvorderingen van de Staat worden geboekt tegen hun nominale waarde, veroorzaken deze omruilingen een boekhoudkundige winst op het niveau van de schuld, winst die de Schatkist voortaan onmiddellijk mag besteden aan de betaling van rentelasten.

77) Wet van 6 augustus 1993 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993, artikel 2.51.1.

Gelijklopend met die maatregel werden bij de aanpassing van de begroting 1993 de kredieten voor de rentelasten met een verwachte winst van 14 miljard frank verminderd. De gerealiseerde winst bij uitgifte ingevolge de omruilingen bedroeg op 31 december 1993 12.437 miljoen frank, wat inhoudt dat de lopende uitgaven op de begroting met dat laatste bedrag op kunstmatige wijze werden verlaagd.

- Sedert het begrotingsjaar 1992 wordt de Minister van Financiën er in de rijksmiddelenbegroting (78) toe gemachtigd om bij de ruilverrichtingen van klassieke titels tegen OLO's niet alleen het kapitaal maar ook de interestprorata's, d.w.z. de gelopen maar nog niet vervallen interest van die vroegere titels, door de overhandiging van effecten in nieuwe schuld om te zetten. Door het toepassen van die techniek werd voor het begrotingsjaar 1993 een bedrag van 32.878 miljoen frank aan gekapitaliseerde interesten naar de toekomst doorgeschoven en aan de rentelasten en het begrotingsresultaat onttrokken.

- Tenslotte werden in 1993 de rentelasten van de leningen verminderd met de inkomsten van de plaatsingen (tijdelijke beleggingen) van de leningopbrengsten in Belgische frank en in vreemde munt, alsmede van de swaps en de arbitrageswaps die in het raam van de beheersverrichtingen van de Schatkist werden uitgevoerd (79). Zo werden, alleen wat de verrichtingen in Belgische frank betreft, de rentelasten in 1993 gecompenseerd met opbrengsten voor een bedrag van 1.895 miljoen frank.

Voor elk van de toegepaste technieken heeft de wetgever machtiging verleend. Zij kunnen alle worden aangemerkt als debudgetteringen maar weliswaar met een verschillende gradatie. De kapitalisaties van interesten en de affectatie van de winsten bij de omruilingen leiden tot een overeenkomstige verhoging van de rijksschuld of een verhoogd beroep op de kapitaalmarkt, die echter niet in de begroting tot uiting komen. In het geval van de compensaties worden de begrotingsontvangsten en -uitgaven enkel met eenzelfde bedrag verminderd, zonder dat het niveau van de rijksschuld wordt beïnvloed.

In alle gevallen wordt een inbreuk gepleegd op het principe van de universaliteit van de begroting dat impliceert dat alle ontvangsten en uitgaven in de begroting en rekening moeten worden opgenomen.

De toegepaste technieken flatteren de rentelasten en tasten de doorzichtigheid van de begroting aan.

78) Wet van 14 december 1992 houdende de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1993, art. 7, § 3, 5°.

79) Ibidem, artikel 8.

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(254)

B. UITGAVEN OP OVERGEDRAGEN KREDIETEN VAN 1992.

Samen met de verrichtingen 1993 (kolom 4) wordt in de tabel 4.2. een samenvattend overzicht gegeven van het globale kredietvolume, de uitgaven en de finale benuttigingsgraad van de kredieten van het begrotingsjaar 1992 voor ieder van de departementale secties. Hiertoe werden de ordonnanceringen op kredieten van het begrotingsjaar 1992 gevoegd bij de ordonnanceringen in 1993 op overgedragen kredieten van het begrotingsjaar 1992.

TABEL 4.2. - UITGAVEN OP OVERGEDRAGEN KREDIETEN VAN 1992

(in miljoenen frank)

BEGROTINGEN	Totaal toegestane kredieten 1992	Ordonnances 1992 op kredieten 1992	Ordonnances 1993 op overgedragen kredieten 1992	Finale benuttingsgraad in %
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
01 - Dotatiën	11.335,0	11.229,8	-	99,8
11 - Diensten Eerste Minister	22.180,3	18.846,4	622,8	87,7
12 - Justitie	27.553,9	25.991,4	1.410,2	99,4
13 - Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	11.450,2	9.018,6	1.307,2	90,2
14 - Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	11.938,2	8.694,7	2.273,6	91,9
15 - Ontwikkelings-samenwerking	17.409,8	14.467,3	1.141,7	89,7
16 - Landsverdediging	99.027,5	85.741,0	11.209,4	97,9
17 - Rijkswacht	23.573,2	22.721,5	738,3	99,5
18 - Financiën	65.831,0	58.336,7	3.120,8	93,4
21 - Pensioenen	250.272,3	249.371,4	482,7	99,8
22 - Middenstand	6.787,7	6.731,5	18,8	99,5
23 - Tewerkstelling en Arbeid	38.693,4	36.661,9	318,0	95,6
24 - Sociale Voorzorg	200.192,0	197.415,3	2.487,2	99,9
25 - Volksgezondheid en Leefmilieu	50.468,0	47.032,5	2.064,0	97,3
31 - Landbouw	13.465,3	11.600,8	920,7	93,0
32 - Economische Zaken	30.702,7	28.659,7	1.138,8	97,0
33 - Verkeerswezen	90.900,3	81.234,8	7.025,6	97,1
34 - P.T.T.	12.750,0	12.743,0	1,0	99,9
51 - Rijksschuld	1.282.285,2	1.179.815,0	7.011,4	92,6
TOTALEN :	2.264.660,7	2.106.313,3	43.292,2	94,9

Commentaar bij tabel 4.2.

Kolom 2 bevat per sectie van de algemene uitgavenbegroting, het geheel van de toegekende budgettaire middelen (ordonnanceringskredieten) voor 1992, hetzij onder de vorm van niet-gesplitste kredieten, gesplitste ordonnanceringskredieten of variabele ordonnanceringskredieten. Voor een gedetailleerde samenstelling van deze kredieten wordt verwezen naar de "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1992" (80).

Kolom 3 vermeldt voor iedere sectie de ordonnanceringen in 1992 die verricht zijn op de niet-gesplitste kredieten (ngk), op de gesplitste kredieten (ok) en op de variabele kredieten van 1992. In totaal belopen zij circa 2.106,3 miljard frank.

Kolom 4 vermeldt de op de overgedragen kredieten van 1992 aangerekende ordonnanceringen in 1993 (81). In totaal belopen zij circa 43,3 miljard frank. Wanneer zij gevoegd worden bij de tijdens het begrotingsjaar 1992 aangerekende ordonnanceringen (m.n. 2106,3 miljard fr., cfr. kolom 3) bekomt men een totaalbeeld van de ordonnanceringen voor dat begrotingsjaar, nl. 2149,6 miljard frank.

Kolom 5 vermeldt voor elke sectie de finale benuttigingsgraad van de kredieten. Voor de federale begroting bedraagt de globale benuttigingsgraad van de kredieten voor het begrotingsjaar 1992 circa 95%.

C. KREDIETOVERSCHRIJDINGEN

Als regel geldt dat de ministers geen enkele uitgave mogen aangaan boven de voor ieder van hen geopende kredieten (82). Hiermee worden de kredieten bedoeld die door de wetgever in de algemene uitgavenbegroting worden toegekend per programma.

Die regel van het verbod van kredietoverschrijding is zowel van toepassing op de vastleggingen als op de ordonnanceringen van uitgaven.

80) Parl. St., Kamer, nr. 1045/1 - 92/93 ; Senaat, nr. 792 - 1 (1992-1993) van 4 juni 1993.

81) Krachtens artikel 34 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit worden de beschikbare niet-gesplitste kredieten immers aan het einde van het begrotingsjaar naar het volgende jaar overgedragen en mogen zij worden aangewend vanaf het begin van dat jaar om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd werd tijdens het voorbije begrotingsjaar.

82) Artikel 28 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

Zoals blijkt uit de hiernavolgende uiteenzetting heeft de uitvoering van de begroting in 1993 geen aanleiding gegeven tot flagrante gevallen van kredietoverschrijdingen.

a) Wat de vastleggingen betreft :

De controle en de boekhouding van de vastleggingen is toevertrouwd aan de controleurs van de vastleggingen die daartoe in de departementen zijn aangesteld door de Koning (83). Om kredietoverschrijdingen te voorkomen moeten deze controleurs hun voorafgaand visum verlenen aan de meest belangrijke uitgaven, te weten contracten boven 100.000 frank en toekenning van subsidies boven 50.000 frank.

In de tabel van de uitgaven (zie Deel II - Bijlagen) zijn in kolom 3 de bedragen opgenomen van de vastleggingen die in 1993 werden geregistreerd in de boekhoudingen van de controleurs van de vastleggingen. Een vergelijking van deze bedragen met de toegestane kredieten (kolom 2) laat toe een aantal kredietoverschrijdingen vast te stellen.

Het gaat meestal om programma's die uitsluitend of overwegend personeelskredieten omvatten (bestaansmiddelen, werking kabinet, ...) zodat mag worden aangenomen dat die overschrijdingen bijna steeds te wijten zijn aan de aanrekening - a posteriori - van vaste uitgaven op het einde van het begrotingsjaar.

Aangezien de jaarlijkse verzamelstaten van de controleurs van de vastleggingen nog niet definitief werden afgesloten en dus nog correcties en/of annuleringen kunnen worden aangebracht, zou het voorbarig zijn om nu reeds definitieve conclusies te trekken uit de thans voorliggende cijfers.

b) Wat de ordonnanceringen betreft :

Het Rekenhof is belast met de controle op de juiste aanrekening van de uitgaven en waakt erover dat de toegestane kredieten niet worden overschreden. De wet voorziet daartoe dat geen enkele uitgave mag worden verricht zonder het voorafgaand visum van het Rekenhof, behoudens in de uitdrukkelijk voorziene gevallen (84). Een belangrijke uitzondering op het voorafgaand visum wordt evenwel gevormd door de vaste uitgaven (bezoldigingen, pensioenen, abonnementen) waarop het Rekenhof slechts een controle a posteriori kan uitoefenen (85).

Deze laatste soort uitgaven is ieder jaar opnieuw de oorzaak van kredietoverschrijdingen die het Rekenhof niet kan beletten. Ze geven ook in de loop van het jaar aanleiding tot moeilijkheden bij het verlenen van het visum voor uitgaven op andere basisallocaties van hetzelfde programma.

83) Ibidem, artikelen 48 en 49 ; meer in het bijzonder : koninklijk besluit van 31 mei 1966 en ministerieel besluit van 8 juli 1966.

84) Artikel 40 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

85) Ibidem, art. 41.

Het Rekenhof pleit er nogmaals voor dat de Administratie de nodige maatregelen zou nemen om te voorkomen dat vaste uitgaven worden verricht boven de toegestane kredieten.

De voor het begrotingsjaar 1993 vastgestelde kredietoverschrijdingen geven aanleiding tot volgend commentaar.

- Op kredieten 1993

Kredietoverschrijdingen werden vastgesteld voor een totaal bedrag van 54.194.399 frank, waarvan de hiernavolgende tabel een overzicht geeft per programma (86).

In praktisch alle gevallen werd de kredietoverschrijding veroorzaakt door de aanrekening van vaste uitgaven.

In sommige gevallen gaat het bovendien om uitgaven die - foutief - werden aangerekend op programma's waarvoor in 1993 geen kredieten meer werden toegekend (cfr. de programma's 11.12.0, 12.02.0, 13.03.0, 24.12.0, 25.11.0, 25.12.0, 33.55.0 en 34.01.0). Deze aanrekeningen zullen nog moeten worden gecorrigeerd door de Administratie.

Voor de andere gevallen wordt een commentaar geleverd onder de betrokken sectie en programma (cfr. punt A2, hiervóór, zelfde hoofdstuk).

86) In de tabel van de uitgaven, kolom 5 (zie deel II - Bijlagen) wordt de bijzondere aandacht op kredietoverschrijdingen getrokken door het onderlijnen van het benuttingspercentage.

Kredieten 1993 : Ordonnanceringsen uitgevoerd boven de kredieten (in frank)	
Programma's	Bedrag overschrijding
<u>Dotatiën</u>	
01.31.1 Civiele lijst	6.455.730
<u>Diensten Eerste Minister</u>	
11.12.0 Werking Kabinet	30.940
<u>Justitie</u>	
12.02.0 Werking Kabinet	77.176
12.55.4 Veiligheid inzake kernenergie	2.533.484
12.59.0 Hulpverleningen erediensten	44.845.056
<u>Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken</u>	
13.03.0 Werking Kabinet	1.414
<u>Sociale Voorzorg</u>	
24.12.0 Werking Kabinet	50.721
<u>Volksgesondheid en Leefmilieu</u>	
25.11.0 Werking Kabinet	25.986
25.12.0 Werking Kabinet	69.504
<u>Economische Zaken</u>	
32.11.0 Werking Kabinet	22.640
<u>Verkeer en Infrastructuur</u>	
33.55.0 Bestaansmiddelen	55.228
<u>P.T.T</u>	
34.01.0 Werking Kabinet	26.520
TOTAAL	54.194.399

- Op kredieten overgedragen van 1992

Rekening houdend met het totaal van de uitgaven die op 31 december 1993 werden verricht op de voor het begrotingsjaar 1992 toegekende kredieten, belopen de kredietoverschrijdingen in totaal 12.923.633 frank.

Buiten de kredietoverschrijding van het programma 11.51.0 gaat het om kredietoverschrijdingen die te wijten zijn aan uitgaven die reeds in 1992 werden vereffend.

Kredieten 1992 : Ordonnanceringsen uitgevoerd boven de kredieten (in frank)	
Programma's	Bedrag overschrijding
<u>Diensten Eerste Minister</u> 11.51.0 Bestaansmiddelen	1.220.121
<u>Justitie</u> 12.02.0 Werking Kabinet	8.591.734
<u>Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken</u> 13 02.0 Werking Kabinet	1.659.999
<u>Pensioenen</u> 21.54.2 Vergoedingen en gelijkgestelde prestaties voor oorlogsgetroffenen	580.674
<u>Landbouw</u> 31.11.0 Werking Kabinet	803.701
<u>Verkeer en Infrastructuur</u> 33.53.4 Zeevaartonderwijs	67.404
TOTAAL	12.923.633

c) Wat de overschrijdingen van basisallocaties betreft

Naast de hierboven vermelde gevallen van kredietoverschrijding werden een aantal gevallen vastgesteld van overschrijding van basisallocaties zonder dat het programmakrediet werd overschreden.

Deze basisallocaties, opgenomen in de administratieve begrotingen van de diverse secties, houden weliswaar geen formele wettelijke beperking in doch ze moeten eveneens strikt worden geëerbiedigd. De administratieve begrotingen waarin ze zijn opgenomen worden immers eveneens aan de Wetgevende Kamers ter beoordeling voorgelegd en kunnen aanleiding geven tot het stemmen van een motie.

Ingedeeld per sectie gaat het om de volgende bedragen (in frank) (87) :

	1993	1992 (88)
- Diensten Eerste Minister	1.616.877	5.219.853
- Justitie	293.961.507	68.333.954
- Ontwikkelingssamenwerking	4.433.657	442.770
- Financiën	1.302.437.222	-
- Middeelstand	-	428.972
- Tewerkstelling en Arbeid	-	3.889.250
- Economische Zaken	-	22.258

Uit het overzicht blijkt dat zich vooral problemen hebben voorgedaan in de secties 12 - Justitie en 18 - Financiën.

Een commentaar daarover wordt verstrekt bij de commentaren over de betrokken secties in voorgaand punt A2 van ditzelfde hoofdstuk.

87) Zonder de overschrijdingen van basisallocaties die aanleiding geven tot een overschrijding van het programmakrediet.

88) Met inbegrip van de overschrijdingen op basisallocaties van de kredieten overgedragen van 1992.

HOOFDSTUK V - DE RIJKSSCHULD IN 1993

A. UITSTAAND BEDRAG VAN DE RIJKSSCHULD

Op 31 december 1993 bereikte het uitstaand bedrag van de rijksschuld 9.073 miljard frank. Het jaar 1993 werd gekenmerkt door een uitzonderlijke toename van de schuld met 784,3 miljard. Deze verhoging, waarvan de oorzaken meer uitvoerig werden besproken in hoofdstuk I, B, is in het bijzonder te wijten aan het heropnemen van belangrijke schulden in de officiële stand van de rijksschuld alsmede de herwaardering van de schuld in deviezen tengevolge van de hogere koers van de yen en de Zwitserse frank.

Om de evolutie van de rijksschuld te evalueren, spreekt het Rekenhof de voorkeur uit, zoals ter gelegenheid van de voorafbeelding van de resultaten van de begroting voor 1992, te verwijzen naar de notie netto-schuld, dit wil zeggen dat abstractie wordt gemaakt van het deel van de schuld dat overeenkomt met de beheersverrichtingen van de Schatkist. Door aftrek van dat luik beheersverrichtingen ten belope van 267 miljard frank op 31 december 1993, vertegenwoordigt de nettoschuld 8.806,1 miljard frank, of een verhoging voor 1993 met 667,3 miljard frank.

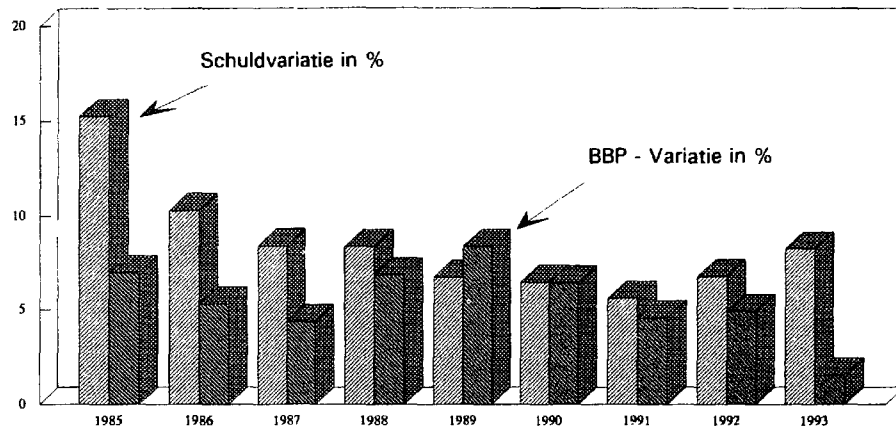
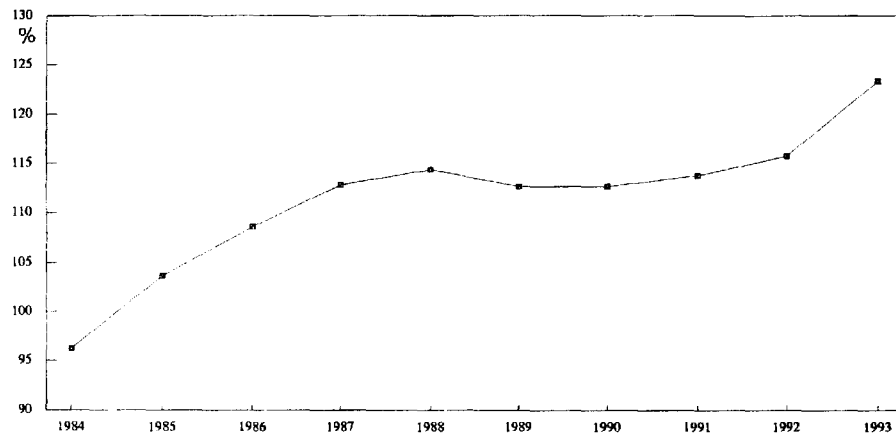
TABEL 5.1. EVOLUTIE VAN DE RIJKSSCHULD IN BELGIE (in enge zin)				
	Uitstaand bedrag op 31 december		Nominale aangroei	
	in miljarden frank	in % van het BBP (1)	in miljarden frank	%
1984	4.264,9	96,2	548,9	14,8
1985	4.914,6	103,7	649,7	15,2
1986	5.418,3	108,6	503,7	10,2
1987	5.872,5	112,8	454,2	8,4
1988	6.362,3	114,4	489,2	8,3
1989	6.788,2	112,7	425,9	6,7
1990	7.224,6	112,6	436,4	6,4
1991	7.626,5	113,7	401,9	5,6
1992	8.138,8	115,7	512,2	6,7
1993	8.806,1	123,3	667,3	8,2

(1) BBP : waarden berekend volgens Europese normen (ESER-rekeningen).

Bron : BNB en voor 1992 en 1993 : economische begroting weerhouden voor de begrotingscontrole 1994

1992 : 7.032,3 miljard frank

1993 : 7.140,6 miljard frank

GRAFIEK 1: Vergelijkende evolutie van de rijkschuld met het BBP (in %)**GRAFIEK 2: Evolutie van de verhouding rijkschuld / BBP sinds 1984**

B. STRUCTUUR VAN DE RIJKSSCHULD

De structuur van de bruto-schuld wordt in tabel 5.2. weergegeven.

TABEL 5.2. - SAMENSTELLING VAN DE BRUTO-RIJKSSCHULD OP 31 DECEMBER 1993		
(in enges zin)		(in franken)
Geconsolideerde schuld (lange termijn)		in vergelijking met 31.12.1992
in BEF		
directe schuld :	5.370.048.556.578	+ 9,5 %
indirecte schuld :	480.552.337.969	+ 6,8 %
TOTAAL	5.850.600.894.547	
in deviezen :	683.601.858.260	+ 13,3 %
TOTAAL VAN DE GECONSOLIDEERDE SCHULD	6.534.202.752.807	+ 9,7 %
Schuld op middellange termijn		
TOTAAL VAN DE SCHULD OP MIDDELLANGE TERMIJN	2.729.000.060	- 77,4 %
Schuld op korte termijn		
in BEF	1.701.558.456.929	- 11,5 %
in deviezen	834.548.619.767	+ 110,8 %
TOTAAL VAN DE SCHULD OP KORTE TERMIJN	2.536.107.076.696	+ 9,4 %
TOTAAL RIJKSSCHULD	9.073.038.829.503	+ 9,5 %
<u>waarvan</u>		
in BEF	7.553.053.751.476	+ 3,8 %
in deviezen	1.519.985.078.027	+ 50,4 %

Het meest markante feit voor 1993 is ongetwijfeld de verhoging met 50% van de schuld in deviezen die gedurende meerdere jaren gekenmerkt was door een stabilisatie, in absolute waarde, van het beroep op de buitenlandse markten.

**TABEL 5.3. - Evolutie van de schuld in deviezen
(in miljarden frank)**

31 december 1988	1.087,4
31 december 1989	1.131,1
31 december 1990	1.111,7
31 december 1991	1.107,0
31 december 1992	1.010,5
31 december 1993	1.520,0

In feite is deze verhoging in hoofdzaak te wijten aan de toename van de uitgaves op korte termijn in Duitse mark ; het uitstaand bedrag aan schatkistbons in deze munt ging van 160,8 naar 596,1 miljard frank in de periode van juli naar december 1993. De oorzaken van die verhoging moeten nochtans niet worden gezocht in een inkringing van de kapitaalmarkt in Belgische frank die de Schatkist zou verplicht hebben zich te wenden naar de buitenlandse markten, maar in de monetaire crisis die de markten van diverse Europese deviezen en in het bijzonder de Belgische frank heeft geraakt in die periode. In dit verband wordt er aan herinnerd dat het beroep op de buitenlandse markten voor het plaatsen van openbare leningen thans geregeld is met een conventie van 5 februari 1991 tussen de Minister van Financiën en de Nationale Bank van België (89) ; ze bepaalt de modaliteiten waarin de Schatkist, in het kader van de doelstellingen van het monetair beleid, wordt gemachtigd te lenen in deviezen. In de loop van het tweede semester van 1993 hebben aldus met inachtneming van de omstandigheden, te weten een belangrijke verhoging tot 12 % van de rentevoeten op korte termijn en een vermindering van de deviezenreserves bij de Nationale Bank van België, de uitgaves van schatkistbons in DEM tezelfdertijd toegelaten deze reserves opnieuw aan te vullen en de in circulatie zijnde geldmassa op het door de Nationale Bank vastgestelde niveau te behouden (90).

89) Conventie met betrekking tot de informatie en het overleg inzake de staatsleningen in deviezen, bij toepassing van artikel 16 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium.

90) De deviezen die door de Schatkist werden geleend en die bij de BNB tegen Belgische frank in bewaring werden gegeven, hebben bijgedragen tot het behoud van de in circulatie zijnde geldmassa die, niettegenstaande de gebruikelijke en belangrijke interventies van de BNB op de rentevoeten in die periode, de neiging tot inkringing vertoonde.

Bovendien omvat de rijksschuld ook de gedebudgetteerde schuld, die in 1993 werd gekenmerkt door een sterke vermindering wegens he. opnemen, in de officiële stand van de rijksschuld, van de schulden van de NMNS en SOCOBESOM, ten belope van 187,2 miljard frank. (zie hoofdstuk I, ...)

In de gedebudgetteerde schuld werden evenwel ook nieuwe leningen opgenomen voor een bedrag van 1.255 miljoen frank tengevolge van een nieuw krediet verleend aan het NILK (dit brengt de schuld met betrekking tot het NILK op 3.442 miljoen frank, rekening houdend met een aflossing van 312 miljoen frank), overeenkomstig het artikel 94 van de wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële bepalingen en van 8.977 (91) miljoen frank voor een kredietovereenkomst met het CBHK in toepassing van artikel 129 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen.

TABEL 5.4 - GEDEBUDGETTEERDE SCHULD (in miljarden frank)			
	SITUATIE EIND		
	december 1991	december 1992	december 1993
Oprichting van gebouwen	0,1	3,8	3,5
Lokale besturen	29,0	27,0	25,0
Diversen	7,3	7,9	6,6
Nationale sectoren (NMNS)	181,6	185,9	0,0
Nationale Delcrederedienst	12,0	12,0	11,7
EOGFL	12,2	0,0	0,0
BELFIN (financiering van SABENA)	12,6	14,1	15,4
SOCOBESOM	-	1,3	0,0
Sanering van het NILK en het CBHK	-	2,5	11,6
	254,8	254,5	73,8

C. INTERESTLAST VAN DE RIJKSSCHULD EN IMPLICIETE INTERESTVOET VAN DE SCHULD

Er werden voor 692,6 miljard frank kredieten uitgetrokken (bedrag van de aangepaste kredieten) voor het dekken van de interesten in 1993, waarbij een bedrag van 32,9 miljard frank zou moeten worden gevoegd wegens interestkapitalisaties (op de 9 jaar sinds de invoering van deze debudgetteringstechniek vertegenwoordigen deze interesten, betaald onder de vorm van titels, een bedrag van 213,7 miljard frank).

91) Waarvan 836 miljoen frank werden terugbetaald door de Staat in 1993.

Op 31 december 1992 bedroeg de rijksschuld inbegrepen de thesaurie verrichtingen 8.288,7 miljard frank, zodat de impliciete rentevoet in 1993 uitkwam op 8,8% wat een lichte vermindering betekent tegenover 1992, zoals aangeduid in de hiernavolgende tabel 5.5.

TABEL 5.5. - IMPLICIETE INTERESTVOET VAN DE SCHULD					
Totaal van de rijksschuld (in miljarden frank)	Bedrag van de interesten (in miljarden frank)				Impliciete interest- voet van de rijks- schuld
		Begro- tingskre- dieten	Vereffend in de vorm van effec- ten	TOTAAL	
op 31.12.1985 : 4.914,6	1986	476,2	6,0	482,2	9,8 %
op 31.12.1986 : 5.418,3	1987	444,4	33,1	477,5	8,8 %
op 31.12.1987 : 5.872,5	1988	457,5	35,2	492,7	8,4 %
op 31.12.1988 : 6.362,3	1989	507,1	49,2	556,3	8,7 %
op 31.12.1989 : 6.788,2	1990	586,5	31,5	618,0	9,1 %
op 31.12.1990 : 7.224,6	1991	617,9	4,6	622,5	8,6 %
op 31.12.1991 : 7.751,0	1992	678,7*	21,2	699,9*	9,0 %
op 31.12.1992 : 8.288,7	1993	692,6*	32,9	725,5*	8,8 %

Bronnen : ADMINISTRATIE VAN DE THESAURIE - BEGROTINGEN

* Deze bedragen zijn berekend op grond van de gegevens van de Algemene Toelichting van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen voor het begrotingsjaar 1994.

DEEL II - BIJLAGEN

A. BEGROTINGSTEKORT VAN DE STAAT - VERGELIJKING VAN DE MAANDELIJKSE EVOLUTIE VAN DE BEGROTINGSVERRICHTINGEN OVER DE JAREN 1990 TOT EN MET 1993.

Aansluitend bij de analyse van het begrotingstekort op kasbasis in hoofdstuk I,B, punt 2.2. volgt hierna een overzicht van de maandelijkse evolutie van dit tekort voor de laatste vier jaren.

Onder de vorm van tabellen en bijhorende grafieken worden de maandelijks gecumuleerde resultaten opgegeven van :

- het begrotingsresultaat ;
- de totale begrotingsontvangsten exclusief de leningopbrengsten ;
- de fiscale begrotingsontvangsten ;
- de niet-fiscale begrotingsontvangsten ;
- de totale begrotingsuitgaven ;
- de primaire begrotingsuitgaven ;
- de budgettaire interestuitgaven.

- 1423/1 - 93/94

(270)

1074 - 1 (1993-1994)

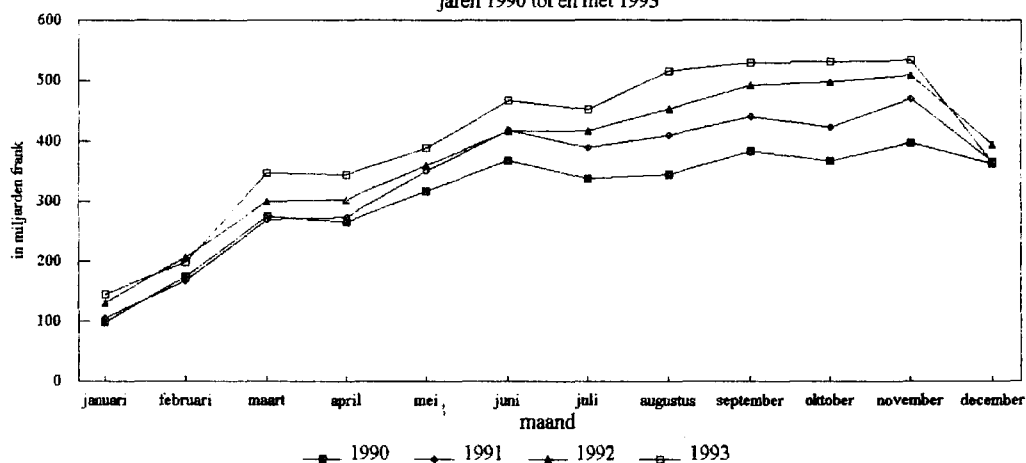
Evolutie van het maandelijks gecumuleerd begrotingstekort op kasbasis voor de jaren 1990 tot en met 1993

(in miljarden frank)

JAAR		1990	1991	1992	1993
toestand op het einde van de maand :	januari	98,068	104,229	131,760	145,627
	februari	174,247	167,682	206,545	198,051
	maart	274,976	268,614	298,897	346,296
	april	264,778	272,474	302,132	343,989
	mei	315,857	349,845	359,380	388,728
	juni	367,896	417,252	415,940	466,048
	juli	337,584	389,048	416,774	451,242
	augustus	344,367	408,815	452,526	514,938
	september	382,461	439,698	491,964	528,571
	oktober	366,407	422,594	496,350	529,982
	november	396,295	468,840	508,475	533,634
	december	361,568	366,184	393,655	365,157

(bron : maandelijks schatkisttoestand)

Evolutie van het maandelijks gecumuleerd begrotingstekort
jaren 1990 tot en met 1993



(271)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

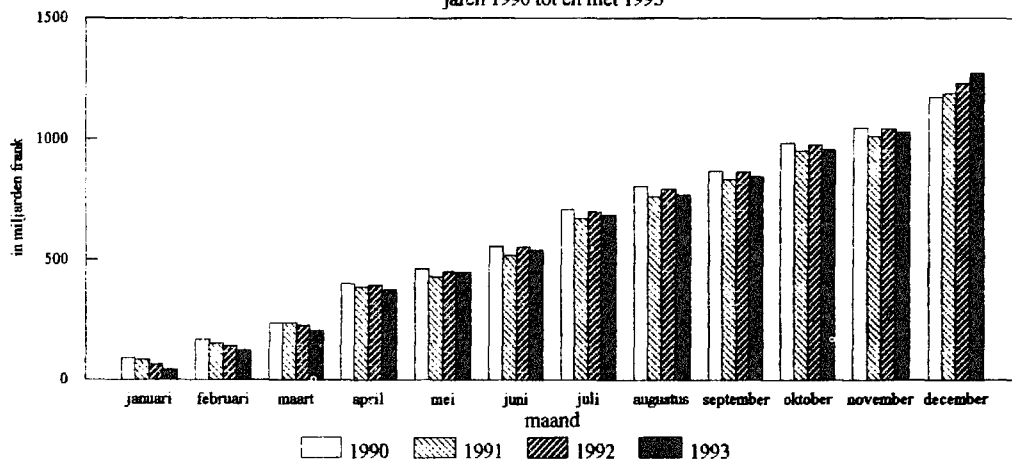
Evolutie van de maandelijks gecumuleerde begrotingsontvangsten op kasbasis voor de jaren 1990 tot en met 1993

(in miljarden frank)

JAAR		1990	1991	1992	1993
toestand op het einde van de maand :	januari	93,308	85,056	62,362	42,128
	februari	166,845	152,346	140,456	122,320
	maart	235,034	233,903	222,309	203,339
	april	397,665	383,615	391,744	374,025
	mei	459,447	428,596	448,983	446,375
	juni	553,431	514,481	551,665	535,219
	juli	707,390	668,782	698,102	684,474
	augustus	801,495	759,306	790,200	765,860
	september	863,520	828,858	860,894	843,240
	oktober	983,593	949,721	976,792	953,598
	november	1,042,682	1,010,831	1,039,747	1,026,755
	december	1,172,377	1,186,257	1,227,648	1,269,683

(bron : maandelijks schatkisttoestand)

Evolutie van de maandelijks gecumuleerde begrotingsontvangsten
jaren 1990 tot en met 1993



- 1423/1 - 93/94

(272)

1074 - 1 (1993-1994)

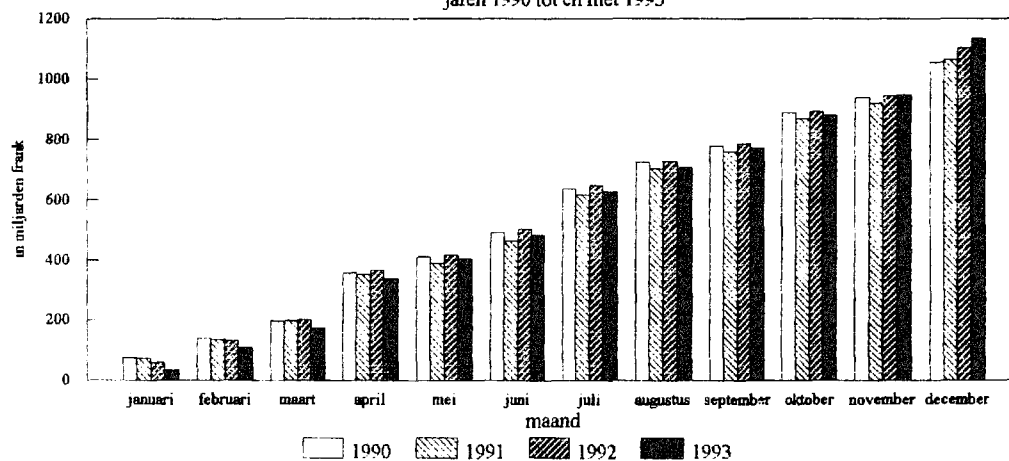
Evolutie van de maandelijks gecumuleerde fiscale begrotingsontvangsten op kasbasis voor de jaren 1990 tot en met 1993

(in miljarden frank)

JAAR		1990	1991	1992	1993
toestand op het einde van de maand :	januari	75,468	73,071	59,375	35,862
	februari	139,690	136,826	130,840	108,261
	maart	198,454	198,475	200,190	174,296
	april	358,448	351,784	364,555	338,594
	mei	410,552	388,837	415,092	404,574
	juni	490,229	483,850	502,889	483,432
	juli	635,220	615,748	645,180	628,229
	augustus	724,785	703,231	727,946	704,955
	september	776,046	760,502	784,528	772,290
	oktober	888,417	869,560	890,082	879,320
	november	937,572	919,024	943,363	945,604
	december	1,055,794	1,083,582	1,102,144	1,133,332

(bron : maandelijks schatkisttoestand)

Evolutie van de maandelijks gecumuleerde fiscale begrotingsontvangsten
jaren 1990 tot en met 1993



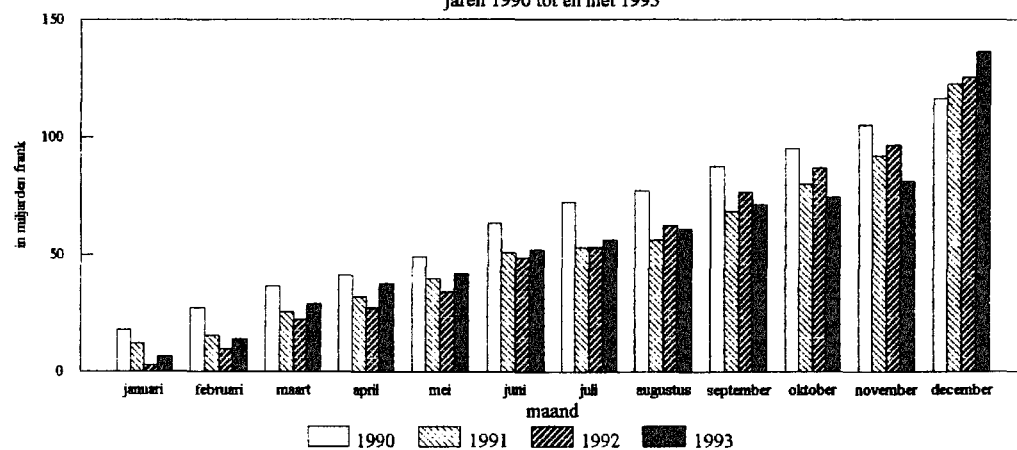
Evolutie van de maandelijks gecumuleerde niet-fiscale begrotingsontvangsten op kasbasis voor de jaren 1990 tot en met 1993

(in miljarden frank)

JAAR		1990	1991	1992	1993
toestand op het einde van de maand :	januari	17,840	11,985	2,987	6,268
	februari	27,155	15,520	9,616	14,059
	maart	36,580	25,428	22,119	29,043
	april	41,217	31,831	27,189	37,431
	mei	48,895	39,759	33,891	41,801
	juni	63,202	50,631	48,776	51,787
	juli	72,170	53,034	52,922	56,245
	augustus	76,710	56,075	62,254	60,905
	september	87,474	68,356	78,366	70,950
	oktober	95,176	80,161	86,710	74,279
	november	105,110	91,807	96,384	81,151
	december	116,583	122,675	125,504	136,331

(bron : maandelijks schatkisttoestand)

Evolutie van de maandelijks gecumuleerde niet-fiscale begrotingsontvangsten
jaren 1990 tot en met 1993



- 1423/1 - 93/94

(274)

1074 - 1 (1993-1994)

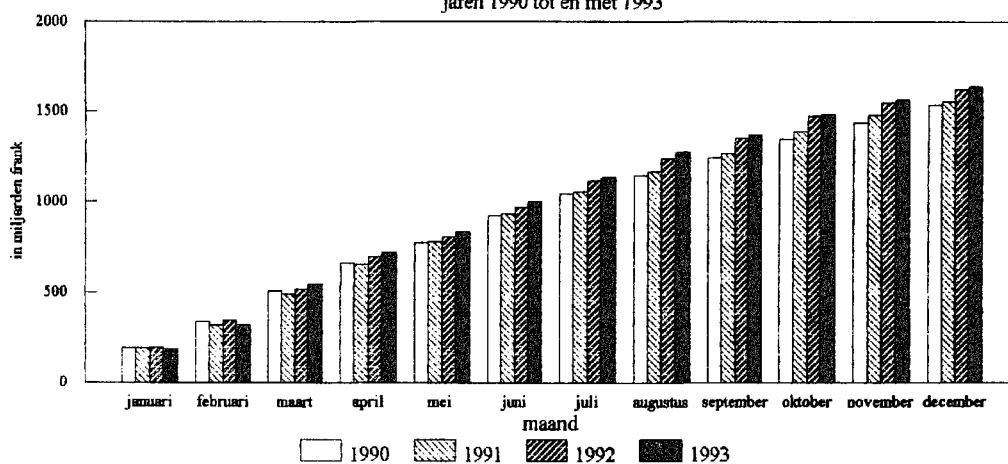
Evolutie van de maandelijks gecumuleerde begrotingsuitgaven op kasbasis voor de jaren 1990 tot en met 1993

(in miljarden frank)

JAAR		1990	1991	1992	1993
toestand op het einde van de maand :	januari	191,378	189,285	194,122	187,755
	februari	341,092	320,028	347,001	320,371
	maart	510,010	492,517	521,208	549,635
	april	682,443	656,089	693,878	718,014
	mei	775,304	778,441	808,383	835,103
	juni	921,327	931,733	987,605	1,001,265
	juli	1,044,974	1,057,828	1,114,876	1,135,718
	augustus	1,145,862	1,168,121	1,242,726	1,280,798
	september	1,245,981	1,268,556	1,352,858	1,371,811
	oktober	1,350,000	1,392,315	1,473,142	1,483,581
	november	1,438,977	1,479,671	1,548,222	1,560,389
	december	1,533,945	1,552,441	1,621,303	1,634,820

(bron : maandelijks schatkisttoestand)

Evolutie van de maandelijks gecumuleerde begrotingsuitgaven
jaren 1990 tot en met 1993



(275)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

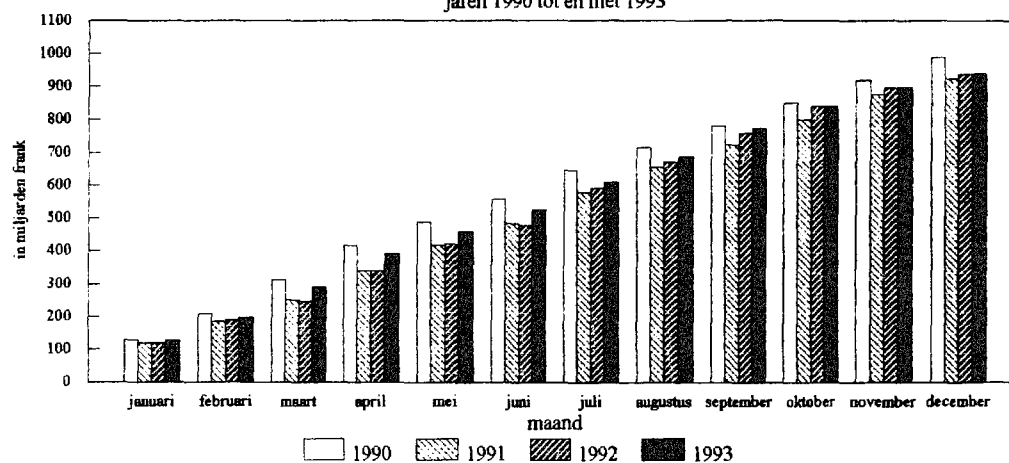
Evolutie van de maandelijks gecumuleerde primaire begrotingsuitgaven op kasbasis voor de jaren 1990 tot en met 1993

(in miljarden frank)

JAAR		1990	1991	1992	1993
toestand op het einde van de maand :	januari	127,088	117,618	118,526	127,145
	februari	207,972	183,519	188,287	196,536
	maart	312,121	251,144	245,400	288,855
	april	414,892	339,436	340,137	390,508
	mei	487,277	414,788	421,751	458,078
	juni	556,058	482,809	476,987	526,275
	juli	643,442	575,653	587,789	607,718
	augustus	714,488	652,388	667,863	685,046
	september	779,514	721,922	758,420	771,862
	oktober	849,123	798,994	839,974	839,703
	november	917,260	874,843	894,331	897,470
	december	986,935	922,227	938,602	937,116

(bron : maandelijks schatkisttoestand)

Evolutie van de maandelijks gecumuleerde primaire begrotingsuitgaven
jaren 1990 tot en met 1993



- 1423/1 - 93/94

(276)

1074 - 1 (1993-1994)

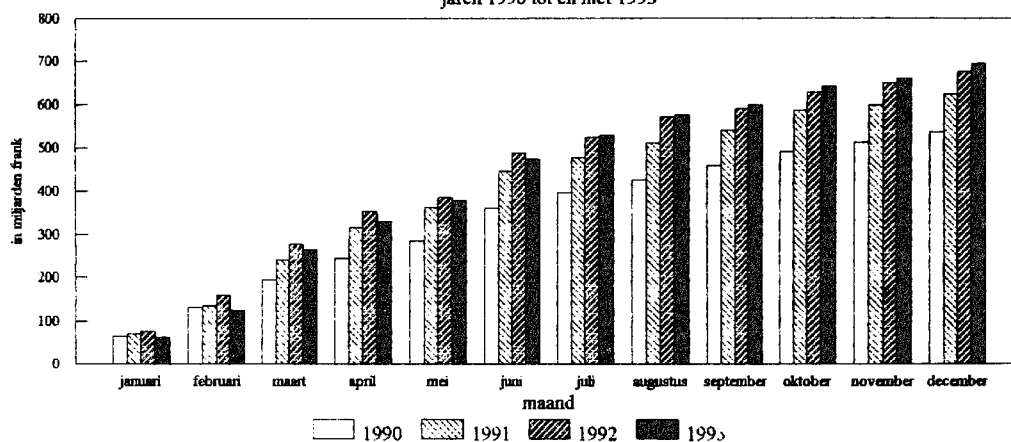
Evolutie van de maandelijks gecumuleerde interestuitgaven op de begroting voor de jaren 1990 tot en met 1993

(in miljarden frank)

JAAR		1990	1991	1992	1993
toestand op het einde van de maand :	januari	64,241	71,384	76,358	83,251
	februari	130,559	135,442	159,274	126,097
	maart	194,083	239,591	275,442	262,099
	april	243,422	314,188	352,502	328,046
	mei	283,447	360,363	384,880	376,864
	juni	359,702	444,227	488,158	473,958
	juli	395,482	476,874	524,132	527,229
	augustus	424,802	509,744	571,173	573,900
	september	458,203	539,488	589,943	597,786
	oktober	491,728	588,976	627,899	640,886
	november	512,021	598,040	647,435	659,644
	december	536,421	622,184	676,108	692,587

(bron : maandelijks schatkisttoestand)

Evolutie van de maandelijks gecumuleerde interestuitgaven op de begroting
jaren 1990 tot en met 1993



B. DE TABEL VAN DE UITGAVEN.

De cijfergegevens vervat in deze tabel zijn voorgesteld **per programma**, overeenkomstig de wettelijke structuur van de algemene uitgavenbegroting. Zij hebben betrekking op de toegestane kredieten 1993 (cfr. hoofdstuk III van deel I) en hun benutting, zowel wat betreft de vastlegging als de ordonnanciering, zoals blijkt uit de aanrekeningen in de schrifturen van het hof.

Voor enkele bijzondere categorieën van uitgaven werden de volgende regels toegepast :

- **vaste uitgaven** : alle uitgegeven ordonnanties tijdens het jaar werden in aanmerking genomen ;
- **kredietopeningen** : alle ordonnanties van beschikking op kredietopening gedurende het begrotingsjaar werden in aanmerking genomen, ongeacht de latere verantwoording en regularisatie ;
- **de betalingen in het buitenland** : de definitief aangerekende ordonnanties werden in aanmerking genomen en indien deze ontbreken, de voorlopig aangerekende ordonnanties ;
- **uitgaven verricht door de rekenplichtigen op hun kas** : al de ordonnanties betreffende reële kasuitgaven werden in aanmerking genomen, ongeacht de latere verantwoording en regularisatie ;
- **organieke fondsen** : de gegevens werden verstrekt door de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven, die thans nauwkeurig de toestand van de beschikbare saldi op deze fondsen onderzoekt. Als het geval zich voordoet, worden de vastleggingsannulaties afgetrokken van de reeds genomen vastleggingen ;
- **fondsen van de afzonderlijke sectie** : enkel de ordonnanties betreffende de overdrachten van begrotingskredieten werden in aanmerking genomen.

De kolom 5 van de tabel geeft de **benuttigingsgraad** van de kredieten in de ordonnanceringsoptiek. Een benuttigingsgraad van meer dan 100 % duidt op een overschrijding van het krediet. In dat geval is het percentage aangeduid met een verwijzingsteken. Een benuttigingsgraad van 0 %, aangeduid met een verwijzingsteken, betekent dat de uitgaven werden aangerekend ten laste van een programma waarvoor geen enkel krediet was toegekend.

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(278)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secaties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 01 - MINISTERIE VAN FINANCIËN,
VOOR DE DOTATIËN

AFDELING 31 - DOTATIES AAN DE KONINKLIJKE FAMILIE

01.31.1 - Civiele lijst	ngk	214,3	220,8	220,8	103 *
01.31.2 - Dotatie aan de Koninklijke Familie	ngk	27,7	27,4	27,4	99
01.31.3 - Dotatie aan Prins Albert	ngk	18,0	11,8	11,8	66
Totaal voor afdeling 31 :	ngk	260,0	260,0	260,0	100

AFDELING 32 - DOTATIES AAN DE NATIONALE WETGEVENDE
VERGADERINGEN

01.32.1 - Senaat	ngk	2.027,9	2.027,9	2.027,9	100
01.32.2 - Kamer van Volksvertegenwoordigers	ngk	2.950,0	2.950,0	2.950,0	100
01.32.3 - Provisoneel krediet "Politie van de politie"	ngk	100,0	100,0	100,0	100
01.32.4 - Contract met de burger : bestuurlijke vernieuwing (parlementaire ombudsman)	ngk	3,0	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 32 :	ngk	5.080,9	5.077,9	5.077,9	100

AFDELING 33 - ANDERE DOTATIES

01.33.1 - Arbitragehof	ngk	155,0	155,0	155,0	100
01.33.2 - Dotatie aan de Duitstalige Gemeenschap	ngk	2.988,7	2.988,7	2.988,7	100
01.33.3 - Dotatie aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	ngk	1.027,2	1.027,2	1.027,2	100
01.33.4 - Rekenhof	ngk	1.184,0	1.184,0	1.184,0	100
Totaal voor afdeling 33 :	ngk	5.354,9	5.354,9	5.354,9	100

(279)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
TOTAAL 01 MINISTERIE VAN FINANCIËN, VOOR DE DOTATIËN	ngk 10.695,8	10.692,8	10.692,8	100

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(280)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 11 - DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE EERSTE MINISTER					
11.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	109,0	107,9	93,3	86
	vjr	2,5	2,5	2,5	100
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	109,0	107,9	93,3	86
	vjr	2,5	2,5	2,5	100
AFDELING 02 - KABINET VAN DE MINISTER VAN WETENSCHAPSBELEID					
11.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	70,1	70,0	61,9	88
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	70,1	70,0	61,9	88
AFDELING 03 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN INSTITUTIONELE HERVORMINGEN					
11.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	6,3	6,3	0,1	2
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	6,3	6,3	0,1	2
AFDELING 04 - KONINKLIJK COMMISSARIAAT VOOR HET MIGRANTENBELEID					
11.04.0 - Bestaansmiddelen	ngk	40,9	42,2	40,5	99
	vjr	1,2	1,2	1,2	100
Totaal voor afdeling 04 :	ngk	40,9	42,2	40,5	99
	vjr	1,2	1,2	1,2	100
AFDELING 12 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR WETENSCHAPSBELEID					
11.12.0 - Werking van het Kabinet	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	0,8	0,8	0,7	88
Totaal voor afdeling 12 :	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	0,8	0,8	0,7	88

(281)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 40 - KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER					
11.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	185,6	186,6	177,6	96
	vjr	1,5	1,5	1,5	100
11.40.1 - BISTEL	ngk	119,0	119,0	97,2	82
	vk	17,0	17,0		
	ok	48,3		26,9	56
11.40.2 - Hulp aan de pers	ngk	14,9	14,9	14,9	100
11.40.3 - Sociale tussenkomsten	ngk	878,2	875,2	850,2	97
11.40.4 - Voorlichting	ngk	144,9	144,9	77,9	54
11.40.5 - Regeringsactiviteiten	ngk	9,1	9,0	5,4	59
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	1.351,7	1.349,6	1.223,2	90
	vjr	1,5	1,5	1,5	100
	vk	17,0	17,0		
	ok	48,3		26,9	56
AFDELING 51 - HOOG COMITÉ VAN TOEZICHT					
11.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	182,2	183,0	178,2	98
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	182,2	183,0	178,2	98
AFDELING 52 - VAST WERVINGSSECRETARIAAT					
11.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	220,9	220,9	208,5	94
11.52.1 - Nieuw systeem voor de personeelsaanwervingen	vk	10,0	9,1		
	ok	32,6		32,5	100
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	220,9	220,9	208,5	94
	vk	10,0	9,1		
	ok	32,6		32,5	100
AFDELING 54 - VASTE NATIONALE CULTUURPACTCOMMISSIE					
11.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	28,5	28,5	27,7	97
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	28,5	28,5	27,7	97
AFDELING 56 -					
11.56.1 - Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebesrijding	ngk	19,3	19,3	19,3	100

(282)

(in milioenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benuttiging ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 56 :	ngk 19,3	19,3	19,3	100
AFDELING 60 - DIENSTEN VOOR PROGRAMMATIE VAN HET WETENSCHAPSBELEID - DEEL WETENSCHAPS-BELEID				
11.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk 529,0	513,1	497,1	94
11.60.1 - Onderzoek-Ontwikkeling op nationaal vlak	ngk 34,2 vk 1.265,4 ok 2.373,5	34,1 1.174,3	28,8 2.038,2	84 86
Fonds : wederbeleggingsfonds				
I	I	I	I	I
Fonds 11-1	Vastlegging	Ordonnanciering		
I	I	I	I	I
I	I begroting I realisatie	I begroting I realisatie	I begroting I realisatie	I begroting I realisatie
I saldo op 1.1.1993	I 477,7 I	477,7 I	481,4 I	481,4 I
I ontvangsten	I 100,0 I	99,5 I	100,0 I	99,5 I
I beschikbaar	I 577,7 I	577,2 I	581,4 I	580,9 I
I uitgaven	I 12,5 I	0,8 I	5,4 I	2,2 I
I saldo op 31.12.1993	I 565,2 I	576,4 I	576,0 I	578,7 I
11.60.2 - Onderzoek-Ontwikkeling op internationaal vlak	ngk 5.985,6 vk 665,0 ok 558,3	5.979,2 590,9	5.973,7 454,2	100 81
11.60.3 - Wetenschappelijke instellingen van de Staat en daarmee gelijkgestelde inrichtingen	ngk 2.575,2 vjr 3,2 ok 25,0	2.557,2 0,0	2.485,6 0,0 13,3	97 0 53
11.60.4 - Onderwijs - vorming : educatieve activiteiten	ngk 108,8	103,7	93,7	86
Totaal voor afdeling 60 :	ngk 9.232,8 vjr 3,2 vk 1.930,4 ok 2.956,8 fov 12,5 fon 5,4	9.187,3 0,0 1.765,2 2.505,7 0,8	9.078,9 0,0	98 0 85 41

(283)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 61 - DIENSTEN VOOR PROGRAMMATIE VAN HET WETENSCHAPSBELEID - GEDEELTE ONDERWIJS EN CULTUUR					
11.61.1 - Gemeenschappelijke culturele activiteiten	ngk vjr	150,5 0,9	148,4 0,6	131,4 0,6	87 67
11.61.2 - Externe relaties	ngk	138,0	135,7	134,6	98
11.61.3 - Nationale culturele instellingen	ngk vjr	1.385,3 1,1	1.385,3 1,1	1.384,6 1,1	100 100
11.61.4 - Onderwijs - vorming (niet wetenschaps- beleid) en schoolinvesteringen	ngk vk ok	3.452,6 5,9 33,0	3.452,5 5,9	3.452,5 32,6	100 99
11.61.5 - Lasten uit het verleden Onderwijs - Education Nationale	ngk	462,3	271,8	60,4	13
11.61.6 - Dotaties aan de Vlaamse en Franse Gemeenschap	ngk	1.667,8	1.667,8	1.667,8	100
Totaal voor afdeling 61 :	ngk vjr vk ok	7.256,5 2,0 5,9 33,0	7.061,5 1,7 5,9	6.831,3 1,7 32,6	94 85 99
TOTAAL 11 DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER	ngk vjr vk ok fov fon	18.511,9 17,5 1.963,3 3.070,7 12,5 5,4	18.270,2 14,0 1.797,2 0,8	17.762,8 7,7 2.597,7 2,2	96 44 85 41

(284)

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

12.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	52,2	52,0	49,1	94
	vjr	24,7	24,7	11,1	45
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	52,2	52,0	49,1	94
	vjr	24,7	24,7	11,1	45

AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN
MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN

12.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	0,0	0,1	0,1	0 *
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	0,0	0,1	0,1	0 *

AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN ALGEMENE
DIENSTEN

12.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	1.259,6	1.219,2	930,8	74
	vjr	241,6	241,6	0,5	0

Fonds : Speciaal fonds ter vergoeding van de
slachtoffers van opzettelijke gewelddaden
(art. 28 tot 41 wet 1.8.1985) (oud 66.01 C)

Fonds 12-1	Vastlegging		Ordonnanciering	
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	43,3	47,0	45,8	49,6
ontvangsten	64,0	67,6	64,0	67,6
beschikbaar	107,3	114,6	109,8	117,2
uitgaven	45,0	27,5	45,0	29,1
saldo op 31.12.1993	62,3	87,1	64,8	88,1

12.40.1 - Vertegenwoordiging van het departement	ngk	15,5	12,5	8,1	52
12.40.2 - Contract met de burger	ngk	49,7	29,1	5,9	12

(285)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	1.324,8	1.260,8	944,8	71
	vjr	241,6	241,6	0,5	0
	fov	45,0	27,5		
	fon	45,0		29,1	65
AFDELING 51 - BESTUUR DER STRAFINRICHTINGEN					
12.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	5.036,6	5.053,7	4.923,4	98
	vjr	56,1	56,1	39,1	70
	ok	11,0		0,0	0
12.51.1 - Onderhoud en hulpverlening aan gedetineerden	ngk	760,2	760,1	703,2	93
	vjr	0,8	0,8	0,6	75
12.51.2 - Hulpverlening aan de zelfstandige strafinrichtingen	ngk	138,0	132,5	107,0	78
12.51.3 - Contract met de burger	ngk	172,6	100,6	53,7	31
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	6.107,4	6.046,9	5.787,3	95
	vjr	56,9	56,9	39,7	70
	ok	11,0		0,0	0
AFDELING 53 - BELGISCH STAATSBAD					
12.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	517,2	505,7	416,3	80
	vjr	0,6	0,6	0,0	0
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	517,2	505,7	416,3	80
	vjr	0,6	0,6	0,0	0
AFDELING 54 - BESTUUR VAN DE BURGERLIJKE EN CRIMINELE ZAKEN					
12.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	94,8	89,4	88,6	93
12.54.1 - Studies en documentatie	ngk	11,1	6,8	1,5	14
12.54.2 - Internationale samenwerking	ngk	11,8	8,6	2,2	19
12.54.3 - Veiligheidsmaatregelen	ngk	7,2	7,2	0,0	0
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	124,9	112,0	92,3	74
AFDELING 55 - BESTUUR VAN DE OPENBARE VEILIGHEID					
12.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	527,1	495,9	429,8	82
12.55.1 - Veiligheidsmaatregelen	ngk	35,3	32,3	32,3	92

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(286)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)					
Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancerings	Benuttigingsgraad ordonnancerings	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
12.55.2 - Toezicht op de vreemdelingen	ngk 531,3	512,5	435,6	82	
12.55.4 - Veiligheid inzake kernenergie	ngk 23,2	27,4	25,7	111 *	
12.55.6 - Contract met de burger - Specifieke centra voor illegalen	ngk 217,9 vk 5,0 ok 5,0	81,4 0,0	10,3 0,0	5 0	
Totaal voor afdeling 55 :	ngk 1.334,8 vk 5,0 ok 5,0	1.149,5 0,0	933,7 0,0	70 0	
AFDELING 56 - GEWONE RECHTSMACHTEN					
12.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk 13.673,6 vjr 6,0 ok 275,0	13.854,4 6,0	13.423,7 5,3 245,0	98 88 89	
12.56.1 - Gerechtelijke bijstand	ngk 144,0	144,0	0,0	0	
12.56.2 - Contract met de burger	ngk 300,9	230,9	52,4	17	
Totaal voor afdeling 56 :	ngk 14.118,5 vjr 6,0 ok 275,0	14.229,3 6,0	13.476,1 5,3 245,0	95 88 89	
AFDELING 57 - MILITAIR GERECHT					
12.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk 272,3	283,1	271,3	100	
Totaal voor afdeling 57 :	ngk 272,3	283,1	271,3	100	
AFDELING 58 - GERECHTELIJKE POLITIE					
12.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk 2.397,4 vjr 1,3	2.384,7 1,3	2.162,9 1,1	90 85	
12.58.1 - Studies en documentatie	ngk 110,1	83,4	46,0	42	
12.58.2 - Internationale samenwerking	ngk 16,3	16,1	16,0	98	
12.58.3 - Contract met de burger	ngk 65,5	53,4	1,6	2	
Totaal voor afdeling 58 :	ngk 2.589,3 vjr 1,3	2.537,6 1,3	2.226,5 1,1	86 85	

(287)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 59 - BESTUUR VAN DE EREDIENSTEN, GIFTEN, LEGATEN EN STICHTINGEN					
12.59.0 - Hulpverleningen aan de erkende erediens- ten. Bestaansmiddelen	ngk	3.225,4	3.277,2	3.270,2	101 *
12.59.1 - Laiciteit	ngk	95,6	95,6	86,0	90
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	3.321,0	3.372,8	3.356,2	101 *
AFDELING 60 - COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE VLUCHTE- LINGEN EN DE STAATSLOZEN - BEROEPSCOM- MISSIE VOOR DE VLUCHTELINGEN					
12.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	214,6	197,6	172,3	80
12.60.1 - Contract met de burger	ngk	30,2	11,2	11,2	37
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	244,8	208,8	183,5	75
AFDELING 62 - COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER					
12.62.0 - Bestaansmiddelen	ngk	19,5	10,9	7,9	41
Totaal voor afdeling 62 :	ngk	19,5	10,9	7,9	41
AFDELING 63 - DIENST VOOR DE CRIMENELE POLITIEK - CONTRACT MET DE BURGER					
12.63.0 - Bestaansmiddelen	ngk	12,0	5,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 63 :	ngk	12,0	5,0	0,0	0
TOTAAL 12 MINISTERIE VAN JUSTITIE					
	ngk	30.038,7	29.774,5	27.745,1	92
	vjr	331,1	331,1	57,7	17
	vk	5,0	0,0		
	ok	291,0		245,0	84
	fov	45,0	27,5		
	fon	45,0		29,1	65

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(288)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 13 - MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE
ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

13.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	74,5	70,0	59,6	80
	vjr	0,5	0,4	0,4	80
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	74,5	70,0	59,6	80
	vjr	0,5	0,4	0,4	80

AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN OPENBAAR
AMBT

13.03.0 - Werking van het Kabinet	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	3,4	3,3	3,0	88
Totaal voor afdeling 03 :	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	3,4	3,3	3,0	88

AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN ALGEMENE
DIENSTEN

13.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	313,2	298,2	268,1	86
13.40.1 - Protocol	ngk	21,4	21,2	19,3	90
13.40.2 - Decentralisatie en deconcentratie	ngk	4,5	0,0	0,0	0
13.40.3 - Gouvernementeel telecommunicatienet	ngk	10,0	3,6	2,8	28
'REGETEL'	vk	80,0	76,0		
	ok	30,0		5,4	18
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	349,1	323,0	290,2	83
	vk	80,0	76,0		
	ok	30,0		5,4	18

AFDELING 51 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE WETGEVING EN
VAN DE NATIONALE INSTELLINGEN

13.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	142,5	127,3	113,7	80
	vjr	1,4	1,4	0,0	0

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(in miljoenen frank)

Fonds : Fonds voor de Gewetensbezwaarden

I saldo op 31.12.1993	I	6,2 I	20,8 I	14,5 I	23,5 I
-----------------------	---	-------	--------	--------	--------

vk	15,0	14,3		
ok	120,0		118,8	99

prive-organismen

saldo op 31.12.1993	1	57,9 1	83,3 1	65,8 1	93,7 1
---------------------	---	--------	--------	--------	--------

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(290)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	1.141,1	1.025,7	890,5	78
	vjr	1,4	1,4	0,0	0
	vk	15,0	14,3		
	ok	120,0		118,8	99
	fov	158,2	133,5		
	fon	158,2		136,6	86
AFDELING 52 - DIENST VAN ALGEMEEN BESTUUR					
13.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	193,1	186,0	177,2	92
13.52.1 - Studies en investeringen	ngk	36,1	16,0	9,8	27
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	229,2	202,0	187,0	82
AFDELING 53 - ALGEMENE DIRECTIE VOOR SELECTIE EN VORMING					
13.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	98,9	93,8	87,6	89
13.53.1 - Vorming van ambtenaren	ngk	109,8	105,2	68,4	62
	vjr	0,6	0,6	0,6	100
	ok	41,0		40,9	100
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	208,7	199,0	156,0	75
	vjr	0,6	0,6	0,6	100
	ok	41,0		40,9	100
AFDELING 54 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE CIVIELE BESCHERMING					
13.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	802,3	790,2	734,6	92
	vjr	0,9	0,9	0,9	100
13.54.1 - Eigenlijke civiele bescherming	ngk	233,5	232,0	130,1	56
	vk	51,0	50,7		
	ok	51,0		36,8	72

(in miljoenen frank)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

13.54.2 - Brandweerdiensten	ngk	61,2	48,9	39,2	64
	vk	436,0	435,2		
	ok	472,0		308,7	65

fonds : fonds voor aanschaffing voor rekening van de agglomeraties, de intercommunes en de gemeenten van materieel en uitrustingsvoorwerpen betreffende de werking van de brandweerdiensten en voor beveiliging tegen brand en ontploffing

I	I	I Vastlegging		I Ordonnancering		I
		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	
I	Fonds 13-3					
I						
I	saldo op 1.1.1993	I 0,7 I	I 99,4 I	I 3,6 I	I 102,3 I	
I	ontvangsten	I 157,0 I	I 50,5 I	I 157,0 I	I 50,5 I	
I	beschikbaar	I 157,7 I	I 149,9 I	I 160,6 I	I 152,8 I	
I						
I	uitgaven	I 157,0 I	I 101,2 I	I 157,0 I	I 138,7 I	
I						
I	saldo op 31.12.1993	I 0,7 I	I 48,7 I	I 3,6 I	I 14,1 I	

13.54.3 - Centra 100	ngk	180,2	179,5	179,1	99
	vk	10,0	1,0		
	ok	10,0		4,1	41

13.54.4 - Fonds voor de Risico's van Zware
Ongevallen
Fonds : Fonds voor de risico's van
zware ongevallen

Fonds 13-6	Vastlegging		Ordonnanciering	
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	87,5	86,7	225,0	224,1
ontvangsten	115,0	134,7	115,0	134,7
beschikbaar	202,5	221,4	340,0	358,8
uitgaven	140,0	96,2	140,0	123,4
saldo op 31.12.1993	62,5	125,2	200,0	235,4

(292)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secities, Afdelingen en Programme's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

13.54.5 - Fonds voor de risico's van nucleaire
ongevallen

Fonds : Fonds voor de risico's van
nucleaire ongevallen

	Vastlegging		Ordonnancering	
Fonds 13-8	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
ontvangsten	100,0	103,7	100,0	103,7
beschikbaar	100,0	103,7	100,0	103,7
uitgaven	100,0	0,0	70,0	0,0
saldo op 31.12.1993	0,0	103,7	30,0	103,7

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	1.277,2	1.250,6	1.083,0	85
	vjr	0,9	0,9	0,9	100
	vk	497,0	486,9		
	ok	533,0		349,6	66
	fov	397,0	197,4		
	fon	367,0		262,1	71

13.55.0 - Bestaansmiddelen

13.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	61,5	57,3	54,7	89
	vjr	0,8	0,7	0,0	0

13.55.2 - Herziening gemeentecomptabiliteit

13.55.2 - Herziening gemeentecomptabiliteit	ngk	23,1	19,7	18,8	81
---	-----	------	------	------	----

13.55.3 - Financiering van de provincies en de gemeenten

13.55.3 - Financiering van de provincies en de gemeenten	ngk	4.669,2	4.668,8	4.337,4	93
--	-----	---------	---------	---------	----

Totaal voor afdeling 55 :	ngk	4.753,8	4.745,8	4.410,9	93
	vjr	0,8	0,7	0,0	0

13.56.0 - Bestaansmiddelen

13.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	111.4	96.8	78.5	70
----------------------------	-----	-------	------	------	----

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benuttiging vastlegging	Benuttiging ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
13.56.1 - Algemene administratieve politie - Opleiding, preventie en uitrusting	ngk vk ok	656,4 544,8 368,0	568,6 524,0	65,3 330,3	10 90
Fonds : Fonds van de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten					
I		I	Vastlegging	I	Ordonnanciering
I	Fonds 13-5	I		I	
I		I	begroting	I	realisatie
I		I		I	begroting
I		I		I	realisatie
I	saldo op 1.1.1993	I	7,3 I	I	7,3 I
I	ontvangsten	I	20,0 I	I	16,5 I
I	beschikbaar	I	27,3 I	I	23,8 I
I		I		I	
I	uitgaven	I	19,8 I	I	17,1 I
I		I		I	
I	saldo op 31.12.1993	I	7,5 I	I	6,7 I
13.56.2 - Coördinatie- en crisiscentrum van de Regering	ngk	26,9	24,6	17,6	65
13.56.3 - Contract met de burger	ngk	808,0	699,6	74,1	9
Totaal voor afdeling 56 :	ngk vk ok fov fon	1.602,7 544,8 368,0 19,8 19,8	1.389,6 524,0	235,5 330,3 17,3	15 90 87
AFDELING 57 - BESTUURSDIRECTIE VAN DE DIENSTEN VAN DE VASTE COMMISSIE VOOR TAALTOEZICHT					
13.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	46,4	43,8	41,9	90
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	46,4	43,8	41,9	90
AFDELING 58 - PROVINCIALE GOUVERNEMENTEN					
13.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	472,5 5,1	454,5 5,0	441,5 5,0	93 98
Totaal voor afdeling 58 :	ngk vjr	472,5 5,1	454,5 5,0	441,5 5,0	93 98

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(294)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secaties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

AFDELING 59 - RAAD VAN STATE

13.59.0 - Bestaansmiddelen	ngk	527,0	517,7	488,5	93
	vjr	0,3	0,2	0,2	67
	ok	12,8		12,4	97

Fonds : Fonds voor het beheer van
de dwangsommen

I	I Vastlegging		I Ordonnanciering		I
	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	
I Fonds 13-7					
I saldo op 1.1.1993	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I
I ontvangsten	I 5,0	I 0,0	I 5,0	I 0,0	I
I beschikbaar	I 5,0	I 0,0	I 5,0	I 0,0	I
I uitgaven	I 5,0	I 0,0	I 5,0	I 0,0	I
I saldo op 31.12.1993	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I 0,0	I

Totaal voor afdeling 59 :	ngk	527,0	517,7	488,5	93
	vjr	0,3	0,2	0,2	67
	ok	12,8		12,4	97
	fov	5,0	0,0		
	fon	5,0		0,0	0

AFDELING 61 - INTERDEPARTEMENTALE PROVISIE

13.61.1 - Provisionele kredieten	ngk	12,0	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 61 :	ngk	12,0	0,0	0,0	0

TOTAAL 13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN	ngk	10.694,2	10.221,7	8.284,6	77
EN AMBTENARENZAKEN	vjr	13,0	12,5	10,1	78
	vk	1.136,8	1.101,2		
	ok	1.104,8		857,4	78
	fov	580,0	348,0		
	fon	550,0		416,0	76

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secaties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 14 - MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN					
14.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	64,8	64,5	55,7	86
	vjr	19,8	19,8	8,0	40
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	64,8	64,5	55,7	86
	vjr	19,8	19,8	8,0	40
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER					
14.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	42,9	42,6	32,6	76
	vjr	2,5	2,5	2,4	96
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	42,9	42,6	32,6	76
	vjr	2,5	2,5	2,4	96
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE HANDEL EN VAN EUROPESE ZAKEN					
14.03.0 - Werking van het Kabinet	ngk	67,7	67,4	51,6	76
	vjr	7,7	7,7	7,6	99
Totaal voor afdeling 03 :	ngk	67,7	67,4	51,6	76
	vjr	7,7	7,7	7,6	99
AFDELING 14 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR EUROPA 1992					
14.14.0 - Werking van het Kabinet	vjr	4,5	4,5	4,4	98
Totaal voor afdeling 14 :	vjr	4,5	4,5	4,4	98
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN AANGEHECHTE DIENSTEN					
14.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	110,4	109,6	64,4	58
	ok	149,6		8,1	5

(296)

(in miljoenen frank)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

Totaal voor afdeling 40 :	ngk	110,4	109,6	64,4	58
	ok	149,6		8.1	5

14.41.0 - Bestaansmiddelen

ngk	1.088,8	1.068,5	765,8	70
vjr	11,7	11,7	10,7	91
ok	11,0		0,0	0

14.41.1 - Protocol

ngk	19,6	19,6	12,5	64
vjr	0,1	0,1	0,0	0

14.41.2 - Vorming

ngk	14,2	11,6	3,6	25
vjr	0,1	0,1	0,0	0

14.41.3 - Diplomatieke en consulaire posten
(logistieke steun, bestaansmiddelen)

ngk	4.802,9	4.791,9	3.421,0	71
vjr	155,3	155,3	155,1	100
vk	490,0	365,6		
ok	422,0		334,8	79

Fonds : Fonds bestemd tot het gebruik van de verkoop van onroerende goederen, gelegen in het buitenland, tot de aankoop, het bouwen en inrichten van goederen van dezelfde aard bestemd om te worden aangewend hetzij als residenties, hetzij als kantoorruimten van de Belgische diplomatieke zendingen of consulaire posten

I	Fonds 14-1	I Vastlegging		I Ordonnanciering		I
		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	
I saldo op 1.1.1993	I	78,3 I	78,3 I	125,0 I	125,1 I	I
I ontvangsten	I	91,4 I	41,6 I	91,4 I	41,6 I	I
I desaffectatie	I	-78,2 I	-78,3 I	-125,0 I	-125,1 I	I
I beschikbaar	I	91,5 I	41,6 I	91,4 I	41,6 I	I
I uitgaven	I	91,4 I	0,0 I	91,4 I	36,9 I	I
I saldo op 31.12.1993	I	0,1 I	41,6 I	0,0 I	4,7 I	I

14.41.4 - Vertegenwoordiging in het buitenland
(logistieke steun)

ngk	17,5	10,8	0,9	5
vjr	4,2	4,2	1,6	38

14.41.5 - Sociale tussenkomsten ten voordele van
vroegere kolonisten

ngk	5.2	2.4	0.5	10
-----	-----	-----	-----	----

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
14.41.6 - Studies en documentatie	ngk	63,3	63,3	47,2	75
14.41.7 - Internationale samenwerking	ngk	43,9	42,0	32,6	74
Totaal voor afdeling 41 :	ngk	6.055,4	6.010,1	4.284,1	71
	vjr	171,4	171,4	167,4	98
	vk	490,0	365,6		
	ok	433,0		334,8	77
	fov	91,4	0,0		
	fon	91,4		36,9	40
AFDELING 51 - BESTUUR VAN DE BUITENLANDSE HANDEL					
14.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	122,8	120,7	114,0	93
14.51.1 - Buitenlandse handel	ngk	916,0	915,4	819,6	89
	vjr	0,6	0,6	0,0	0
	vk	1.693,0	1.678,9		
	ok	1.731,0		1.089,7	63
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	1.038,8	1.036,1	933,6	90
	vjr	0,6	0,6	0,0	0
	vk	1.693,0	1.678,9		
	ok	1.731,0		1.089,7	63
AFDELING 52 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE KANSELARIJ EN DER BETWISTE ZAKEN					
14.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	140,5	138,1	101,9	73
	vjr	0,3	0,3	0,3	100
14.52.1 - Internationale instellingen	ngk	35,8	35,4	33,8	94
14.52.2 - Humanitaire hulp	ngk	88,5	58,3	26,3	30
	vjr	1,0	1,0	1,0	100
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	264,8	231,8	162,0	61
	vjr	1,3	1,3	1,3	100
AFDELING 53 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE POLITIEK					
14.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	148,8	145,5	136,7	92
14.53.1 - Buitenlands beleid	ngk	2.243,4	2.243,4	1.551,6	69
14.53.2 - Wetenschapsbeleid	ngk	128,0	128,0	104,2	81
14.53.3 - Samenwerking	ngk	107,0	42,3	34,6	32
	vjr	0,1	0,1	0,0	0

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(298)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)					
Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
14.53.4 - Humanitaire hulp	ngk 62,0	62,0	42,0	68	
Totaal voor afdeling 53 :	ngk 2.689,2	2.621,2	1.869,1	70	
	vjr 0,1	0,1	0,0	0	
AFDELING 55 - EUROPA 1992					
14.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk 57,0	56,6	21,2	37	
	vjr 0,5	0,5	0,0	0	
Totaal voor afdeling 55 :	ngk 57,0	56,6	21,2	37	
	vjr 0,5	0,5	0,0	0	
AFDELING 60 - INTERDEPARTEMENTALE PROVISIE					
14.60.1 - Belgisch voorzitterschap van de Europese Gemeenschap	ngk 0,0	0,0	0,0	0	
Totaal voor afdeling 60 :	ngk 0,0	0,0	0,0	0	
OTAAL 14 MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN					
EN BUITENLANDSE HANDEL	ngk 10.391,0	10.239,9	7.474,3	72	
	vjr 208,4	208,4	191,1	92	
	vk 2.183,0	2.044,5			
	ok 2.313,6		1.432,6	62	
	fov 91,4	0,0			
	fon 91,4		36,9	40	

(299)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 15 - ONTWIKKELINGSSAMENWERKING					
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING					
15.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	3,5	3,5	1,1	31
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	3,5	3,5	1,1	31
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING					
15.11.0 - Werking van het Kabinet	ngk	66,8	56,1	35,7	53
	vjr	10,0	10,0	8,9	89
Totaal voor afdeling 11 :	ngk	66,8	56,1	35,7	53
	vjr	10,0	10,0	8,9	89
AFDELING 54 - ALGEMEEN BESTUUR VAN DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING (ABOS)					
15.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	1.007,5	984,1	856,0	85
	vjr	37,8	37,8	0,0	0
15.54.1 - Economisch beleid en planning Overheidsadministratie	ngk	520,0	520,0	520,0	100
15.54.2 - Diensten van openbaar nut	ngk	1.754,0	1.754,0	1.754,0	100

(300)

(in miljoenen frank)

Fonds 15-1	Vastlegging		Ordonnancering	
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	0,0	0,0	2.282,8	2.282,8
vastleggingsmachtiging	1.267,3	1.267,3		
ontvangsten			750,0	750,0
beschikbaar	1.267,3	1.267,3	3.032,8	3.032,8
uitgaven	1.267,3	861,9	507,2	477,6
saldo op 31.12.1993	0,0	405,4 *	2.525,6	2.555,2

15.54.4 - Industriële ontwikkeling	ngk	575,0	570,0	570,0	99
15.54.5 - Diensten, banken, handel en toerisme	ngk	632,6	632,6	531,8	84
15.54.6 - Onderwijs	ngk	1.389,8	1.345,2	1.284,2	92
	vjr	31,8	31,8	0,0	0
15.54.7 - Volksgezondheid	ngk	1.195,0	1.195,0	1.195,0	100
	vk	490,0	490,0		
	ok	490,0		489,8	100
15.54.8 - Sociale ontwikkeling en infrastructuur	ngk	522,5	514,4	510,3	98
15.54.9 - Plurisectorieel - Diversen	ngk	5.865,9	5.693,5	5.185,4	88
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	14.886,1	14.482,6	13.644,5	92
	vjr	69,6	69,6	0,0	0
	vk	726,6	717,7		
	ok	640,0		639,8	100
	fov	1.267,3	861,9		
	fon	507,2		477,6	94

15.55.2 - Internationaal vlak	ngk	296,7	296,7	111,9	38
	vk	373,1	356,1		
	ok	344,6		177,7	52

(301)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten		Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
15.55.4 - Onderwijs - Vorming - Educatieve activiteiten	ngk	1.458,8	1.441,6	1.306,2	90
	vjr	1,1	1,1	0,0	0
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	1.755,5	1.738,3	1.418,1	81
	vjr	1,1	1,1	0,0	0
	vk	373,1	356,1		
	ok	344,6		177,7	52
TOTAAL 15 ONTWIKKELINGSSAMENWERKING	ngk	16.708,4	16.277,0	15.098,3	90
	vjr	84,2	84,2	10,0	12
	vk	1.099,7	1.073,8		
	ok	984,6		817,5	83
	fov	1.267,3	861,9		
	fon	507,2		477,6	94

(302)

(in miljoenen frank)

16.50.1 - Training	ngk	9.742,4	9.436,3	4.435,3	46
	vjr	128,9	128,9	15,6	12
	vk	1.304,7	1.091,2		
	ok	946,5		928,5	98

(in miljoenen frank)

I	Fonds 16-2	I Vastlegging		I Ordonnanciering	
		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I saldo op 1.1.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I ontvangsten	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I beschikbaar	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I uitgaven	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I saldo op 31.12.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

Fonds : Fonds voor prestaties tegen betaling

	Vastlegging		Ordonnancering	
Fonds 16-3	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	892,4	2,2	892,4	2,2
ontvangsten	300,0	300,0	300,0	300,0
beschikbaar	1.192,4	302,2	1.192,4	302,2
uitgaven	245,0	133,0	50,0	24,7
saldo op 31.12.1993	947,4	169,2	1.142,4	277,5

Totaal voor afdeling 50 :	ngk	74.663,6	74.233,7	62.832,0	84
	vjr	546,7	546,7	306,8	56
	vk	18.980,2	18.378,5		
	ok	13.967,7		13.876,0	99
	fov	1.250,0	965,6		
	fon	1.049,8		791,9	75

(304)

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

AFDELING 60 - BURGERLIJK ALGEMEEN BESTUUR

16.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	5.153,5	5.153,5	5.138,2	100
16.60.1 - Schadeloosstelling	ngk	128,1	128,1	126,6	99
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	5.281,6	5.281,6	5.264,8	100

AFDELING 70 - WETENSCHAPSBELEID

16.70.4 - Onderwijs, vorming en opvoedingsactiviteiten	ngk	925,9	925,2	848,4	92
Fonds : Fonds voor prestaties tegen betaling					

	Vastlegging		Ordonnancering	
Fonds 16-4	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	2,0	2,0	2,0	2,0
ontvangsten	4,0	2,8	4,0	2,8
beschikbaar	6,0	4,8	6,0	4,8
uitgaven	4,0	2,6	4,0	2,6
saldo op 31.12.1993	2,0	2,2	2,0	2,2

16.70.5 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk	49,7	49,7	38,6	78
	vjr	0,3	0,3	0,3	100
	fov				
	fon				
Totaal voor afdeling 70 :	ngk	975,6	974,9	887,0	91
	vjr	0,3	0,3	0,3	100
	fov	4,0	2,6		
	fon	4,0		2,6	65

AFDELING 80 - MILITAIRE TECHNISCHE SAMENWERKING

16.80.0 - Bestaansmiddelen	ngk	196,0	196,0	90,4	46
	vjr	0,6	0,6	0,6	100
Totaal voor afdeling 80 :	ngk	196,0	196,0	90,4	46
	vjr	0,6	0,6	0,6	100

AFDELING 90 - INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT EN
GESUBSIDIEERDE ORGANISMEN

16.90.1 - Cartografische steun	ngk	59,2	59,2	59,2	100
--------------------------------	-----	------	------	------	-----

(305)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)					
Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
16.90.3 - Sociale hulp	ngk 181,9	181,7	181,7	100	
16.90.4 - Nationale erkentelijkheid	ngk 9,8	9,7	9,0	92	
16.90.5 - Vergoeding aan vervoermaatschappijen	ngk 118,0	117,7	44,2	37	
Totaal voor afdeling 90 :	ngk 368,9	368,3	294,1	80	
TOTAAL 16 MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING	ngk 81.579,6	81.148,3	69.461,5	85	
	vjr 548,2	548,2	308,3	56	
	vk 18.980,2	18.378,5			
	ok 13.967,7		13.876,0	99	
	fov 1.254,0	968,2			
	fon 1.053,8		794,5	75	

- 1423/1 - 93/94

(306)

1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 17 - RIJKSWAACHT

AFDELING 50 - RIJKSWAACHT

17.50.0 - Bestaansmiddelen	ngk	23.445,4	23.444,1	22.472,9	96
	vjr	35,7	35,7	34,9	98
	vk	880,0	877,5		
	ok	822,8		822,8	100

Fonds : Fonds voor prestaties tegen
 betaling

I	I Vastlegging		I Ordonnancering		I
	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	
I Fonds 17-1					
I saldo op 1.1.1993	I 1,4 I	I 1,4 I	I 2,0 I	I 2,0 I	
I ontvangsten	I 0,8 I	I 3,7 I	I 0,8 I	I 3,7 I	
I beschikbaar	I 2,2 I	I 5,1 I	I 2,8 I	I 5,7 I	
I uitgaven	I 1,3 I	I 1,3 I	I 1,3 I	I 0,8 I	
I saldo op 31.12.1993	I 0,9 I	I 3,8 I	I 1,5 I	I 4,9 I	

17.50.1 - Landsverdediging	ok	8,0		4,2	53
17.50.2 - Justitie	ngk	232,6	232,6	168,7	73
	vjr	0,3	0,3	0,2	67
17.50.3 - Binnenlandse Zaken	ngk	317,9	311,8	213,3	67
	vjr	21,3	21,3	13,6	64
	vk	70,5	13,7		
	ok	35,0		25,5	73
17.50.4 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk	5,7	5,7	3,4	60
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	24.001,6	23.994,2	22.858,3	95
	vjr	57,3	57,3	48,7	85
	vk	950,5	891,2		
	ok	865,8		852,5	98
	fov	1,3	1,3		
	fon	1,3		0,8	62

(307)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

ecties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten		Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
	(2)	(3)	(4)	(5)	
OTAAL 17 RIJKSWAHT	ngk	24.001,6	23.994,2	22.858,3	95
	vjr	57,3	57,3	48,7	85
	vk	950,5	891,2		
	ok	865,8		852,5	98
	fov	1,3	1,3		
	fon	1,3		0,8	62

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(308)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 18 - MINISTERIE VAN FINANCIËN

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

18.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	53,5	53,4	49,5	93
	vjr	4,3	4,3	4,2	98
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	53,5	53,4	49,5	93
	vjr	4,3	4,3	4,2	98

AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BEGROTING

18.03.0 - Werking van het Kabinet	ngk	56,0	56,1	45,2	81
	vjr	16,3	16,3	16,2	99
Totaal voor afdeling 03 :	ngk	56,0	56,1	45,2	81
	vjr	16,3	16,3	16,2	99

AFDELING 04 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER

18.04.0 - Werking van het Kabinet	ngk	20,8	14,6	8,7	42
Totaal voor afdeling 04 :	ngk	20,8	14,6	8,7	42

AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT

18.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	2.366,1	2.324,5	2.000,7	85
	vjr	34,2	32,2	32,1	94
18.40.1 - Studie en documentatie	ngk	17,4	17,4	14,7	84
18.40.2 - Sociaal programma	ngk	141,5	140,9	133,1	94
18.40.3 - Vormingsprogramma	ngk	82,1	49,9	27,5	33
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	2.607,1	2.532,7	2.176,0	83
	vjr	34,2	32,2	32,1	94

AFDELING 50 - ALGEMENE ADMINISTRATIE VAN DE
BELASTINGEN

18.50.1 - Polyvalente en geïntegreerde diensten	ngk	705,0	691,0	644,9	91
	vjr	0,1	0,1	0,1	100

(309)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

ecties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
18.50.2 - Directe belastingen	ngk	16.536,5	16.461,4	15.597,8	94
	vjr	20,3	20,1	20,1	99
18.50.3 - Kadaster	ngk	3.851,0	3.810,9	3.624,6	94
	vjr	0,3	0,3	0,3	100
18.50.4 - Douane en Accijnzen	ngk	7.853,7	7.832,3	7.377,9	94
	vjr	2,0	2,0	2,0	100
18.50.5 - B.T.W., Registratie en Domeinen	ngk	10.101,6	9.875,5	9.313,8	92
	vjr	129,2	129,2	4,0	3
	vk	25,1	6,3		
	ok	25,1		0,0	0
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	39.047,8	38.671,1	36.559,0	94
	vjr	151,9	151,7	26,5	17
	vk	25,1	6,3		
	ok	25,1		0,0	0
AFDELING 60 - ADMINISTRATIE VAN DE BEGROTING EN DE CONTROLE OP DE UITGAVEN					
18.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	271,8	264,7	243,4	90
	vjr	0,1	0,1	0,1	100
18.60.1 - Interdepartementale provisionele kredieten	ngk	2.308,8	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	2.580,6	264,7	243,4	9
	vjr	0,1	0,1	0,1	100
AFDELING 61 - ADMINISTRATIE DER THESAURIE					
18.61.0 - Bestaansmiddelen	ngk	2.068,3	1.999,7	1.824,8	88
	vjr	0,1	0,1	0,1	100
	ok	5,0		0,0	0
18.61.1 - Internationale financiële betrekkingen	ngk	20.117,3	20.041,8	19.869,1	99
18.61.2 - Exportbevordering	ngk	1.127,0	975,0	950,0	84
18.61.3 - Ontwikkelingshulp	ngk	1.790,0	1.790,0	1.136,5	63
18.61.4 - Economische steun	ngk	3.838,7	3.766,3	3.513,1	92
Totaal voor afdeling 61 :	ngk	28.941,3	28.572,8	27.293,5	94
	vjr	0,1	0,1	0,1	100
	ok	5,0		0,0	0

- 1423/1 - 93/94

(310)

1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 62 - ADMINISTRATIE DER PENSIOENEN					
18.62.0 - Bestaansmiddelen	ngk	644,3	621,3	571,7	89
	vjr	0,5	0,5	0,5	100
	vk	30,5	30,5		
	ok	10,0		5,0	50
Totaal voor afdeling 62 :	ngk	644,3	621,3	571,7	89
	vjr	0,5	0,5	0,5	100
	vk	30,5	30,5		
	ok	10,0		5,0	50
TOTAAL 18 MINISTERIE VAN FINANCIËN	ngk	73.951,4	70.786,7	66.947,0	91
	vjr	207,4	205,2	79,7	38
	vk	55,6	36,8		
	ok	40,1		5,0	12

(311)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 21 - PENSIOENEN

AFDELING 51 - ADMINISTRATIE DER PENSIOENEN (FINANCIËN)

21.51.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	121.196,9	120.176,9	120.176,7	99
Fonds : Overlevingspensioenen (oud 66.03 B)					

I	I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnancering		
I	I	I	I	I	I
I	begroting	realisatie	begroting	realisatie	I
I saldo op 1.1.1993	2.687,2	2.687,5	2.796,0	2.796,3	I
I ontvangsten	33.918,8	33.467,4	33.918,8	33.467,4	I
I beschikbaar	36.606,0	36.154,9	36.714,8	36.263,7	I
I uitgaven	36.575,2	35.442,6	36.684,0	35.472,5	I
I saldo op 31.12.1993	30,8	712,3	30,8	791,2	I

21.51.2 - Vergoedingen en gelijkgestelde prestaties	ngk	14.329,4	14.264,5	14.260,3	100
21.51.3 - Kinderbijslagen	ngk	35,8	35,8	35,8	100

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(312)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

21.51.5 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties van het personeel van de organismen van openbaar nut
Fonds : Rustpensioenen van het personeel van instellingen van openbaar nut (pensioenregime ingesteld door de wet van 28.4.1958) (oud 66.09 B)

I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
I	Fonds 21-2	I	-----+-----		

Totaal voor afdeling 51 :	ngk	135.562,1	134.477,2	134.472,8	99
	fov	41.236,2	40.098,4		
	fon	41.345,0		40.128,3	97

AFDELING 52 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE SOCIALE ZEKERHEID (SOCIALE VOORZORG)

21.52.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	48.868,5	48.868,5	48.176,3	99
	vjr	1,3	1,3	1,2	92
21.52.3 - Kinderbijslagen	ngk	1.444,9	1.444,9	1.429,0	99
21.52.5 - Bestaanszekerheid	ngk	10.068,7	10.068,7	9.969,0	99
	vjr	44,1	44,1	44,1	100
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	60.382,1	60.382,1	59.574,3	99
	vjr	45,4	45,4	45,3	100

AFDELING 54 - BESTUURSAFDELING VOOR DE OORLOGSGETROFFENEN (VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU)

21.54.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	2.603,7	2.548,2	2.548,2	98
21.54.2 - Vergoedingen en gelijkgestelde prestaties	ngk	62,7	60,4	60,4	96
	vjr	0,6	0,0	0,0	0
21.54.3 - Kinderbijslagen	ngk	11,3	11,3	5,7	50

(313)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	2.677,7	2.619,9	2.614,3	98
	vjr	0,6	0,0	0,0	0
AFDELING 55 - BESTUURSAFDELING VOOR DE SOCIALE ZAKEN (MIDDENSTAND)					
21.55.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	22.619,2	22.619,2	22.574,2	100
	vjr	8,4	8,3	8,3	99
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	22.619,2	22.619,2	22.574,2	100
	vjr	8,4	8,3	8,3	99
AFDELING 56 - OVERIGE MINISTERIES (SOCIALE HULP AAN DE GEPENSIONEERDE AGENTEN VAN ALLE MINISTERIES)					
21.56.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	30,1	20,6	12,3	41
	vjr	1,7	1,7	1,7	100
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	30,1	20,6	12,3	41
	vjr	1,7	1,7	1,7	100
TOTAAL 21 PENSIOENEN					
	ngk	221.271,2	220.119,0	219.247,9	99
	vjr	56,1	55,4	55,3	99
	fov	41.236,2	40.098,4		
	fon	41.345,0		40.128,3	97

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(314)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secaties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 22 - MINISTERIE VAN MIDDENSTAND					
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN MIDDENSTAND					
22.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	12,6	12,5	12,5	99
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	12,6	12,5	12,5	99
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR MIDDENSTAND					
22.11.0 - Werking van het Kabinet	vjr	1,2	1,2	1,2	100
Totaal voor afdeling 11 :	vjr	1,2	1,2	1,2	100
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN ADMINISTRATIE DER ALGEMENE DIENSTEN					
22.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	224,8	221,9	202,4	90
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	224,8	221,9	202,4	90
AFDELING 52 - ADMINISTRATIE VAN DE REGLEMENTERING					
22.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	204,4	197,4	196,2	96
	ok	35,4		34,6	98
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	204,4	197,4	196,2	96
	ok	35,4		34,6	98
AFDELING 53 - ADMINISTRATIE VOOR SOCIALE ZAKEN					
22.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	101,7	97,3	96,3	95
22.53.1 - Pensioenen	ngk	920,0	920,0	920,0	100
22.53.2 - Kinderbijslagen	ngk	4.983,1	4.983,1	4.983,1	100
22.53.3 - Ziekte - invaliditeit	ngk	2,2	1,4	0,9	41
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	6.007,0	6.001,8	6.000,3	100

(315)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 54 - ADMINISTRATIE VOOR DE ECONOMISCHE EXPANSIE					
22.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	13,2	12,4	12,4	94
22.54.1 - Lasten van het verleden : hulp aan ondernemingen	ngk	26,5	26,5	21,1	80
	ok	8,0		5,2	65
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	39,7	38,9	33,5	84
	ok	8,0		5,2	65
TOTAAL 22 MINISTERIE VAN MIDDENSTAND					
	ngk	6.475,9	6.460,0	6.432,4	99
	vjr	13,8	13,7	13,7	99
	ok	43,4		39,8	92

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(316)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secities, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 23 - MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID					
23.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	66,0	65,9	49,5	75
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	66,0	65,9	49,5	75
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN ALGEMENE ADMINISTRATIEVE DIENSTEN					
23.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	642,2	642,1	521,5	81
	vjr	5,0	5,0	3,8	76
	ok	10,0		9,9	99
23.40.1 - Internationale samenwerking	ngk	113,9	106,1	70,3	62
23.40.2 - Studies	ngk	1,1	1,1	0,6	55
23.40.5 - Gelijke kansen voor mannen et vrouwen	ngk	106,7	105,5	12,5	12
	vjr	1,5	1,5	1,3	87
23.40.6 - Rijksdienst voor arbeidsgeneeskunde	ngk	0,2	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	864,1	854,8	604,9	70
	vjr	6,5	6,5	5,1	78
	ok	10,0		9,9	99
AFDELING 51 - DIENST VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN					
23.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	148,2	146,8	141,3	95
23.51.1 - Sociaal overleg en sociale bemiddeling	ngk	83,8	83,8	83,8	100
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	232,0	230,6	225,1	97
AFDELING 52 - COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE BEVORDERING VAN DE ARBEID					
23.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	26,3	25,0	24,3	92

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(in miljoenen frank)

	Vastlegging		Ordonnanciering	
Fonds 23-1	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	289,9	289,9	573,8	573,8
ontvangsten	86,0	137,4	86,0	137,4
beschikbaar	375,9	427,3	659,8	711,2
uitgaven	87,2	52,2	153,0	49,4
saldo op 31.12.1993	288,7	375,1	506,8	661,8

(318)

(in miljoenen frank)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

Fonds : Fonds voor preventie van zware
ongevallen

		Vastlegging		Ordonnancering	
Fonds 23-5		begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993		0,0	0,0	0,0	0,0
ontvangsten		60,0	60,0	60,0	60,0
beschikbaar		60,0	60,0	60,0	60,0
uitgaven		30,0	19,9	30,0	0,0
saldo op 31.12.1993		30,0	40,1	30,0	60,0

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	312,9	310,8	300,5	96
	fov	117,2	72,1		
	fon	183,0		49,4	27

AFDELING 55 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSHYGIËNE EN
-GENEESKUNDE

23.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	168,8	165,3	153,9	91
23.55.1 - Reglementering en controle - Aanmoediging van de hygiëne in de werkplaatsen en van de gezondheid der werknemers	ngk	0,2	0,1	0,0	0

Totaal voor afdeling 55 :	ngk	169,0	165,4	153,9	91
---------------------------	-----	-------	-------	-------	----

AFDELING 56 - ADMINISTRATIE VAN DE WERKGELEGENHEID

23.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	140,5	138,5	133,4	95
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

(in miljoenen frank)

		Vastlegging		Ordonnancering	
	Fonds 23-2	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993		67,9	67,9	190,0	190,3
ontvangsten		800,0	734,1	800,0	734,1
beschikbaar		867,9	802,0	990,0	924,4
uitgaven		867,9	627,7	990,0	749,4
saldo op 31.12.1993		0,0	174,3	0,0	175,0

23.56.4 - Hertewerkstelling	ngk	6.187,3	6.181,3	6.109,2	99
	vir	7,7	7,7	7,3	95

		Vastlegging		Ordonnancering	
Fonds 23-3		begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993		1.380,7	1.380,7	2.715,7	2.715,7
ontvangsten		2.336,0	1.538,2	2.336,0	1.538,2
beschikbaar		3.716,7	2.918,9	5.051,7	4.253,9
uitgaven		3.616,5	1.858,1	3.654,0	1.927,1
saldo op 31.12.1993		100,2	1.060,8	1.397,7	2.326,8

23.56.8 - Financiële tegemoetkomingen aan de Gewesten	ngk	12.597,4	12.597,4	12.597,4	100
---	-----	----------	----------	----------	-----

- 1423/1 - 93/94

(320)

1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

23.56.9 - Europees sociaal fonds

Fonds : Belgisch Europees sociaal fonds

I Fonds 23-4	I Vastlegging		I Ordonnanciering	
	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I saldo op 1.1.1993	I 179,2	I 103,0	I 259,2	I 182,0
I ontvangsten	I 405,0	I 384,2	I 405,0	I 384,2
I beschikbaar	I 584,2	I 487,2	I 664,2	I 566,2
I uitgaven	I 470,0	I 265,6	I 484,8	I 336,6
I saldo op 31.12.1993	I 114,2	I 221,6	I 179,4	I 229,6

Totaal voor afdeling 56 :	ngk	31.116,0	31.108,0	31.030,7	100
	vjr	8,3	8,3	7,9	95
	fov	4.954,4	2.751,4		
	fon	5.128,8		3.013,1	59

AFDELING 57 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSBETREKKINGEN
EN -REGLEMENTERING

23.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	441,2	435,4	421,2	95
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	441,2	435,4	421,2	95

AFDELING 58 - WETENSCHAPSBELEID

23.58.5 - Studies	ngk	9,2	9,2	0,0	0
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	9,2	9,2	0,0	0

TOTAAL 23 MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN
ARBEID

ngk	33.402,1	33.362,4	32.957,1	99
vjr	15,2	15,2	13,2	87
ok	10,0		9,9	99
fov	5.071,6	2.823,5		
fon	5.311,8		3.062,5	58

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

gk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 jr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 k : gesplitste vastleggingskredieten
 k : gesplitste ordonnanceringskredieten
 ov : variabele vastleggingskredieten
 on : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

ecties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancing	Benuttigingsgraad ordonnancing
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
ECTIE 24 - MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN					
24.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	68,0	67,9	54,8	81
	vjr	3,6	3,6	3,5	97
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	68,0	67,9	54,8	81
	vjr	3,6	3,6	3,5	97
AFDELING 02 - KABINET VAN DE MINISTER VAN PENSIOENEN					
24.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	87,6	87,5	67,9	78
	vjr	2,9	2,9	2,9	100
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	87,6	87,5	67,9	78
	vjr	2,9	2,9	2,9	100
AFDELING 12 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR PENSIOENEN					
24.12.0 - Werking van het Kabinet	ngk	0,0	0,1	0,1	0 *
Totaal voor afdeling 12 :	ngk	0,0	0,1	0,1	0 *
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN ADMINISTRATIE-VE DIENSTEN, ALGEMENE DIRECTIE VAN DE STUDIËN EN SOCIALE PROGRAMMATIE					
24.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	670,1	643,7	469,1	70
	vjr	39,7	39,6	39,4	99
	ok	20,8		20,5	99
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	670,1	643,7	469,1	70
	vjr	39,7	39,6	39,4	99
	ok	20,8		20,5	99
AFDELING 51 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE SOCIALE ZEKERHEID					
24.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	351,8	322,5	303,6	86

- 1423/1 - 93/94
1074 - I (1993-1994)

(322)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)																																																																																																					
Secies, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering																																																																																																	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)																																																																																																	
24.51.1 - Ziekte	ngk 131.205,5 vjr 164,8	131.205,5 164,8	129.182,5 164,8	98 100																																																																																																	
24.51.2 - I validiteit	ngk 18.410,4 vjr 7,7	18.410,4 7,7	18.410,4 4,7	100 61																																																																																																	
24.51.4 - Arbeidsongevallen en beroepsziekten Fonds : Financiering van de controle van de wets- verzekeraars	ngk 1,2	1,2	0,5	42																																																																																																	
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 24-1</td><td>I</td><td>Vastlegging</td><td>I</td><td>Ordonnanciering</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>begroting</td><td>I</td><td>begroting</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>realisatie</td><td>I</td><td>realisatie</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 1.1.1993</td><td>I</td><td>28,8 I</td><td>I</td><td>-4,8 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>ontvangsten</td><td>I</td><td>37,0 I</td><td>I</td><td>37,0 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>beschikbaar</td><td>I</td><td>65,8 I</td><td>I</td><td>34,6 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>84,7 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>53,5 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>uitgaven</td><td>I</td><td>20,3 I</td><td>I</td><td>7,0 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>20,3 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 31.12.1993</td><td>I</td><td>45,5 I</td><td>I</td><td>27,6 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>64,4 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>36,5 I</td></tr> </table>						I	I	I	I	I	I	I	Fonds 24-1	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I		I		I		I		I	begroting	I	begroting	I		I	realisatie	I	realisatie	I		I		I		I	saldo op 1.1.1993	I	28,8 I	I	-4,8 I	I	ontvangsten	I	37,0 I	I	37,0 I	I	beschikbaar	I	65,8 I	I	34,6 I	I		I		I	84,7 I	I		I		I	53,5 I	I	uitgaven	I	20,3 I	I	7,0 I	I		I		I	20,3 I	I	saldo op 31.12.1993	I	45,5 I	I	27,6 I	I		I		I	64,4 I	I		I		I	36,5 I
I	I	I	I	I	I																																																																																																
I	Fonds 24-1	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering																																																																																																
I		I		I																																																																																																	
I		I	begroting	I	begroting																																																																																																
I		I	realisatie	I	realisatie																																																																																																
I		I		I																																																																																																	
I	saldo op 1.1.1993	I	28,8 I	I	-4,8 I																																																																																																
I	ontvangsten	I	37,0 I	I	37,0 I																																																																																																
I	beschikbaar	I	65,8 I	I	34,6 I																																																																																																
I		I		I	84,7 I																																																																																																
I		I		I	53,5 I																																																																																																
I	uitgaven	I	20,3 I	I	7,0 I																																																																																																
I		I		I	20,3 I																																																																																																
I	saldo op 31.12.1993	I	45,5 I	I	27,6 I																																																																																																
I		I		I	64,4 I																																																																																																
I		I		I	36,5 I																																																																																																
24.51.5 - Inning van de sociale zekerheidsbijdragen	ngk 3.862,9	3.862,9	3.862,9	100																																																																																																	
24.51.6 - Overzeese sociale zekerheid	ngk 2.546,0	2.546,0	2.546,0	100																																																																																																	
24.51.8 - Aanmoediging voorhuwelijkssparen	vjr 47,1	47,1	47,0	100																																																																																																	
Totaal voor afdeling 51 :	ngk 156.377,8 vjr 219,6 fov 20,3 fon 20,3	156.348,5 219,6 7,0	154.305,9 216,5 17,0	99 99 84																																																																																																	
AFDELING 52 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE GEZINSBIJSLAG EN UITKERINGEN AAN GEHANDICAPTEN																																																																																																					
24.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk 418,7 vjr 19,8	398,2 19,8	375,3 19,7	90 99																																																																																																	
24.52.2 - Geneeskundige onderzoeken van gehandicapten	ngk 56,3	56,3	35,8	64																																																																																																	
24.52.3 - Betalingen van de tegemoetkomingen aan de gehandicapten	ngk 32.587,0	32.587,0	32.060,9	98																																																																																																	
24.52.4 - Reglementering inzake kinderbijslag en voogdij over kassen voor kinderbijslagen	ngk 18,6	18,6	10,9	59																																																																																																	

(323)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)					
ecties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

Totaal voor afdeling 52 :	ngk	33.080,6	33.060,1	32.482,9	98
	vjr	19,8	19,8	19,7	99
AFDELING 53 - WETENSCHAPSBELEID					
24.53.5 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk	11,0	11,0	0,1	1
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	11,0	11,0	0,1	1
OTAAL 24 MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG					
	ngk	190.295,1	190.218,8	187.380,8	98
	vjr	285,6	285,5	282,0	99
	ok	20,8		20,5	99
	fov	20,3	7,0		
	fon	20,3		17,0	84

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(324)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secaties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 25 - MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU					
25.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	66,7	66,6	46,1	69
	vjr	2,5	2,5	2,3	92
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	66,7	66,6	46,1	69
	vjr	2,5	2,5	2,3	92
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR VOLKSGEZONDHEID EN GEHANDICAPTENBELEID					
25.11.0 - Werking van het Kabinet	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	7,4	7,4	5,8	78
Totaal voor afdeling 11 :	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	7,4	7,4	5,8	78
AFDELING 12 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR LEEFMILIEU EN MAATSCHAPPELIJKE EMANCIPATIE					
25.12.0 - Werking van het Kabinet	ngk	0,0	0,1	0,1	0 *
	vjr	7,2	7,2	0,8	11
Totaal voor afdeling 12 :	ngk	0,0	0,1	0,1	0 *
	vjr	7,2	7,2	0,8	11
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN BESTUURS- AFDELING VOOR DE ALGEMENE DIENSTEN					
25.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	641,7	633,1	563,4	88
	vjr	6,2	5,6	0,0	0
25.40.1 - Internationale betrekkingen inzake onderzoek, vorming en bijdragen aan internationale organismen	ngk	167,9	151,0	145,7	87
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	809,6	784,1	709,1	88
	vjr	6,2	5,6	0,0	0

(in miljoenen frank)

Instellingen, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

AFDELING 51 - BESTUURSAFDELING DER VOLKSGEZONDHEID

25.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	164,1	163,8	155,1	95
25.51.1 - Beheer van dringende hulp	ngk	281,9	272,3	66,3	24
	vjr	12,2	11,8	9,7	80
	vk	8,0	3,5		
	ok	3,2		0,1	3
25.51.2 - Profylaxis en opvoeding	ngk	21,7	21,7	13,9	64
	ok	12,3		9,1	74
25.51.3 - Inspectie van voedingsmiddelen	ngk	128,0	118,9	105,8	83
	vjr	0,4	0,1	0,1	25
25.51.4 - Toezicht op de commercialisering van geneesmiddelen	ngk	19,3	13,5	6,6	34
Fonds : Uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van de wet op de geneesmiddelen (oud 66.11 A) (wet van 5 januari 1976, art. 152)					

Fonds 25-1	Vastlegging		Ordonnanciering	
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	30,0	32,7	71,5	74,1
ontvangsten	190,0	151,0	190,0	151,0
beschikbaar	220,0	183,7	261,5	225,1
uitgaven	163,0	146,4	161,9	121,9
saldo op 31.12.1993	57,0	37,3	99,6	103,2

25.51.8 - Hoge Gezondheidsraad	ngk	10,0	8,0	1,4	14
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	625,0	598,2	349,3	56
	vjr	12,6	11,9	9,8	78
	vk	8,0	3,5		
	ok	15,5		9,2	59
	fov	163,0	146,4		
	fon	161,9		121,9	75

AFDELING 52 - BESTUURSAFDELING VOOR DE SOCIALE
GENEESKUNDE

25.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	262,0	259,8	258,7	99
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(326)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
25.52.1 - Medisch beheer personeel der openbare diensten	ngk vjr	268,9 2,3	268,8 2,3	244,0 2,3	91 100
25.52.2 - Geneeskundige expertises	ngk	22,6	22,6	6,2	27
25.52.4 - Stockage en verdeling van bloed	vk ok	5,0 5,0	5,0	5,0	100
25.52.6 - Medisch-sociale voorzorg	ngk vjr	40,5 3,2	32,2 3,1	3,1 3,1	8 97
25.52.7 - Rode Kruis					
Fonds : Rode Kruis van België (oud artikel 66.10 A) (wet van 7 augustus 1974)					

	I	I	I	I	I
		Vastlegging		Ordonnanciering	
	Fonds 25-2				
		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I saldo op 1.1.1993	I	61,0 I	61,0 I	83,1 I	83,1 I
I ontvangsten	I	170,0 I	152,8 I	170,0 I	152,8 I
I beschikbaar	I	231,0 I	213,8 I	253,1 I	235,9 I
I uitgaven	I	170,0 I	166,7 I	170,0 I	162,0 I
I saldo op 31.12.1993	I	61,0 I	47,1 I	83,1 I	73,9 I

Totaal voor afdeling 52 :	ngk	594,0	583,4	512,0	86
	vjr	5,5	5,4	5,4	98
	vk	5,0	5,0		
	ok	5,0		5,0	100
	fov	170,0	166,7		
	fon	170,0		162,0	95

AFDELING 53 - BESTUURSAFDELING DER VERZORGINGS-
INSTELLINGEN

25.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	134,2	132,5	115,2	86
25.53.1 - Hospitalisaties	ngk	30.854,8	30.165,3	30.083,0	97
	vk	8,0	6,2		
	ok	4,0		0,7	18
25.53.3 - Organisatie geneeskundepraktijk	ngk	6,1	3,9	0,0	0
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	30.995,1	30.301,7	30.198,2	97
	vk	8,0	6,2		
	ok	4,0		0,7	18

(327)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 54 - BESTUURSAFDELING VOOR HET MAATSCHAPPELIJK WELZIJN					
25.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	76,5	70,5	54,1	71
25.54.1 - Bestaanszekerheid	ngk	5.883,5	5.881,3	4.857,4	83
	vjr	1,8	1,0	0,0	0
	ok	1,3		1,1	85
25.54.5 - Opvang vluchtelingen	ngk	4.785,4	4.780,3	4.641,5	97
	vjr	0,6	0,6	0,5	83
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	10.745,4	10.732,1	9.553,0	89
	vjr	2,4	1,6	0,5	21
	ok	1,3		1,1	85
AFDELING 55 - BESTUURSAFDELING VOOR DE OORLOGSGETROFFENEN					
25.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	52,6	51,4	49,9	95
25.55.1 - Oorlogsgetroffenen	ngk	3.739,3	3.739,0	3.370,0	90
	vjr	303,0	218,3	0,0	0
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	3.791,9	3.790,4	3.419,9	90
	vjr	303,0	218,3	0,0	0
AFDELING 57 - LEEFMILIEUBELEID					
25.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	32,5	29,0	14,6	45

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(328)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

-----	-----	-----	-----	-----	-----
Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting	Benutting	Benuttigingsgraad	
(1)	(2)	vastlegging	ordonnanciering	ordonnanciering	(5)
-----	-----	-----	-----	-----	-----
25.57.1 - Toezicht op het leefmilieu	ngk 188,6	168,3	27,3	14	
(water, lucht, geluid, geur)	vjr 1,0	0,9	0,9	90	
	vk 10,0	6,6			
	ok 147,1		28,6	19	
Fonds : bescherming tegen ioniserende stralingen (K.B. van 25 mei 1982) (oud artikel 66.22.A)					

-----	-----	-----	-----	-----	-----
I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
I	I	-----	I	-----	I
I	I	begroting I realisatie	I	begroting I realisatie	I
I	I	-----	I	-----	I
I saldo op 1.1.1993	I	39,4 I	39,8 I	361,3 I	361,3 I
I ontvangsten	I	149,0 I	137,4 I	149,0 I	137,4 I
I beschikbaar	I	188,4 I	177,2 I	510,3 I	498,7 I
I uitgaven	I	140,2 I	123,8 I	212,2 I	90,6 I
I saldo op 31.12.1993	I	48,2 I	53,4 I	298,1 I	408,1 I
-----	-----	-----	-----	-----	-----

Totaal voor afdeling 57 :	ngk 221,1	197,3	41,9	19	
	vjr 1,0	0,9	0,9	90	
	vk 10,0	6,6			
	ok 147,1		28,6	19	
	fov 140,2	123,8			
	fon 212,2		90,6	43	

AFDELING 58 - WETENSCHAPSBELEID

25.58.1 - Research-Development Nationaal	ngk 189,0	185,2	9,3	5	
	vjr 0,2	0,2	0,2	100	
25.58.2 - Research-Development Internationaal	ngk 28,3	28,3	28,2	100	
25.58.3 - Wetenschappelijke Inrichting (I.H.E)	ngk 354,4	353,2	321,4	91	
	vk 15,0	13,3			
	ok 10,8		2,4	22	
25.58.5 - Noordzeebeleid	ngk 175,4	153,8	78,6	45	
	vjr 1,9	1,9	0,5	26	
Totaal voor afdeling 58 :	ngk 747,1	720,5	437,5	59	
	vjr 2,1	2,1	0,7	33	
	vk 15,0	13,3			
	ok 10,8		2,4	22	

(329)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 59 - LASTEN VAN HET VERLEDEN					
25.59.1 - Fonds bouw ziekenhuizen - flats	ngk	2.096,0	2.064,9	2.008,3	96
25.59.2 - Pasteur-Instituut	ngk	24,4	23,3	22,9	94
25.59.3 - Lasten van het verleden	ngk	2.022,7	1.959,4	1.957,2	97
	vk	186,4	166,0		
	ok	660,4		497,8	75
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	4.143,1	4.047,6	3.988,4	96
	vk	186,4	166,0		
	ok	660,4		497,8	75
TOTAAL 25 MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU	ngk	52.739,0	51.822,0	49.255,5	93
	vjr	349,9	262,9	26,2	7
	vk	232,4	200,6		
	ok	844,1		544,8	65
	fov	473,2	436,9		
	fon	544,1		374,5	69

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(330)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 31 - MINISTERIE VAN LANDBOUW

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN KLEINE EN
MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN EN LANDBOUW

31.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	80,5	67,6	53,4	66
	vjr	5,4	5,4	5,4	100
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	80,5	67,6	53,4	66
	vjr	5,4	5,4	5,4	100

AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN BESTUUR DER
ALGEMENE DIENSTEN

31.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	280,3	277,8	220,0	78
	ok	3,6		0,0	0
31.40.1 - Studies en documentatie	ngk	63,8	63,6	61,8	97
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	344,1	341,4	281,8	82
	ok	3,6		0,0	0

AFDELING 51 - BESTUUR VAN LAND- EN TUINBOUW

31.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	430,3	423,7	388,2	90
31.51.1 - Bevordering van kwaliteit en inkomen	ngk	58,7	56,8	30,0	51

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(in miljoenen frank)

31.51.2 - Acties van het Fonds voor de Produktie en de Bescherming van Planten en Plantaardige Produkten	ngk	35,1	35,1	27,1	77
Fonds : fonds voor de produktie en de bescherming van Planten en Plantaardige Produkten					

Totaal voor afdeling 51 :	ngk	524,1	515,6	445,3	85
	fov	102,3	2,5		
	fon	102,3		2,5	2

31.52.0 - Bestaansmiddelen

31.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	308,5	296,5	252,4	82
	vjr	0,1	0,1	0,1	100
	vk	18,0	3,6		
	ok	18,0		14,7	82
31.52.1 - Verbetering van de diersoorten	ngk	242,3	242,3	214,5	89
	vk	4,7	4,5		
	ok	4,7		4,6	98
31.52.2 - Bestrijding van de dierenziekten	ngk	178,3	178,0	118,9	67
	vjr	1,9	1,9	1,5	79
31.52.3 - Controle-opdrachten	ngk	33,6	32,1	5,1	15
	vjr	0,4	0,3	0,0	0

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(332)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secities, Afdelingen en Programma's (1)	Toegepaste kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttingsgraad ordonnanciering (5)
--	-----------------------------	---------------------------------	-------------------------------------	---

31.52.4 - Acties van het Fonds voor de Gezondheid en
de Produktie van de Dieren
Fonds : Fonds voor de gezondheid en de
produktie van de dieren (oud artikel
66.03 B)

ngk	575,1	575,0	313,7	55
vjr	6,9	6,9	2,5	36

Fonds 31-1	Vastlegging		Ordonnanciering		
	begroting	realisatie	begroting	realisatie	
saldo op 1.1.1993	424,7	321,0	491,6	387,9	
ontvangsten	1.429,7	1.017,5	1.429,7	1.017,5	
beschikbaar	1.854,4	1.338,5	1.921,3	1.405,4	
uitgaven	1.584,0	854,5	1.584,0	840,6	
saldo op 31.12.1993	270,4	484,0	337,3	564,8	

Totaal voor afdeling 52 :	ngk	1.337,8	1.323,9	904,6	68
	vjr	9,3	9,2	4,1	44
	vk	22,7	8,1		
	ok	22,7		19,3	85
	fov	1.584,0	854,5		
	fon	1.584,0		840,6	53

AFDELING 53 - BESTUUR DER ECONOMISCHE DIENSTEN

31.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	493,2	488,6	447,6	91
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
	ok	10,7		10,3	96
31.53.1 - Landbouweconomische politiek	ngk	873,6	842,5	788,0	90
31.53.2 - Bevordering van afzet van landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten	ngk	613,7	613,7	613,7	100

(333)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

31.53.3 - Controle op de grondstoffen voor de
landbouw
Fonds : Fytofarmaceutisch fonds
(oud artikel 66.08 C)

I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering	
I	I	I	I	I
Fonds 31-2	I	I	I	I
	I	I	I	I
	I	I	I	I
	I	I	I	I
saldo op 1.1.1993	I	I	I	I
ontvangsten	I	I	I	I
desaffectatie	I	I	I	I
beschikbaar	I	I	I	I
uitgaven	I	I	I	I
saldo op 31.12.1993	I	I	I	I

31.53.4 - Acties van het Landbouwfonds en van het Land-
bouwinvesteringsfonds
Fonds : Landbouwfonds

I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering	
I	I	I	I	I
Fonds 31-3	I	I	I	I
	I	I	I	I
	I	I	I	I
saldo op 1.1.1993	I	I	I	I
ontvangsten	I	I	I	I
beschikbaar	I	I	I	I
uitgaven	I	I	I	I
saldo op 31.12.1993	I	I	I	I

Totaal voor afdeling 53 :

ngk	2.667,9	2.573,8	2.469,3	93
vjr	0,1	0,0	0,0	0
vk	3.840,0	3.722,6		
ok	4.487,2		4.215,6	94
fov	735,0	603,9		
fon	743,0		603,9	81

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(334)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 54 - BESTUUR VOOR LANDBOUWKUNDIG ONDERZOEK (WETENSCHAPSBELEID)					
31.54.1 - R & D. op nationaal vlak. Dringende problemen, contractueel onderzoek en vulgarisatie	ngk	903,7	903,6	873,2	97
31.54.2 - R. & D. op internationaal vlak. Studievergaderingen en internationale samenwerking	ngk	10,5	10,5	7,9	75
31.54.3 - Dotaties aan wetenschappelijke rijksinstellingen en gelijkgestelden	ngk	1.274,2	1.271,0	1.133,9	89
	vk	44,3	41,0		
	ok	44,3		35,2	79
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	2.188,4	2.185,1	2.015,0	92
	vk	44,3	41,0		
	ok	44,3		35,2	79
TOTAAL 31 MINISTERIE VAN LANDBOUW	ngk	7.142,8	7.007,4	6.169,4	86
	vjr	14,8	14,6	9,5	64
	vk	3.907,0	3.771,7		
	ok	4.557,8		4.270,1	94
	fov	2.421,3	1.460,9		
	fon	2.429,3		1.447,0	60

(335)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

gk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 jr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 k : gesplitste vastleggingskredieten
 k : gesplitste ordonnanceringskredieten
 ov : variabele vastleggingskredieten
 on : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

ecties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
ECTIE 32 - MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN					
32.01.0 - Werking van het Kabinet	vjr	7,9	7,9	7,9	100
Totaal voor afdeling 01 :	vjr	7,9	7,9	7,9	100
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN					
32.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	70,3	68,4	62,6	89
	vjr	0,6	0,5	0,5	83
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	70,3	68,4	62,6	89
	vjr	0,6	0,5	0,5	83
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ENERGIE					
32.11.0 - Werking van het Kabinet	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	3,5	3,5	3,5	100
Totaal voor afdeling 11 :	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
	vjr	3,5	3,5	3,5	100
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL					
32.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	13,0	12,7	12,4	95
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	13,0	12,7	12,4	95
AFDELING 41 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE ALGEMENE DIENSTEN					
32.41.0 - Logistieke steun (bestaansmiddelen)	ngk	704,6	694,4	632,9	90
	vjr	0,6	0,6	0,5	83
32.41.1 - Dienstverlening voor alle departementen	ngk	13,3	13,3	13,0	98

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(336)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
32.41.2 - Algemene steun aan de verschillende administraties van het Ministerie van Economische Zaken	ngk vk ok	186,5 0,6 0,6	168,8 0,6	113,8 0,6	61 100
32.41.5 - Toelagen aan externe organismen	ngk vjr	70,2 1,3	59,2 1,3	59,2 1,3	84 100
Totaal voor afdeling 41 :	ngk vjr vk ok	974,6 1,9 0,6 0,6	935,7 1,9 0,6	818,9 1,8 0,6	84 95 100
AFDELING 42 - ALGEMENE DIRECTIE VOOR STUDIËN EN DOCUMENTATIE					
32.42.0 - Bestaansmiddelen	ngk	203,0	203,0	200,6	99
32.42.1 - Informatieverwerking	ngk vjr vk ok	25,9 0,1 251,8 296,8	25,9 0,1 236,5	19,3 0,0 276,0	75 0 93
Fonds : Speciaal fonds bestemd tot dekking van allerhande werkingskosten van het Centrum voor Informatieverwerking (oud art. 66.05.A)					
I	I	I	I	I	I
I Fonds 32-1	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I saldo op 1.1.1993	I	11,3 I	31,1 I	14,2 I	34,0 I
I ontvangsten	I	22,0 I	20,3 I	22,0 I	20,3 I
I beschikbaar	I	33,3 I	51,4 I	36,2 I	54,3 I
I	I	I	I	I	I
I uitgaven	I	27,3 I	28,6 I	27,3 I	5,0 I
I	I	I	I	I	I
I saldo op 31.12.1993	I	6,0 I	22,8 I	8,9 I	49,3 I
32.42.2 - Studiën, documentatie, bibliotheek, secretariaat	ngk	21,3	21,2	20,6	97
32.42.3 - Specifieke activiteiten	ngk vjr	1,0 0,1	0,7 0,1	0,5 0,1	50 100

(337)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

ecties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 42 :	ngk	251,2	250,8	241,0	96
	vjr	0,2	0,2	0,1	50
	vk	251,8	236,5		
	ok	296,8		276,0	93
	fov	27,3	28,6		
	fon	27,3		5,0	18
AFDELING 43 - BEDRIJFSORGANISATIE					
32.43.0 - Bestaansmiddelen	ngk	32,8	32,0	31,6	96
32.43.1 - Werkingstoelagen	ngk	157,4	157,0	156,4	99
Totaal voor afdeling 43 :	ngk	190,2	189,0	188,0	99
AFDELING 50 - HULP AAN DE NIJVERHEID					
32.50.1 - Kolenmijnen	ngk	701,4	689,9	651,3	93
32.50.6 - Andere nijverheden	ngk	55,0	34,2	28,3	51
	ok	10,7		0,6	6
32.50.8 - Lasten van het verleden	ngk	1.705,5	1.705,5	1.688,8	99
	vk	0,1	0,0		
	ok	864,6		822,5	95
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	2.461,9	2.429,6	2.368,4	96
	vk	0,1	0,0		
	ok	875,3		823,1	94
AFDELING 51 - ADMINISTRATIE VAN DE NIJVERHEID					
32.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	170,1	163,7	159,9	94
	vjr	0,1	0,0	0,0	0

(338)

(in miljoenen frank)

Secies, Afdelingen en Programmas	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnansering	Benuttingsgraad ordonnansering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

32.51.1 - Specifieke activiteiten	ngk	17,0	15,1	8,2	48
Fonds : Fonds tot dekking van de accreditatie- en certificatiekosten					

I	Fonds 32-2	I Vastlegging		I Ordonnanciering	
		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I saldo op 1.1.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I ontvangsten	I	6,0 I	1,4 I	6,0 I	1,4 I
I beschikbaar	I	6,0 I	1,4 I	6,0 I	1,4 I
I uitgaven	I	6,0 I	0,1 I	6,0 I	0,0 I
I saldo op 31.12.1993	I	0,0 I	1,3 I	0,0 I	1,4 I

Totaal voor afdeling 51 :	ngk	187,1	178,8	168,1	90
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
	fov	6,0	0,1		
	fon	6,0		0,0	0

AFDELING 52 - ADMINISTRATIE VOOR ENERGIE

32.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	125,0	115,8	112,2	90
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

32.52.1 - Deelneming in de kosten van het toegepast onderzoek met het oog op een beter beheer van de beschikbare energiebronnen

Fonds : Fonds voor de analyse van aardolieproducten (FAPETRO)

		I Vastlegging		I Ordonnancering	
Fonds 32-7		I begroting I realisatie		I begroting I realisatie	
saldo op 1.1.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
ontvangsten	I	70,0 I	0,0 I	70,0 I	0,0 I
beschikbaar	I	70,0 I	0,0 I	70,0 I	0,0 I
uitgaven	I	70,0 I	0,0 I	70,0 I	0,0 I
saldo op 31.12.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

32.52.5 - Verbetering levensomstandigheden en	ngk	8,4	8,1	1,2	14
veiligheid bevolking	vjr	2,6	2,5	2,5	96

(in miljoenen frank)

acties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting van vastlegging	Benutting van ordonnanciering	Benuttingsgraad van ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
32.52.7 - Deelneming in de werkingskosten van bepaalde comités en instellingen die hun activiteiten uitoefenen in de energiesector	ngk	20,2	14,5	10,4	51
	vjr	0,5	0,3	0,0	0
32.52.9 - Financiering van het nucleair passief	ngk	29,9	29,9	0,0	0
	vjr	8,5	8,5	0,0	0
	vk	26.384,5	26.384,5		
	ok	2.042,5		1.986,8	97
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	183,5	168,3	123,8	67
	vjr	11,6	11,3	2,5	22
	vk	26.384,5	26.384,5		
	ok	2.042,5		1.986,8	97
	fov	70,0	0,0		
	fon	70,0		0,0	0

AFDELING 53 - ADMINISTRATIE VAN HET MIJNWEZEN

32.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	118,9	117,2	115,4	97
32.53.1 - Occasionele opdrachten (herstel van kolenmijn schade, zandwinnings)					
Fonds : Fonds voor zandwinnings - continentaal plat van België					

		Vastlegging		Ordonnancering	
Fonds 32-5		begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993		0,0	0,0	0,0	0,0
ontvangsten		13,0	5,7	13,0	5,7
beschikbaar		13,0	5,7	13,0	5,7
uitgaven		4,0	0,0	4,0	0,0
saldo op 31.12.1993		9,0	5,7	9,0	5,7

Totaal voor afdeling 53 :	ngk	118,9	117,2	115,4	97
	fov	4,0	0,0		
	fon	4,0		0,0	0

AFDELING 54 - ADMINISTRATIE VAN HET MIJNWEZEN -
GEOLOGISCHE DIENST

32.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	45,1	44,5	41,6	92
	vjr	0,2	0,1	0,0	0

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(340)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	45,1	44,5	41,6	92
	vjr	0,2	0,1	0,0	0

AFDELING 55 - HANDEL - REGLEMENTERING VAN DE BINNEN-
LANDSE HANDEL EN VAN DIENSTEN

32.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	433,1	414,3	382,5	88
	vjr	0,2	0,1	0,1	50

32.55.1 - Goed verloop handelsverrichtingen verzekeren inzake toepassing van wetgeving aangaande maten en gewichten
Fonds : Fonds tot dekking van de uitgaven voortvloeiend uit de oprichting van de Belgische kalibratie organisatie
(oud artikel 66.15.A)

I	I	Vastlegging		Ordonnanciering		I
		I	I	I	I	
I	Fonds 32-3	I		I		I
I		I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I	saldo op 1.1.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	ontvangsten	I	1,5 I	0,0 I	1,5 I	0,0 I
I	beschikbaar	I	1,5 I	0,0 I	1,5 I	0,0 I
I		I	I	I	I	I
I	uitgaven	I	1,5 I	0,0 I	1,5 I	0,0 I
I		I	I	I	I	I
I	saldo op 31.12.1993	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(in miljoenen frank)

I	I	Vastlegging		I	Ordonnancering		I
		begroting	realisatie		begroting	realisatie	
I	Fonds 32-4						
I	saldo op 1.1.1993	259,4	591,8		259,4	591,8	
I	ontvangsten	0,0	0,0		0,0	0,0	
I	beschikbaar	259,4	591,8		259,4	591,8	
I	uitgaven	0,0	0,0		0,0	0,0	
I	saldo op 31.12.1993	259,4	591,8		259,4	591,8	

	Vastlegging		Ordonnancering	
Fonds 32-6	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
ontvangsten	25,0	18,9	25,0	18,9
beschikbaar	25,0	18,9	25,0	18,9
uitgaven	25,0	0,0	25,0	0,0
saldo op 31.12.1993	0,0	18,9	0,0	18,9

32.55.5 - Subsidie aan de B.D.B.L.	ngk	56,1	56,1	56,0	100
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	574,7	555,9	522,0	91
	vjr	0,2	0,1	0,1	50
	fov	26,5	0,0		
	fon	26,5		0,0	0

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(342)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)					
-----	-----	-----	-----	-----	-----
Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
-----	-----	-----	-----	-----	-----
AFDELING 56 - ALGEMENE DIRECTIE DER ECONOMISCHE AKKOORDEN					
32.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	33,8	33,7	33,4	99
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	33,8	33,7	33,4	99
AFDELING 57 - ECONOMISCHE ALGEMENE INSPECTIE					
32.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	316,0	306,1	302,6	96
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	316,0	306,1	302,6	96
AFDELING 58 - NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK					
32.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk	959,2	957,1	897,6	94
	vjr	2,0	1,9	1,8	90
32.58.1 - Tienjaarlijkse tellingen en occasionele enquêtes	ngk	238,3	229,6	141,8	60
	vjr	7,2	7,1	7,1	99
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	1.197,5	1.186,7	1.039,4	87
	vjr	9,2	9,0	8,9	97
AFDELING 59 - CENTRALE DIENST VOOR CONTINGENTEN EN VERGUNNINGEN					
32.59.0 - Bestaansmiddelen	ngk	263,6	248,4	241,0	91
	vjr	0,4	0,3	0,3	75
	ok	5,4		5,4	100
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	263,6	248,4	241,0	91
	vjr	0,4	0,3	0,3	75
	ok	5,4		5,4	100
AFDELING 60 - PLANBUREAU					
32.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	210,4	205,0	170,9	81
	vjr	0,2	0,1	0,1	50
	vk	7,0	6,5		
	ok	7,0		6,4	91
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	210,4	205,0	170,9	81
	vjr	0,2	0,1	0,1	50
	vk	7,0	6,5		
	ok	7,0		6,4	91

(343)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 70 - WETENSCHAPSBELEID					
32.70.1 - R. & D. op nationaal vlak	ngk	307,9	307,9	285,9	93
	ok	12,8		12,8	100
32.70.2 - R. & D. op internationaal vlak	ngk	659,0	657,5	643,4	98
	vk	91,0	91,0		
	ok	172,4		147,3	85
32.70.3 - Dotaties aan wetenschappelijke instellingen van de Staat en gelijkgestelde en verbonden instellingen	ngk	1.560,0	1.560,0	1.094,5	70
32.70.5 - Studies en onderzoeken over de problemen van diepe geologische structuren	ngk	20,1	19,6	0,2	1
	vk	45,3	45,3		
	ok	69,3		56,2	81
32.70.6 - Ijkwezen. Goed verloop handelsverrichtingen verzekeren inzake toepassing van de wet- geving aangaande maten en gewichten	ngk	52,1	52,1	39,8	76
	vk	17,2	9,9		
	ok	19,1		13,0	68
32.70.7 - Dienst voor de Industriële Eigendom. Bescherming intellectueel eigendomsrecht inzake octrooien, merken en tekeningen of modellen - verspreiding technologie.	ngk	31,1	25,0	14,1	45
Totaal voor afdeling 70 :	ngk	2.630,2	2.622,1	2.077,9	79
	vk	153,5	146,2		
	ok	273,6		229,3	84
TOTAAL 32 MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN	ngk	9.722,0	9.552,9	8.527,4	88
	vjr	36,0	34,9	25,7	71
	vk	26.797,5	26.774,3		
	ok	3.501,2		3.327,6	95
	fov	133,8	28,7		
	fon	133,8		5,0	4

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(344)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 33 - MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN VERKEERSWEZEN
EN OVERHEIDSBEDRIJVEN

33.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	60,2	59,4	34,0	56
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	60,2	59,4	34,0	56

AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER

33.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	57,3	56,8	31,0	54
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	57,3	56,8	31,0	54

AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN POSTERIJEN,
TELEGRAFIE EN TELEFONIE

33.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	4,3	4,3	4,0	93
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	4,3	4,3	4,0	93

AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT

33.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	61,9	59,0	49,4	80
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	61,9	59,0	49,4	80

AFDELING 41 - ALGEMENE DIENSTEN

33.41.0 - Bestaansmiddelen	ngk	733,1	663,7	569,5	78
	vk	3,0	0,6		
	ok	4,5		2,8	62
33.41.1 - Oorlogsschade	vk	25,4	17,4		
	ok	25,4		24,2	95
33.41.2 - Regie der Gebouwen	ngk	14.983,7	14.983,6	14.982,6	100
33.41.3 - Programmatie, informatie en statistiek	ngk	33,0	32,1	20,2	61
33.41.4 - Automobiellendienst	ngk	6,5	5,6	5,2	80
	vjr	1,5	1,5	0,0	0

(345)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

ecties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

33.41.5 - Overheidsbedrijven	ngk	14.800,0	14.800,0	14.800,0	100
Fonds : Oriëntatiefonds van de Overheids- bedrijven bestemd om deel te nemen aan de moderniseringspolitiek van de Overheidsbe- drijven ten einde bij te dragen aan de realisatie van de beheerscontracten					

I	I Vastlegging		I Ordonnanciering		I
	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	
I Fonds 33-2					
I saldo op 1.1.1993	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	
I ontvangsten	I 1.400,0 I	I 1.600,0 I	I 1.400,0 I	I 1.600,0 I	
I beschikbaar	I 1.400,0 I	I 1.600,0 I	I 1.400,0 I	I 1.600,0 I	
I uitgaven	I 1.400,0 I	I 0,0 I	I 1.400,0 I	I 0,0 I	
I saldo op 31.12.1993	I 0,0 I	I 1.600,0 I	I 0,0 I	I 1.600,0 I	

Totaal voor afdeling 41 :	ngk	30.556,3	30.485,0	30.377,5	99
	vjr	1,5	1,5	0,0	0
	vk	28,4	18,0		
	ok	29,9		27,0	90
	fov	1.400,0	0,0		
	fon	1.400,0		0,0	0

AFDELING 51 - BESTUUR VAN HET VERVOER TE LAND

33.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	272,3	271,1	238,1	87
33.51.1 - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen	ngk	74.076,4	61.902,3	61.660,1	83
33.51.3 - Maatschappijen voor Intercommunaal Vervoer	ngk	15,0	15,0	15,0	100
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	74.363,7	62.188,4	61.913,2	83

AFDELING 52 - BESTUUR DER LUCHTVAART

33.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	202,3	202,0	171,8	85
	vk	4,5	2,0		
	ok	5,0		3,3	66
33.52.1 - Regeling van het luchtverkeer en internationale samenwerking	ngk	28,5	21,0	15,8	55

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(346)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)					
Secies, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten		Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
33.52.3 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk 77,5 vk 4,4 ok 5,4	77,5 4,0	77,5 3,4	100 63	
33.52.6 - Sabena	ngk 1.207,0	1.207,0	1.172,9	97	
Totaal voor afdeling 52 :	ngk 1.515,3 vk 8,9 ok 10,4	1.507,5 6,0	1.438,0 6,7	95 64	
AFDELING 53 - BESTUUR VAN DE MARITIEME ZAKEN EN VAN DE SCHEEPVAART					
33.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk 489,4 vjr 2,9	465,5 2,9	417,2 0,0	85 0	
33.53.2 - Koopvaardij (internationale verdragen, bevordering en ontwikkeling van de vloot, zeevaartsinspectie en scheepsmeetdienst)	ngk 391,1 vjr 770,0	388,2 770,0	2,1 770,0	1 100	
33.53.3 - Infrastructuur en dienstvaartuigen	ok 1,0		0,0	0	
33.53.4 - Studies en documentatie	ngk 5,0	3,0	1,9	38	
Totaal voor afdeling 53 :	ngk 885,5 vjr 772,9 ok 1,0	856,7 772,9	421,2 770,0 0,0	48 100 0	
AFDELING 55 - BESTUUR VOOR FINANCIËLE BIJDRAGE EN BEHEER					
33.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk 0,0	0,1	0,1	0 *	
Totaal voor afdeling 55 :	ngk 0,0	0,1	0,1	0 *	
AFDELING 56 - BESTUUR VAN DE VERKEERSREGLEMENTERING EN VAN INFRASTRUCTUUR					
33.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk 541,6 vjr 5,4	540,8 5,4	417,6 0,0	77 0	
33.56.1 - Netwerken en informatie	ngk 10,3 ok 31,4	9,3	3,8 14,7	37 47	
33.56.2 - Werken voor Europese en internationale instellingen	ngk 13,1 vk 2.149,0 ok 1.599,0	12,3 1.404,7	11,1 1.450,1	85 91	
33.56.3 - Bouwtechnische voorschriften en goedkeuringen	ngk 4,8 vjr 1,5	4,7 1,5	0,6 0,0	13 0	

(347)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering																																																																		
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)																																																																		
33.56.4 - Organisatie en veiligheid van het privé-wegvervoer	ngk vjr	370,6 0,7	355,9 0,1	209,5 0,1	57 14																																																																		
33.56.6 - Wetenschapsbeleid	ngk	1,9	1,3	0,2	11																																																																		
33.56.7 - Vervoer en mobiliteit Fonds : Speciaal fonds tot dekking van de uitgaven in het kader van het DRIVE programma	ngk	4,5	3,5	1,6	36																																																																		
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>Vastlegging</td><td>I</td><td>Ordonnanciering</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 33-1</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I begroting I realisatie</td><td>I begroting I realisatie</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 1.1.1993</td><td>I 0,0 I</td><td>I 0,0 I</td><td>I 0,0 I</td><td>I 0,0 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>ontvangsten</td><td>I 5,0 I</td><td>I 0,3 I</td><td>I 5,0 I</td><td>I 0,3 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>beschikbaar</td><td>I 5,0 I</td><td>I 0,3 I</td><td>I 5,0 I</td><td>I 0,3 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>uitgaven</td><td>I 5,0 I</td><td>I 0,0 I</td><td>I 5,0 I</td><td>I 0,0 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 31.12.1993</td><td>I 0,0 I</td><td>I 0,3 I</td><td>I 0,0 I</td><td>I 0,3 I</td></tr> </table>						I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I	I	Fonds 33-1	I	I	I	I	I		I begroting I realisatie	I begroting I realisatie	I	I	I		I	I	I	I	I	saldo op 1.1.1993	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	I	ontvangsten	I 5,0 I	I 0,3 I	I 5,0 I	I 0,3 I	I	beschikbaar	I 5,0 I	I 0,3 I	I 5,0 I	I 0,3 I	I		I	I	I	I	I	uitgaven	I 5,0 I	I 0,0 I	I 5,0 I	I 0,0 I	I		I	I	I	I	I	saldo op 31.12.1993	I 0,0 I	I 0,3 I	I 0,0 I	I 0,3 I
I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I																																																																		
I	Fonds 33-1	I	I	I	I																																																																		
I		I begroting I realisatie	I begroting I realisatie	I	I																																																																		
I		I	I	I	I																																																																		
I	saldo op 1.1.1993	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I																																																																		
I	ontvangsten	I 5,0 I	I 0,3 I	I 5,0 I	I 0,3 I																																																																		
I	beschikbaar	I 5,0 I	I 0,3 I	I 5,0 I	I 0,3 I																																																																		
I		I	I	I	I																																																																		
I	uitgaven	I 5,0 I	I 0,0 I	I 5,0 I	I 0,0 I																																																																		
I		I	I	I	I																																																																		
I	saldo op 31.12.1993	I 0,0 I	I 0,3 I	I 0,0 I	I 0,3 I																																																																		
33.56.8 - Erkenning der aannemers	ngk	2,1	1,7	0,0	0																																																																		
Totaal voor afdeling 56 :	ngk vjr vk ok fov fon	948,9 7,6 2.149,0 1.630,4 5,0 5,0	929,5 7,0 1.404,7 1.464,8 0,0	644,4 0,1	68 1 90																																																																		
AFDELING 57 - CENTRAAL BUREAU VOOR BENODIGDHEDEN																																																																							
33.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	252,5	249,8	221,4	88																																																																		
33.57.1 - Modernisering van het C.B.B.	ngk	19,9	15,8	5,2	26																																																																		
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	272,4	265,6	226,6	83																																																																		
AFDELING 58 - LASTEN VAN HET VERLEDEN																																																																							
33.58.1 - Lasten van het verleden	ngk ok	223,0 1.425,6	223,0	13,8 758,7	6 53																																																																		
Totaal voor afdeling 58 :	ngk ok	223,0 1.425,6	223,0	13,8 758,7	6 53																																																																		

- 1423/1 - 93/94

(348)

1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

(in miljoenen frank)				
Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAAL 33 MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR	ngk 108.944,5	96.631,0	95.149,2	87
	vjr 786,3	785,7	774,1	98
	vk 2.186,3	1.428,7		
	ok 3.097,3		2.257,2	73
	fov 1.405,0	0,0		
	fon 1.405,0		0,0	0

(349)

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	

SECTIE 34 - DE MINISTER VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE					
34.01.0 - Werking van het kabinet	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
TOTAAL 34 DE MINISTER VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE					
	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(350)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1993 (KREDIETEN 1993) OP 31/03/94

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoenen frank)

Secaties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 51 - MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR DE RIJKSSCHULD					
AFDELING 40 - BINNENLANDSE ZAKEN					
51.40.1 - Gemeenten	ngk	0,3	0,2	0,2	67
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	0,3	0,2	0,2	67
AFDELING 41 - VERKEERSWEZEN					
51.41.1 - BELGACOM (R.T.T.)	ngk	110,0	8,0	0,0	0
51.41.2 - Posterijen	ngk	1.052,0	1.052,0	970,1	92
Totaal voor afdeling 41 :	ngk	1.162,0	1.060,0	970,1	83
AFDELING 42 - OPENBARE WERKEN					
51.42.1 - Sociale Huisvesting	ngk	1.391,9	1.391,8	1.378,5	99
	vjr	53,1	53,1	53,1	100
51.42.3 - Gemeentekrediet	ngk	1.369,0	1.359,0	1.181,6	86
Totaal voor afdeling 42 :	ngk	2.760,9	2.750,8	2.560,1	93
	vjr	53,1	53,1	53,1	100
AFDELING 44 - BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING					
51.44.2 - Belgisch-Kongolees Fonds	ngk	565,0	565,0	565,0	100
Totaal voor afdeling 44 :	ngk	565,0	565,0	565,0	100

- 1423/1 - 93/94
1074 - 1 (1993-1994)

(in miljoenen frank)

AFDELING 45 - FINANCIËN

Fonds 51-1	Vastlegging		Ordonnanciering	
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1993	0,0	0,0	0,0	0,0
ontvangsten	122.930,0	889.581,6	122.930,0	889.581,6
beschikbaar	122.930,0	889.581,6	122.930,0	889.581,6
uitgaven	122.930,0	828.721,2	122.930,0	792.261,7
saldo op 31.12.1993	0,0	60.860,4	0,0	97.319,9

TOTAAL 51 MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR DE	ngk	1.429.503,2	1.215.442,2	1.094.404,1	77
RIJKSSCHULD	vjr	323,5	323,4	323,4	100
	fov	122.930,0	828.721,2		
	fon	122.930,0		792.261,7	644 *

ALGEMEEN TOTAAL	ngk	2.336.068,4	2.102.021,0	1.945.848,5	83
	vjr	3.348,3	3.252,2	2.236,4	67
	vk	59.497,3	57.498,5		
	ok	34.712,9		31.153,6	90
	fov	176.942,9	875.784,3		
	fon	176.373,4		839.053,1	476 *